

A L. CHASTAGNON

GLI INIZI

DEL

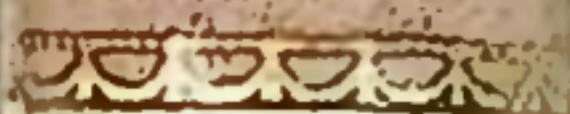
PONTIFICATO

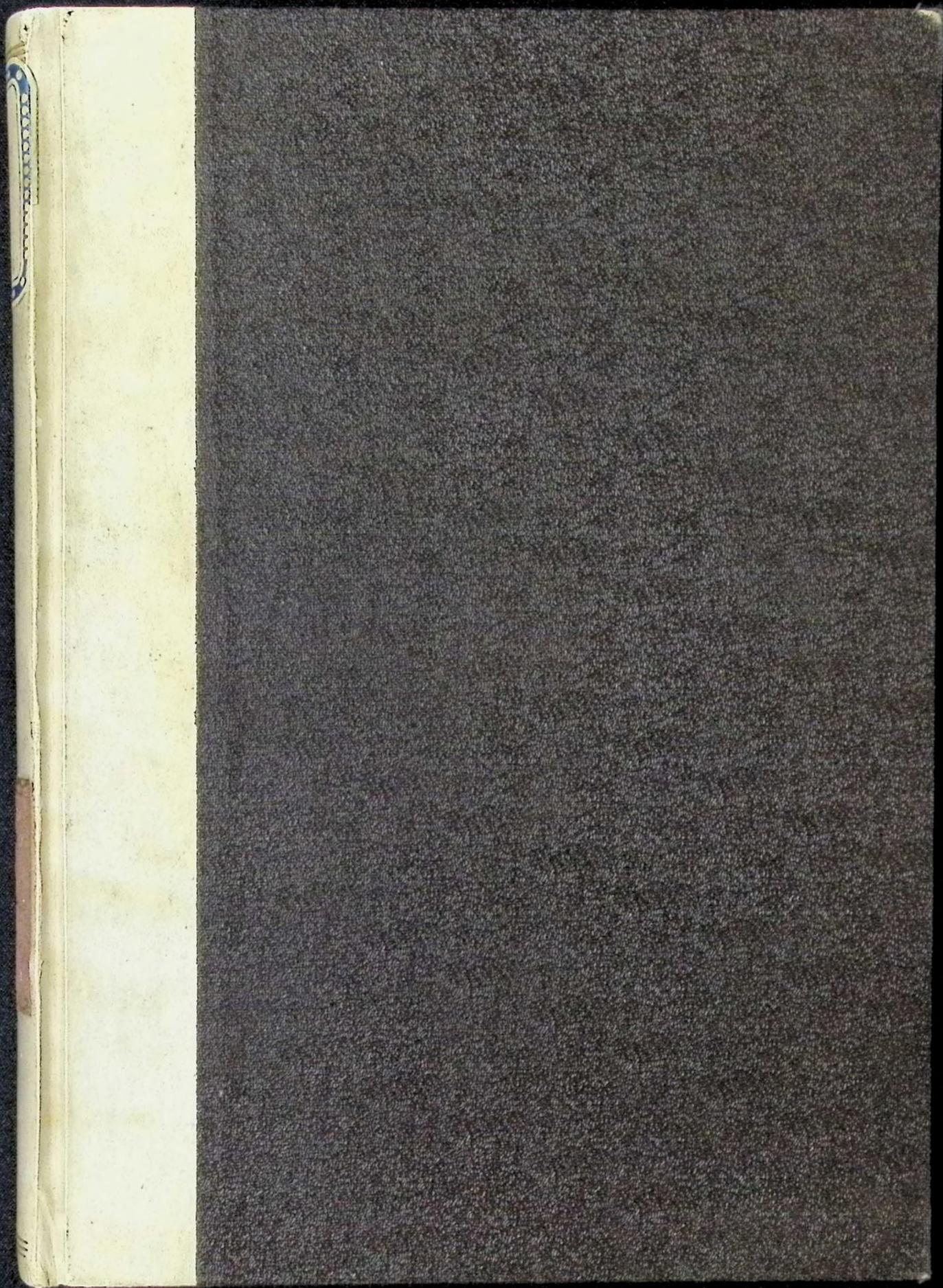
DI PIO IX

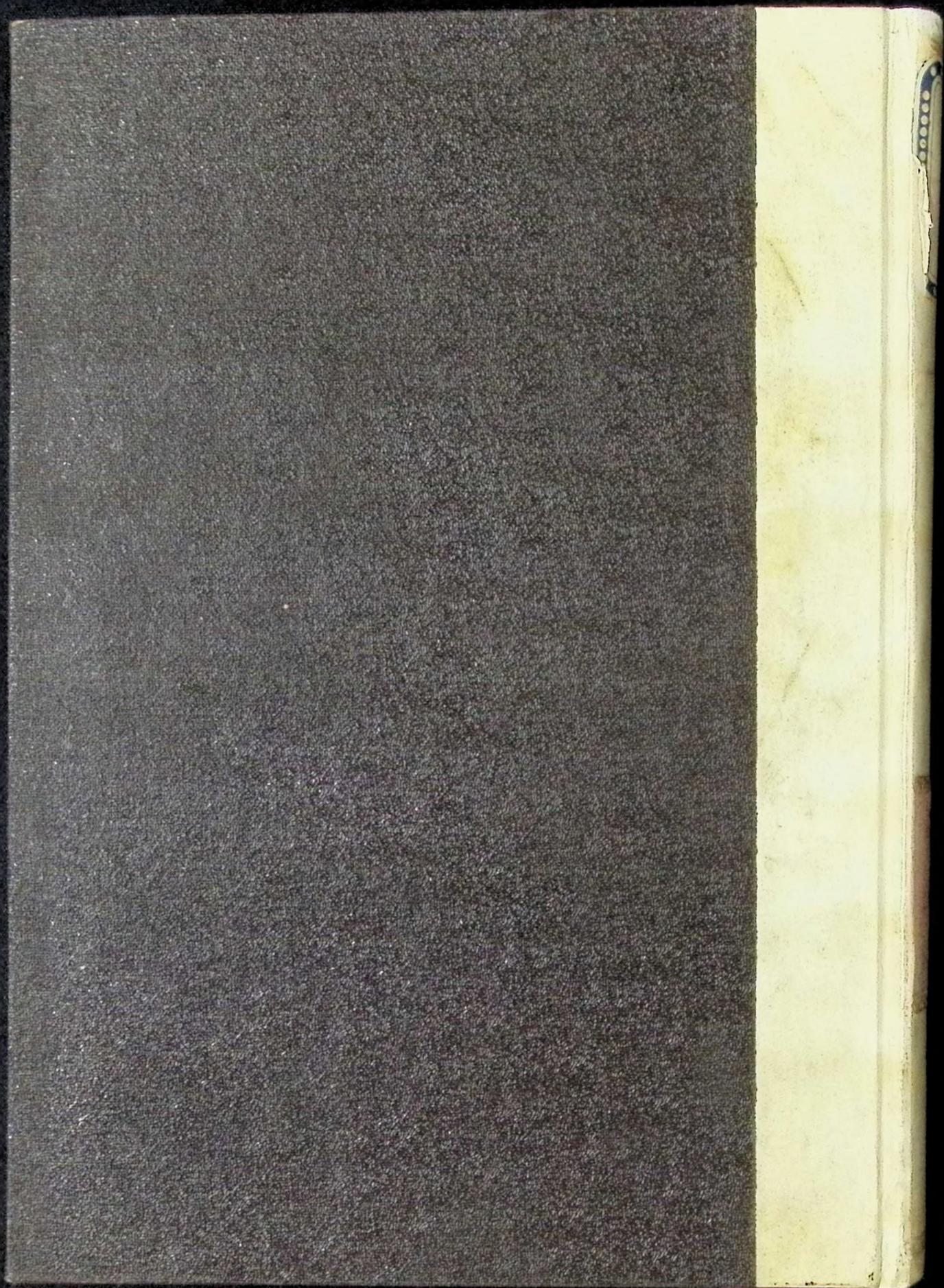
E IX

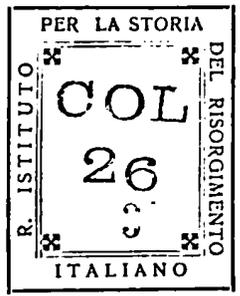
CONSIGLIERI

DI STATO











REGIO ISTITUTO PER LA STORIA DEL RISORGIMENTO ITALIANO
BIBLIOTECA SCIENTIFICA

SERIE II: FONTI

VOL. XXX

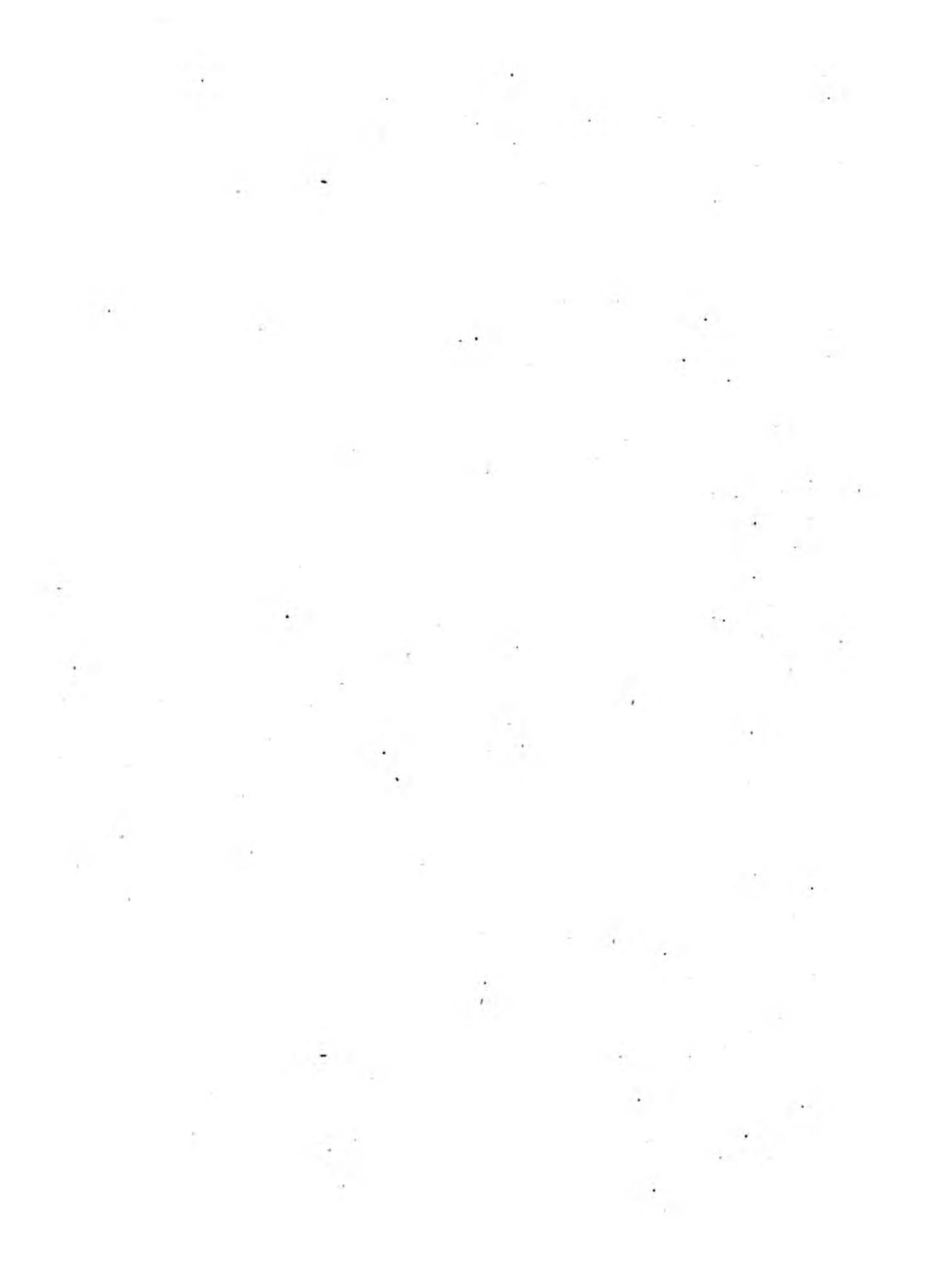
ALBERTO M. GHISALBERTI

NUOVE RICERCHE SUGLI INIZI
DEL PONTIFICATO DI PIO IX
E SULLA CONSULTA DI STATO

ROMA - VITTORIANO - 1939 XVIII



**REGIO ISTITUTO PER LA STORIA
DEL RISORGIMENTO ITALIANO**



REGIO ISTITUTO PER LA STORIA DEL RISORGIMENTO ITALIANO
BIBLIOTECA SCIENTIFICA

SERIE II: FONTI

VOL. XXX

ALBERTO M. GHISALBERTI

NUOVE RICERCHE SUGLI INIZI
DEL PONTIFICATO DI PIO IX
E SULLA CONSULTA DI STATO

ROMA - VITTORIANO - 1939 XVIII

NUOVE RICERCHE SUGLI INIZI DEL PONTIFICATO DI PIO IX E SULLA CONSULTA DI STATO

*Ai miei scolari
dell'Università di Palermo.*

I.

IL CONCLAVE DEL GIUGNO 1846

Nel gruppo dei minori diplomatici accreditati presso il Governo di Roma nella prima metà dell'Ottocento appare figura di qualche rilievo il conte Augusto de Liedekerke Beaufort, rappresentante del Regno dei Paesi Bassi. La sua missione ebbe inizio nel 1830, anno in cui egli successe al conte de Celles, e durò fino al 1856, quando fu sostituito dal Du Chastel.¹⁾ Conservatore illuminato e ricco di una personale esperienza di uomini e cose egli inviò interessanti rapporti al suo Governo, dei quali si conservano minute o copie nell'Archivio annesso al Museo Centrale del Risorgimento in Roma, specialmente per gli ultimi anni del regno di Gregorio XVI e per il primo decennio di quello di Pio IX. Di questi suoi rapporti e di altri documenti contemporanei ci serviremo in queste ricerche.

Avverso alle cospirazioni e alle sommosse per temperamento e per esperienza e partigiano di un moderato riformismo («*assurément nous ne sommes ni l'un ni l'autre révolutionnaires — aveva scritto il 5 ottobre 1844 al suo ministro degli esteri, luogotenente generale De La Sarraz —; nous avons... acquis, au prix de bien couteuses expériences, l'intime conviction que l'intelligence s'appuyant sur le tems et la modération peut seule fonder quelque chose de durable*»), il de Liedekerke si rendeva, però, conto delle tristissime condizioni in cui versava lo Stato Pontificio, fino al punto di scrivere al suo ministro di non esser troppo sicuro dei sentimenti che avrebbe potuto nutrire se fosse nato nei domini del Papa.²⁾

Il Governo Pontificio aveva perduto l'amore dei sudditi, e «*ce sentiment — egli scriveva il 18 marzo 1844 — ... se manifeste*

¹⁾ Una lettera del de Liedekerke al cardinale Bernetti del 9 marzo 1831 pubblicò già R. DEL PIANO, *Roma e la rivoluzione del 1831*, Roma, 1931, pp. 218-219. Ma l'autrice ha scambiato poi il Ministro dei Paesi Bassi per un Nunzio apostolico..., *ivi*, p. 382.

²⁾ Ved. A. M. GHISALBERTI, *Cospirazioni del Risorgimento*, Palermo, 1938-XVI, p. 12.

ouvertement dans les palais, comme dans les chaumières», e anche se non c'era da temere uno scoppio rivoluzionario, esisteva pur sempre agli occhi del diplomatico olandese la possibilità di turbamenti, dei quali avrebbe approfittato « un puissant voisin ... pour venir de nouveau planter ses aigles sur les remparts de Bologne, et probablement, par esprit de prévision, sur ceux de la citadelle d'Ancône ». Due serî pericoli, quindi, minacciavano il Governo temporale del Papa, l'insurrezione di una parte dei sudditi e l'intervento austriaco, il quale « n'est peut-être pas celui qu'il redoute le moins ». Unica speranza, l'azione delle grandi potenze sul Governo Pontificio per indurlo a riforme, non già per assicurargli l'amore dei sudditi, « ce qui paraît désormais impossible », ma, almeno, per togliere a questi ogni motivo legittimo di reclamo.¹⁾

Il rigore della legge era opportuno, sosteneva ancora il de Liedekerke il 27 giugno 1844, ma non doveva diventare fine a se stesso. Condanne ed esecuzioni senza un successivo atto di clemenza e, peggio, senza attuazione di riforme non servivano a nulla (ed egli azeglianamente aveva « toujours considéré une révolution comme un remède beaucoup plus dangereux que le mal auquel on voulait l'appliquer »).

Osservatore silenzioso, com'egli si definiva, costretto a vita solitaria anche per ragioni di salute, il de Liedekerke non cessava d'informare il suo Governo sulle voci che correivano, sulle intemperanze dei liberali, sugli errori dell'amministrazione papale.²⁾ Il consigliere di legazione Magrini, i consoli d'Ancona e di Civitavecchia ed alcuni suoi amici personali di Romagna e di Roma — amici che non appartenevano solo al gruppo dei fedeli al Pontefice — gli fornivano elementi per i suoi rapporti, i suoi giudizi, le sue previsioni.

La situazione dello Stato Romano non migliorava certo, secondo il de Liedekerke, sulla fine del regno di Gregorio XVI. Un suo inedito rapporto del 15 aprile 1846 ce lo mostra preoccupato del disagio interno dello Stato e della sua debolezza, della incertezza e della contraddittorietà della politica papale.

Rome, le 15 avril 1846.

Monsieur le Lieutenant-Général,

Étant allé, ces jours derniers, rendre visite à un Romain de mes amis, homme d'esprit dont les opinions sont modérées, et qui est fort-attaché à son Gouvernement, je l'ai trouvé tenant en main une des plus récentes livraisons de la *Revue des Deux Mondes*, échappée — et lui-même s'en étonnait — aux rigueurs de la censure, qui ordinairement ne permet pas la distribution des journaux

¹⁾ Dispaccio del 18 marzo 1844 in GHISALBERTI, *op. cit.*, pp. 8-11.

²⁾ Ved. il dispaccio del 22 marzo 1844 in GHISALBERTI, *op. cit.*, pp. 90-92.

étrangers, ou des écrits périodiques, lorsqu'ils contiennent des articles infectés de ce que l'on appelle ici le mauvais esprit de notre époque.

« Vous arrivez — me dit-il — très-à-propos pour que je vous lise un passage de la chronique de la quinzaine (bulletin politique de la *Revue*), concernant notre triste situation, et qui, selon moi, la résume, en peu de mots, on ne saurait mieux.

« Vous pouvez ensuite, mou cher Comte, écrire dépêche sur dépêche à votre Cour, grouper minutieusement tous les petits faits révolutionnaires qui éclatent autour de nous, vous faire même l'interprète des vœux de nos esprits raisonnables, et si finalement vous voulez en tirer une conclusion, en restant dans le vrai, il faudra — ou je me trompe fort — que vous en reveniez à celle de la *Revue* ».

Voici maintenant ce passage, dont je laisse d'ailleurs — et quant à son application aux affaires de ce pays — toute la responsabilité à mon Romain.¹⁾

...« Dans les contrées méridionales — dit l'auteur de l'article en question, et après s'être livré à différentes considérations sur l'état politique de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie — l'émotion n'est pas moins grande, et les difficultés ne sont pas moins sérieuses. Il n'est personne qui ne sache qu'un bataillon français franchissant les Alpes suffirait pour insurger l'Italie; il n'est pas un esprit sérieux qui ne tienne grand compte de ces émeutes passées en quelque sorte à l'état chronique et qui trahissent des souffrances véritables, lors même que les griefs légitimes sont exploités par de criminelles passions. L'état précaire et constamment menacé du gouvernement pontifical ne peut manquer d'appeler toute la sollicitude de l'Europe. Il y a là des intérêts de deux natures compromis par leur association même, et qui, pour leur propre avantage, tendent visiblement à se séparer. Si la puissance temporelle des papes était, au moyen-âge, la condition indispensable de leur indépendance spirituelle, dans l'état nouveau des sociétés européennes, c'est évidemment en dehors de l'exercice du pouvoir politique que reposent les garanties de cette indépendance nécessaire, et quiconque voudrait, à cet égard, juger de l'avenir par le passé constaterait qu'il ne comprend pas les conditions d'une haute pensée destinée, dans son immutabilité même, à survivre aux transformations sociales.

« Comment le gouvernement des états pontificaux répondrait-il aux besoins des générations nouvelles? L'élection remise à un collège de vieillards porte toujours sur un vieillard que ses grands devoirs envers la chrétienté détournent et ne peuvent manquer de détourner presque toujours des soucis d'un gouvernement temporel; le trône sur lequel il passe n'est que la première marche du somptueux mausolée qui l'attend. Demander à un octogénaire entouré de cardinaux dont la jeunesse s'est passée dans le silence des cloîtres ou dans les labeurs de la science ecclésiastique, demander à un souverain sans héritier, plus touché de sa mission spirituelle que de sa mission politique, de s'occuper d'administration et de réformes de nature à soulever contre lui des résistances incalculables, c'est le convier à une oeuvre presque impossible. Dompter l'aristocratie famélique des prélats romains, arracher à leur avidité les belles provinces où ils paralysent tant d'éléments de vie et de progrès, cette tentative ne présupposerait guère moins d'audace et de génie que celle des plus hardis réformateurs, et, si le ciel a promis le perpétuité au sacerdoce catholique, il n'a pas promis de faire arriver des Pierre-le-Grand sur le trône pontifical.

¹⁾ *Revue des Deux Mondes*, t. XIII, 15 marzo 1846, pp. 1131-1132 (*Chronique de la quinzaine*).

« Ainsi, au sud comme au nord de l'Europe, les questions se pressent, les problèmes abondent... ».

Quelques hommes politiques de ce pays prétendent en effet — car, sur de telles questions, je me défie trop de mes propres lumières pour me permettre de formuler une opinion — que, si le domaine temporel des Papes leur assurait autrefois l'indépendance dans l'exercice de leur puissance spirituelle, il en est tout autrement aujourd'hui qu'ayant, et peut-être sans retour, perdu l'affection et la confiance des populations soumises à leur sceptre, celui-ci serait bientôt brisé dans leur faibles mains par l'esprit nouveau qui s'agite autour d'eux, s'il n'était comprimé et arrêté dans son oeuvre de destruction par un puissant voisin qu'il est inutile de nommer ici: voisin intéressé sans doute à ce que la révolution ne prenne pas pied dans les États de l'Église, mais qui cependant est assez fort chez lui pour empêcher la contagion d'y pénétrer, et qui, dès-lors, pourrait tranquillement, l'arme au bras sur la rive gauche du Pô, contempler ses rapides progrès sur la rive opposée. L'on a donc pour lui de la déférence, même beaucoup de déférence; l'on en témoigne également à ce qu'il est convenu d'appeler à notre époque l'aréopage européen, puisque comme souverain temporel, l'on n'existe plus que sous son bon plaisir: et moyennant cette dépendance qu'il faut bien admettre, ou se refuser à l'évidence, il est maintenant facile de s'expliquer la contradiction de certains actes du pouvoir spirituel, approuvant ici la conduite du clergé, et la blâmant ailleurs, tandis qu'au fond, et d'un côté comme de l'autre, ce clergé que voulait-il, en s'associant à l'oeuvre qui devait produire un ordre nouveau, sinon rendre à l'église ses libertés en substituant le régime du droit à celui de la violence là où ce dernier avait prévalu? Or, n'est-ce pas ce qu'a voulu et ce que voudra toujours la cour de Rome?

Il nous est donc pénible, disent ces mêmes hommes, car je ne fais que rapporter ici leurs paroles, de voir le chef suprême de notre église être ainsi fatalement entraîné à devenir un instrument à l'usage tantôt de la politique réactionnaire, tantôt de la politique progressive: c'est énerver, c'est déconsidérer notre sainte religion dans la personne de son pontife, puisque, représentant sur la terre son Divin fondateur, sa voix ne devrait descendre dans l'arène où se débattent nos tristes passions que pour les calmer et rapprocher les hommes les uns des autres, au lieu de semer parmi eux de nouveaux germes de division.

En résumé, nous ne voyons plus, suivant l'ordre des idées nouvelles (et que pouvoir serait assez fort pour en arrêter le développement?), d'accord possible entre les exigences des deux souverainetés, et assurément celle si sublime de pourvoir exclusivement aux besoins des âmes, n'est-elle pas de beaucoup supérieure et préférable à l'autre?¹⁾

La morte di Gregorio XVI era apparsa grave di conseguenze fin dal primo momento al diplomatico olandese, sia per le condizioni interne dello Stato, sia per il vario atteggiarsi delle grandi potenze. Conformemente all'opinione dei più sperimentati osservatori, egli prevedeva un conclave piuttosto breve e — fatto notevole — segnalava come il più certo tra i *papabili*, il cardinale Mastai-Ferretti.

¹⁾ Roma, Museo Centrale del Risorgimento, *Archivio della Legazione dei Paesi Bassi*, vol. 16, A. C. La stessa collocazione hanno i dispacci successivamente riportati.

Scrivait, infattl, nel suo dispaccio del 16 giugno, spedito prima che fossero noti i risultati degli ultimi scrutini :

Il parait qu'un discours, ou plutôt une exhortation, forte de choses, prononcée par le Cardinal Macchi à l'ouverture du Conclave, et en sa qualité de sous-doyen du Sacré-Collège, a produit sur tous ses collègues une profonde impression, et leur a fait sentir qu'en présence de la situation difficile, pour ne pas dire menaçante, dans laquelle se trouvent aujourd'hui les États de l'Église, il était de leur devoir de mettre de côté tout esprit de division et de franchement se réunir dans un but commun, celui de pourvoir promptement à la vacance du Saint-Siège.

Le Cardinal Prince Altieri, l'ancien Nonce de Vienne, prélat fort distingué et qui, tôt ou tard, occupera un des premiers postes de l'État, doit s'être exprimé dans le même sens et avoir aussi produit le même effet.

L'on parle, en outre, d'avis venus de Bologne, et qui n'auraient pas peu contribué à rendre l'harmonie plus complète parmi Leurs Eminences et à substituer une entente cordiale à leurs dissentiments.

Il y a donc maintenant lieu de croire que le Conclave actuel n'aura pas toute la durée qu'on lui avait d'abord supposée, et que, peut-être même, il aura terminé son oeuvre importante avant l'arrivée des Cardinaux étrangers.

Le Souverain-Pontife désigné par l'opinion publique, et dont le choix remplirait tous ses vœux, serait le Cardinal Gizzi, qui connaît tous les besoins de notre époque et saurait les satisfaire dans une mesure raisonnable; mais, outre qu'il serait, exposé à l'exclusive de l'Autriche, il a, aux yeux de beaucoup de ses collègues, le tort d'avoir été cité avec éloge par le Marquis Maxime Azeglio, dans sa brochure sur les mouvements de Rimini, brochure qui a eu un si grand retentissement en Italie.

Je pense donc, et c'est aussi l'avis de mes amis politiques, que les suffrages de la majorité se reporteront sur le digne Cardinal Mastai-Ferretti, actuellement évêque d'Imola dans les Légations, où ils s'est fait aimer par son esprit de douceur et de modération.

M. gr Gizzi aurait — voilà au moins ce que l'on prétend — modifié plus profondément le Gouvernement civil que probablement ne le fera l'évêque d'Imola et ayant successivement représenté le Saint-Siège en Suisse et en Belgique, il doit connaître mieux que ce prélat les difficultés que rencontrent sous le régime constitutionnel l'autorité suprême et les exigences de ce régime: cependant, quelque soit le Pontife que la main de la Providence, selon l'ordre de Ses desseins, destine à occuper la chaire de Saint-Pierre, il lui sera facile de populariser son avènement au pouvoir; il lui suffira pour cela de rendre à leur familles tant de malheureux qui gémissent dans les prisons pour délits politiques, de faire cesser les poursuites judiciaires entamées pour le même sujet contre plus de quatre cents individus, et, enfin, d'accepter les soumissions des compagnies relatives à l'établissement de voies ferrées dans différentes directions. Tous les hommes raisonnables, amis du Gouvernement et de l'ordre, s'unissent pour poser ces conditions et en considérer l'accomplissement comme indispensable pour le maintien de la tranquillité.

Je suis occupé, dans ce moment, à réunir les éléments d'un travail biographique sur les membres composant le Sacré-Collège, et aussitôt qu'il sera terminé, je m'empresserai de le placer sous les yeux de Votre Excellence; mais comme cette assemblée a été presque en totalité renouvelée depuis le dernier conclave (celui de 1830), cette oeuvre, pour être consciencieuse, exige des recherches que tout mon zèle et ma bonne volonté ne sauraient abrégier.

Le notizie raccolte dal de Liedekerke non fanno che confermare quelle che correvano in quei giorni per Roma o venivano inviate dai più esperti rappresentanti stranieri ai loro governi. Anche per Pellegrino Rossi, infatti, il Mastai era uno dei tre candidati che l'opinione pubblica designava con il Gizzi e il Soglia.¹⁾ E l'ambasciatore napoletano, Ludolf, fin dal 4 giugno aveva segnalato il nome del Mastai tra quelli dei candidati più autorevoli, Soglia, Gizzi, Ostini, Falconieri, De Angelis, Mai, Franzoni, Orioli, mentre il rappresentante inglese a Firenze, P. Campbell Scarlett, trasmetteva il 18 giugno all'Aberdeen un'altra lista di *papabili*: Zacchia, Bernetti, Gizzi, Micara, Ferretti, Ostini, Monico, Franzoni, De Angelis, Patrizi, Polidori, Soglia, Mangelli (*sic*), accennando in modo particolare ai nomi del Gizzi e del Micara.²⁾ « I nostri sforzi debbono tendere ad avere un pontefice moderato e prudente come i tempi lo esigono, e che il Conclave venga sollecitamente ad una scelta », scriveva lo stesso Ludolf il 6 giugno, deplorando la *discordia* che appariva tra i cardinali (i *dissentiments* del de Liedekerke). La preoccupazione dell'esercizio del diritto di *esclusiva* da parte dell'Austria e, come ricorda il de Liedekerke e aveva scritto il Rossi al suo Governo, le notizie che venivano da Bologna, ove si andava coprendo di firme il noto indirizzo del 10 giugno,³⁾ forse anche il timore di un papato Lambruschini, come sosteneva il Ludolf, dettero così rapida soluzione al Conclave che tutti s'aspettavano lungo e combattuto. Anche per il Metternich l'importante era « que l'élection se fasse vite et que ce ne soit pas un *zelante* », come confidava al de Flahaut, ambasciatore di Francia a Vienna.⁴⁾ Della sorpresa provata per la decisione anche più rapida del previsto è l'eco nell'affrettato

¹⁾ Vedi il dispaccio del Rossi al Guizot del 17 giugno 1846, in L. LEDERMANN, *Pellegrino Rossi*, Parigi, 1929, p. 333. Un quadro delle condizioni dello Stato e interessanti accenni alle previsioni del viceconsole sardo per una elezione del Mastai in T. BUTTINI, *La morte di Gregorio XVI e l'elezione di Pio IX*, ecc., in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. XXVII (1940-XVIII), fasc. I.

²⁾ E. CIPOLETTA, *Memorie politiche sui conclavi da Pio VII a Pio IX*, Milano, 1863, p. 225. L'opera del Cipolletta sembra ignota a I. ARCUNO, *Il regno delle Due Sicilie nei rapporti con lo Stato Pontificio*, Napoli, 1933, che pur si serve di documenti già usati dal primo. Ved. per il Campbell Scarlett la *Correspondence respecting the affairs of Italy 1846-1847*, Londra, 1849, p. I, p. 2 e 15.

³⁾ Rossi, in L. LEDERMANN, *op. cit.*, p. 333. Vedi l'indirizzo in L. WOLLEMBORG, *Lo Statuto pontificio nel quadro costituzionale del 1848*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. XXII (1935-XIV), pp. 583-587.

⁴⁾ Cfr. C. VIDAL, *Un italien ambassadeur de France à Rome, Pellegrino Rossi (1844-1848)*, in *Revue des études italiennes*, n. 2-5, aprile-settembre 1936, p. 262. Il Vidal, che chiama il Mastai « un inconnu de la veille », sembra ignorare la segnalazione del Rossi al Guizot ricordata dal Ledermann.

dispaccio inviato a mezzogiorno del 17 giugno dal de Liedekerke al suo Governo.

Votre Excellence va marcher de surprise en surprise, car, si la mort du Pape défunt n'était prévue par personne, l'élection de son successeur, faite pour ainsi dire sur l'heure, l'était moins encore; aussi la célérité, presque incroyable, apportée par le Sacré-Collège dans l'accomplissement de son important mandat, a-t-elle déjoué toutes les combinaisons, trompé tous les calculs.

Dans le scrutin qui a donc eu lieu hier, l'après-dinée, et qui était seulement le quatrième depuis la réunion du Conclave, le Cardinal Mastai-Ferretti, actuellement évêque d'Imola dans les Légations, ayant obtenu trente-six voix, c'est-à-dire deux de plus que le nombre légal voulu, a été élu Pape et s'est donné le nom de Pie Neuf, à cause de sa parenté avec Pie-Sept, qui, avant d'occuper la chaire de Saint Pierre, avait rempli les mêmes fonctions épiscopales.

Il n'existe, je crois, dans les annales de la papauté qu'un bien petit nombre d'exemples d'une élection qui se soit faite, comme celle-ci, en deux jours, et l'on doit rendre un juste hommage à la sagesse et à la prudence du Sacré-Collège qui a su de cette manière, si bien apprécier la gravité des circonstances et répondre à leurs exigences.

Or è qualche anno, Antonio Monti, per confutare una asserzione di Ernesto Masi, che aveva immaginato il Conclave diviso in due fazioni, una capitanata dal Lambruschini e l'altra dal Bernetti, ed aveva errato sul numero dei primi voti dati al Mastai, ha pubblicato i risultati dei quattro scrutini attraverso i quali Giovanni Maria Mastai-Ferretti divenne Pio IX. ¹⁾ La questione non è di soverchia importanza: un partito potentissimo avverso al Lambruschini esisteva, come provano quasi tutte le fonti contemporanee, capeggiato proprio dal Bernetti, come scriverà il de Liedekerke all'Aja qualche giorno più tardi, e appoggiato dal Micara, « un homme intègre, à formes un peu dures », come lo definirà l'anno dopo il d'Azeglio al Rendu. Quanto ai voti conseguiti dai vari candidati, già il Coppi li aveva riportati con molta esattezza nei suoi *Annali*. ²⁾

Una sommaria ma interessante descrizione delle operazioni del conclave, non priva di qualche compiaciuta malignità clericale, è quella comunicata dal cardinal Fieschi al noto cronista romano Nicola Roncalli e da quest'ultimo annessa ai materiali per la sua *Cronaca*, molto incompletamente pubblicata dal De Magistris e dal Ghiron. ³⁾

¹⁾ A. MONTI, *Pio IX nel Risorgimento italiano*, Bari, 1928, p. 56.

²⁾ A. COPPI, *Annali d'Italia dal 1750*, Firenze, 1859, t. IX, p. 37. Ved. l'accenno alle acclamazioni popolari al Micara in A. MANNO, *L'opinione religiosa e conservatrice in Italia dal 1830 al 1850*, Torino, Bocca, 1910, pp. 82-83.

³⁾ *Aneddoti del Conclave del 1846: 30 giugno 1846 (Notizie comunicate dal cardinale Fieschi)*, in Museo Centrale del Risorgimento, vol. ms. 676. Una descrizione delle

Nel primo scrutinio il cardinale Fieschi per decoro del Diaconato diede il voto a Micara e fu l'unico che il medesimo ebbe.

Il cardinale Lambruschini avendo avuto 15 voti concepì grandi speranze per essere eletto, alzò la testa e divenne *due palmi più alto*.

Furono suoi scrutatori principali: Macchi, Franzoni, Spinola, Cadolini, Vannicelli, Ugolini, Massimo, Serafini.

Al secondo scrutinio Lambruschini vedendo i suoi voti diminuiti si sturbò ed al terzo si sconcertò.

Nel quarto erano scrutatori: Mastai, Amat, Fieschi. Mastai estraeva i voti, Amat li osservava, Fieschi li annunciava.

Al 32° voto dell'accesso Fieschi disse: *il Papa è fatto*.

Mastai gli tirò la vesta in segno che tacesse.

Nel tempo stesso altri cardinali gridarono al Fieschi: *presto, presto, infilzi i voti*. Imperciocchè i Lambruschiniani vedendosi cadenti cercavano d'imbrogliare.

Intanto uscirono quattro voti in favore di Lambruschini.

Quindi palpitazione dei cardinali statisti.

Finalmente uscì il 33° ed allora essendovi i due terzi Fieschi disse: *Il Papa è fatto: diviene inutile ulteriore scrutinio*; ma il Mastai stesso soggiunse: *Prego di continuare*.

Uscirono allora varî voti in favore di Falconieri e De Angelis.

Finalmente altri tre in favore di Mastai il quale così n'ebbe 36, cioè: voti 27, accesso 9, totale 36.

Terminato l'accesso si verificarono i 9 voti dati al Mastai per vedere se fra essi vi erano alcuni di quelli dei 27, ma non essendovene alcuno, la elezione fu dichiarata legale.

Allora tutti i cardinali uscirono per accompagnare il nuovo Papa alla sua cella.

Lambruschini però nel *passetto* che sta fra la sala avanti alla cappella si svenne e Fieschi che era vicino (ma contrario) lo fece entrare nella cella del cardinale Mai, o piuttosto nella stanza tra la cella di Mai e di Bianchi. Quindi lo assistette somministrandogli acqua di odore. Finalmente riprese vigore. Allora il cameriere disse al Fieschi (che lo sapeva anti-Lambruschiniano): non credeva che avesse tanta premura per il mio padrone; e dopo si fece un dovere di aiutare il Fieschi a spogliarsi degli abiti cardinalizi.

Nell'aneddoto Fieschi-Roncalli, in cui pur è ricordata quella provata dal Lambruschini durante lo scrutinio, non è alcuna traccia della grande commozione di Pio IX passata dalla tradizione nel racconto del Monti, dello svenimento cui accenna il Bianchi e neppure del più modesto turbamento riferito dal Coppi.¹⁾ Anzi, il Mastai ci è dipinto come assai

vicende del Conclave a vivi colori è anche in G. S. PELCZAR, *Pio IX e il suo Pontificato sullo sfondo delle vicende della Chiesa nel secolo XIX*, vers. ital., Torino, 1909, vol. I, pp. 106-117. Sobria, ma come sempre precisa e bene informata narrazione in C. SPELLANZON, *Storia del Risorgimento e dell'Unità d'Italia*, Milano, Rizzoli, 1934-XII, vol. II, p. 909.

¹⁾ A. MONTI, *op. cit.*, pp. 56-57; N. BIANCHI, *Storia documentata della diplomazia europea in Italia*, Torino, 1869, vol. V, p. 8. Vedi anche E. VERCESI, *Pio IX*, Milano, 1930, pp. 21-22, che deriva il suo romantico racconto dal Pelczar. Giuste osservazioni fa a proposito dell'asserito turbamento del neo eletto C. SPELLANZON, *Storia*, ecc., vol. III, p. 6.

padrone di sè, tanto da *tirar la vesta* al Fieschi, — il quale, certo ormai che il vescovo d'Imola avesse i due terzi dei voti, assicurava che il Papa *era fatto* — e da invitare i cardinali a continuare nella votazione pur dopo il raggiungimento del 33° voto. Un solo svenimento ci fu, quello del Lambruschini, del quale già il Coppi aveva narrato che « nel ritornare dalla cappella nelle sue stanze soffrì un forte deliquio ». ¹⁾

Superata la prima sorpresa per la rapidità del Conclave, il de Liedekerke faceva seguire alcune interessanti notizie sulla avvenuta elezione e qualche informazione sul nuovo Pontefice, ispirate a quanto gli aveva comunicato il Lützow, già da diciannove anni rappresentante dell'Austria a Roma e, quindi, in grado di conoscere assai bene uomini e cose dell'ambiente romano. Tra l'altro il Lützow gli confidava che già quattro anni prima egli aveva indicato al Metternich nel Mastai-Ferretti uno dei più probabili successori di Gregorio XVI.

Roma, le 19 juin 1846.

Monsieur le Lieutenant-Général,

Le conclave — et dans l'état actuel des choses on ne saurait trop l'en louer — a rempli si promptement et, je crois même pouvoir ajouter, contre l'attente générale, l'important objet de sa réunion, qu'il ne m'a pas laissé le temps d'achever le travail statistique que je me proposais de soumettre à Votre Excellence, afin qu'Elle fût ainsi à même de se former une idée du caractère et du mérite personnel de chacun des membres du Sacré-Collège, ainsi que du parti auquel l'on pouvait supposer qu'il appartenait.

Mais outre que cette oeuvre, exigeant d'assez laborieuses recherches, n'est donc pas encore achevée, et que, pour le moment, elle a aussi perdu son principal intérêt, je me bornerais aujourd'hui à en extraire, en y ajoutant quelques développements, l'article concernant Son Eminence le Cardinal Mastai, que les suffrages de ses collègues viennent de placer sur la chaire de Saint-Pierre, et qui s'y est assis sous le nom de Pie-Neuf, qu'il a pris, non pas, comme, mal informé, j'ai eu l'honneur de l'écrire à Votre Excellence, à cause de sa parenté avec le grand Pontife Pie-Sept, mais uniquement parce que c'est celui-ci qui, dans le temps, a décidé sa vocation ecclésiastique, et, plus tard, protégé ses premiers pas dans cette carrière.

Le Cardinal Mastai-Ferretti, aujourd'hui Pape régnant, est né à Sinigaglia, dans la Marche d'Ancône, ou plutôt dans la Légation d'Urbain et Pesaro, le 13 mai 1792, et appartient à une noble famille de cette ville, que sa mère habite encore, et c'est déjà une circonstance peu commune qu'un Pontife romain ayant conservé la sienne, puisqu'en général ils ne ceignent la thiare qu'à un âge tres-avancé. Venu à Rome pour entrer dans la garde-noble du Pape, il se vit obligé d'abandonner ce projet, à cause des attaques d'épilepsie aux quelles il était sujet, et c'est alors que, s'étant adressé à Pie-Sept, celui-ci lui donna le conseil de se vouer à l'état ecclésiastique, en ajoutant qu'il y trouverait un remède efficace contre son mal, prédiction qui, depuis, s'est effectivement réalisée, et sans attacher à ce fait un caractère hors de l'ordre naturel, je me

¹⁾ COPPI, *Annali* cit., p. 38. Vedi anche BIANCHI, *op. cit.*, p. 9.

borne simplement à le consigner ici.¹⁾ Peu après, et par suite de l'intérêt que lui portait son auguste protecteur, l'abbé Mastai fit partie d'une mission apostolique envoyée au Chili, sous la direction de M. gr Muzzi, évêque de Città di Castello, pour y régler les affaires religieuses de ce pays. Cette mission n'ayant pu remplir son objet, ceux qui la composaient revinrent au bout de deux ans à Rome.²⁾ L'abbé Mastai fut alors placé à la tête d'une fondation particulière, connue ici sous le nom de Tata-Giovanni, et, de-là, passa à la direction du vaste hospice de Saint Michel, le plus important de cette capitale, et s'y distingua par son zèle, sa charité et son esprit d'ordre. Après plusieurs années qui s'écoulèrent dans l'exercice de cette charge difficile et laborieuse, il fut nommé archevêque de Spolète, chef-lieu de la Délégation de ce nom, et s'y trouvait quand survinrent les événements de 1831. L'ascendant moral qu'il avait su prendre sur les habitants de cette ville, par la modération et la douceur de son administration épiscopale, ne contribua pas peu, sinon au maintien complet de l'ordre, du moins à son prompt rétablissement, sans l'emploi de ces mesures de rigueur qui, partout ailleurs, ont laissé tant de haine et d'amertume au fond des coeurs.³⁾ Ce fut pour le récompenser de la belle et courageuse conduite qu'il tint à cette époque, que le défunt Pape le transféra, le 17 décembre 1832, au riche évêché d'Imola, dans la Légation de Ravenne, et, finalement, le promut au Cardinalat dans le Consistoire du 14 décembre 1840, sur les instances mêmes de la magistrature de cette ville, dont les habitants sont cependant bien connus par leurs tendances libérales, et leur esprit d'opposition au Gouvernement du Saint-Siège. Mais Monseigneur Mastai avait su gagner leur estime et leur confiance par cette même douceur et cette même modération dont il avait déjà fait un si heureux usage lorsqu'il dirigeait la diocèse de Spolète. Sa charité est inépuisable et tandis qu'il ne s'accordait que le strict nécessaire, sa bourse était toujours ouverte aux pauvres de son diocèse: c'est ainsi qu'avec une mense épiscopale de plus de cinquante mille francs, il se trouvait souvent sans argent pour payer les dépenses de sa propre maison.

Tout porte d'ailleurs, à croire que, quoique monté sur le trône, il ne changera en rien sa manière si simple de vivre, puisque déjà il a déclaré qu'il n'entendait pas que son dîner fût composé de plus de trois plats. Plein de douceur et de modestie dans ses formes, on le dit aussi doué d'un jugement excellent, et l'application de cette précieuse qualité au gouvernement des affaires temporelles permet d'espérer qu'une fois plus familiarisé avec elles, qu'il ne peut l'être aujourd'hui, il leur imprimera une bonne et sage direction. Animé d'un grand zèle pour la pratique des choses religieuses, il saura sans doute le tempérer à propos pour ne pas y sacrifier les soins multipliés qu'exige de lui l'exercice de son pouvoir politique; il saura aussi contenir dans de justes bornes cette bonté aux inspirations de laquelle on peut, dans la vie privée, s'abandonner sans réserve, mais qui, dans la vie publique, peut facilement dégénérer en faiblesse, et maintenir ainsi de graves abus, ou en faciliter le développement.

En résumé, et quoique le choix du Cardinal Gizzi eût été plus populaire, puisque l'on personnifie en lui le progrès au point que le bruit de son élection, par je ne sais

¹⁾ Vedi su questa prima fase della vita del futuro Pio IX, A. MONTI, *op. cit.*, pp. 17-26.

²⁾ Cfr. MONTI, *op. cit.*, pp. 27-28 e, più ricco di particolari, PELCZAR, *op. cit.*, vol. I, pp. 58-67.

³⁾ Per l'episodio di Spoleto, vedi PELCZAR, *op. cit.*, vol. I, pp. 81-85, e MONTI, *op. cit.*, pp. 33-42.

quel mal-entendu, s'étant répandu dans la soirée du mardi 16, la joie brillait dans tous les yeux. et que même j'ai vu des gens inconnus les uns aux autres s'embrasser dans les rues; cependant l'Europe, et les catholiques en particulier, ne peuvent qu'applaudir, à la désignation qui a été faite, et s'en féliciter sincèrement. ¹⁾

Le Cardinal Mastai est un pieux évêque, et un digne homme dans toute l'acceptation du mot, comprenant toutes les obligations difficiles de la double et si haute mission que la main de la Providence vient de lui assigner, et il saura les remplir avec âme et conscience. Il ne doit pas non plus ignorer qu'une grande attente s'attache à lui, et tout me porte à croire qu'il pourra la satisfaire. ²⁾

Je m'exprimerais d'une manière moins absolue sur le nouveau chef de l'Église, s'il ne s'agissait ici que de ma propre opinion, qu'il serait présomptueux de produire sous une forme aussi décidée; mais, aux termes près, qui étaient mieux choisis, c'est plutôt celle de Monsieur l'Ambassadeur d'Autriche, qui a bien voulu me communiquer ce qu'il avait écrit à ce sujet à sa cour. Or, Monsieur de Lutzow est à Rome depuis dix-neuf ans; il a pu pendant ce laps de temps, y acquérir, et y a en effet acquis, une connaissance approfondie des hommes et des choses; c'était d'ailleurs un des devoirs essentiels de sa haute position. Mêlé, ensuite, depuis plus de quarante années aux grandes affaires, il possède donc cette solidité de jugement qui est le fruit de l'expérience et d'une longue pratique. C'est un honnête-homme, incapable de mentir à sa pensée; ainsi l'on peut, je crois, avoir une entière confiance dans son appréciation du nouveau Pape; et ce qui serait de nature à la fortifier encore, c'est que déjà, il y a quatre ans, mon honorable collègue, en transmettant à Son Altesse le Prince de Metternich quelques détails sur le personnel du Sacré-Collège, lui indiquait le Cardinal Mastai comme un de ses membres qui réunissait le plus des chances pour succéder un jour au vénérable Pontife Grégoire-Seize.

C'est après-demain, 21 du courant, que doit avoir lieu à Saint-Pierre la cérémonie du couronnement, et l'on vient de m'assurer que demain — je me permet cependant d'en douter encore — il paraîtra une notification au sujet d'une amnistie pour les délits politiques. Si cela se vérifie, l'on peut alors s'attendre à voir, dimanche, un grand et sincère enthousiasme éclater, non seulement parmi le peuple, mais aussi dans les classes les plus élevées.

In sostanza, anche il de Liedekerke è pieno di ammirazione per le virtù personali e i meriti sacerdotali del nuovo eletto, ma lascia trasparire nel suo giudizio, fondamentalmente favorevole, qualche espressione che ce lo dimostra alquanto incerto di fronte alla capacità di Pio IX di realizzare quanto l'opinione pubblica attendeva. ³⁾ C'è da

¹⁾ Vedi gli accenni a questo episodio nel rapporto di Pellegrino Rossi del 17 giugno 1846, in LEDERMANN, *op. cit.*, pp. 332-333, nella lettera di Costanza Corboli al padre del 17 agosto, in A. MANNO, *op. cit.*, p. 93, e la spiegazione che ne dà il COPPI, *Annali cit.*, t. IX, p. 38, accettata anche dal PELCZAR, *op. cit.*, vol. I, p. 115.

²⁾ « His Holiness is a man of liberal and moderate opinions, and of correct judgement. He was greatly esteemed in his diocese; and the election appears to give much satisfaction », *Correspondence cit.*, p. 17.

³⁾ Anche il Re di Napoli avrebbe desiderata nel nuovo Pontefice accanto ad « un'esimia religione molta esperienza di affari e molta fermezza di carattere », ARCUNO, *op. cit.*, p. 7.

sperare che il Papa, una volta più a conoscenza degli affari temporali «leur imprimera une bonne et sage direction» e che, soprattutto, «saura contenir dans de justes bornes cette bonté aux inspirations de la quelle on peut, dans la vie privée, s'abandonner sans reserve, mais qui, dans la vie publique, peut facilement dégénérer en faiblesse, et maintenir ainsi de graves abus, ou en faciliter le développement». (Forse, anche il de Liedekerke avrebbe preferito un papato Gizzi). Al Rossi alcuni cardinali avevano assicurato «qu'on accorderait tout de suite l'amnistie et les chemins de fer»; il rappresentante olandese non credeva, però, cosa imminente la prima.

Più ampio e particolareggiato esame dei recenti avvenimenti faceva il de Liedekerke in un suo successivo rapporto, nel quale, accanto a più precise notizie sull'andamento del Conclave, formulava interessanti osservazioni sulla situazione che si era venuta creando. Al ministro dei Paesi Bassi appariva evidente che nel Conclave si era svolta una rapida ma intensa lotta tra *statisti* e *stranieri* (e agli occhi dei primi erano *stranieri* tutti i Cardinali nati fuori dello Stato della Chiesa), lotta nella quale noi possiamo vedere affermata una maggiore volontà di indipendenza della Santa Sede rispetto agli altri Governi, tesi cara al cardinal Micara e allo stesso Mastai.

Rome, le 24 juin 1846.

Monsieur le Lieutenant-Général,

Depuis la mort du vénérable Pontife Grégoire XVI, les événements se sont succédé ici avec tant de rapidité que la pensée elle-même a eu quelque peine à en suivre la marche, et que, dès-lors, il ne m'est pas été possible d'en recueillir, chaque jour, les circonstances, ni, ensuite, de les faire régulièrement connaître à Votre Excellence.

Elle me permettra donc aujourd'hui de me détacher du présent, pour réporter, pendant quelques instant, Son attention sur ce qui s'est passé au Conclave, afin qu'Elle puisse ainsi mieux s'expliquer comment l'on est arrivé si promptement à un résultat dont l'on ne saurait, je crois, trop se féliciter, tant sous le rapport du choix que sous celui de l'opportunité.

Le Sacré-Collège, tel qu'il se composait au moment de l'ouverture du Conclave, était, au dire des personnes les mieux informées, divisé en deux partis, dont l'un, désigné sous le titre de parti romain, et c'était le plus fort, reconnaissait pour son chef le Cardinal Bernetti, et l'autre, appelé parti sarde, passait pour obéir aux inspiration de l'ancien Secrétaire d'État, Cardinal Lambruschini. 1)

1) Vedi sulla divisione del Sacro Collegio al momento del Conclave N. BIANCHI, *op. cit.*, vol. V, pp. 7-8, e CIPOLLETTA, *op. cit.*, dispaccio Ludolf del 5 giugno, p. 228, e l'altro del 6, p. 229.

Le premier avait arrêté en principe: qu'il ne voulait plus d'un pape étranger, c'est-à-dire né hors des États de l'Église, ou appartenant à un ordre religieux; ce qui était le cas pour le Pontife défunt, et en effet la solitude des cloîtres peut faire acquérir toutes les vertus apostoliques, produire un grand théologien, mais elle prépare mal, l'on doit en convenir, au maniement des affaires temporelles et à la connaissance des hommes qui en forme la principale base. ¹⁾

Quant au second, le parti sarde, il avait pris pour règle de conduite le principe tout-à-fait opposé puisque c'était son propre chef, d'origine génoise, et membre d'une congrégation religieuse, celle des Barnabites, qu'il voulait faire asseoir sur la chaire de Saint-Pierre. Mais, outre son infériorité numérique, quoi-qu'il comptât dans ses rangs plusieurs Romains qui, par reconnaissance, se croyaient obligés de soutenir la candidature de Monseigneur Lambruschini, il avait encore à surmonter toutes les inimitiés qu'un Secrétaire d'État ne peut manquer de s'attirer pendant son ministère, en supposant même qu'il ne fasse de son pouvoir sans contrôle qu'un usage modéré: ce qui est rarement le cas, et ce qui ne l'a pas été du tout — voilà au moins ce que l'on prétend — pendant le régime qui vient de finir.

N'ayant jamais eu, en mon particulier, et dans toutes les occasions, qu'à me louer beaucoup de la bienveillance de l'ancien chef de la Secrétairerie d'État, Votre Excellence comprendra, et approuvera sans aucun doute, que je me tienne en dehors des attaques si vives, si passionnées, dont son administration est aujourd'hui l'objet; et quel est, d'ailleurs, le Ministre qui, à notre époque, eût-il même rendu à son pays les plus grands services, ne soit pas souvent obligé de se réfugier dans sa conscience pour y trouver un peu de justice ?!

Ce fut donc sous l'influence des dispositions que je viens d'indiquer sommairement à Votre Excellence, que, le 15 de juin, au matin, commencèrent les opérations électorales du conclave, entourées de toutes les formalités prescrites par les constitutions apostoliques, et qui ont pour objet d'en assurer la légitimité.

Maintenant, Monsieur le Lieutenant Général, et par le tableau ci joint sur lequel je n'ai fait figurer que les cardinaux ayant obtenu des voix, Votre Excellence verra: que, dans le premier scrutin et l'*accesso*, qui en est une sorte de complément lorsque celui-là n'a pas amené de résultat, le Cardinal Lambruschini a réuni quinze suffrages. tandis que son compétiteur, le cardinal Mastai, n'est arrivé qu'au nombre de treize; mais que, dès le second, prenant sa revanche, il en comptait déjà dixsept, et l'autre, à son tour, seulement treize; que, dans le troisième, il atteignait le chiffre

¹⁾ « La maggior parte de' cardinali oggi presenti in Roma, nel numero di trenta, è per un papà *statista*, e non Frate, di alta prudenza e moderazione », Ludolf a Scilla, 4 giugno 1846, in CIPOLLETTA, *op. cit.*, p. 224. « The sudden election of the Pope — scriveva il Campbell Scarlett all'Aberdeen il 26 giugno — is supposed to have been caused in a great measure by the determination of the younger cardinals to come to the vote in his favour before the arrival of the foreign cardinals, aided by energetic appeal to the Conclave by the Cardinal Micara, Supreme President of the Apostolic Chamber ». In contrasto al Lambruschini, favorevole all'attesa dei cardinali stranieri, il Micara aveva sostenuto che era ormai tempo che il Governo Pontificio non fosse più a lungo soggetto ad influenze straniere, ma dovesse condursi in modo più consono allo spirito del tempo. Il discorso del Micara avrebbe scosso gli animi e per le cose dette e perchè attorno al Cardinale vi era « universal respect », *Correspondence cit.*, p. 18.

de *vingtsept*, et qu'enfin, dans le quatrième scrutin, réunissant la plupart des voix éparpillées sur d'autres cardinaux, et celles faisant défection à son concurrent, il en obtenait *trente six*, c'est à dire deux de plus que ne lui en fallait pour former le nombre prescrit, les deux tiers, sans que sa propre voix, comme de raison, y soit comprise.

Quoiqu'en général, toutes les démarches et la distribution des votes aient été convenues d'avance, il paraît cependant que le parti romain ne s'attendait pas à ce qu'un si grand nombre de suffrages se porterait sur l'ancien Secrétaire d'État, et puisqu'à tout prix l'on voulait empêcher son élection, c'est alors que beaucoup de voix, qui, dans le principe, avaient été données à d'autres Eminences, sont revenues au Cardinal Mastai, et l'ont fait triompher de son concurrent, qui, finalement, s'est vu réduit à dix voix. ¹⁾

Tout en continuant à payer un juste tribut d'éloges à l'esprit de sagesse et de prévoyance qui a dirigé le Sacré-Colège dans ses opérations, plusieurs personnes néanmoins sont d'avis qu'il ne se serait pas montré aussi impatient d'en finir si le parti qui portait le Pape actuel n'avait pas craint que l'arrivée des cardinaux étrangers ne vint, sinon rendre son succès impossible, tout au moins lui susciter de sérieux obstacles.

D'un autre côté, l'illustre assemblée avait été informée qu'une pétition demandant ces réformes jugées indispensables pour assurer la tranquillité du pays, circulait à Bologne, qu'elle y avait déjà reçu les signatures des principales notabilités de cette ville; que, bientôt, elle serait couverte de celles de toutes les classes, et ressemblerait à une de ces pétitions monstres que l'on dépose quelque fois en Angleterre sur le bureau du Président de la Chambre des Communes.

Enfin, les mêmes personnes vont jusqu'à dire qu'on ne voulait pas non plus laisser à Monsieur Rossi, à qui l'on est si loin d'accorder toute cette confiance dont parlent certains journaux, le temps de prononcer son discours parce que l'on supposait qu'il contiendrait, par rapport au Gouvernement temporel, des insinuations dont les Provinces feraient, ensuite, leur profit pour donner plus de poids à leur réclamations.

J'avoue que je crois cette supposition mal fondée, car la politique de la France en ce pays a été, et continuera encore à y être toute d'expectative. Elle voit, dans une silencieuse réserve, complaisamment grandir le mal, et d'un oeil non moins favorable en rejeter la cause sur une puissance, sa rivale d'influence dans la péninsule italique; en attendant, ses idées circulent et y font mieux ses affaires que ses trois ambassadeurs, sans que toutefois je veuille par-là rien diminuer du mérite de ceux-ci. ²⁾

¹⁾ « Il timore di avere il cardinal Lambruschini papa, il sospetto di ricevere un indirizzo dalle Legazioni domandando l'esecuzione delle promesse fatte nel 1831, ed il voler evitare una possibile esclusiva per parte di quelle Potenze che hanno il veto, sembra oggi spiegare la prodigiosa sollecitudine con la quale i cardinali, mettendo onorevolmente da banda ogni personale interesse, sono venuti all'elezione del nuovo pontefice », Ludolf a Scilla 21 giugno, in CIPOLLETTA, *op. cit.*, p. 235. Vedi anche, per il timore di un papato Lambruschini, BIANCHI, *op. cit.*, vol. V, p. 8.

²⁾ Il BIANCHI, *op. cit.*, vol. V, p. 9, racconterà più tardi che « l'Ambasciatore di Francia erasi intromesso assai palesemente nelle faccende del conclave, onde i Romani nel loro frizzante e festevole proverbiale s'erano dati a qualificarlo conte dello Spirito Santo... » e il LEDERMANN, *op. cit.*, p. 147, conferma la cosa (attestata, del resto dal citato rapporto del Rossi al suo Governo del 17 giugno, *ivi*, p. 333), limitandosi a negare che il Mastai-Ferretti, sconosciuto al Rossi, fosse il candidato di quest'ultimo.

En résumé, et pour en revenir au conclave, que ce soit l'une ou l'autre des considérations indiquées ci-dessus, ou toutes les trois ensemble qui l'aient guidé, sûr est-il qu'au bout de trente-six heures, il avait donné à l'Église un chef capable de la gouverner avec prudence et modération, et à l'État un Souverain duquel il est permis de beaucoup attendre. C'est-là assurément un grand et beau fait, et que l'histoire en registrera avec reconnaissance.

Le couronnement de Sa Sainteté, comme j'en ai déjà prévenu Votre Excellence, a eu lieu dimanche dernier, 21 du courant, à Saint-Pierre. Cette cérémonie a été accompagnée d'un éclat et d'une pompe qui l'on rendue fort-imposante. Elle a duré plus de six heures. J'en ai suivi assez minutieusement tous les détails. Je n'étais donc pas éloigné du Pape lorsqu'un maître des cérémonies, et suivant l'usage, brûla trois fois des étoupes devant lui, en disant à haute voix, et quand la fumée est dissipée: « Saint-Père, ainsi passe la gloire du monde ». Cette exhortation à se souvenir de la fragilité des grandeurs humaines m'a paru avoir vivement impressionné le Souverain-Pontife, et je crus aussi remarquer qu'il n'était pas le seul à qui elle faisait faire un salutaire retour sur le néant des choses d'ici-bas.

Jusqu'à présent, il n'a point été publié d'amnistie; mais l'on m'assure que la haute police s'occupe activement d'en coordonner les dispositions. Cependant le peuple, indisposé par un retard, d'ailleurs bien naturel, et bien justifié, me semble-t-il, par l'importance de la mesure et les restrictions dont elle doit nécessairement être accompagnée, l'a visiblement témoigné, dimanche dernier, en observant le plus profond silence sur tout le passage du Pape lorsqu'il s'est rendu du Quirinal à Saint-Pierre, et de même à son retour. ¹⁾

Votre Excellence trouvera, ci-joint, une copie-traduction de la pétition mise en circulation à Bologne, ainsi qu'une copie également traduction de la lettre adressée par le Pape à ses trois frères dans la nuit qui a suivi son élection.

P. S. Il s'est glissé dans ma dernière dépêche, deux erreurs que je m'empresse de relever aujourd'hui: la première c'est que Sinigaglia, lieu de naissance du Pape, n'est pas située dans la Marche d'Ancone, mais appartient à la Légation d'Urbain et Pesaro; et la seconde que Sa Sainteté n'a plus sa mère, comme me l'avait cependant assuré Monsieur le comte de Lutzow.

Il ritardo nella concessione dell'amnistia aveva provocato quella certa freddezza da parte del pubblico al ritorno del Papa dalla cerimonia dell'incoronazione, rilevata dal de Liedekerke, d'accordo con quanto scriverà poi il non sospetto Spada: « il concorso fu immenso, ma gli applausi pochi, e come motto d'ordine, sentivasi ripetere da molti *che dessi vi sarebbero stati allorquando avesse accordata l'amnistia* ». ²⁾ Del resto, anche l'annuncio della elezione, dato dal Quirinale la mattina

¹⁾ Ved. l'accenno al « public disappointment » per il mancato annuncio dell'amnistia nel dispaccio del console Moore all'Aberdeen (Ancona, 30 giugno) in *Correspondence* cit., p. 20.

²⁾ G. SPADA, *Storia della rivoluzione di Roma e della restaurazione del Governo Pontificio dal 1° luglio 1846 al 15 luglio 1849*, Firenze, 1868, vol. I, p. 51.

del 17 giugno, era stato ricevuto *piuttosto freddamente*, « sia perchè i più ritenessero ancora essere stato eletto il cardinale Gizzi, che chiamossi, per quei pochi momenti che lo si credette eletto, *il papa d'Azeglio*, sia che il suo nome non fosse abbastanza cognito per fatti amministrativi o governativi ». ¹⁾

Nessun accenno troviamo nel nostro ambasciatore alla voce, corsa in quei giorni ed ereditata poi da storici e cronisti, circa un presunto *veto* austriaco. Già l'ambasciatore di Napoli, Ludolf, aveva scritto fin dal 21 giugno 1846 che, quanto all'*esclusiva*, « nè la Francia, nè l'Austria l'avevano manifestata ai loro rappresentanti » e recentemente il Monti, sulla fede del von Srbik, ha respinta l'idea di un vero e proprio *veto* austriaco al Mastai ed ha sostenuto che « il Gaysruck portava l'ordine di vigilare affinchè non uscisse eletto dal Conclave un papa neoguelfo ». ²⁾ Ora, appunto, il Mastai non godeva già la fama di neoguelfo, ma di essere « le candidat des cardinaux les plus opposés à Lambruschini, au parti Grégorien, Autrichien, Jésuitique » e questo era sufficiente ad assicurargli in quel momento le simpatie di tutti coloro che aspiravano ad avere un pontefice diverso da quel « type sans larmes, comme sans sourire, de la papauté », che era stato Gregorio XVI, come lo ha definito il Costa de Beauregard. Pochi giorni dopo l'elezione il Metternich, quasi a tagliar corto ad ogni voce contraria, dichiarava al de Flahaut di essere contento della scelta di Pio IX. ³⁾

¹⁾ SPADA, *op. cit.*, vol. I, p. 50. « On crut un moment à l'élection de Gizzi. Cette fausse nouvelle fût accueillie avec le plus vif enthousiasme. Pourquoi? parce qu'il avait été cité avec un mot d'éloge dans un écrit politique de M. Azeglio », aveva scritto il Rossi nel rapporto del 28 luglio 1847, in LEDERMANN, *op. cit.*, pp. 334-335.

²⁾ CIPOLLETTA, *op. cit.*, p. 236; MONTI, *op. cit.*, pp. 58-59. Anche per G. MOLLAT, *La question romaine de Pie VI à Pie IX*, Parigi, 1932, p. 193, le istruzioni austriache al Gaysruck si limitavano a opporsi alla nomina d'un neoguelfo, ma non a « prononcer l'exclusive contre l'évêque d'Imola ». A torto, però, il Mollat sostiene che questo ultimo non figurava tra i *papabili*.

³⁾ Cfr. C. VIDAL, *Un italien ambassadeur de France à Rome*, cit., p. 262. Nel ringraziare il Lützow della notizia della elezione il Metternich scriverà, del resto, il 28 giugno che l'avvenimento « nous a causé une satisfaction aussi vive que légitime ». Lo Spellanzon ha tolto di mezzo ogni superstite dubbio circa il *veto*: ved. *Storia ecc. cit. l. c.*

II.

IL PRIMO ANNO DI GOVERNO

Non ci sembra di grande utilità una nuova discussione intorno all'argomento della conoscenza diretta da parte di Pio IX delle opere del Gioberti, del Balbo e del d'Azeglio prima della sua ascesa al pontificato. A nostro giudizio non era, in fondo, necessario che il cardinale Mastai Ferretti avesse materialmente scorso con i propri occhi le pagine di quei volumi per conoscerne lo spirito e i programmi. I discorsi del giorno dovevano così spesso aggirarsi, in casa Pasolini e nelle stanze stesse della curia d'Imola, sopra le nuove dottrine bandite dai tre Piemontesi che c'è da pensare che una lettura diretta del *Primato*, delle *Speranze* e degli *Ultimi casi* non dovesse rappresentare, in realtà, che un di più. ¹⁾

In ogni modo — e crediamo che il rilievo sia sfuggito a quanti si sono di recente occupati della questione —, per gli *Ultimi casi* abbiamo la conferma esplicita da parte del futuro pontefice di una lettura diretta, anche se non si voglia tener conto di quanto scriveva Massimo d'Azeglio alla moglie il 15 febbraio 1847, riferendole intorno alla sua visita a Pio IX. ²⁾ C'è, infatti, nei *Carteggi* del fratello gesuita, del famoso padre Taparelli, una lettera del cardinale Mastai Ferretti che toglie ogni dubbio in proposito: « *Ho sotto gli occhi un opuscolo del M.se Massimo d'Azeglio stampato quest'anno contro il Governo Pontificio. Fra le molte menzogne e calunnie sfrontate, dice qualche verità. Non è empio perchè nulla dice contro la Religione e si protesta cattolico. Solo è agitato dalla febbre italiana, e se i suoi compagni d'idee gli danno retta avrem un bene e un male. Il bene sarà di non avere sommosse e sedizioni che egli condanna, e un male di avere un profluvio di scritti che*

¹⁾ Vedi R. PALMAROCCHI, *Alcuni aspetti della politica di Pio IX nei primi anni di governo*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. XXIII (1936-XIV), pp. 695-718, contrario alla tesi della lettura. In contrasto con lui vedi A. OMODEO, in *La Critica*, 20 luglio 1937, pp. 304-308.

²⁾ « Mi disse del libretto ch'ero stato un po' rigido col suo antecessore. Risposi che, se mi disapprovava, n'avevo dispiacere », ecc., in *Lettere di M. d'Azeglio a sua moglie Luisa Blondel*, Milano, Redaelli, 1870, p. 275. Vedi sull'udienza M. DE RUBRIS, *L'araldo della vigilia*, Torino, Sten, 1929, pp. 128-133.



protestino, critichino e condannino il Governo»¹⁾. Per quanto, poi, riguarda il *Primato*, non siamo alieni dal pensare che la copia trovata dal Sandri in quella che era stata la biblioteca privata di Pio IX sia passata effettivamente per le mani del futuro pontefice, insieme con l'opuscolo di Agostino Peruzzi che confutava la tesi del Gioberti, nel corso del 1846.²⁾

Ma dalla lettura di queste opere aveva Pio IX ricavato un programma organico e coerente? Noi non lo crediamo e siamo da tempo convinti che il Pontefice non abbia avuto presente, nei primi giorni del suo regno, altro che il noto *memorandum* indirizzato nel 1831 dagli ambasciatori delle Grandi Potenze al suo predecessore. Preoccupato delle condizioni interne dello Stato, addolorato della situazione di tante infelici famiglie colpite dalle condanne prodigate tra il '31 e il '45, Pio IX era convinto, sì, della necessità di alcune riforme amministrative, legislative e giudiziarie e di qualche tempestivo mutamento di sistema, ma non era affatto disposto, per esempio, a far suo lo spirito del *libretto* azegliano, nel quale egli deplorava, come abbiamo veduto, « molte menzogne e calunnie sfrontate » e la spinta data a « un profluvio di scritti che protestino, critichino e condannino il Governo ». ³⁾

Il pubblico, però, « favorevole — come ha scritto il Rosi — a chiamar liberale qualsiasi cardinale eletto pontefice che non si fosse già rivelato tenace nell'intransigenza », fin dal primo momento interpretò a suo modo gli atti di Pio IX, entusiasmandosi ad ogni gesto, senza preoccuparsi di penetrarne i motivi ed il significato. « L'élection de Mastai fut aussi saluée comme une victoire parce qu'on sut qu'il était le candidat des cardinaux les plus opposés à Lambruschini, au parti Gregorien, Autrichien, Jésuitique: dans l'opinion publique tout cela est synonyme », scriverà il 28 luglio 1847 il Rossi, il quale aggiungerà anche di essere incerto nel determinare se il Papa stesso si rendesse

¹⁾ Lettera da Imola del 19 aprile 1846, riferita da p. Giovanni A. Grassi S. J. a p. Taparelli (23 aprile): ved. P. PIRRI, *Carteggi del p. Luigi Taparelli d'Azeglio della Compagnia di Gesù*, Torino, Bocca, 1922 (Bibl. di Storia ital. recente, vol. XIV), p. 182.

²⁾ Vedi L. SANDRI, *La biblioteca privata di Pio IX*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. XXV (1938-XVI), pp. 1426-1432.

³⁾ Vedi C. SPELLANZON, *Storia*, cit. vol. III, p. III dell'*Avvertenza*; P. SILVA, *L'equivoco del liberalismo di Pio IX*, in *Il lavoro*, 9 settembre 1936; C. SPELLANZON, *La coerenza politica di Pio IX*, in *Il Giornale d'Italia*, 5 febbraio 1937. A conclusioni uguali a quelle dello Spellanzon era, del resto, giunto vent'anni prima M. ROSI, *Storia contemporanea d'Italia*, Torino, Utet, 1914, pp. 176-178 (vedi anche l'ediz. 1934-XII, pp. 296-297). Anche per il MONTI, *op. cit.*, p. 54, il liberalismo di Pio IX « si dimostrò nulla più che un moderato desiderio di concedere delle riforme ».

conto di tutte le conseguenze di quel *magnifico esordio* del suo pontificato che fu l'amnistia.¹⁾ Chi si accorse, tra la folla plaudente il 17 luglio 1846, che il Papa che concedeva l'amnistia premiava contemporaneamente i militari che si erano distinti nella repressione del tentativo romagnolo dell'anno innanzi e che l'amnistia stessa era circondata di clausole che ricordavano assai da vicino quelle dei pontefici precedenti, ai quali non si era certo mai dato credito di liberalismo? Le considerazioni che potevano essere provocate dall'esclusione dei sacerdoti, dei militari e degli impiegati e dalla dichiarazione di non volere abusare in nessun modo e tempo della grazia e di voler anzi compiere fedelmente ogni dovere di buon suddito passavano in quel momento in seconda linea di fronte al *fatto* dell'amnistia. Chi poteva rendersi conto in quei giorni della somiglianza di certe espressioni e formule dell'*Editto del perdono* con quelle del *Certificato di perdono* rilasciato dalla Commissione Invernizzi? L'idea che tanta gente potesse tornarsene a casa dopo tanto tormento contava molto più di ogni possibile critica o raffronto con l'atto di Leone XII nel 1828, o con l'amnistia di Gregorio XVI nel 1831, e provocava quella indimenticabile dimostrazione popolare, della quale troviamo un'eco commossa anche nel breve dispaccio del de Liedekerke del 18 luglio.

Hier, à neuf heures du soir, j'ai reçu de la Secrétaire-d'Etat la communication que Votre Excellence trouvera, ci-jointe, en original et traduction.

J'y annexe la version française que je me suis empressé de faire de l'acte d'amnistie auquel l'office de Mgr Santucci servait d'accompagnement; et quant au texte italien, je crois, à cause de son poids et de son volume, devoir le transmettre sous bande à Votre Excellence.

Quoique le public sût d'avance que cette publication devait avoir lieu, à peine les premières affiches eurent-elles été posées dans le quartier le plus central de la ville, celui du Cours, qu'une foule de personnes de toutes les conditions, et obéissant au même sentiment, se dirigèrent vers le palais du Quirinal en poussant les plus énergiques vivats. Une fois arrivées sur la place de Monte Cavallo, sur la quelle donne ce palais, ces cris redoublèrent; le désir de voir le Pape et celui de recevoir sa bénédiction vinrent s'y mêler, et enfin Sa Sainteté fut obligée de paraître trois fois, sur le même balcon, d'où elle avait, le jour de son élection, béni son peuple. Mais quelle différence entre les témoignages que le Saint-Père reçut alors de la satisfaction publique et ceux qui lui furent donnés hier! C'était une véritable ivresse de bonheur, et il n'y a que des populations méridionales qui puissent s'impressionner à ce point et offrir un spectacle auquel je ne crois pas qu'aucun de nous ait pu assister de sang-froid...

In quell'universale entusiasmo, in quel fiorire di speranze che davano un colorito così accentuatamente liberale e riformatore ad ogni

1) Rossi a Guizot, in LEDERMANN, *op. cit.*, p. 335.

atto del nuovo sovrano, doveva apparire impossibile, più che difficile, un futuro contrasto tra gli amnistiati e il Governo. Il fatto stesso di aver chiesto la parola d'onore a uomini ieri chiamati delinquenti e banditi faceva credere che il mutamento dovesse essere radicale, definitivo, che il *perdono* non potesse essere se non il primo passo su una lunga via. Pochi giorni dopo scriverà l'esule Farini all'amico Bertini: « ti dirò francamente che mi pare [la condizione] onorevole abbastanza, perchè lo esigere che si adempiano i doveri di buon suddito, non vuol dire che si rinneghino i proprii principii. Buon suddito di un principe è quello che gli dice la verità, che lo consiglia a fare il bene, e che lo vuole emancipato dalla dipendenza straniera. Una delle due, o il Governo l'intende così, e tutti possono sottoscrivere in coscienza, o fa delle restrizioni mentali, ed allora rompe il patto e scioglie dall'impegno della parola d'onore». ¹⁾

Tutta Roma era piena di aneddoti e di episodi che tendevano a mettere in rilievo come l'amnistia fosse proprio ed esclusivamente dovuta alla volontà pontificia: « fut sa pensée propre, immédiate, un acte absolument spontané », per dirla con le parole del Rossi nel ricordato rapporto al Guizot del 28 luglio 1847. Non avevano tutti i cardinali, meno uno, votato contro? non aveva Pio IX col suo *zucchetto* bianco coperte le *palle nere*? Tutti sapevano, tutti avevano sentito dire da buona fonte... « E ciò li testimoni » avrebbe potuto aggiungere il Belli. Monsignor Gnoli informava il Roncalli che « circa 60 sono i condannati per la uccisione di due carabinieri nel 1845 di Castelvetro, i quali furono esclusi dall'amnistia. Il Papa però disse: se *due* sono i morti sembra difficile che 60 siano gli uccisori. Dunque si riveda la causa, si riesamini, ecc. ». ²⁾

¹⁾ L. C. FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 513, lettera del 2 agosto 1846. L'avvocato Benvenuti comunicava al Roncalli che « alla pubblicazione dell'amnistia i rei di Stato erano: *condannati* 247, *sotto processo* 303 = 550, *profughi* circa 700 = 1250. Dei condannati ne uscirono subito 224. Di questi erano: in *Castel Sant'Angelo* 19, *alle Carceri* 7 = 26. In *Civitacastellana* allora eranvene 129, in *San Leo* 5; in *Civitavecchia* rei di delitti comuni pel fatto di Castelvetro 30 » (N. RONCALLI, *Appunti e documenti riguardanti l'amnistia concessa da Pio IX*, ms. in Museo Centrale del Risorgimento, Roma, 20-8-g, 675).

²⁾ RONCALLI, *Appunti* ecc. cit. Contrariamente a quanto ritiene lo Spellanzon, che deriva dal Farini, noi crediamo ad una reale opposizione all'amnistia da parte di alcuni membri della Commissione nominata dal Papa. Anche il bene informato Roncalli (ms. cit.) scriveva a questo riguardo il 18 luglio: « Pio IX dai primi giorni del suo Pontificato pensò seriamente all'amnistia. Si dice generalmente che consultati i Cardinali della Congregazione di Stato, il solo Gizzi fosse decisamente favorevole; Mattei lo secondasse, e gli altri quattro fossero più o meno contrari ».

A nessuno dei contemporanei potevano esser noti i consigli che, per il tramite del Lützow, il Metternich aveva inviato a Roma fin dal 12 luglio anche in tema di amnistia, tanto più che questi consigli dovevano essere arrivati un po' tardi. ¹⁾ E, quindi, feste, tripudi, osanna, che appagavano la folla, ma lasciavano qualche dubbio nell'animo di quanti temevano che le buone intenzioni di Pio IX dovessero fatalmente infrangersi in contatto con la realtà rappresentata dalle deplorabili condizioni dello Stato. Forse, temeva il de Liedekerke, neppure un nuovo Pietro il Grande avrebbe potuto superare le gravi difficoltà dell'ora. Scriveva, infatti, il 28 luglio al suo Ministro:

Les premiers actes par lesquels le Pape actuel a signalé le commencement de son règne ayant ouvert tous les cœurs à l'espérance et mis en travail toutes les imaginations, il n'y a maintenant sortes de projets que l'on ne prête au Souverain-Pontife, sans se donner la peine d'examiner si la raison les approuve, ou si les circonstances en rendent l'exécution praticable.

C'est ainsi qu'un grand nombre de personnes avaient été conduites à supposer que l'allocution que le Saint-Père allait prononcer devant le Sacré-Collège, à l'occasion du Concistoire qui s'est tenu hier, et que j'avais annoncé à Votre Excellence, dans ma dernière dépêche, contiendrait une espèce de programme des réformes et des améliorations que Sa Sainteté se proposait d'introduire dans le gouvernement temporel de ses Etats: tandis qu'il n'en a rien été et ne pouvait rien en être, puisqu'il ne s'agissait, de la part du Souverain Pontife, que d'une simple démonstration, consacrée par l'usage, à l'égard de ceux qui l'avaient élevé sur la Chaire de Saint-Pierre; et qui assurément lui-même n'avait pas eu le temps, depuis son avènement, ni de méditer, ni d'arrêter aucun plan de changement dans la haute administration. Qui sait seulement si cet excellent Pontife, et malgré ses bonnes intentions, pourra jamais parvenir à réaliser dans ses Etats un progrès bien sérieux, en présence de l'opposition qu'il va rencontrer au sein même du Sacré-Collège; de celle que lui prépare la portion fanatique, et malheureusement assez nombreuse, de son propre clergé, et enfin de la part d'employés qui, vivant d'abus séculaires, trouvent avec raison que c'est le meilleur des régimes, et se disposent, en conséquence, à le défendre comme l'arche sainte.

Pour surmonter de tels obstacles, et bien d'autres encore, que je ne puis signaler ici à Votre Excellence, il faudrait pour ainsi dire, comme je crois déjà avoir eu l'honneur de le Lui écrire, qu'un autre Pierre-le-Grand pût venir ceindre la tiare, et déployer ici la même énergie de volonté qui distinguait ce grand homme. Mais nous n'en sommes pas là, et qui plus est, certaines gens vont jusqu'à prétendre que cette fermeté, qui n'est point incompatible avec le caractère ecclésiastique, nous fera peut-être même défaut...

1) METTERNICH, *Mémoires, documents et écrits divers*, Parigi, Plon, 1883, t. VII, pp. 251-256. Vedi anche SPELLANZON, *op. cit.*, vol. III, pp. 7-8. Un accenno all'amnistia in preparazione e alla esclusione degli ecclesiastici e dei militari è già nel dispaccio del Petre al Campbell Scarlett del 27 giugno. Vedi *Correspondence cit.*, p. 19, ove si fa anche parola della preoccupazione di non voler dare l'impressione di una censura agli atti del Pontefice defunto. Ved. per l'entusiasmo popolare MANNO, *L'opinione ecc. cit.*, pp. 24-26.

Era, in fondo, lo stesso stato d'animo nel quale, un anno dopo, Pellegrino Rossi inizierà il suo rapporto al Guizot: « Grégoire XVI laissait à son successeur un Etat on ne peut pas plus mal gouverné, des finances en désordre, une justice décriée, une police odieuse, des abus criants, un mécontentement général, une irritation qui menaçait à chaque instant d'éclater en révolte ». ¹⁾

I dubbi del rappresentante olandese non scomparivano nei giorni seguenti, ma, piuttosto, si accrescevano di fronte all'accentuarsi dell'entusiasmo degli uni e alla reazione degli altri. Il timore di una rivoluzione traspare chiaramente nella lettera del 30 luglio, in cui il de Liedekerke raccoglie aneddoti e dicerie di quei giorni.

En transmettant à Votre Excellence, par ma dépêche N. 106, du 18 courant, l'act de l'amnistie que le Pape, cédant aux inspirations de son cœur et à celles d'une sage politique, car la violence est un remède trop souvent impuissant contre les révolutions vient d'accorder à ceux de ses sujets (au nombre de plus de quatorze cents) compromis dans les troubles qui ont agité les Etats Romains depuis 1831, je me suis borné à exprimer, en termes généraux, les effets que cette mesure de clémence, qui n'a trouvé de sérieuse opposition que dans les cardinaux consultés sur son opportunité (cinq sur six s'y étant déclarés contraires), avait produits dans cette capitale, me proposant bien de revenir sur cet objet pour donner à Votre Excellence des détails plus circonstanciés. Mais comme, depuis, un écrivain, qui jouit ici de quelque réputation, en a fait une narration, ayant surtout un mérite fort-rare, en ce qui touche les compositions de ce genre, celui de l'exactitude, la pensée m'est venue d'en faire la traduction, puisque d'abord j'aurais moins bien dit, et qu'ensuite je n'aurais pas pu me montrer plus fidèle à la vérité.

Votre Excellence trouvera donc la dite traduction ci-jointe, et la lecture rapide qu'Elle voudra peut-être bien en faire, suffira pour Lui donner une idée complète de ce que l'on appelle maintenant ici les trois journées romaines.

Si l'enthousiasme a été tel dans la capitale, qui ne comptait cependant parmi les condamnés politiques qu'un très-petit nombre de ses habitants, ne portant, la plupart, que des noms obscurs, Votre Excellence peut se figurer ce qu'il a dû être à Bologne, habitée par une population si prompte à s'exalter, et où il n'y avait pas de classe, à partir des plus élevées jusqu'aux dernières, qui n'eut fourni son contingent aux prisons d'Etat, aux bagnes et à l'exil sur la terre étrangère.

« Figurez-vous, me dit-on dans ma correspondance particulière, un véritable délire dont jeunes et vieux étaient également saisis, et même, à l'heure qu'il est, la ville de Bologne, ordinairement assez calme, n'a pas encore repris son aspect accoutumé ».

Cependant, si générale qu'ait été la satisfaction causée par l'amnistie, il y a néanmoins un parti qui ne s'y est nullement associé; parti connu par son fanatisme religieux et politique, et par conséquent adversaire prononcé de toute réforme. Quelques-uns de ses plus chauds adhérents, dans un faubourg de Faenza, ont été même, en témoignage de leur improbation, jusqu'à arracher les armes papales et les fouler aux pieds, en vociférant qu'ils ne voulaient pas d'un Pape Jacobin.

¹⁾ Vedi in LEDERMANN, *op. cit.*, p. 334 (28 luglio 1847).

A Rome même l'on sait que certains directeurs de religieuses ont invité celles-ci à prier avec ferveur pour détourner de l'Eglise les maux dont elle est menacée sous le gouvernement d'un Pontife libéral!

Et voilà comme l'esprit de parti et les passions en général nous aveuglent, car c'est précisément parce que le Pape, dans une mesure même très-limitée, ne pourra pas se montrer assez libéral, que l'Eglise, dans son personnel et ses intérêts matériels, restera toujours, en ce pays, et quoi qu'on en puisse dire ou penser, exposée aux chances d'une révolution.

D'ailleurs, dans un gouvernement électif, et où tout se fonde par la volonté d'un seul, qui peut empêcher la volonté appelée à lui succéder, de détruire son ouvrage? et c'est en effet ce qui presque toujours est arrivé ici dans le gouvernement des choses temporelles.

Ma le grandi cose sperate non si vedevano. Il Rossi reiterava i suoi consigli, insisteva per mutamenti anche radicali, ma voluti e imposti dall'alto, dal Sovrano, e non strappati dalla piazza, ma non riusciva a persuadere nessuno. Si nominavano commissioni, si procedeva a tastoni e a rilento, facendo perdere al Governo l'autorità tradizionale dell'antico senza assicurargli il vigore di uno nuovo. Supplizio di Tantalo, diceva il Rossi, per lui e per gli amici del Papa, questo dover assistere al fallimento delle speranze concepite. « On a gaspillé une situation unique — scriveva al Guizot —. Jamais Prince ne s'est trouvé plus maître de toute chose que Pie IX dans les huit premiers mois de son Pontificat. Tout ce qu'il aurait fait aurait été accueilli avec enthousiasme. C'est pour cela que je disais: fixez donc les limites que vous voulez, mais au nom de Dieu, fixez les et exécutez sans retard votre pensée». Ma, invece, come lamenterà il Farini, si parlava molto e si faceva poco, si mostrava animo d'innovare e si perdeva tempo nelle discussioni e nelle congregazioni, mentre l'impazienza e l'aspettativa erano grandissime. Troppo poca cosa e troppo facilmente soggetta a cattive interpretazioni la circolare Gizzi del 24 agosto per invitare tutti a studiare e a proporre i modi più acconci alla educazione del popolo, ma, soprattutto, per toglier via l'impressione che il Papa potesse accogliere qualche teoria, o tendenza liberale.¹⁾ Facile, quindi, il passaggio dalla confidenza all'impazienza, dalle lodi al biasimo, dalla quiete al fermento. E la vicinanza delle Legazioni in subbuglio faceva nascere nell'animo del nostro de Liedekerke altre preoccupazioni.

Le Gouvernement Pontifical, ainsi que les esprits sages et prévoyants, ayant reconnu, comme j'ai déjà eu l'honneur de l'observer à Votre Excellence, que l'enthousiasme, ou, pour mieux dire, l'exaltation fiévreuse que l'acte d'amnistie avait excité

¹⁾ FARINI, *Stato romano*, vol. I, p. 168. Vedi anche SPADA, *Storia cit.*, vol. I, p. 89.

parmi les populations, et surtout dans la Romagne, se prolongeait outre-mesure, et n'était plus qu'un prétexte à l'usage du parti libéral pour entretenir et développer des tendances entièrement en opposition avec les vues du Saint-Siège et le caractère qui lui est propre; ce Gouvernement, dis-je, a pensé, et avec raison, que le moment était venu de mettre un terme à toute cette effervescence, comme aux espérances exagérées dont elle était devenue la source, en faisant connaître au moyen d'une publication officielle, ses véritables intentions et la marche qu'il se proposait de suivre.

Tel est le but essentiel de la circulaire que le Cardinal-Secrétaire-d'Etat vient, sous la date du 24 août dernier, d'adresser à toutes les autorités administratives, car les autres matières qui y sont traitées n'ont, malgré leur importance, été introduites dans ce document que pour la forme, et afin d'ôter à sa conclusion un caractère trop direct.

La dite circulaire n'ayant point encore été livrée à l'impression, lorsque j'ai quitté Rome, c'est seulement hier que j'en ai reçu un exemplaire, dont je m'empresse aujourd'hui de placer la traduction sous les yeux de Votre Excellence.

J'en avais, du reste, eu connaissance avant mon départ, et par Monseigneur Gizzi lui-même, qui avait bien voulu me la lire lorsqu'elle n'était encore que manuscrite, et même peu de moments après l'avoir soumise à l'approbation du Saint-Père, avec lequel Son Eminence venait précisément de travailler, quand je me suis rendu au Quirinal pour prendre congé d'Elle.

Il sera maintenant curieux de connaître quels effets cette notification va produire dans les Légations, principal foyer de ces opinions ardentes qui déjà rêvaient une constitution, et voyaient le chef de l'Eglise s'unissant à elles pour rendre à l'Italie son indépendance.

Il faut nécessairement s'attendre, de la part de ceux qui les professent, à une réaction et ne pas s'étonner de voir ainsi le blâme succéder dans leur bouche aux louanges qu'ils avaient jusqu'ici, prodiguées au nouveau Pontife. Pourvu seulement que leur attente ainsi déçue ne se traduise pas en désordres qui seraient, sinon favorisés, du moins faiblement réprimés par des autorités locales sans énergie, sans force morale, et la plupart hostiles au système qui prévaut aujourd'hui, surtout parce qu'il s'annonce comme voulant déraciner ces abus dont aucune branche de l'administration — on peut l'affirmer — n'est exempté, et qui forment, sans contredit, la plaie de l'Etat la plus difficile à cicatriser.

Le Gouverneur de la Lombardie, que l'Ambassade d'Autriche à Rome tient fort exactement au courant de toutes les mesures politiques un peu importantes que prend le Saint-Siège, a également reçu hier plusieurs exemplaires la circulaire en question, et il me paraît en approuver beaucoup l'objet essentiel.

Il est certain que les Légations, avec leur tendances révolutionnaires et leur population ardente sont un sujet permanent d'inquiétude pour les autres Etats italiens, et principalement pour ceux qui les confinent; cependant, quoi que l'on fasse pour rendre ce voisinage moins dangereux, je ne prévois pas que le Gouvernement autrichien, toute paternelle que soit son action, toute éclairée et profitable que soit au pays son administration, puisse de long-temps encore cesser d'occuper militairement ses belles possessions au-delà des Alpes.¹⁾

¹⁾ Lettera del 5 settembre 1846, da Milano, ove si era recato di passaggio per il Piemonte. Per i dubbi dei contemporanei più illuminati ved. la lettera del 2 agosto del Farini allo Zanzi, in FARINI, *Epistolario* cit., vol. I, p. 510.

E più i mesi passavano e più si facevano strada i dubbi nell'animo del diplomatico olandese. Lo spettacolo offertogli dalla inondazione di Roma, le deficienze dell'amministrazione, le confidenze del Segretario di Stato, l'accentuarsi del rancore della popolazione contro gli Svizzeri, tutto gli offriva materia di preoccupate riflessioni, come appare dalla lettera del 10 dicembre.

Il paraît que cette année ce n'est pas seulement le Nord qui doit avoir à déplorer et à réparer les désastres causés par des crues d'eau extraordinaires, mais que les contrées du Midi auront aussi leurs inondations, et suivies de résultats peut-être non moins affligeants.

Dans le moment donc où je trace ces lignes, de gros bateaux, servant ordinairement au transport des marchandises sur la partie navigable du Tibre, sont venus s'amarer sous mes fenêtres; l'eau de ce fleuve, se précipitant avec violence, a presque atteint le premier étage du palais dans lequel j'occupe un appartement; ce n'est plus qu'en barquette, comme mes voisins de leurs maisons, que je puis en sortir; et aussi loin que la vue peut s'étendre, la vallée baignée par le Tibre s'est transformée en un vaste lac, dont la monotonie n'est interrompue que par quelques bouquets d'arbres montrant seulement leur cime, et par quelques maisons éparées sur le toit des quelles leurs habitants ont cherché un refuge contre la fureur toujours croissante des eaux.

Les autres parties de la ville, situées dans le voisinage de la rivière, sont également inondées, et comme son irruption a été très-prompte, les pertes du commerce, principalement dans le quartier habité par les juifs, seront très-considérables: notre auguste Reine croira peut-être difficilement que la plus brillante rue de Rome, la plus remarquable par ses palais, et qu'elle a tant de fois parcourue en voiture, le Corso, est maintenant sillonnée par des barques jusqu'à la place Colonne, et que peu s'en faut que l'eau n'atteigne celle d'Espagne.

Du reste, la ville de Rome, comme l'on peut s'en assurer en consultant son histoire, n'a été de tout temps que trop sujette aux inondations; aussi doit-on, sous ce rapport, sincèrement regretter que l'administration française n'y ait pas été d'assez longue durée pour lui permettre de faire exécuter les grands travaux projetés par elle, afin d'encaisser le Tibre sur une longueur d'environ sept mille mètres; opération qui aurait eu pour résultat, sinon de préserver entièrement cette capitale du fléau des inondations, au moins d'opposer des obstacles plus sérieux à leurs ravages et d'en rendre ainsi les conséquences moins sensibles à ses habitants.

Aujourd'hui l'état obéré des finances ne permet plus de penser à la mise en œuvre de pareils travaux, et telle est à ce sujet l'incurie de l'administration actuelle qu'elle ne songe même pas à prendre de mesures pour prévenir l'exhaussement du lit de la rivière, en empêchant qu'elle ne devienne le réceptacle de toutes les immondices et des débris provenant des démolitions.

En général, et toutes les fois que les choses sortent ici de leur cours naturel, c'est-à-dire, qu'il surgit quelque circonstance extraordinaire, il faut péniblement s'étonner de voir combien l'on y est peu préparé, et combien alors se montre à nu cette absence d'attributions bien déterminées parmi les diverses autorités: chacun pareil cas se en renvoyant la responsabilité des mesures que commanderait la situation, il en résulte souvent que l'on n'en prend aucune. Par exemple, ci ce matin je

n'avais pas envoyé le chancelier de ma Légation distribuer des vivres à une partie de mon voisinage, je ne sais pas ce qui serait arrivé, puisque personne ne songeait à l'en pourvoir.

Enfin, et comme me le disait l'autre jour le Cardinal-Secrétaire-d'Etat avec un profond sentiment de tristesse, ou plutôt de découragement, « il n'y a pas une seule branche de notre Gouvernement temporel, fût-ce même la plus insignifiante, qui ne soit infectée d'abus, et que je ne sente la nécessité de soumettre à une réforme plus ou moins complète: mais comment venir à bout d'une pareille œuvre si je manque d'hommes capables pour me seconder, ou bien si ces hommes me sont contraires et embarrassent sourdement ma marche par de nouveaux obstacles? ».

Je ne soulève encore là, Monsieur le Lieutenant Général, qu'un petit coin du voile qui couvre la situation, reculant devant la tâche de l'écarter tout entier; et puis, après tout, à quoi bon? car pour l'améliorer, cette situation, d'une manière un peu durable, il faudrait, ainsi que je l'ai déjà observé ailleurs, non seulement le génie d'un Pierre-le-Grand, mais encore son énergie un peu sauvage, et surtout cette volonté inflexible qui brisait ceux qu'elle ne pouvait pas faire plier.

Votre Excellence trouvera ci-joint la copie-traduction d'une lettre reçue ici de Bologne par une personne de mes relations, et dont la lecture pourra lui donner la mesure des dispositions que l'on y entretient à l'égard des Suisses; dispositions qui ne diffèrent guère dans les autres provinces, font toujours craindre qu'elles n'aboutissent à quelque collision sanglante, et le cas venant malheureusement à échoir, il y a tout lieu de présumer que les troupes nationales prendraient fait et cause pour le peuple, puisqu'elles partagent sa haine contre ces étrangers.

Qualche giorno prima il Ludolf aveva espresso a sua volta gravissimi dubbi su quello che accadeva nello Stato Romano. Nella sua lettera allo Scilla, del 21 novembre, dopo avere accennato al timore che nel carattere di Pio IX vi fosse « alquanto di debolezza », il diplomatico partenopeo avanzava l'ipotesi che le dimostrazioni popolari potessero avere sull'animo del Papa eccessiva influenza e deplorava il cieco persistere dei conservatori, di quei Cardinali che si erano « rintanati » e non volevano più prestare il loro aiuto al Sovrano « per quelle giuste e savie riforme che sono nella sua mente e che senza braccia non può effettuare ». Ma le riforme desiderate anche dal Ludolf non si operavano « sia perchè è d'uopo ponderarle con prudenza, sia per un timore di fare o poco o troppo, sia per la titubanza nell'operare, che sembra essere una caratteristica di chi governa ». Il mancato appoggio da una parte accentuava le energie e la volontà dell'elemento liberale, rendendo difficile la posizione del Pontefice. ¹⁾

¹⁾ Ludolf a Scilla, in I. ARCUNO, *Il Regno delle Due Sicilie*, cit., pp. 122-123. L'8 ottobre il Gizzi aveva vietato le dimostrazioni. Ved. in MANNO, *op. cit.*, pp. 101-102 la lettera di Costanza Corboli del 9 novembre, in cui traspaiono uguali preoccupazioni.

Questo continuo ondeggiare tra il sì e il no, tra la promessa e la minaccia, tra la negazione e la concessione, questo temere i radicali e diffidare dei moderati, questo innalzare archi di trionfo per poi chiudersi in un silenzio arcigno al passaggio della carrozza papale, questo osannare e benedire non costituivano, nè sostituivano un programma di Governo. I tempi erano gravi, ma gli uomini erano troppo spesso impari al compito. E i più intelligenti e i più colti se ne accorgevano. Se Pellegrino Rossi rimpiangeva che il Papa avesse *gaspillé* un tesoro di popolarità, Marco Minghetti non vedeva alcun proposito di governare sul serio, « ma dovunque titubanze e un vivere alla giornata, e pascersi d'incenso e di gazzarra ». Dal canto loro, i liberali più accesi e men preparati non si rendevano conto nè delle difficoltà del momento, nè dell'errore commesso nel valutare i primi atti del Pontefice: per essi ogni male derivava tutto e solo da intrighi e mene di reazionari.

Qualche cosa, tuttavia, si faceva, a conferma delle buone intenzioni pontificie e a soddisfazione di quanti avrebbero voluto, come la maggior parte dei moderati e dei rappresentanti del Corpo diplomatico, che Pio IX si incamminasse da solo e decisamente per la via di un temperato ma convinto riformismo. Il 7 novembre era stata pubblicata la notificazione riguardante la costruzione di ferrovie, il 1° dicembre si erano ridotte le tariffe doganali, tra il gennaio e il giugno 1847 venivano riorganizzati i tribunali, il 20 febbraio si prendevano provvedimenti contro gli accaparratori di cereali, a metà marzo veniva mitigata la censura... Tutte belle cose, ma « il sentimento di indipendenza scaldava gli animi più di ogni altro, e male s'apponevano que' politici, i quali nel 1846 e 47 credevano che il soddisfarci di riforme, lo accomodarci di codici, di strade ferrate, e diciamo pur anche di qualche civile e libero istituto, avrebbe tranquillata l'Italia per un secolo ». ¹⁾ A un acuto osservatore come il Rossi non sfuggiva che il problema vero era appunto quello dell'indipendenza, e tutti i miglioramenti, tutte le riforme, tutte le innovazioni non potevano portare che a imporre più recisamente la soluzione del problema dei problemi. « Parlons sans détours. Ou je me trompe fort, ou d'année, en année la situation de l'Italie deviendra plus forte vis à vis de l'Autriche, tandis que celle de l'Autriche en Italie s'affaiblira relativement et de tout ce que gagnera l'Italie, en bons gouvernements, en instruction, en aisance, en sentiments nationaux,

¹⁾ FARINI, *Stato Romano*, vol. I, p. 182. Ved. in *Correspondence* cit., la lettera del Normamby al Palmerston da Parigi (19 aprile 1847) sulle difficoltà interne ed estere del Pontefice.

et de tout ce qui paraît se développer en Allemagne de contraire à la politique autrichienne». ¹⁾

Un quadro interessante della situazione ci fornisce il de Liedekerke in un rapporto del 19 aprile, nel quale si traccia il bilancio di quanto era accaduto nello Stato Pontificio dopo l'amnistia, riconoscendosi l'enorme valore di questa, ma in pari tempo deplorando, come già il Ludolf e altri, l'assenza di energia e il desiderio eccessivo di popolarità, da una parte, e dall'altra le smodate esigenze, la mancanza di pazienza e di moderazione. Ma, se mancava in realtà un programma concreto e sicuro, che cosa si poteva sperare dalla innegabile saggezza, dalla accresciuta esperienza e dalle ottime intenzioni del Santo Padre?

Cette dépêche y sera donc exclusivement consacrée [à la politique], croyant toutefois pouvoir me borner à esquisser la situation en traits généraux, puisque les journaux, contre leur habitude, ont reproduit avec assez d'exactitude le détail de ce qui s'est passé à Rome dans ces derniers mois, ayant seulement, dans quelque circonstances, exagéré la portée des faits dont ils remplissaient leurs colonnes.

Personne assurément ne viendra soutenir que l'on ne soit pas entré ici dans des voies d'amélioration, applicable à chaque branche du service public, car ce serait en quelque sorte vouloir en plein jour nier la lumière; mais en même temps cependant les hommes éclairés dont l'impartialité n'a pas été ébranlée par le choc des opinions, et qui, depuis son avènement, ont suivi avec attention la marche du nouveau pontificat, me semblent aujourd'hui d'accord pour trouver que de tous les actes posés par le pouvoir actuel, le seul véritablement important, celui qui domine encore l'état présent des choses, ou plutôt l'a fait ce qu'il est, a été sans contredit ce généreux oubli du passé que le Pape régnant, dans la bonté de son cœur, et dans sa juste appréciation de la gravité des circonstances, a étendu à tous les crimes et délits politiques commis sous le défunt pontife.

Mesure réparatrice et de haute prévoyance qu'on ne saurait, je crois, trop louer, parce qu'en ramenant au sein de leurs familles la plupart des exilés, et ces jeunes gens, plus imprudents que véritablement coupables, qui languissaient au fond des prisons et y consumaient leurs meilleurs années, elle a, d'un trait, mis un terme à une irritation toujours croissante, dont la conséquence inévitable, comme tout le monde s'y attendait, ne pouvait être que de nouveaux troubles intérieurs, probablement suivis d'une troisième intervention autrichienne.

Mais après tout, ce n'est-là qu'un des bons côtés de l'acte d'amnistie, suffisant cependant pour rendre impérissable la mémoire de son auguste auteur; son grand, son principal effet a été celui-ci, c'est qu'avant sa promulgation, — je n'inculpe d'ailleurs personne, je cite seulement des faits connus de tous, — le Gouvernement et les

¹⁾ LEDERMANN, *op. cit.*, p. 337. Vedi in ARCUNO, *op. cit.*, p. 123 i dubbi e le preoccupazioni del Ludolf (30 marzo 1847). Sul programma nazionale, vedi METTERNICH, *Mémoires*, vol. VII, p. 407 (lettera al Granduca di Toscana, 24 aprile 1847). Scriveva il 27 ottobre il Farini al Barbetti: « Il lurco tedesco, che è l'incubo perpetuo della nostra madre comune, sta là per approfittare dei nostri spropositi. Ciò si sa, ma non si ripete mai abbastanza! », FARINI, *Epistolario cit.*, vol. I, p. 539.

populations, sans aucun lien entr'eux, et pleins de défiance dans leurs rapports mutuels, s'observaient et se mesuraient de l'oeil à-peu-près comme ont coutume de le faire deux troupes ennemies au moment d'en venir aux mains pour savoir laquelle en définitive restera maîtresse du champ de bataille: tandis que maintenant l'on est, de part et d'autre, revenu à la confiance et à l'affection; et qu'ainsi le pays a retrouvé cette force morale qu'il avait naguère si complètement perdue. Je ne dis pas que ceci fasse le compte de tout le monde, et même sur plus d'un visage il est facile de lire que l'on ne s'en félicite que par ménagement pour l'opinion publique. En effet, ce Gouvernement-ci, pouvant aujourd'hui, du moins il est permis de le supposer, vivre de sa propre vie, a bien moins besoin de ces appuis qui lui venaient du dehors, et que l'on se montrait d'ailleurs toujours si empressé à lui offrir.

Le retour donc à un système de modération et de clémence avait porté les plus heureux fruits, et la position du Gouvernement, après l'acte de bonne politique du 16 Juillet, se trouvait par-là devenue excellente; mais pour s'y maintenir et prévenir de nouveaux dangers, il fallait de son côté savoir allier la prudence à la fermeté, comme, de la part des populations, il fallait savoir attendre et ne pas se livrer aux mouvements d'une impatience irréfléchie pour obtenir des réformes dont personne assurément ne met en doute la nécessité, mais qu'il importe d'abord de soigneusement méditer pour les rendre ensuite efficaces.

Or c'est précisément, et je le dis à regret, le contraire qui est plus ou moins arrivé. Soit que l'autorité suprême ait manqué de prévoyance en agissant sans plan arrêté d'avance, ou dédaigné les conseils de l'expérience; soit que séduite ou aveuglée par le prestige de ces ovations qu'on lui prodiguait à la moindre occasion; sûr est-il qu'elle a faibli dans plusieurs circonstances où il fallait se montrer fort et surtout conséquent; que le mal a gagné les provinces; que l'anarchie s'y montre partout menaçante et s'y traduit aujourd'hui en scènes de désordre que les chefs d'administration ne savent ni prévenir, ni réprimer.

Un tel état de choses doit nécessairement favoriser l'accomplissement des vengeances politiques; aussi se multiplient elles sur tous les points, et en Romagne particulièrement il est peu de villes qui n'aient à déplorer la perte de quelques-uns de ses citoyens tombés sous le poignard ou le plomb d'un assassin.

Voilà pour la part du Gouvernement, et si maintenant nous faisons, au point de vue de la politique intérieure, celle des populations, nous trouverons également que, cédant à leur ardeur naturelle, et ne tenant aucun compte des nombreuses difficultés que leur Souverain doit surmonter, et qui trop souvent paralysent son excellente volonté; elles le fatiguent, le découragent par des demandes intempestives, et s'étonnent, pour ne pas dire s'irritent, qu'il n'ait point déjà, en quelques mois de règne, réorganisé toutes les branches de l'administration, refondu tous les codes, et que sais-je encore!

Mais tout cela ne saurait être que l'œuvre du temps. Que l'on m'en donne, m'a fait à moi-même l'honneur de me dire Sa Sainteté, et avec l'aide de la Providence, j'en viendrai, j'espère, à bout.

La situation, si du reste je la comprends bien, n'est donc plus, Monsieur le Lieutenant-Général, ce qu'elle était à la fin de l'année dernière. Ici l'on voudrait plus d'énergie, une volonté ne cédant pas toujours à l'attrait de la popularité; là moins d'exigence, et assez de patience et de modération pour faire la juste part du temps.

Espérons toutefois que la sagesse du Saint-Père, l'expérience qu'il acquiert tous les jours dans le maniement des affaires temporelles, et ses admirables intentions

triumpheront de tout ceci et préviendront une de ces complications intérieures qui en rendant nécessaire une intervention du dehors, pourrait aussi compromettre la paix générale.

Osservatori favorevoli al Pontefice, come il duca de Broglie, o timorosi delle ripercussioni italiane della situazione romana, come il Metternich, non nascondevano le proprie preoccupazioni di fronte al contrasto evidente tra le necessità urgenti e la modestia e l'insufficienza dei provvedimenti. ¹⁾

L'annuncio della prossima creazione di una Consulta di Stato (19 aprile 1847), più volte consigliata dal Rossi, parve iniziare veramente un periodo nuovo. I malcontenti e i vociferatori venivano disarmati, i liberali moderati vedevano finalmente il Governo incamminarsi per una via di riforme importanti e promettitrici di bene. Il Gizzi, che era caduto un po' in basso nella stima popolare, sembrò (ma non per molto) rialzarsi. La sua circolare « has caused a great and favourable sensation amongst the people, and in particular the middle class », e il Freeborn scriveva al Palmerston che una processione di più di 20.000 persone si era recata al Quirinale per esprimere la gratitudine dei Romani al Papa e al suo Segretario di Stato. ²⁾

Anche al de Liedekerke questo atto appariva pieno di significato, ma, conoscitore profondo dello stato d'animo del popolo, non cessava di chiedersi che cosa sarebbe accaduto quando i futuri Consultori si fossero trovati di fronte al *veto* del Governo, costretto a fermarsi nella via delle riforme specialmente per causa del suo carattere ecclesiastico. E poi l'Olandese non si nascondeva che queste dimostrazioni così ben regolate lo preoccupavano, quasi fossero preordinate e dirette da qualcuno. La tesi dello Spada è anticipata! Ma più d'ogni altra cosa, ormai, anche al de Liedekerke, come già al Rossi e al Metternich appariva evidente l'importanza estrema che aveva assunto il problema nazionale, che adesso aveva il proprio centro in Roma. ³⁾

J'ai l'honneur de placer sous les yeux de Votre Excellence, en original et traduction, une circulaire du cardinal Gizzi, qui vient d'avoir dans cette résidence un grand retentissement, et y a en même temps donné lieu à de nouvelles démonstrations

¹⁾ Per il de Broglie, vedi G. MOLLAT, *La question romaine*, cit., pp. 204-205; per il Metternich, *Mémoires* cit., vol. VII, p. 436. Ved. in SPELLANZON, *op. cit.*, vol. III, pp. 100-101, un'efficace rappresentazione dello stato d'animo di quei giorni.

²⁾ *Correspondence* cit., p. 40 (24 aprile 1847). Ved. MANNO, *op. cit.*, p. 124 (lett. 22 aprile).

³⁾ Rapporto del 26 aprile 1847. Anche il Ludolf aveva affermato il 30 marzo allo Scilla: « oggi Roma è il centro del movimento; e se succede qualche mossa, dalla Capitale ne verrà il segnale », ARCUNO, *op. cit.*, p. 124.

populaires dont l'auguste personne du Souverain Pontife a, comme précédemment, été l'objet.

Quoique une partie de la population y ait pris part, ces témoignages de la satisfaction publique et de l'affection des Romains pour le chef de l'Etat n'ont, au moins que je sache, été accompagnés d'aucun désordre. Il est même permis de s'étonner, sinon de s'inquiéter, de l'admirable discipline que l'on voit régner parmi cette multitude que se réunit, se met en mouvement, fait retentir l'air des cris mille fois répétés « vive Pie-Neuf », se tait et se prosterne au moment même où celui-ci la bénit du haut de son balcon, se retire ensuite silencieusement, et se disperse dans toutes les directions comme dirigée par un seul homme et n'obéissant qu'à sa voix.

Il s'agit donc là d'une véritable organisation que des mains habiles ont imaginée, et dont elles font aujourd'hui mouvoir les ressorts avec une adresse incontestable et, jusqu'ici, en faveur du Gouvernement; mais il se présentera un jour où celui-ci devra s'arrêter dans la voie des concessions, et où sa constitution, essentiellement ecclésiastique, ne lui permettra pas, en matière de réformes, de dépasser certaines limites: alors qu'arrivera-t-il? et ces mêmes hommes, contrariés dans leurs desseins, ne tourneront-ils pas contre lui cette puissance dont ils disposent maintenant à son profit? Voilà ce que j'entends bien des personnes se demander avec une sorte d'anxiété, en regrettant que l'on ne s'en soit pas tenu aux dispositions d'une notification émanée, l'année dernière, de la Secrétairerie-d'Etat, et qui engageait les habitants de Rome à s'abstenir de tous ses bruyantes témoignages de reconnaissance envers leur Souverain. En les tolérant comme on l'a fait depuis, ce n'a été que fournir aux meneurs de cette multitude des occasions plus fréquentes de la rendre plus docile et de mieux étendre leur empire sur elle.

Quant à l'objet principal de la circulaire du Cardinal-Secrétaire-d'Etat, l'on croit que c'est celui d'établir ici une espèce de Conseil-d'Etat pour la discussion préalable des lois et réglemens; mais le parti du progrès, ceux qui rêvent des formes gouvernementales se rapprochant des nôtres, ont vu dans cette mesure, et voilà l'explication de leurs transports d'allégresse, une pierre d'attente sur laquelle, un peu plus tôt ou un peu plus tard, viendra se poser un système électoral, et qu'au lieu de députés choisis par le pouvoir, les provinces seront représentées près de lui par des mandataires que leurs propres suffrages auront désignés.

En un mot, et pour aller au fond des choses, il ne faut pas se dissimuler que l'Italie subit, dans ce moment-ci, une véritable crise morale, dont Rome, chose étrange, est devenue le centre d'action, et que, d'une extrémité de la Péninsule à l'autre, deux idées dominent les populations, l'une d'obtenir des garanties constitutionnelles et l'autre de voir l'étranger repasser les Alpes. On pourra les comprimer longtemps ces deux idées, empêcher que des esprits elles ne passent dans les choses, mais les anéantir et leur ôter leur prestige, je crois vraiment que ce serait tenter l'impossible.

Ma le prime conseguenze dell'annunciata nuova istituzione sembravano veramente buone. Il 22 maggio il Ludolf avvertiva lo Scilla che « vi è un deciso miglioramento nell'aspetto delle cose di qui e nel contegno del Governo » e tre giorni prima il de Liedekerke, nell'atto di lasciar Roma per Torino, sentiva di poter dare affidamento al suo Governo che tutto era calmo, che il partito reazionario s'era rassegnato, i ben pensanti erano soddisfatti e gli uomini del *partito del movimento*

non si sentivano ancora abbastanza forti per tentare un'azione risolutiva. Insomma, la situazione era di gran lunga migliore di quella che aveva caratterizzato i primi mesi del pontificato.

Je crois pouvoir donner à Votre Excellence l'assurance que je laisse cette capitale, ainsi que le pays en général, dans une situation plus faite pour inspirer quelque sécurité au Gouvernement Pontifical qu'assurément ce n'était le cas pendant les premiers mois du nouveau règne. Le mouvement réactionnaire, suite inévitable d'une longue compression, se développait alors dans toute sa violence, tandis qu'aujourd'hui il commence à subir l'influence du temps et à s'user par sa propre action.

Pour le moment donc, rien ne fait présager que la tranquillité publique puisse être sérieusement compromise sur aucun point des Etats de l'Eglise, d'autant plus que si d'un côté les hommes pratiques et raisonnables se montrent satisfaits des gages déjà donnés par le Saint-Père de ses vues élevées et de ses intentions bienfaisantes, de l'autre les hommes du mouvement, et qui voudraient, comme cela s'est vu quelquefois, sous le prétexte de changer les formes, s'emparer du pouvoir, ne se sentent cependant pas encore assez forts pour jeter la masque, et quitter cette attitude modérée qu'ils ont affecté de garder jusqu'ici et su en même temps faire prendre à leur parti avec un ensemble et une soumission trop remarquables pour ne pas réclamer toute l'attention et la vigilance d'un Gouvernement prévoyant, afin de ne pas se trouver désarmé le jour où, se dépouillant de son caractère d'emprunt et marchant franchement à son but, ce parti se séparera de lui et viendra peut-être audacieusement lui disputer l'autorité.

Belle speranza, certo, ma di scarsa durata. « Sans un plan arrêté et fermement suivi, le Pape aurait le chagrin de voir son pays s'agiter et peut-être l'Italie », scriveva il Rossi al Guizot. Ma il *piano* mancava e si andava sempre avanti col solito « système de faiblesse et de tâtonnements ». La Consulta di Stato rimaneva, almeno per ora, lettera morta; le dimostrazioni popolari riprendevano; e lo stesso annuncio della costituzione del Consiglio dei Ministri (*motu proprio* 12 giugno 1847), anziché metter tregua e calmare gli animi, suscitava dissensi, deplorazioni, recriminazioni. Il contrasto tra il presente e il passato, la inorganicità delle riforme e la loro inadeguatezza alla realtà dei mali, la pressione sempre più forte degli elementi liberali rendevano vane una volta di più le buone intenzioni. Tutto giungeva in ritardo, fuori tempo, e la mancanza di fermezza da parte del Governo rendeva più oscuro il domani anche agli occhi moderatissimi del de Liedekerke, che si lasciava andare a conclusioni assai pessimistiche nel suo rapporto del 21 giugno da Torino.

... Je me bornerai à faire ressortir le fait qui, par sa gravité, me semble dominer tous les autres, et c'est celui qu'aussi souvent qu'il y a eu lutte entre les pouvoirs réguliers et ce parti qui, sous les dehors d'une modération étudiée, cherche insensiblement à s'y substituer, l'avantage n'est malheureusement pas resté aux premiers.

Le désordre moral continue donc à grandir à Rome et, comme l'observe fort-bien Monsieur Magrini, dans son dernier rapport du 14 courant, l'ascendant populaire y est plus puissant que la volonté du Souverain et celle de ses Ministres.

Si donc en présence d'un tel état de choses, l'on ne se décide pas, et peut-être même est-il déjà trop tard, à prendre enfin une attitude plus ferme, et à mettre un terme à ces bruyantes ovations dont la plus légère circonstance fournit maintenant le prétexte, et qui au fond sont moins un témoignage d'attachement qu'une occasion de plus de discipliner les masses et d'affermir l'autorité de leurs chefs, bientôt l'anarchie qui continue à désoler une partie des provinces envahira la capitale. Qu'arrivera-t-il alors ? Voilà ce que se demandent avec une sorte d'effroi les hommes doués de quelque expérience et qui savent jusqu'où peuvent aller les exigences populaires quand elles ont rompu tout frein. Voilà ce que se demandent avec non moins d'inquiétude les autres gouvernements italiens, dont la tâche devient ainsi chaque jour plus difficile et plus ingrate. Déjà même le mérite de l'à-propos leur échappe; celui de Toscane, par exemple, qui, cédant à des craintes mal-dissimulées, vient d'entrer brusquement dans la voie des améliorations, est loin d'en recueillir les bons effets qu'il s'en promettait, puisqu'il voit son autorité encore menacée, et jusqu'à son origine étrangère lui être audacieusement reprochée.

Cette situation tourmentée de l'Italie; ces tiraillements continuels entre le présent et le passé ne surprennent au reste que ceux qui, profitant peu des enseignements de l'histoire de notre temps, ont cru à la possibilité de comprimer les idées dominantes et de maintenir d'anciennes formes qu'à tort ou à raison, elles repoussent hautement.

Toute la question est là et rien que là, en ce qui concerne la péninsule italique; je crois ne pas me tromper en l'assurant de nouveau ici à Votre Excellence.

Mais, pour en revenir aux informations que j'ai reçues de Rome, je ne dois pas non plus à cause de son importance, passer sous silence celle relative à l'établissement d'un Conseil des Ministres, conseil dont le besoin se faisait depuis longtemps sentir pour imprimer plus d'unité à la marche des affaires, et dont le défunt pape n'avait jamais voulu entendre parler, quoiqu'on lui eût bien démontré qu'une pareille institution existait même chez les gouvernements les plus absolus.

C'est par un motu proprio, en date du 14 courant, que Sa Sainteté a décrété cette mesure, qui, bien qu'elle ne soit pas complète dans toutes ses dispositions, produirait cependant d'excellents effets si l'on pouvait compter sur sa consciencieuse exécution; mais celle-ci, à défaut d'autres instruments, devant être confiée à des hommes qui ont toujours vécu au milieu d'une véritable anarchie administrative et savaient si bien la faire tourner à leur profit, ils se prêteront difficilement à y substituer un ordre plus régulier, et à se priver des bénéfices d'une confusion d'ailleurs bien difficile à éviter là où les autorités spirituelle et temporelle, loin d'avoir des attributions distinctes, se confondent presque toujours, sauf cependant que la seconde demeure la plus souvent subordonnée à la première.

L'étendue de ce motu proprio et la brièveté du temps ne me permettant pas d'en faire la traduction, je dois dès-lors me borner à transmettre, sous bande croisée, deux exemplaires de l'original à Votre Excellence. Il faudrait d'ailleurs, pour rendre cette communication complète, y joindre avec un commentaire tous les règlements administratifs antérieurs cités dans ce document, travail fort-long et qui en dernière analyse n'aboutirait qu'à prouver que la véritable question n'a pas encore été posée, ni par conséquent résolue, et ce serait celle d'arriver à simplifier les rouages administratifs et judiciaires, simplification d'autant plus désirable qu'elle donnerait lieu à de notables

économiques, qui permettraient alors d'améliorer la condition économique des employés de ces branches importantes et de les rendre ainsi moins accessibles à cette séduction, ayant malheureusement pour résultat pratique de faire presque toujours pencher la balance, non pas du côté du droit, mais en faveur de la partie qui a le plus d'argent, ou de crédit dans les hautes régions gouvernementales. ¹⁾

Quasi a conferma delle preoccupazioni del diplomatico olandese, il 22 giugno il Gizzi ammoniva in una *Notificazione*, che fu molto criticata, che il Papa era fermamente deciso a progredire nella via dei miglioramenti amministrativi, ma « con saggia e ponderata graduazione, e dentro i limiti determinati dalle condizioni essenzialmente convenienti alla sovranità e al governo temporale del Capo della Chiesa Cattolica, a cui non possono addirsi certe forme che minerebbero l'esistenza della sovranità medesima, o diminuirebbero per lo meno quella estrinseca libertà ed indipendenza nell'esercizio del Primato Supremo, per la quale libertà e indipendenza Iddio dispose nei profondi suoi Consigli che la Santa Sede avesse un temporale principato ». Alte e solenni parole, ma tarde, ormai, e inefficaci di fronte all'aggravarsi di problemi che un anno di pontificato aveva posti o accentuati, non risolti. Unico risultato tangibile, il sacrificio del Gizzi, vittima della propria notificazione, che aveva incoraggiato i retrogradi, deluso i moderati, esasperato i liberali. ²⁾

¹⁾ Lettera del 19 maggio. « Le Pape lui-même convenait avec moi que le Motu proprio, après huit mois d'élaboration n'était qu'un essai et un *pasticcio* », Rossi a Guizot, in LEDERMANN, *op. cit.*, p. 341. E la sperata laicizzazione del Governo non si effettuava, ved. d'Azeglio a Farini (17 maggio 1847) in FARINI, *Epistolario*, cit., vol. I, p. 649.

²⁾ Ved. la lettera di Giovanni Corboli-Bussi al nonno (20 luglio 1847) sulle preoccupazioni di quei giorni, dopo la concessione della Guardia civica (5 luglio), in MANNO, *op. cit.*, p. 139: « Da un anno in qua gli elementi del bene sono per noi cresciuti moltissimo: gli elementi del male non sono cresciuti; ma, di occulti che erano, son divenuti terribilmente manifesti ». E il d'Azeglio lamentava col Farini (17 maggio): « Il Papa è un uomo eccellente; quelli che lo circondano sono il solito canagliume romano »; e poco dopo: « Bisogna per forza accettar l'eredità del sistema passato; molte difficoltà e nessun sapere, nessun talento, nessun carattere per vincerle » (14 giugno): ved. FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 649 e 659. Per la delusione dell'elemento liberale ved. anche G. F.-H. e J. BERKELEY, *Italy in the making, June 1846 to 1 January 1848*, Cambridge, University Press, 1936, p. 196.

III.

LA CONSULTA DI STATO

Tra le proposte principali del *Memorandum* del 10 maggio 1831 figuravano l'ammissione dei laici alle funzioni amministrative e giudiziarie e la creazione di una Giunta o Consulta amministrativa, composta di persone scelte dai Consigli municipali e di Consiglieri del Governo. La Giunta o Consulta avrebbe potuto far parte, suggerivano gli ambasciatori, « di un Consiglio di Stato da scegliersi dal Sovrano fra gl'individui più notevoli per nascita, per fortuna, per talenti ». ¹⁾ Gregorio XVI non aveva ritenuto di poter accedere all'invito, ma l'idea era rimasta ugualmente viva. Gli insorti di Rimini, infatti, si rifacevano al *Memorandum* nel loro « Manifesto delle popolazioni dello Stato romano » e chiedevano che un Supremo Consiglio di Stato, eletto fra le terne presentate dai Consigli provinciali, soprintendesse al debito pubblico, con voto deliberativo sui bilanci e consultivo sulle altre materie (art. 6) e che tutti gli impieghi e dignità civili, militari e giudiziarie fossero riservati ai secolari (art. 7). E alla lettera e allo spirito del *Memorandum* avevano fatto appello gli indirizzi e le suppliche che da varie provincie erano stati inviati al Sacro Collegio nei giorni del Conclave del 1846. ²⁾

Che l'idea della istituzione di una Consulta di Stato Pio IX derivasse soprattutto dal *Memorandum* del 1831 sostiene anche il Gualterio, il quale ci informa dell'oscillare del papa tra un Consiglio di Stato e una vera e propria Consulta. A tal fine Pio IX si sarebbe procurato notizie sul Consiglio di Stato napoleonico, su quello sardo e sulla Consulta napoletana, nata dalle discussioni di Lubiana. Ma, prima ancora di essersi deciso per l'una o per l'altra forma, aveva voluto che « rotto ogni indugio, e lasciato il tempo per maturare meglio i suoi disegni, venisse frattanto stabilito in massima, che un Consiglio di rappresentanti di tutte le provincie » sedesse in Roma. ³⁾ E così la Consulta era nata senza che si fosse deciso il numero dei componenti e fissate le sue attribuzioni, per cui « gli avvenimenti che succedettero non diedero agio a maturare quel

¹⁾ FARINI, *Stato romano*, cit., vol. I, pp. 38-39.

²⁾ Ved. quelli di Bologna e di Forlì in L. WOLLEMBORG, *op. cit.*, pp. 584-585, 588-589. Fino all'istituzione della Consulta Pio IX per il Gabussi non fu che l'esecutore del *Memorandum* del 1831, G. GABUSSI, *Memorie per servire alla storia della rivoluzione degli Stati romani*, Genova, 1851, vol. I, p. 66.

³⁾ F. A. GUALTERIO, *Gli ultimi rivolgimenti italiani*, Firenze, Le Monnier, 1851, p. II, p. 432, e prima ancora, pp. 240-242.

pensiero» e si tardò lungamente « senza sapere che cosa di quegli uomini e di quel Consiglio in Roma si farebbe». Grande imprudenza questa, perchè in quel momento e in quel turbinare di passioni e di partiti « il Governo si toglieva ogni libertà d'azione, e apriva l'adito a infinite esigenze», oltre a crearsi uno stato di lotta tra il Governo e l'opinione pubblica circa i fini dell'istituzione, della quale alcuni volevano fare, sì, un Consiglio di Stato per la preparazione delle leggi, ma altri un Consiglio di finanza sul genere dell'antica Congregazione di revisione. ¹⁾

Altra innegabile influenza ebbe sull'animo del Pontefice l'opera del Galeotti, nella quale il sistema consultivo era chiaramente invocato. Contrario dapprima al libro, Pio IX se ne lasciò attrarre più tardi e il volume del Toscano giovò a « porgergli intellettuale nutrimento, e far germinare nella sua mente idee che in appresso doveva esplicare». ²⁾ Nella progettata riforma del Galeotti le attribuzioni che furono poi della Consulta di Stato avrebbero dovuto venir divise tra un *Consiglio generale* (quinquennale e composto di deputati, in parte scelti dal Governo nelle terne presentate dai Consigli provinciali e in parte rappresentanti alcuni corpi e istituzioni dello Stato) e una *Congregazione centrale*, vero e proprio « senato consultativo», nominato dal Sovrano e vitalizio. ³⁾

Ad *assemblee consultative*, com'è noto, aveva già accennato il Gioberti, fautore della istituzione di un *Consiglio civile*, che in una monarchia bene ordinata avrebbe costituito, a suo parere, « una magistratura suprema, una censura regia, un senato legale e amministrativo, e per dirlo con una sola parola, il senno del principe». ⁴⁾

Difficile impresa quella della laicizzazione, sia pur graduale, della amministrazione statale, anche se reclamata da ogni parte. Più facile doveva apparire la creazione di un organo laico a carattere consultivo con l'incarico di studiare e preparare le leggi, i bilanci, ecc. In questo senso si era pronunciato più volte Pellegrino Rossi, che aveva un giorno proposto a Pio IX di

placer à côté du Conseil des Ministres pour l'aider dans la préparation des projets de lois, dans l'élaboration du budget, dans les questions de conflit et dans tout le contentieux administratif, un Conseil d'Etat, Consulte ou Congregation (peu importe

¹⁾ GUALTERIO, *op. cit.*, pp. 433-434.

²⁾ GUALTERIO, *op. cit.*, pp. 240-241.

³⁾ L. GALEOTTI, *Della sovranità e del governo temporale dei Papi*, Parigi, 1849, 3^a ed., pp. 249-251: Su quest'opera ved. GUALTERIO, *op. cit.*, vol. I, p. II, p. 87 e segg.; G. CALAMARI, *Leopoldo Galeotti e il moderatismo toscano*, Modena, Soc. tip. modenese, pp. 1-44, e in particolare pp. 37-38.

⁴⁾ V. GIOBERTI, *Del primato morale e civile degli Italiani*, Brusselle, Meline, 1843, vol. I, pp. 156-161. Favorevole alle Consulte era anche il Balbo.

le nom) qui aurait librement discuté et donné des avis au pouvoir. Ce corps de vingt-quatre ou trentesix membres, divisé en sections qui se seraient réunies pour certaines opérations, par exemple pour l'examen du budget et de la rédaction des comptes de chaque exercice, aurait été mêlé d'ecclésiastiques et de laïcs et pouvait être présidé sans difficulté par des Cardinaux ou des Prélats». ¹⁾

A questa idea, che sarà poi interamente adottata dal Pontefice, si può accostare il progetto di mons. Matteucci (forse dei primi mesi del 1847), nel quale è evidente la stessa preoccupazione del Rossi, di creare accanto al Consiglio dei Ministri, composto di ecclesiastici, un organo consultivo laico.

Una Consulta di Stato deve esaminare tutti gli affari che si propongono dal Consiglio dei Ministri. Ogni Provincia ne deve mandar uno (consultore) con 100 scudi di appannaggio mensile da pagarsi metà dal Governo, altra metà dalla Provincia. Debbono esser tutti laici. Sarà però presieduta da un prelato pagato dal Governo. Le risoluzioni si prenderanno a maggioranza di voti. Saranno sottoposte all'esame del S. Collegio presieduto dal Papa. La maggioranza de' voti anche nel S. Collegio dà la risoluzione. Se le proposte della Consulta sono ammesse divengono leggi. ²⁾

È chiaro che in tutte queste proposte si ha esclusivamente di mira un organismo a semplice carattere consultivo. E questo carattere appare anche evidente nella ricordata circolare del cardinal Gizzi ai legati e delegati delle Provincie, del 19 aprile 1847, con la quale si dava vita, senza ancora precisarne il nome, ad una Consulta di Stato. «La Santità Sua desiderosa sempre di regolare l'andamento delle amministrazioni dello Stato nel modo più soddisfacente, si propone di scegliere e chiamare a Roma da ogni provincia un soggetto, che distinto per la sua posizione sociale, per possidenza, per cognizioni, riunisca in sè la qualità di suddito affezionato al pontificio governo, goda della pubblica estimazione, ed abbia la fiducia de' suoi concittadini. Intende il Santo Padre di servirsi dell'opera di tali soggetti, ne' modi da stabilirsi in appresso, tanto per coadiuvare la pubblica amministrazione, quanto per occuparsi di un migliore ordinamento dei consigli comunali in simili materie. Le persone che ora ed in seguito verranno da Sua Santità prescelte, dovrebbero risiedere nella capitale, almeno per due anni». ³⁾

La circolare, in fondo, se indica genericamente gli scopi di questa convocazione di persone ragguardevoli e devote al Governo, lascia indeterminato il modo del loro operare, facendo intendere come le idee siano ancora poco chiare al riguardo. Certo è che, una volta di più, vi si

¹⁾ Rossi a Guizot, 28 luglio 1847, in LEDERMANN, *op. cit.*, p. 338.

²⁾ Ved. WOLLEMBORG, *op. cit.*, p. 593.

³⁾ Ved. la circolare in SPADA, *op. cit.*, vol. I, pp. 198-199.

ribadisce il concetto che il Papa « continuerà nell'adottato sistema di migliorare, successivamente la cosa pubblica *dentro que' giusti confini che nell'alta sua sapienza si è prefissi, e con quella maturità di consiglio che in detta opera si richiede* ». A tal fine Legati e Delegati dovranno indicare due o tre persone per provincia « affinché il Santo Padre possa tra essi prescegliere il più adatto ».

Ma la cauta circolare, pubblicata ben sette mesi prima della effettiva riunione della Consulta (« per ragioni di mera opportunità contingente » come giustamente dice lo Spellanzon), conosciuta il 22 aprile dai Romani, fu subito interpretata al di là delle intenzioni del suo autore. La dimostrazione clamorosa da parte di più che 20.000 persone, dimostrazione assai simile a quella per l'amnistia, ne è una prova. Se, come notava il de Liedekerke, l'intenzione ufficiale era stata quella di creare una specie di Consiglio di Stato per la preparazione delle leggi e dei regolamenti, l'elemento progressista, nel suo desiderio di giungere a forme di governo costituzionali, vide nella circolare il primo passo verso l'adozione del sistema elettorale. ¹⁾ E lo Spada, che pure avrebbe veduto con piacere « formarsi una eletta di persone colte e sperte nel maneggio degli affari, venire in aiuto del Governo, e imprimergli quella celerità ed energia di movimenti di cui difettava », sosterrà, più tardi che « gli uomini del progresso » consideravano la promessa istituzione « siccome una diminuzione del potere temporale del papa ». ²⁾

Si capisce, quindi, che davanti a queste manifestazioni il Metternich si allarmasse:

la Consulte renferme le germe d'un système représentatif qui ne s'adapte ni à l'autorité souveraine du chef de la catholicité, ni aux constitutions de l'Eglise. ³⁾

* * *

Mentre il pubblico discuteva ancora sulla circolare e cercava di capire qual sorta di istituto dovesse venir fuori dalle promesse del

¹⁾ Ved. p. 35; cfr. anche la lettera di Costanza Corboli, del 22 aprile, in MANNO, *op. cit.*, pp. 123-124, e G. MONTANELLI, *Memorie sull'Italia e specialmente sulla Toscana dal 1814 al 1850*, 2^a ed., Torino, 1853, vol. I, pp. 274-275.

²⁾ SPADA, *op. cit.*, vol. I, p. 201. Interessante è anche il giudizio del Ranalli: « un grande avanzamento era l'averne un segno di rappresentanza pubblica... A più sperti delle cose politiche parve ancor più; doversi poi dalla consulta, istituzione sempre temporanea e insufficiente, passare a un vero popular parlamento », F. RANALLI, *Le istorie italiane dal 1846 al 1853*, Firenze, Le Monnier, 1858, 3^a ed., vol. I, p. 71. Anche per lo SPELLANZON, *op. cit.*, vol. III, p. 103, il pensiero correva « al Primato del Gioberti, e alla monarchia consultativa preconizzata da lui, preludio di monarchia popolare ». Ved. pure BERKELEY, *Italy in the making*, *cit.*, pp. 114-115.

³⁾ METTERNICH, *Mémoires*, *cit.*, vol. VII, p. 439.

Segretario di Stato, quest'ultimo diramava le disposizioni per la scelta dei consultori. Esiste nell'Archivio di Stato di Roma tutto un interessante carteggio sulla nomina di questi rappresentanti provinciali, dal quale appare come la nomina stessa non fu sempre agevole, per la difficoltà di far muovere dalle provincie alcuni dei prescelti, per le ragioni di salute o di economia addotte da altri.¹⁾ E le vicende della « Gran Congiura » e dell'occupazione austriaca di Ferrara non potevano, certamente, agevolare la scelta.

Il Delegato Apostolico di Spoleto, il 4 maggio, segnalò il conte Vincenzo Pianciani, il conte Giacomo Valenti e don Carlo de' principi di Santa Croce, ai quali, il 30, aggiunse il cav. Pietro Fontana « devotissimo alla Santa Sede ed alla sagra persona del Supremo Gerarca ». Il 18 giugno, rispondendo alla richiesta dell'8 della Segreteria di Stato, inviò i cenni biografici domandati dal formulario trasmesso a tutti i Legati e Delegati Apostolici. Nessuno dei designati avendo accettato, il 27 luglio fu nominato il conte Pompeo di Campello, del quale il 6 agosto il Delegato Apostolico trasmetteva al Ferretti, nuovo Segretario di Stato, il ringraziamento.²⁾

Il 29 aprile il Delegato di Rieti propose la sua terna: marchese Ludovico Potenziani, conte Giacinto Vincenti Mareri, avv. Giuseppe Piacentini, dei quali l'11 giugno fornì le richieste notizie. Il 27 luglio fu nominato il Piacentini.³⁾

Per Viterbo mancano in Archivio le indicazioni sui proposti da quel Delegato. Sappiamo che il Ciofi fu nominato con dispaccio della Segreteria di Stato del 27 luglio. Sull'avv. Luigi Ciofi, patrizio viterbese, trentacinquenne e dall'agosto 1844 consultore governativo si avevano (come risulta da una minuta della Segreteria di Stato) assai buone informazioni. L'eletto, però, si prese tempo per accettare e solo il 13 settembre, dopo matura riflessione, si dichiarò pronto ad assumere l'incarico.⁴⁾

Da Civitavecchia il 31 maggio furono proposti Pietro Alibrandi, Felice Guglielmi, Francesco Maria Bruschi Falgari e l'avv. Francesco Benedetti. Il 27 luglio fu scelto quest'ultimo, cui la nomina fu inviata

¹⁾ R. Archivio di Stato di Roma, *Archivio costituzionale 1846-1848*, B.^a II, fasc. 7. Mi giovo di questi documenti per dar notizie sulla scelta dei Consultori.

²⁾ Sulla partecipazione del Campello alla Consulta ved. P. CAMPELLO DELLA SPINA, *Storia documentata aneddotica di una famiglia umbra*, Città di Castello, Lapi, 1900, p. II, vol. II, pp. 93-95. E ved. qui oltre p. 124.

³⁾ Sul Piacentini, ved. p. 87, F. GENTILI, *Il Consiglio di Stato romano del 1848 e il suo vicepresidente Carlo Luigi Morichini*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. VI, 1919, p. 480 n.

⁴⁾ Ved. su lui F. GENTILI, c. s., p. 478 n., e più oltre p. 81.

dal Delegato per mezzo « di un cacciatore a cavallo per maggior sicurezza e sollecitudine ». La nomina del Benedetti fu assai bene accolta. Tutti quelli che ne sono venuti a conoscenza, scrive il 30 luglio il Delegato « applaudiscono di vero cuore a così bella scelta ». ¹⁾

Per Orvieto le persone proposte furono il marchese Lodovico Gualtieri (*sic*), suo figlio Filippo Antonio, il nob. Flavio Ravizza e Leandro Mazzocchi. Fu scelto il vecchio Gualterio « per cognizioni, filantropia ed altre qualità distintissime giustamente amato e stimato », come scriveva il 28 luglio quel Delegato. ²⁾

In *articulo mortis* il card. Micara designò per Velletri Egidio Pozzi, il comm. Filippo Filippi, il capitano Giovanni Graziosi, il conte Filippo Antonelli e l'avv. Luigi Santucci. Da ogni parte piovvero suppliche e raccomandazioni perchè si scegliesse il Santucci, uomo assai stimato, mentre il Pozzi, dichiarava il successore del Micara, non godeva della pubblica stima, il Filippi era sornito di cognizioni, ecc. Il Pozzi fin dal 7 maggio aveva inoltrato una supplica al Gizzi per essere eletto... E il 27 luglio fu nominato il Santucci. ³⁾

A Frosinone erano stati designati il 23 aprile il marchese Lino Ferrari, Tiburzio Antonini, l'avv. Pasquale De Rossi. Ma il 25 giugno l'Antonini pregava di essere dispensato e qualche lettera anonima protestava contro le designazioni fatte, che furono successivamente così corrette: marchese Ferrari, avv. De Rossi, marchese Nicola Traietto, Giov. Lorenzo Morandini. Il 27 luglio il De Rossi fu nominato. ⁴⁾

La scelta di Benevento fu particolarmente laboriosa. Il 23 maggio furono proposti il Gonfaloniere della Città, Giacomo de' baroni Sabariani, e il possidente Vincenzo Colle De Vita. Il primo fu nominato il 27 luglio e per mezzo del Delegato Apostolico accettò ringraziando (4 agosto). Ma il 21 ottobre il Sabariani, per ragioni pubbliche e private, rinunciò. Venne allora scelto il De Vita (28 ottobre), il quale, a sua volta, rifiutò per motivi famigliari il 31 ottobre. Allora a Roma si decise di nominare mons. Bartolomeo Pacca, canonico di San Pietro e vicepresidente del 2° Turno del Tribunale del Governo. Il povero Delegato Apostolico si trovò subito in guai e dovette denunciare la grande freddezza dei Beneventani di fronte alla nomina di questo loro non amato

¹⁾ Ved. sul Benedetti *L'Epoca* dell'8 e 10 maggio 1848 e *Il Contemporaneo* del 9 e 11 maggio, e più oltre p. 79.

²⁾ Il figlio Filippo Antonio non sembrava molto fiducioso nell'opera della futura Consulta, se il 24 giugno scriveva al padre: « Temo però che anche questa istituzione finirà con attribuzioni ridicole ». Ved. sul Gualterio, p. 104.

³⁾ Anche per lui ved. p. 116 e F. GENTILI, *Il Consiglio*, ecc., p. 481 n.

⁴⁾ Sul De Rossi, ved. p. 101 e F. GENTILI, c. s., pp. 476-477 n.

concittadino e ascoltare i rilievi e le lagnanze di una deputazione di quindici persone sulla famiglia e sulla persona del neo eletto...¹⁾

Anche in Comarca i tre designati non accettarono (Giuseppe Senni, Giuseppe Gori, Giuseppe Alberti), e la scelta cadde così il 28 luglio su un quarto Giuseppe, l'avv. Lunati, degnissima persona.²⁾

Ben sei nomi, e di prim'ordine tutti, indicò il card. Amat per Bologna: Antonio Silvani, Marco Minghetti, Carlo Bevilacqua, Giovanni Massei, Giovanni Marchetti, Filippo Agucchi. La scelta cadde sul Silvani, ma il card. Amat aveva fatto presente fin dal 1° maggio la convenienza di concedere ad una città dell'importanza di Bologna anche un altro rappresentante. La proposta fu accolta e così il 26 luglio furono spediti da Roma all'Amat tre biglietti di nomina, per il Silvani, il Minghetti e il marchese Carlo Bevilacqua, lasciandogli facoltà di decidere tra questi due.³⁾

Il 26 aprile il card. Ciacchi proponeva per Ferrara il marchese Gio. Batta Canonici e all'indomani il marchese don Pier Gentile Varano dei duchi di Camerino e Gaetano Recchi. I dati sui tre personaggi forniva il 14 giugno, avvertendo che il Canonici era ormai troppo vecchio e indicando più tardi (24 luglio) il Recchi come l'elemento da preferire. Quest'ultimo, nominato il 27 luglio, scriveva il 7 agosto da Ferrara al Segretario di Stato, accennandogli d'essere stato assai titubante prima di accettare per il «giustificatissimo timore che le sue forze intellettuali fossero insufficienti al grand'uopo richiesto». Ma concludeva: «Convinto però che la mia buona volontà almeno non mi sarà deficiente giammai, e di questa, se non d'altro, saprò dare prove solenni, ho l'onore sin da quest'istante di sottopormi agli ordini venerati di V. E. Rev.»⁴⁾

Per Forlì (avuto riguardo anche a Cesena e a Rimini) il 10 maggio si proponevano il marchese Paolucci de' Calboli, il conte Pio Bofondi, il marchese Raffaello Albicini, il conte Aurelio Saffi, il marchese Ferdinando Ghini, il conte Eduardo Fabbri, il marchese Melchiorre Romagnoli, il conte avv. Giambattista Spina, il conte Filippo Battaglini,

¹⁾ Ved. p. 77.

²⁾ Ved. p. 117 e le notizie date su lui da F. GENTILI, *Il Consiglio, ecc.* pp. 484-485 n., e inoltre A. CAVALLINI, *Le vite di alcuni uomini illustri... La vita di Giuseppe Lunati*, Roma, Cecchini, 1873.

³⁾ Per la parte presa dal Minghetti nella Consulta ved. M. MINGHETTI, *Miei ricordi*, Torino, Roux e C., 1889, vol. I, pp. 272, 293-338; G. MAIOLI, *Marco Minghetti*, Bologna, Zanichelli, pp. 70-85; A. NORSA, *La giovinezza e le prime esperienze politiche di Marco Minghetti (1818-1860)*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. XXV, aprile-agosto 1938-XVI, pp. 47-50 dell'estr. Sul Silvani, ved. più oltre p. 80 e E. MICHEL in M. ROSI, *Dizionario del Risorgimento Nazionale*, Milano, Vallardi, 1937-XV, vol. IV, pp. 290, *sub voce*. Ved. in Appendice II le lettere del Minghetti e del Silvani.

⁴⁾ Ved. p. 81 e G. MAIOLI in M. ROSI, *Dizionario*, cit., vol. IV, pp. 36-37.

il conte Sallustio Ferrari. Alla lettera di nomina il Paolucci de' Calboli, rispondeva il 31 luglio, ringraziando con grande calore per essere stato prescelto: « Una sola occhiata a me stesso basta a convincermi della mia incapacità ad esaurire le incombenze, non meno onorevoli che importanti, alle quali mi veggo chiamato, della mia insufficienza a corrispondere alle sapientissime intenzioni, alla fiducia dell'ottimo Sovrano. Questa convinzione, però, che non potrebbe rendermi titubante ad umilmente implorare l'esonerazione di sì gran peso, cede alla considerazione che suddito deggio obbedire, che fedele, devoto, riconoscente ed affezionatissimo alla Sua Sacra Persona non v'ha ragione, non sacrificio che possa trattenermi, finchè avrò vita e salute, dal prestarle i miei servigi devotissimi». ¹⁾

Il card. Bofondi mandava il 30 aprile la sua lista per Ravenna, indicando il conte Giovanni Codronchi Argeli, il conte Giuseppe Pasolini, il marchese Ignazio Guiccioli e il conte Giuseppe Rondini. La scelta cadeva sul Pasolini (27 luglio), del quale il 3 agosto si aveva l'accettazione ed il ringraziamento. ²⁾

Per Urbino e Pesaro fin dal 22 aprile il card. Gabriele Ferretti proponeva il conte Luigi Mastai, il conte Carlo Ferri, il conte Ubaldo Beni. Ma già il 24 doveva correggersi indicando esser preferibile il conte Girolamo Beni al fratello Ubaldo, e il 27 aprile lo stesso Mastai scriveva direttamente al Segretario di Stato pregando di essere dispensato. La Segreteria di Stato rispose elogiando il gesto, ma insistendo per l'accettazione eventuale. Qualche tempo dopo, il 15 giugno, il Ferretti, scrivendo delle qualità dei tre designati, insisteva a favore del Mastai, che, a suo dire, per l'età (30 anni) e i mezzi di fortuna avrebbe potuto benissimo risiedere a Roma. Anche il Ferri non ci teneva molto ad andare alla capitale e il 24 luglio chiedeva di essere esonerato dal compito. Ma ormai la sua nomina era decisa (27 luglio). L'eletto lasciò passare ancora un mese e poi (31 agosto) tornò alla carica, riuscendo questa volta a fare accettare le proprie dimissioni. Così il 7 settembre fu nominato il Mastai. ³⁾

Il Delegato Apostolico d'Ancona, mons. Rusconi, presentò il 28 aprile i suoi candidati: Annibale dei principi Simonetti, cav. Andrea

¹⁾ Una biografia sommaria ed una ricca bibliografia del Paolucci de' Calboli in A. MAMBELLI, *I Forlivesi, nel Risorgimento Nazionale da Napoleone a Mussolini*, Forlì, 1936-XIV, pp. 209-210. Ved. più oltre p. 98. E. FABBRI, *Sei anni e due mesi della mia vita*, Roma, Bontempelli, 1915, pp. 264-265 n., e p. 436. Era, in fondo, un retrogrado.

²⁾ Sull'attività del Pasolini nella Consulta ved. *Giuseppa Pasolini 1815-1876, memorie raccolte da suo figlio*, 4^a ed., Torino, Bocca, 1915, vol. I, pp. 82-97.

³⁾ Sul Mastai, ved. p. 86 e D. SPADONI, su M. ROSI, *Dizionario cit.*, vol. III, p. 528.

Bonfigli, conte Sebastiano Ubaldini. Ma altri elementi v'erano, a suo dire, su cui poteva cadere la scelta, il conte Pietro Ferretti e il marchese Carlo Bourbon del Monte, sui quali e sugli altri dava ampie informazioni il 9 giugno. Alla candidatura popolarissima del Simonetti (cui il Consiglio Municipale di Osimo voterà un indirizzo l'8 novembre) si elevò un avversario nella persona del padre, Raniero... Sul quale, infatti, richiamò l'attenzione il card. Soglia, facendo presente che aveva una gran voglia d'entrare in Consulta (15 giugno). Ma a Roma si preferì il figlio (28 luglio), che il 6 agosto accettò con riconoscenza la nomina.¹⁾

Qualche complicazione fu anche offerta dalla scelta del consultore per Macerata, donde erano partite le proposte a favore del marchese Carlo Bandini, conte Averardo Spada Medici, marchese Amico Ricci, conte Francesco Pergoli, marchese Carlo Antici (30 aprile). Ma, avendo il Pergoli fatto sapere che, ove l'incarico fosse stato gratuito, egli non avrebbe potuto accettare, il 29 giugno quel Delegato Apostolico incluse nella lista anche il conte Lorenzo Lazzarini. Nominato alla fine di luglio, il Ricci (cui la nomina fu trasmessa il 2 agosto per il tramite del Legato di Bologna) rispose che, non abitando più in Macerata ed essendo tutto preso dai suoi viaggi scientifici e non potendo tollerare il clima di Roma, rinunciava all'incarico (10 agosto). Il Papa sceglieva allora il Bandini, al quale si dava notizia della nomina il 16 agosto, ma anche il Bandini (27 agosto) pregava di essere lasciato da parte. La scelta cadde allora sul Lazzarini, cui si scrisse da Roma l'11 settembre, ma il conte Lorenzo chiese di venire esonerato il 27 dello stesso mese. E, con una gran paura che rifiutasse anche lui, ci si rivolse al Lauri, che, finalmente, scrisse da Pisa accettando l'11 ottobre.²⁾

Le cose non andarono più rapide a Camerino, dove fin dall'8 maggio erano stati indicati Giovanni Battista Peda, Tito Conforti e Filippo Bettacchi, lasciando comprendere che il primo era di tutti il più benvenuto nella provincia. E la nomina avveniva il 27 luglio. Ma il Peda allora si rivolgeva all'Eminentissimo Segretario di Stato supplicandolo di dispensarlo dall'ufficio (16 agosto). Saputo questo, il Gonfaloniere di Camerino scrive a sua volta a Roma perchè non si accetti la rinuncia (18 agosto) e, poco dopo, il 31, rincara in questo senso la dose il Delegato Apostolico. Il 2 settembre la Segreteria di Stato respinge la rinuncia del Peda, che il 13 si decide ad accettare. E allora sarà la volta

1) Ved. p. 86 e D. SPADONI, in M. ROSI, *Dizionario cit.*, vol. III, p. 294, e l'indirizzo degli Anconetani, steso dal Farini, in FARINI, *Epistolario*, vol. II, pp. 114-118.

2) Anche per lui ved. più oltre p. 79 e D. SPADONI, c. s., p. 347.

di suo fratello Nicola, che l'8 novembre lo raccomanderà al Ferretti perchè a Roma lo assista e non lo abbandoni... ¹⁾

A Fermo la difficoltà di trovare un consultore fu anche più grave. Segnalati il 25 aprile il conte avv. Luigi Pelagallo, il marchese cav. Nicola Morici e il cav. Antonio Felici, il 28 luglio fu eletto quest'ultimo, il quale, però si affrettava a rinunciare (1° agosto). Lo si sostituiva subito (7 agosto) con il Pelagallo, che non metteva tempo in mezzo a dar le dimissioni (12 agosto). Il Papa le accettava, conferiva al Pelagallo l'Ordine Piano di 2^a classe e faceva cadere la sua terza scelta sul Morici (23 agosto). Per non esser da meno degli altri, sei giorni dopo il Morici rifiuta... Il povero Delegato Apostolico straordinario aveva, fin dal 21 agosto, messo innanzi anche il nome del marchese Federico Passeri. Ma la Segreteria di Stato non vuol più saperne di mandar lettere di nomina senza effetto ed esige che si interPELLI prima l'interessato (1° settembre). E fu bene perchè il Passeri si affrettò a rispondere (8 settembre) che per ragioni di salute non poteva accettare... Davanti a una così cospicua serie di insuccessi, nell'udienza papale del 12 settembre si deliberò di lasciar *scoperta* quella provincia se davvero non si poteva trovare altra persona di soddisfazione del Governo e del pubblico disposta ad accettare. Il 4 ottobre il Delegato Apostolico avanzava tre nuove candidature: l'avv. Giuseppe Fracassetti e, subordinatamente, l'avv. conte Pio Bonafede e l'ing. Michele Adriani. Dieci giorni dopo, la Segreteria di Stato comunicava che il pontefice, viste anche le pretese di conservazione d'impiego e di assegno particolare governativo avanzate dal Fracassetti, aveva scelto l'Adriani. Il quale, con soddisfazione per lo meno del Delegato Apostolico, accettava il 17 ottobre.²⁾

Ad Ascoli le circostanze fecero sì che la scelta cadesse proprio sull'individuo meno accetto al paese, lo Sgariglia. Infatti, il Delegato Apostolico fin dal 9 maggio aveva indicato come persone di qualche merito il conte cav. Orazio Piccolomini, fratello del cardinale, il cavaliere Ignazio Colucci, l'avv. Alessandro Piccinini e il conte Saladino Saladini, dichiarando, però, di preferirli, sì, ad altri, ma di non ritenere utile proporli. Invece la sua proposta toccava il conte Filippo Paradisi, l'avv. Francesco Cavi, il patrizio ascolano Domenico Ferrucci (il quale, però, non godeva della fiducia generale) e il cav. Giuseppe Neroni Cancelli. Di tutti questi mandava, e dei primi — i *preferiti* non *proposti* — più compiute notizie il 29 giugno, precisando che anche il

¹⁾ Ved. p. 91 n.

²⁾ L'Adriani farà poi parte del Consiglio di Stato: ved. p. 135 e F. GENTILI *II Consiglio*, ecc. p. 477.

Colucci non era circondato dalla fiducia dei concittadini. Alla lunga lista « per premura di rispettabile persona », aggiungeva ora il conte cav. Ottavio Sgariglia dal Monte, sul quale, però, doveva precisare che « non sarebbe accetto nè alla Patria, nè alla Provincia ». Il Neroni non desiderava essere scelto, e lo scrisse il 28 luglio al Segretario di Stato, ma già a quell'ora era stato nominato (27 luglio) lo Sgariglia... Del quale è nell'Archivio di Stato di Roma la lettera di vivo ringraziamento al Ferretti per la scelta (12 agosto). Più tardi, mortagli la madre e ritenendo di non poter abbandonare la cura dei propri interessi, lo Sgariglia chiederà di essere sostituito (24 ottobre). Ma la cosa non avrà seguito. ¹⁾

Il Delegato Apostolico di Perugia aveva proposto il 4 maggio il conte Luigi Donini, Gio. Batta Signoretti, Gio. Batta Sereni, il dottore Aurelio Paolucci Mancinelli, il marchese Francesco Barnabò. Ma il 27 doveva richiamare l'attenzione sul fatto che il Barnabò era poco gradito al pubblico come oppositore alle linee ferrate del Topino e del Chiaggio. Circa un mese dopo forniva ampie notizie su tutti i proposti e, sollecitato il 23 luglio ad esprimere francamente il suo parere sul più meritevole, indicava il Donini. Al quale si inviava la nomina il 27 luglio. Il 3 agosto il nuovo consultore ringraziava il Segretario di Stato, ma non trascurava di far presenti i suoi dubbi sulle proprie capacità: « Come mai io, uomo privatissimo, potrò diventare in un tratto uomo pubblico? Come mai, non essendo versato nelle difficili ed incerte scienze economiche ed amministrative, potrò all'improvviso istruirmi? ». La scelta del Donini, però, appagava l'opinione pubblica, tanto che il 21 agosto il Delegato Apostolico poteva scrivere: « la di lui elezione è stata sentita con vero giubilo in tutta la provincia, godendo egli meritamente la generale estimazione ». ²⁾

A Roma la scelta fu fatta con maggior facilità direttamente dal governo, che chiamò all'ufficio di consultori i principi Francesco Barberini ³⁾ e Pietro Odescalchi ⁴⁾ e l'avv. Giuseppe Vannutelli. ⁵⁾

Il 24 luglio il *Diario di Roma* annunciava prossima la nomina dei Consultori e il 7 agosto pubblicava i nomi dei ventiquattro prescelti, dei quali quattro, il Ferri, il Ricci, il Felici e il Sabariani, dovevano di lì a qualche tempo essere sostituiti. E la morte del Silvani aprirà

¹⁾ Su lui, che più tardi sarà membro dell'Alto Consiglio, ved. p. 116.

²⁾ Ved. su lui p. 105 e G. DEGLI AZZI, *Gli Umbri nelle Assemblee della Patria*, in *Archivio storico del Risorgimento umbro*, a. VIII, 1912, pp. 146-147 n.

³⁾ Ved. p. 90.

⁴⁾ Ved. p. 82.

⁵⁾ Ved. p. 85.

più tardi la strada al conte Giovanni Marchetti. Nel complesso, buone le scelte dei Consultori, anche se per alcuni parve si tenesse più conto del censo e della nobiltà dei natali che delle vere attitudini economico-amministrative. Ma l'avvento di giovani intelligenti quali il Pasolini, il Simonetti, il Benedetti, il Minghetti (anche il Saffi fu in predicato d'entrare in Consulta), di uomini di vasto sapere e di compiuta esperienza politica, come il Silvani e il Recchi, di studiosi come il De Rossi e il Lunati, faceva sperar bene per l'avvenire della nuova istituzione.

Intanto, la Segreteria di Stato si preoccupava del piccolo, ma importante problema degli emolumenti dei Consultori. Con circolare riservatissima del 9 agosto si chiedeva, infatti, ai Legati e Delegati Apostolici « se al Delegato sarebbe gravoso l'ufficio senza un compenso, o se avendo mezzi propri lo rinuncierebbe; quale impressione produrrebbe se l'assegno non maggiore di annui scudi 600 gravasse sui fondi provinciali; se lo stato del preventivo presenterebbe modo di soddisfarlo in quest'anno pe' due altri mesi ». Nell'Archivio di Stato di Roma si conservano le risposte, dalle quali poi la Segreteria trasse un riassunto che permette di farci un'idea delle disposizioni generali: « *Bologna*: sì ma con qualche osservazione; *Camerino*: sì benchè gravosa; *Civitavecchia*: id. id.; *Spoletto*: id.; *Frosinone*: id.; *Ancona*: sì ma con osservazioni; *Urbino* e *Pesaro*: pare non lo escluda; *Forlì*: sì; *Ferrara*: sì ma è tenue; *Orvieto*: sì; *Viterbo*: sì ma gravosa alla provincia; *Fermo*: sì ma a carico governativo; *Macerata*: non piace alla generalità; *Perugia*: non piace come mezzo di legare l'eletto; *Ascoli*: di troppo aggravio; *Rieti*: non piace il nuovo onere; *Comarca*: la provincia non può sostenere il peso; *Benevento*: non può caricarsene; *Ravenna*: non include nè esclude a un dipresso nel senso di Perugia; ¹⁾ *Velletri*: assegno fisso no, ma una retribuzione in fine ». Alle provincie, in sostanza, piaceva poco il nuovo onere e a molti Consultori ancor meno l'idea di doversi accollare il carico di una lunga permanenza a Roma e delle spese relative. ²⁾

¹⁾ Forse, si scriveva da Ravenna il 3 settembre, il Pasolini, facoltoso, preferirebbe qualche onorificenza.

²⁾ Bologna, per es., aveva risposto al primo punto: « lo gradirebbero [i Consultori] a titolo d'indennizzo e spese d'alloggio »; al secondo: « per ora farebbe d'uopo che gravasse il Gov.^o e non la Prov.^{ia} o almeno si antistasse il Gov.^o p. esserne poi rimborsato. Non ritiene poi congrui gli sc. 600 »; al terzo: « sarebbe in grado di supplirvi ». E Camerino aveva risposto al secondo quesito: « sebbene gravoso il contributo attese le ristrette forze economiche pure la spesa sarebbe sostenuta con gen.le gradimento », suggerendo per il terzo: « potrebbe supplirvi approvando nel Prevent.^o p. intero il fondo di riserva che da sc. 800 fu ridotto a sc. 600 ». (Arch. di Stato di Roma, *Arch. Costituz. 1846-1848*, B.^a II, fasc. 7). Più tardi, il 31 gennaio 1848, il Presidente della

* * *

L'elemento liberale moderato fu sinceramente lieto nel veder in via di realizzazione la Consulta e accolse con fiducia la designazione di molti tra i Consultori. « Grave, importantissimo è l'incarico che è affidato a noi tutti — scriveva il Minghetti al Pasolini il 2 agosto — e trae seco una immensa responsabilità. Ma credo che in questo momento sia dovere di ogni cittadino che desidera il bene, l'accettarlo ed il fare ogni sforzo affinchè la tranquillità, il benessere e il progresso di queste contrade sia stabilmente assicurato». ¹⁾ E anche fuori dello Stato alcune nomine suscitavano vivo compiacimento. In modo particolare il gruppo degli Emiliani-Romagnoli era salutato con simpatia perchè ispirava fiducia per i precedenti dei singoli individui, per la serietà dei loro propositi, per la dottrina e la preparazione di cui si sapeva di poter far loro credito. « Sento che a Roma, a Bologna e qui tal nomina è stata applauditissima », assicurava il Galeotti al Minghetti l'11 agosto. ²⁾ E nell'attesa di una prossima chiamata a Roma (« benchè non sia il termine prescritto, l'urgenza delle circostanze potrebbe rendere la nostra presenza colà molto utile », osservavá il Minghetti al Pasolini, preoccupato dell'occupazione austriaca di Ferrara), si pensava a programmi da svolgere, a iniziative da prendere. Il Recchi, che si era deciso ad accettare solo dopo avere saputo che il Minghetti aveva a sua volta accettato (e l'ignoranza delle attribuzioni dei Consultori aveva avuto qualche peso nel renderlo incerto), prospettava al Minghetti le sue idee in proposito: massima autorità ai Consultori, perchè grandissima era la responsabilità; se non il titolo, almeno i diritti dei Consiglieri di Stato di Francia, Piemonte e Toscana; nessuna preoccupazione particolare e locale; ordinamento dell'istituto fatto dai Consultori; facoltà di giudicare l'operato dei Ministri in materia finanziaria. Il fine ultimo, da raggiungersi proprio attraverso il sindacato in questo campo: « eguaglianza fra preti e non preti di giungere

Consulta, card. Antonelli, chiederà al Ministro dell'Interno a nome della provincia di Viterbo come la Commissione amministrativa « debba considerare nel preventivo la partita di indennità di spesa del Consultore della Provincia ». La risposta del Ministero fu data, con qualche comodo, il 10 marzo e fu che il Consiglio dei Ministri aveva deliberato di ammettere nel preventivo della Provincia la somma annua di 500 scudi.

¹⁾ G. PASOLINI, *Carteggio tra Marco Minghetti e Giuseppe Pasolini*, Torino, Bocca, 1924, vol. I, p. 4. « Grande strumento di progresso » giudicava la Consulta il Cavour.

²⁾ MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 274; ivi, p. 276, lettera del Massari da Torino. Il Galeotti scriveva allora il suo opuscolo *Della Consulta di Stato*, Firenze 1847. La Consulta toscana fu promessa il 31 maggio e attuata il 24 agosto. Ved. BERKELEY, *op. cit.*, pp. 246-247.

alle cariche», la laicizzazione dello Stato. Coraggio ed onestà erano necessari perchè anche nella Consulta non mancavano i *neri*, pericolosi anche se incapaci.¹⁾

E, a dir vero, gli osservatori più colti e più illuminati traevano dall'esame delle circostanze, dal modo di scelta dei Consultori, dalla mancanza di una direttiva precisa nuovi motivi di dubbio e d'incertezza. — Questi deputati delle provincie, convocati senza saper bene che cosa dovranno fare, a che servono? si domandava Pellegrino Rossi. Se non ne fate un Consiglio di Stato, correte il rischio di sentirvi chiedere che se ne tragga una Camera elettiva accanto a un senato di Cardinali e di Principi romani. L'idea era già in marcia e poteva dar qualche sorpresa, se si perdeva ancora tempo. I Consiglieri erano stati scelti dall'alto, ma per l'avvenire si sarebbe dovuto ricorrere ai Consigli provinciali. — « Le Conseil d'Etat — concludeva il Rossi — pourrait ainsi être mêlé des délégués proposés par les Provinces et de membres ecclésiastiques et laïques nommés directement par le Souverain ». ²⁾

¹⁾ Lettera dell'11 agosto, in MINGHETTI, c. s., vol. I, p. 273. Anche Aurelio Saffi, che era stato tra i candidati di Forlì per la Consulta, si dichiarava soddisfattissimo della nomina del Minghetti (lettera del 30 agosto in MINGHETTI, *Miei Ricordi*, vol. I, p. 284). Ved. per i diversi atteggiamenti FARINI, *Stato romano*, vol. II, p. 144.

²⁾ Rapporto al Guizot del 28 luglio 1847, in LEDERMANN, *op. cit.*, p. 342. L'ambasciatore d'Austria a Roma, R. Lützwow, pretenderà poco dopo di vedere una causa del malcontento del Rossi nel fatto di essere stato lasciato in disparte per la preparazione del regolamento della Consulta, nel quale, secondo il Lützwow, egli avrebbe riconosciuto la mano del Cormenin: « On parle de plus en plus du rapport de Mr. le Comte Rossi et de son prochain départ de Rome: je croirai à la possibilité du dernier: il voit de lui-même que son tems est fini ici, il n'inspire de confiance à personne, il ne se voit point consulté et ne peut en dissimuler sa mauvaise humeur et la désapprobation que lui arrachent plusieurs actes du gouvernement; entre autres le tout dernier, le Motu proprio du 15, où il croit reconnaître l'influence la plus directe, la plume même, de Mr. de Cormenin, de cet ennemi déclaré du gouvernement de Louis-Philippe » (Lützwow a Metternich, 16 ottobre 1847: Vienna, Hans-Hof-und-Staats-Archiv, Roma, 1847, fasc. 76). Ma lo stesso Lützwow smentiva poi la notizia, mettendo in rilievo la elaborazione curiale, prelatizia del progetto. « Parlant du *Motu proprio* du 15 octobre sur la *Consulta di Stato*, je fis mention de Mr. de Cormenin et des paragraphes de sette loi organique où l'on croyait reconnaître sa plume; le Cardinal repoussa, bien que faiblement, cette supposition et pour rectifier mon opinion, me relata l'entretien suivant, sous plus d'un rapport curieux qu'il avait eu avec le Pape, me dit-il. — « Qui a donc fait ce travail à Votre Sainteté? ». « Je te dirai — était la réponse du St. Père — ton frère m'a fait un projet, Mgr. Amici un autre, et deux Prélats chacun un autre; je les ai confondus à ma manière et j'ai mis le plus du projet de l'un de ces Prélats ». Le Cardinal ajouta: « Il ne m'a pas dit son nom ». Je serais, de mon côté, assez disposé à admettre que c'est Mgr. Rusconi; or celui-ci et les deux que le Pape a nommés, sont tous dans les rapports les plus intimes avec tous ceux qui influent et qui guident même les déterminations de ces réunions politiques » (24 ottobre). Sull'antiunitario Cormenin ved. MAZZINI, *Scritti*, vol. XXXIII, pp. 304-305, n.

In realtà a Roma si preferì fare a meno dei consigli stranieri, da qualunque parte venissero, e si cercò di elaborare un regolamento per il nuovo organismo sulle basi del precedente progetto Matteucci e secondo i pareri di una commissione composta dei cardinali Ferretti e Antonelli, dei monsignori Morichini, Amici e Pentini, del principe Barberini, degli avvocati Armellini, Sturbinetti e Piazza. E già fin da queste sedute preparatorie si precisò il dissidio tra i laici liberaleggianti e gli ecclesiastici, come appare dal seguente appunto di monsignor Pentini.

Fin dal momento nel quale fui avvisato da Mg. Amici che per parte di S. S. dovevo intervenire ad un congresso per discutere la disposizione per la Consulta di Stato che voleva crearsi, ebbi luogo di conoscere quali fossero le tendenze alle quali si aspirava, mentre in quella sera presente il Card. Ferretti Segretario di Stato, il Card. Antonelli, ed il [*parola cancellata*] li avvocati si espressero con forti frasi che non si doveva fare presiedere la Consulta di Stato da un Cardinale, e da un Prelato come il Presidente.

Infatti non appena istituita questa Consulta di Stato che la massima parte di quelli che la componevano, per non dire (come era) quasi tutti incominciarono a volersi erigere in una camera Legislativa come rappresentanza non di consultiva tutela delle Provincie, ma di contegno quasi miscievole (?) verso il Gov. qualora non aderisse alle consultive loro deliberazioni le quali erano sempre discusse con un deciso spirito di opposizione al Governo Ecclesiastico e tra questi, non rimaneva indietro il Conte Luigi, specialmente circa la mira delli beni Ecclesiastici.¹⁾

Il disordine e lo scompiglio incominciò fin d'allora ad aprire lo spaccio del suo venefico spirito ed infatti subito votarono che pubbliche fossero le discussioni almeno con il mezzo della stampa, ed anzichè pensare al buon ordinamento dello ufficio della Consulta si insistette solo per questo articolo della pubblicità, e quando non si potè ottenere fu trascurata ogni altra cosa che riguardava il regolamento.

Da questi colloqui uscì così fuori il *motu proprio* del 14 ottobre 1847, che fissava i modi e i termini dell'azione del nuovo istituto. Intendimento del Papa — si diceva nel preambolo — era stato quello di dotare il Governo pontificio di una istituzione « la quale, se oggi sta in pregio presso altri governi e Stati d'Europa, fu già gloria un tempo dei domini della Santa Sede, e gloria dovuta al genio dei romani pontefici ». E, rivendicata la priorità dell'istituto, il Papa proseguiva precisando che l'aiuto di persone « onorate dai suffragi di intere provincie » avrebbe facilitato il suo intento « di por mano vigorosamente all'amministrazione pubblica » per portarla « a quell'apice di floridezza » che era nei suoi propositi. Un tal fine sarebbe stato raggiunto se « alla determinata volontà » del pontefice fosse andata « sempre congiunta una generale moderazione di animi, la quale attenda di raccogliere

¹⁾ Roma, Museo Centrale del Risorgimento, B.^a 20, fasc. 10. « Il Mastai nipote del papa s'accostava più a quelli [liberali] che a questi », FARINI, *Stato romano*, vol. II, p. 144.

il frutto del seme già sparso, e manifesti al mondo intero, sia colla voce, sia collo scritto, sia col contegno, che una popolazione quando è ispirata dalla religione, quando è affezionata al suo principe, quando è fornita di un sano criterio, accoglie il beneficio, e ne palesa la gratitudine collo spirito d'ordine e di moderazione». Era un vero e proprio appello alla quiete e alla temperanza, certamente ispirato alle recentissime vicende di Roma e dello Stato, quello che preludeva ai nove titoli e settantasei articoli del *motu proprio*¹⁾. Da questo appare che la Consulta, presieduta da un cardinale e con un prelado come vicepresidente, constava di 24 Consultori, coadiuvati da un corpo di uditori, un segretario generale e un capo contabile. I Consultori, nominati dal sovrano sopra terne proposte dei consigli provinciali (e queste formate dalle terne dei consigli comunali), dovevano essere scelti fra i consiglieri provinciali e governativi, tra i gonfalonieri ed anziani possidenti, avvocati, scienziati e primari commercianti e proprietari di grandi stabilimenti industriali (art. 8). L'età minima richiesta, trenta anni (art. 9); la durata della carica, un quinquennio (art. 10), ma ogni anno un quinto della Consulta si rinnovava. Le funzioni di Consultore, incompatibili con qualunque impiego governativo che richiedesse la residenza fuori della capitale, erano gratuite (art. 14), ma le singole provincie avrebbero corrisposto una indennità di spese: 600 scudi ai rappresentanti delle Legazioni, 500 a quelli delle Delegazioni di prima classe e 400 a quelli di 2^a, 300 ai deputati di Roma e Comarca e a tutti quelli che già risiedessero nella Capitale.

Istituita per coadiuvare alla pubblica amministrazione (art. 22), la Consulta di Stato si divideva in quattro sezioni e prendeva deliberazioni consultive (art. 28). Le materie di sua spettanza erano fissate dall'art. 23, che affidava a questa piccola assemblea di notabili gli affari governativi di interesse generale dello Stato o speciale di una o più provincie, la compilazione e riforma delle leggi e la redazione e l'esame dei regolamenti amministrativi, tutto quello che riguardava i debiti dello Stato, i dazi e il demanio, gli appalti, le tariffe doganali, e i trattati di commercio, l'esame dei preventivi e dei consuntivi, la riforma dei Consigli comunali e provinciali. L'art. 25, poi, estendeva anche più le attribuzioni della Consulta, la quale, quindi, nasceva

¹⁾ Il *Diario di Roma*, del 16 ottobre, il *Contemporaneo* e la *Pallade* riprodussero il *motu proprio*, che il Campbell Scarlett si affrettava ad inviare a Firenze allo Hamilton il 16 ottobre. Quest'ultimo lo mandava il 21 al Palmerston, richiamando l'attenzione sul fatto che il Papa si riservava la facoltà di sottoporre le questioni di maggiore importanza al Sacro Collegio dopo la decisione della Consulta, salvo il caso dei preventivi annuali, ved. *Correspondence* cit., pp. 196-209. Vedi il giudizio del Saffi nella *Storia di Roma*, A. SAFFI, *Ricordi e scritti*, Firenze, 1893, vol. II, pp. 121-123.

fornita di tali armi da far sorgere fin dal primo momento molte preoccupazioni in tutti quelli che temevano dalla politica sin qui seguita un allentamento dell'autorità governativa. Non sarà lo stesso Pellegrino Rossi a vedere nella istituzione della Consulta «les funérailles du pouvoir temporel du clergé à Rome?». Per il Farini v'era in essa il vizio originale di una confusione tra assemblea consultiva e Consiglio di Stato.

Il Lützow, a differenza d'altri, non scorgeva nella Consulta un Consiglio di Stato, ma, piuttosto, un arbitro supremo al di sopra del Consiglio dei Ministri, la prima delle autorità dello Stato, di fronte alla quale rimaneva annullata anche l'influenza del Sacro Collegio. Le dimostrazioni grandiose che in ogni campo avevano salutato la nuova istituzione lo preoccupavano e gli facevano prevedere ormai prossima la definitiva scomparsa di ogni residua autorità papale. Dopo la Consulta c'era da attendersi la laicizzazione del Governo, se non addirittura la repubblica...

No. 75 A.

Rome, le 16 octobre 1847.

Mon Prince!

Le grand événement du jour est la récente publication de l'Edit ou Rescrit Pontifical qui fixe les normes et l'organisation de la nouvelle institution créée par Pie IX, sous la dénomination de *Consulta di Stato* et dont j'ai l'honneur de soumettre à Votre Altesse quelques exemplaires. Je croirais déroger à la dignité et à la haute importance dont le Pape a voulu doter Sa création en rendant la dénomination de *Consulta* par Conseil d'Etat: j'y vois un suprême arbitre placé au dessus du Conseil des Ministres, la première de toutes les autorités administratives et gouvernementales de cet Etat, puisque, ainsi que le prouve l'article 44 de cette loi, le Sacre Collège est réduit à une influence tellement minime et rare qu'elle pourra être considérée comme nulle.

Je ne Vous parlerai point, mon Prince, des démonstrations que cette insigne concession accordée aux députés des Etats de l'Eglise a de rechef valu au St. Père, elles sont devenues désormais presque de rigueur: un millier de flambeaux se sont encore présenté hier soir devant le Quirinal accompagnés de deux orchestres et d'une multitude de gens désœuvrés qui, jusque dans la nuit avancée, firent retentir l'air de leurs chants et de leurs manifestations. D'après ce qu'il m'est revenu, il paraîtrait que les libéraux, même ceux que l'on considérerait en France devoir appartenir à l'extrême gauche, sont cette fois-ci satisfaits et ne trouvent rien à observer: aussi faudrait-il une grande dose de prétension, ce me semble, pour exiger de plus que le Pape n'a déjà accordé par cette loi: pour se dépouiller entièrement de toute souveraineté, il ne Lui faudrait plus — à mon avis — que promulguer la sécularisation du Gouvernement, ou bien proclamer la république. Le Gouvernement ecclésiastique ne réside déjà de fait plus que dans les chefs des provinces et dans le Conseil des Ministres, car les attributions assignées aux vingt-quatre députés sur la totalité de l'administration entière dépassent de beaucoup celles que Gregoire XVI avait dès 1831 accordées, dans la meilleure intention possible à la Congrégation de révision, qui fut instituée alors et qui va se trouver abolie et confondue avec le ressort de la Consulta di Stato.

Le Cardinal et le prélat qui auront à présider cette assemblée auront une tâche très difficile à remplir: s'ils sont accessibles à la maladie du jour, imbus de cet avide désir de popularité, ils failliront à leurs devoirs envers le Souverain et l'Etat, et dans

le cas contraire il est à prévoir qu'à l'instar de tant d'autres ils céderont leur poste à quelque autre plus ambitieux et plus borné.

Je sais qu'en haut lieu on ose se flatter que MM. les députés accepteront et apprécieront avec reconnaissance la carrière qui leur est ouverte par la générosité du Souverain, et qu'ils ne dépasseront point les limites qui leur ont été tracées; on ne peut que former le vœu qu'il puisse en être ainsi, et qu'il ne se trouvera point quelque progressiste incorrigible parmi, qui serait tenté de persuader son confrère, qu'il est de leur devoir envers la commune patrie de franchir, de renverser même des barrières qui n'appartiennent plus à l'époque actuelle.

Agréez, mon Prince, les hommages de mon profond respect.

R. Lützwow. 1)

Nell'assenza del de Liedekerke da Roma, il segretario della Legazione dei Paesi Bassi, cavalier Magrini, rendeva conto al De la Sarraz della pubblicazione del manifesto e della grandiosa dimostrazione popolare, ed anche lui si faceva eco delle preoccupazioni che turbavano l'animo dei competenti di fronte alle possibilità di conflitto che il *mélange* ecclesiastico-secolare doveva far nascere.

M. le L^e Gⁱ

Rome le 20 octobre 1847.

Je crois aller au devant des intentions de M^r le C^{te} de Liedekerke en adressant par cet ordinaire même, et sous bande, à V. E. deux exemplaires du Motu-proprio, émané de Sa Sainteté, et déterminant les attributions des Députés Provinciaux, avec voix consultative seulement, qui doivent se réunir dans cette Capitale le 5 du mois de Novembre prochain.

La publication de ce Motu-proprio a donné lieu aux mêmes bruyantes démonstrations populaires que celles qui avaient suivi l'établissement d'un corps Municipal pour la ville de Rome; et, comme ce jour-là, la foule qui couvrait la place du Quirinal, après avoir pieusement reçu la bénédiction du Souverain Pontife, s'est écoulée, silencieuse, dans les différentes directions et sans qu'on ait eu le moindre désordre à regretter.

Quant aux dispositions de la loi nouvelle, elles sont jugées diversement, mais en général les hommes compétentes en ces graves matières, et dont le jugement peut être considéré comme impartial, trouvent que le mélange, qu'il a bien fallu y laisser subsister, des Ecclésiastiques et des Séculiers, soumettant toutefois ceux-ci aux premiers, donnera nécessairement lieu à des conflits, qui auront peut-être, dans la pratique, des inconvénients plus graves que ceux auxquels l'on a cherché à remédier par l'établissement de cette espèce de Consulte».

Ma i difetti apparivano, invece, superabili agli elementi liberali, i quali nel fervore dell'ora e nell'entusiasmo delle dimostrazioni pensavano già alla possibilità non remota di indebolire la residua autorità ecclesiastica, come lasciava trasparire nel suo dispaccio del 16 ottobre il ministro sardo Pareto.

1) Lützwow a Metternich; Vienna, *H. H. u. St. Arch.*, Roma, 1847, fasc. 76. Debbo la copia dei dispacci del Lützwow alla cortesia dell'amico e collega Franco Valsecchi, che qui ringrazio. Ved. un buon esame della nuova istituzione in BERKELEY, *op. cit.*, pp. 323-325, 328-331.

Il Motu proprio di Sua Santità sulla Consulta di Stato, di cui trasmisi copia annessa al dispaccio N. 216 ha dato luogo ad una dimostrazione di riconoscenza per parte della popolazione di questa Capitale. Ieri a sera gran moltitudine di gente radunatasi sulla piazza del popolo recossi processionalmente con fiaccole accese, e con standardi portanti i nomi delle Provincie, alla piazza di Monte Cavallo, ove, come di consueto, il Santo Padre le diede le sue benedizioni in mezzo ai più clamorosi evviva. Generalmente l'istituzione della Consulta di Stato riscuote una quasi unanime approvazione e se a taluni, cioè a quelli ai quali rincresce che si mantenga nella stessa una ingerenza del potere ecclesiastico, duole che sia presieduta da un Cardinale, non perciò la maggioranza delle persone assennate non tralascia di apprezzarne l'utilità in tutte le sue parti. ¹⁾

In buon punto era venuto il *motu-proprio* per il Montecchi, il quale, nel raccontare al Farini la grande dimostrazione avvenuta confermava che era stato « graditissimo, a riserva di poche mende ». L'entusiasmo non era proprio arrivato al massimo, riconosceva l'antico ospite di Civita Castellana, ma questo si doveva alla difficile situazione dalla quale « il solito ruggito » popolare a stento aveva tolto il paese... ²⁾ Il Farini, poi, era salito alle stelle per questa « istituzione veramente liberale » e subito aveva calcolato che alle future elezioni avrebbero partecipato ben 120.000 elettori « e quando questi Consiglieri siano eletti dal popolo, come si spera e si accerta che il Papa vorrà, noi avremo una vera Costituzione ». ³⁾

Il moderatissimo Des Jardins, pur descrivendo al Corboli Bussi con vivissime tinte la grandiosa dimostrazione romana, avanzava qualche riserva sul preambolo del documento, *diversissimo* dal tono degli altri atti del Papa e privo della delicatezza abituale. Ed anche per la sostanza del *motu proprio* notava come un difetto « quel non aver dato il voto deliberativo nella imposizione di nuove tasse e creazione di debiti a carico dello Stato ». ⁴⁾

¹⁾ R. Archivio di Stato di Torino, Lettere Ministri, Roma, mazzo 349. Ringrazio il conte G. C. Buraggi per avermi favorito questi dispacci.

²⁾ Montecchi a Farini, 16 ottobre, in L. C. FARINI, *Epistolario*, vol. I, pagine 725-726. Per la dimostrazione ved. BERKELEY, *op. cit.*, pp. 326-327.

³⁾ Farini al Bertini, 19 ottobre, FARINI, *Epistolario*, vol. I, pp. 730-731. Ved. ivi, pp. 731-733 anche le lettere al Galeotti e al Vieusseux, nelle quali accoglie le notizie inviategli dal Montecchi sul precedente *malo umore* di Roma « in causa della condotta equivoca o falsa di qualche alto funzionario, tinto alla pece gregoriana ». Acerbe, invece, le critiche de *La Patria*, 18 ottobre 1847, che vedeva accolti *incautamente* nella legge, gli errori di quella toscana.

⁴⁾ F. M. Des Jardins a Giov. Corboli Bussi, Roma, 16 ottobre, in MANNO, *op. cit.*, pp. 150-152. Ved. la critica dell'inviato toscano Bargagli alla dichiarazione che la Consulta dovesse rappresentare l'ultima concessione politica in E. PALANDRI, *La nuova orientazione politico-religiosa della Toscana nei primordi del pontificato di Pio IX (settembre 1846-gennaio 1848)*, in *Rassegna Storica del Risorgimento*, a. XVI, 1929-VII, p. 312.

Il rappresentante dell'Austria era il solo a non darsi pace. Ai suoi occhi la *faction*, la *setta*, aveva vinto imponendo una legge così larga, così ricca di concessioni, così pericolosamente elastica. E la cosa era stata facile perchè la *faction* agiva ormai direttamente con gli uomini che aveva al Governo... Ma le previsioni e le constatazioni del Lützow, che vedeva il Consiglio dei Ministri trasformarsi in una Camera dei Pari, peccavano di passionale inesattezza.

Je ne connais point encore de réclamations contre le Motuproprio qui institue la Consulta di Stato, mais je n'ignore point ce que la faction pense et veut en faire, quelle est la latitude et l'interprétation qu'elle donnera aux concessions déjà si considérables du Souverain. Le parti dominant considère la Consulta c. à d. les vingt-quatre consultants comme représentant la chambre des députés, tandis qu'au conseil des ministres on accordera la valeur et les attributions d'une chambre des Pairs. J'ignore vraiment si le Gouvernement a dans ce nombre si limité de représentants des provinces de l'Etat pontifical, une majorité, sur laquelle il puisse compter: je n'oserai le croire et bien moins encore l'avancer depuis que je tiens de la bouche du premier Ministre que le Pape ne saurait trouver un rédacteur pour un journal qui soutiendrait la vérité contre le mensonge et les droits du Souverain contre les usurpations des propagateurs du progrès tel que le veut la révolution.

Il n'y a pas lieu au reste, mon Prince, d'être surpris que la loi du 15 octobre, si large, si riche en concessions, et si élastique — je me permettrais d'y ajouter — ait obtenu les suffrages du camp libéral: elle est calquée — j'en ai la certitude — sur des projets de loi fournis au gouvernement de Sa Sainteté par des hommes qui sont à la vérité à son service, mais qui tiennent étroitement aux principaux organes de la faction.¹⁾

Anche all'avvicinarsi della inaugurazione della Consulta un certo senso di disagio permaneva negli animi. «Nello Stato nostro si tentenna un poco — scriveva il Farini al Predari — non so se più per intrighi di retrogradi, o per improntitudini di qualche acceleratore della Capitale; ma in sostanza si procede verso il meglio, e la Consulta di stato ci farà certamente raggiungerlo».²⁾ E il Minghetti ricorderà più tardi che, dopo un anno di incertezze, appariva chiaro come «pur volendo Pio IX

¹⁾ Lützow a Metternich, 23 ottobre, Vienna, *H. H. U. St. Arch.*, Roma 1847, fasc. 76. Per il Petre, con l'istituzione della Consulta «the superintendence over the internal public administration of the whole country has been equally conceded to laymen, and thus the disposition of the supreme authority has been greatly modified», in *Correspondence cit.*, p. 274 (25 novembre).

²⁾ Lettera del 16 novembre, in FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 760. Fin dal giorno 8 era stata rimessa all'Antonelli la nota generale dei Consultori. Una notificazione del Senatore stabiliva il programma esterno della cerimonia. «Osserverà l'E. V. — faceva notare il rappresentante napoletano, conte Ludolf, allo Scilla, il 12 novembre — che tale notificazione è stata emanata dal Senatore attuale Principe Orsini, ed è stato un ripiego prudente per parte di questo Governo, al quale essendo noto che

sinceramente le riforme, il suo governo non riusciva a trovarne il bandolo» e per varie ragioni «s'andava sempre a sbalzi, balenando, e senza un piano preconcelto». ¹⁾

E proprio l'istituzione della Consulta ci appare un tipico esempio di questo disordinato trasformare, di questa specie di anarchia riformatrice. Quando nasce è già vecchia, già superata dagli eventi: la si annuncia senza avere l'idea di quello che si farà, oscillando tra un Consiglio di Stato alla francese e una specie di supremo organo dello Stato, al di sopra di tutti gli istituti amministrativi. Accolta da speranze eccessive, all'armerà fin dal suo inizio il Governo, tanto che il Papa, pur amando ed apprezzando molti tra i Consultori, diffiderà dell'istituto e finirà con l'abbandonarlo, come apparirà chiaro il giorno in cui, proclamato lo Statuto, non si trasformerà la Consulta in Consiglio di Stato, ma si creerà un organo del tutto nuovo. Del resto, la stessa opinione pubblica, dopo aver seguito con qualche interesse le prime dispute sul modo di votazione e sulla pubblicità degli atti, scossa e presa da avvenimenti di più vasta portata, la trascurerà. Dal gennaio 1848, infatti, l'attenzione del pubblico non è più per la piccola assemblea, salutata qualche settimana prima con tanto ardore di fede e di entusiasmo.

Ma la fede pareva ancor viva la mattina del 15 novembre, quando l'Antonelli presentò i Consultori al Papa in Quirinale, prima di guidarli al Vaticano, ove avrebbero dovuto svolgersi d'ora in poi i lavori della Consulta. Forse, l'entusiasmo era un po' minore. Molte sono le descrizioni della solenne cerimonia, alle quali si rinvia chi ami maggiori particolari. ²⁾ Potrà riuscire di qualche interesse leggere quello che comunicavano ai loro Governi in quei giorni i rappresentanti di Napoli e di Torino. Il Ludolf con una *riservata* del 16 novembre così scriveva allo Scilla:

Ieri ebbe luogo la solenne apertura della Consulta di Stato. V. E. troverà qui unito la nota de' Consultori deputati de le provincie, l'ordine nel quale procedere, la

il popolo voleva festeggiare la solennità ne ha preso l'iniziativa incombenzando il Senatore di regolare la festa per così impedire per quanto sarà possibile che le manifestazioni popolari si trasportino al di là di un giusto limite». (R. Archivio di Stato di Napoli, Min. Esteri, Buste di nuova accessione, n. 6, p. 17). Alla cortesia del dott. Ruggero Moscati debbo la trascrizione dei dispacci del Ludolf.

¹⁾ MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 293. Anche per lui dalla Consulta dipendeva in gran parte «l'avvenire del nostro paese e d'Italia». Ed egli allora avrebbe fatto volentieri a meno delle feste preparate, se non fossero state necessarie per far vedere che si voleva dare alla Consulta «una gran dignità ed importanza».

²⁾ Ved. FARINI, *Stato romano*, vol. I, pp. 278-280; SPADA, *Storia*, ecc., vol. I, pp. 393-403, 408-416; SPELLANZON, *op. cit.*, vol. III, pp. 329-330, ecc.

strada da percorrere. Mi permetterà intanto di darle un breve cenno su quanto di più rimarchevole ne offri la giornata.

E prima di tutto bellissimo colpo d'occhio offrivano le strade tutte addobbate ed ornate con fiori e ghirlande. Leggevansi ogni dove iscrizioni in lodi del Pontefice e della novella istituzione, e dell'era novella che per essa si preparava allo Stato Pontificio. ¹⁾

Rimarcavansi fra le altre molte larghe bandiere, che di tratto in tratto sospese dall'uno all'altro lato della strada offrivano progressivamente lo stemma di ciascuna provincia. Dal foglietto qui unito V. E. rileverà del modo nel quale era composto il corteggio. Devo aggiungere che ogni deputato avea nella sua carrozza due altre persone per fargli onore, ed era seguito da numerosi cittadini della sua provincia.

Si unì al corteggio la scolaresca di questa Università avendo in testa i suoi professori e la sua bandiera portata da un prete. *Gli evviva furon pochissimi*; ed il solo stemma di Ferrara fu via facendo incoronato di fiori ed energicamente applaudito.

Usciti dopo le dieci dal Quirinale, non prima dell'una giunsero i deputati sulla piazza di S. Pietro, ove trovavasi schierato un battaglione della civica. Entrati nella chiesa sempre preceduti dagli stendardi, meglio stemmi rispettivi, e dalle bande vi ascoltarono la messa e poi ascsero in Vaticano nel locale a loro destinato.

Ivi subito si occuparono delle divisioni fra loro delle diverse sezioni ed oggi si riuniscono di bel nuovo e così di seguito. Malgrado l'immensa folla il massimo ordine ed una corrispondente decenza non cessaron di regnare.

E tanto avvenne nella mattina.

La sera vi è stata generale illuminazione per la città e di più una gran festa da ballo nel Teatro di Apollo data a questo pubblico ed in onore della Consulta di Stato dal Principe Torlonia che n'è proprietario.

Questa festa è riuscita bellissima. Tutti i civici e militari in uniforme facevan un bel vedere nella sala illuminata a giorno.

Il Principe Torlonia ricevè in nove palchi tutti uniti i signori deputati i quali furono a molte riprese applauditi.

Gli evviva a Pio IX furono numerosi così quelli a Carlo Alberto, al Granduca di Toscana, all'Italia, alla sua indipendenza etc., etc.

Venne anche applaudito Lord Minto colla Nazione Inglese. ²⁾

Il Pareto nell'informare il suo Governo dava subito notizia dell'incidente che si era prodotto fin da principio, quando il Papa aveva con tono improvvisamente severo ammonito i presenti a non dare al nuovo istituto un significato ed un'importanza diversi da quelli che egli aveva in animo, primo segno visibile dell'equivoco che covava.

Ieri ebbe luogo l'apertura della Consulta di Stato. Fu dessa fatta colla maggior pompa, ed i membri della stessa recaronsi processionalmente dal Quirinale al Vaticano scortati dalla Civica, e da numerosissima moltitudine di popolo, *il quale però si astenne dal dare, come è solito, segni di entusiasmo*. Nella sera la Città venne illuminata ed alcuni drappelli di persone con bandiere, tra le quali la Sarda, fermaronsi sotto le finestre della Legazione cantando inni e facendo clamorosi evviva a S. M. il nostro

¹⁾ Vedile riportate in SPADA, *Storia*, vol. I, pp. 408-416.

²⁾ Arch. St. Nap. cit.

Sovrano. Simile dimostrazione ebbe luogo a riguardo del Gran Duca di Toscana e della Regina d'Inghilterra, recandosi la folla sotto l'abitazione del Cav.re Bargagli e di Lord Minto.

Radunatisi i Deputati nelle stanze del Quirinale furono presentati al Santo Padre dall'Eminentissimo Antonelli Presidente della Consulta. Sua Santità indirizzò loro una breve allocuzione nella quale dopo aver indicato i doveri che ad essi incombono disse che dovevano in particolar modo occuparsi della parte finanziaria con stabilire e sanzionare il bilancio attivo e passivo. Soggiunse in ultimo e con una certa forza che si lusingava non esservi fra i membri della Consulta nè tampoco nella maggioranza de' suoi popoli, chi potesse supporre che nel dare una tale istituzione avesse egli inteso di diminuire parte dell'autorità di cui è rivestito; due essere i suoi doveri; l'uno di render felici i suoi popoli ed a questo creder egli di aver già in gran parte adempiuto, mediante le prescritte riforme; il secondo di lasciare intatte ai suoi successori le prerogative che ricevette nel salire sul trono.

Giunti al Vaticano ed udita la Santa Messa in San Pietro, l'E.mo Presidente lesse un discorso analogo alla circostanza, dopo del quale si procedette alla composizione delle quattro sezioni.

Si stabilì quindi di porgere mediante un indirizzo ringraziamenti a Sua Santità; per la redazione del quale venne nominata una commissione composta fra gli altri del Marchese Paolucci e dell'Avv.o Minghetti; altra infine ne venne scelta per fissare le norme ed i requisiti necessari per la nomina degli Uditori presso la stessa Consulta. I Consulitori si dovevano riunire nuovamente questa mane alle 11 in seduta generale. ¹⁾

Ma della serietà degli incidenti di quel giorno e particolarmente di quello riguardante l'esclusione delle rappresentanze straniere e delle bandiere di Toscana e di Piemonte, doveva qualche ora più tardi riferire il Ludolf allo Scilla, anche per richiamare l'attenzione del suo Ministro circa lo spirito vero di quella dimostrazione.

Riservata

Roma 16 novembre 1847.

Con altro mio rapporto mi do l'onore di minutamente ragguagliare l'E. V. sulle feste che ieri hanno accompagnato l'istallazione della Consulta ed in questo modo riservato aggiunto alcuni dettagli di qualche interesse.

La generale opinione voleva che in questa sì nuova circostanza per Roma la funzione non passerebbe senza dette pubbliche ed esagerate dimostrazioni alle quali si unirebbero tutti quelli Italiani, non dello Stato, e che qui dimorano, o che erano qui venuti per assistere alle feste.

Infatti si erano intesi per seguire e chiudere il lungo corteggio colle bandiere rispettive ed il programma dettando il numero delle carrozze e l'ordine loro nonchè il nome dei deputati, che in ciascheduna vi sedeva, conchiudeva coll'annunziare che gli Stati Italiani verrebbero rappresentati delle loro bandiere, portate da diverse nazionali.

¹⁾ Pareto, 16 novembre, Arch. St. Torino, Lettere Ministri, Roma, mazzo 349. Ved. più avanti il verbale della prima seduta. Cfr. anche il resoconto del Petre, del 17 novembre, in *Correspondence* cit., pp. 249-250; e BERKELEY, *op. cit.*, pp. 330-331.

Sino all'antevigilia, benchè il Governo ne avesse contezza non si diede moto per impedirlo. Alcuni giovani napoletani si erano presentati da me chiedendo il mio parere giacchè mi dissero venivano spinti a far parte del corteggio, e non sapevano che fare.

Gli risposi che in verun conto lo potrei permettere, e conoscendo della loro buona volontà di ubbidire, diedi loro l'incombenza di fare ogni sforzo per frastornare quelli, se ve n'erano che volevano andarvi, ed infatti nessuno dei nostri nazionali seguì il corteggio.

Mi trovavo con avere anticipato i desideri di SS. giacchè la domenica considerando il Governo l'inconvenienti che potevano accadere, nel vedere il popolo spiegate queste bandiere degli altri Stati Italiani, allarmato ancora dalle notizie che si spargevano di sommosse in Milano con spargimento di sangue cittadino di altra accaduta a Massa e Carrara, dove si pretendeva essere stata cacciata la forza Estense, si diede cogli ordini i più precisi tutta la possibile premura per impedire la comparsa delle dette bandiere, rendendo SS. responsabile la Guardia Civica della esecuzione degli ordini dati e con una circolare del Segretario di Stato a questo Corpo Diplomatico, facendo conoscere le intenzioni del Papa, e pregandolo di adoperare ciascun Ministro tutta la sua influenza, onde per parte dei nazionali rispettivi si osservasse il prescritto.

Lo stesso Cardinale Ferretti si mise per così dire in fazione sulla piazza di Montecavallo al partir del corteggio per personalmente invigilare all'esecuzione degli ordini, ed infatti fece respingere un drappello di persone che erano venute spiegando una bandiera di Parma.

In seguito alle prese disposizioni nessuna bandiera estera comparve e tutto passò col massimo ordine, benchè si vuole che l'osservato silenzio, che non passò senza qualche sorpresa provenne dal male umore, cagionato dalle sopradette disposizioni. ¹⁾

Non conoscendosi finora le precise parole del discorso di SS. ai deputati in risposta a quello del presidente Cardinale Antonelli non mi permetterò d'intrattenere V. E. avendone inteso in modo assai diverso a seconda l'impressione, che sugli ascoltanti avea prodotto. Da tutto l'insieme però si può arguire che è stato un discorso col quale SS. ha voluto senza ritardo fare conoscere, i doveri imposti ai deputati, e togliere quelle speranze contrarie allo scopo che si era prefisso con sì importante concessione, la quale utilissima se si limitava allo spirito che l'ha dettata, può essere cagione di mali oltrepassandoli.

È da credersi e so di quelli che consigliano, che venga pubblicato per togliere qualunque intepretazione falsa, che se ne potrebbe fare, ignorandosi le vere espressioni delle quali si è servita SS.

In ogni caso è troppo interessante di conoscere il vero per non darmi tutta la premura di esserne sollecitamente istruito per la intelligenza della nostra Real Corte.

Come nei tempi che corrono tutto si finisce con la solita esagerazione, per ogni buon fine credo bene di accennare all'E. V. di un fatto di nessuna importanza, accadutoomi ieri ed è che passando in carrozza in una strada alcuni pochi individui vociferarono degli « evviva Romeo » che non trovarono eco in molti, che passavano, e che per parte mia non meritavano che il dovuto disprezzo.

¹⁾ Ved. per la proibizione delle bandiere la lettera del Vieusseux al Farini, del 24 novembre, in FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 763, e PALANDRI, *op. cit.*, pp. 312-314, sulla testimonianza del Bargagli. Ved. anche F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, Parigi, Levis, 1856-1867, vol. VIII, p. 390; SAFFI, *op. cit.*, vol. II, pp. 125-126, e BERKELEY, *op. cit.*, pp. 333-334..

Lo stesso accadde a S. A. R. il Conte di Siracusa, per quanto mi ha assicurato senza darvi come di ragione alcuna importanza.

Ho l'onore di rinnovare all'E. V. etc, etc.

Ludolf. ¹⁾

Ancor meno benevola, naturalmente, la narrazione dell'incidente da parte del Lützow, agli occhi del quale la giornata del 15 novembre non era diventata una giornata rivoluzionaria per merito del Papa, della fermezza del card. Ferretti e del buon senso del popolo. Ma i ministri di Piemonte e di Toscana, a suo parere, avevano coadiuvato ad intorbidare le acque.

No. 81.

Rome, le 16 Novembre 1847.

Mon Prince!

Je profite de l'occasion d'un voyageur qui se rend à Vienne, pour soumettre à Votre Altesse la copie ci-jointe d'une lettre que j'ai cru devoir adresser à S. E. Mr. le Comte de Ficquelmont, à MM. les Gouverneurs de Milan et de Venise et aux Légations Impériales voisines pour les mettre à part de l'issue de la journée d'hier, de l'inauguration de la Consulta di Stato, événement sur lequel la propagande révolutionnaire et tous les amateurs de scandale se plaisaient à compter. Ils ont heureusement cette fois-ci encore fait des mécomptes, l'ordre a été maintenu et la tranquillité générale n'a point été troublée: le mérite en revient au St. Père personnellement, à la fermeté du Cardinal Secrétaire d'Etat et j'aimerai à y ajouter de plus au bon sens naturel de la population de la Capitale.

Depuis plusieurs jours on annonçait avec une certaine assurance que le cortège des députés romains serait accompagné de députation de divers autres Etats italiens indiquant par des drapeaux nationaux les peuples qui les envoient comme les interprètes de leurs vœux. Il fut question aussi d'un drapeau aux couleurs jaune, noire et rouge qui représenterait la *jeune Allemagne* — de celui de Parme commandé et fait ici et retiré par l'individu inconnu chargé de le porter; — il en était de même de celui, qui tout blanc avec l'inscription: « *L'alta Italia* » devait probablement représenter Milan et Venise. — Samedi dernier le Cardinal Ferretti me parla de ce nouvel embarras que la faction allait lui susciter en voulant insister sur l'admission des drapeaux, cocardes et députations étrangères. Il me disait qu'il s'y est opposé, qu'il l'a déjà défendu, et qu'il saura maintenir ses ordres. La réunion des artistes français et celle allemande reçurent des sommations assez positives sur ce sujet: toutes les deux montrèrent assez de bon sens et de justesse d'esprit pour se refuser à toute participation, bienqu'il y avait des artistes prussiens et des natifs des villes libres qui voulaient les entraîner de force. Consulté par eux, ma réponse ne pouvait être douteuse, et je ne pouvais que les féliciter de leur sentiment à tous égards honorable.

MM. les Ministres de Sardaigne et de Toscane étaient d'un avis bien différent: l'un et l'autre insistaient sur l'admission des drapeaux de leurs nationaux; voyant que le Cardinal Ferretti était inflexible, ils demandèrent dans la soirée du dimanche d'être admis à l'audience du St. Père qui, par un excès de bonté et de déférence voulut bien les admettre. Ils plaidèrent cette mauvaise cause de manière à ébranler la détermination que Sa Sainteté, d'accord avec Son Ministre, avait prise, et il m'a

¹⁾ Arch. St. Napoli, Min. Esteri cit.

été assuré qu'ils étaient parvenus à ébranler le Pape en lui représentant qu'ils étaient dans l'impossibilité de contenir l'ardeur patriotique de leurs conationaux et ne pouvaient répondre des conséquences.

Le Cardinal Ferretti survint à cette audience et s'expliqua envers MM. de Pareto et de Bargagli avec assez d'énergie pour les mettre tous les deux dans le tort, et pour convaincre le St. Père de l'inadmissibilité de la prétension que formaient ces Ministres étrangers. ¹⁾

¹⁾ Sul contrasto per le bandiere e sull'atteggiamento tenuto dal Papa verso i rappresentanti di Toscana e di Sardegna ci dà interessanti ragguagli la lettera del Ludolf allo Scilla del 20 novembre (Arch. St. Napoli, Minist. Esteri):

« Ritornando sul contenuto dell'ultimo mio rapporto riservato col quale ragguagliavo V. E. delle circostanze che hanno accompagnato l'istallazione della Consulta di Stato, ne sono venute a mia cognizione alcune altre, che saranno spero gradite all' E. V.

È dovuto alla fermezza del Cardinal Ferretti se le bandiere estere vennero escluse dal corteggio; giacchè SS. si era già sbilanciato ad accordare il permesso. E prima i deputati che erano destinati a regolare la festa per mezzo del loro Presidente il Duca don Marino Torlonia, s'erano presentati a SS. per tale oggetto supplicandolo per il permesso, indi poi vennero i Ministri stessi di Toscana, Sardegna, rappresentando al Sommo Pontefice che i loro nazionali dimoranti in Roma, pronti con le rispettive bandiere e coccarde chiedean l'onore di accompagnare il corteggio, e che un rifiuto potrebbe dar luogo a dei disordini.

Nel mentre ne peroravano la causa entrò da SS. il Cardinal Ferretti, e parlò con tanta energia rilevando i motivi da giustificare il rifiuto, l'inconvenienti di un permesso prendendo sulla sua responsabilità tutte le conseguenze promettendo di adoperarsi in modo che nulla succedrebbe che SS. si decise di ricusare alle avanzategli domande e così fu fatto e dal mio rapporto S. E. avrà rilevato che la funzione passò col massimo ordine. Quest'insistenza di avere le bandiere estere se non che si erano sparse intorno alle dimostrazioni alle quali darebbe luogo la comparsa delle medesime, tennero in qualche agitazione l'animo di SS. che si manifestò sull'espressioni delle quali si servì, e nel modo alquanto convulso col quale pronunziò la prima parte del suo discorso alla Consulta di Stato. Se al parlare forte aggiunge ora SS. la ferma volontà di non permettere che le oltrepassino i limiti da lui stesso stabilito e con una mano vigorosa tenere a freno le passioni di quelli (sempre nella minorità) che spingono oggi con assai abilità ed apparente moderazione le masse a sempre chiedere novelle concessioni sotto mille pretesti è da lusingarci, che si entrerà veramente in quella via di miglioramento conducente al bene dello stato Pontificio, senza correre il rischio di indebolire la Sovranità del Papato.

In molti però nasce il dubbio che d'indole troppo generosa e clemente le difficoltà che incontrar deve siano al di sopra delle sue forze, ed a questo si unisce il sospetto dell'influenza che ponno forse esercitar sull'animo suo i pubblici applausi.

Dall'altro lato l'ottimo effetto del discorso di SS. sulla maggioranza dovrà incoraggiarla a perseverare sulla linea tracciata, con quella fermezza che verrà raddoppiata dal certo applauso di tutte le Corti, e fra questi l'ambasciatore d'Austria, fu uno dei primi a rallegrarsene coll'E.mo Segretario di Stato.

Si apre oggi una novella fase sul Pontificato di Pio IX. In faccia al mondo SS. si è spiegata chiaramente, e da lui può dipendere o il bene o un male infinito.

Intanto nuove feste sono per aver luogo il giorno 24 che i cento consiglieri del Municipio col loro presidente Cardinal Altieri si porteranno al Quirinale al bacio del piede del S. Padre per indi poi radunarsi nella sala del Campidoglio e nominare senza ritardo il nuovo Senatore e la nuova magistratura. Il programma meno un diverso

Le St. Père a adressé hier matin un discours aux membres de la Consulta avant de se rendre au Vatican, qui leur retraçait leurs devoirs et ne permettait point de se livrer à des doutes sur la nature et le but de leur importante mission. Il m'a été assuré que S. S. a fait connaître à MM. les Consultants le fond de Sa pensée d'une manière assez explicite pour désabuser tous ceux qui auraient voulu en former un corps politique faisant partie de la souveraineté Gouvernementale. Ce discours écouté par plus de cent personnes, applaudi et jugé de conservatif par les uns, a été taxé de rétrograde par la majorité des progressistes et par tous ceux qui veulent plus que de réformes.

Agréez, mon Prince, les hommages de mon profond respect.

R. Lützow. 1)

Le severe parole del Papa al ricevimento dei Consultori non potevano non turbare gli animi di quanti avevano creduto col Minghetti che nella nuova istituzione il Governo avrebbe trovato « nuove forze ed appoggio » e il popolo « un mezzo di progresso ed una garanzia di libertà ». 2) Nel breve discorso tornavano, se non le parole, i motivi

giro che si darà al corteggio, è l'istesso di quello per l'istallazione della Consulta di Stato; non prima però del primo gennaio il municipio di Roma entrerà in funzione ed immenso sarà il lavoro pria di stabilmente impiantarla.

Non parlo oggi a V. E. della prima seduta della Consulta la quale si è occupata della redazione del discorso di ringraziamento da farsi al Papa, e della scelta dei consultori per le diverse sezioni. Il discorso approvato verrà domani domenica umiliato a SS.

Dai fogli romani V. E. rileverà coi nomi dei consultori la scelta fatta per le quattro sezioni nelle quali viene divisa la Consulta di Stato.

Nelle sezioni di legale e finanza ci sono i più cospicui per ingegno ».

1) Lützow a Metternich; Vienna, H. H. u. St. Arch., Roma 1847, fasc. 76. La lettera al Ficquelmont, in pari data, diceva:

« L'inauguration de la *Consulta di Stato*, qui est un événement pour Rome et pour l'Etat pontifical, a eu lieu dans la journée d'hier et je me félicite de pouvoir y ajouter l'assurance que malgré une affluence énorme de peuple de la ville et de la campagne et de toutes les catégories et malgré ce que l'on annonçait en perspective des dispositions qu'il y avait de faire naître quelque désordre il y avait cependant des éléments contraires qui ne permettaient point le scandale. Le gouvernement a montré qu'il voulait l'ordre et sa fermeté n'a cette fois-ci point rencontré de la résistance manifeste. Des individus en partie très-obscurs voulaient obtenir de vive force que les adhérens de la faction révolutionnaire quelle que fût leur patrie, y fussent représentés, et étant à Rome y intervinsent personnellement. Des drapeaux avec les armes de Parme, de la Toscane, du Piémont, de la *haute Italie*, de la Suisse, de l'Amérique même, de la Jeune-Allemagne se présentaient dès l'aube du jour et leurs porteurs, annonçant l'intention de se joindre au cortège du Président et des Députés qui forment la *Consulta di Stato*. On remercia les uns, on renvoya avec moins de compliments ceux qui voulaient insister.

Un bal donné aux frais du Prince Torlonia au théâtre Apollon mit un terme à cette fête et donna lieu à de nouvelles et de diverses manifestations plus ou moins patriotiques dans le sens du moment actuel ».

2) Minghetti a Valentino Amici Grossi (12 novembre), in G. MAIOLI, *Marco Minghetti*, p. 74.

della tanto discussa circolare del Gizzi del 22 giugno. Anche allora si era formulata una ammonizione non diversa nel tono contro gli « spiriti agitati » che « giovar si vorrebbero dello stato presente per esporre e fare prevalere dottrine e pensieri totalmente contrari alle sue massime e, per eccitare nelle popolazioni con lo scritto e con la voce, desiderî e speranze di riforme, oltre i limiti sopra indicati ».

Grandi, pertanto, le speranze suscitate negli elementi più accentuatamente conservatori, secondo i quali Pio IX ritrovava la sua vera strada e la sua vera voce. Così l'intendeva, infatti, il Ludolf nel suo dispaccio del 18 novembre allo Scilla.

...Oggi mi permetterò di chiamare la sua attenzione sull'articolo del *Diario di Roma* che rendendo conto della giornata del 15 riporta l'allocuzione dal S. Padre pronunziata contemporaneamente, rimarchevole per i sentimenti e l'espressione che vi si rilevano.

Il parlare forte e chiaro in una occasione tanto importante e solenne, al cospetto di quelli ai quali vien oggi affidato il mezzo di poter coadiuvare alla buona amministrazione dello Stato, se produrrà quell'effetto che se promette SS.; era ancora indispensabile in presenza di una opinione generalmente diffusa, che vede nella Consulta di Stato un principio di Nazional rappresentanza.

Le parole del Papa:

« di trasmettere ai suoi successori piena ed intatta la Sovranità del Pontificato, « come l'avea ricevuta; ingannarsi chi nella Consulta di Stato vedesse qualche utopia « propria, ed i semi di una istituzione incompatibile con la sovranità Pontificia ».

Sono parole degne degli applausi di tutti coloro che sinceramente attaccati al sovrano e riconoscenti delle riforme concesse dal Sommo Pontefice non vedono in queste cose che dei mezzi legittimi e giusti per ben amministrare lo stato e non delle riforme da cambiar le basi sulle quali riposa lo Stato Pontificio e la sovranità Papale, ed essi applaudiscono ai sentimenti ed ai voleri sì energicamente manifestati da SS.

Non così quelli che con indefessa tenacità lavorano in senso contrario, questi considerano l'allocuzione come un *passo retrogrado* e non trascurano di adoperarsi con tutti i mezzi onde insensibilmente a poco a poco giungere allo scopo che si sono prefissi ed hanno purtroppo per aiuto l'appoggio della stampa che cerca e cercherà rappresentare al pubblico le nuove istituzioni come principio e non fine di riforma, ed influire sulle risoluzioni ed i lavori della Consulta di Stato e bene si rileva dalle espressioni delle quali si sanno e che sono quelle ammesse nei paesi di forme costituzionali, come per esempio *indirizzo* parlando del discorso di ringraziamento che la medesima farà a SS.

Con quest'allocuzione la Santità Sua si spiega con forza e chiarezza all'Europa ed al mondo tutto; come intenda le accordate riforme.

Sono parole gravi nelle attuali circostanze!

Vostra Eccellenza mi userà indulgenza se quanto prima sarò per ritornare su questo importantissimo argomento. ¹⁾

¹⁾ Arch. Stato Napoli, Min. Esteri, Nuova accessione, n. 6, p. 1.

Non meno felice si manifestava, naturellement, il Lützow, nel suo rapporto al Metternich. Anche per lui l'insaziabile liberalismo radicale era stato fieramente colpito dalle parole pontificie.

No 82 A-C.

Rome, le 19 Novembre 1847.

Mon Prince,

Le voyageur, qui avait eu la complaisance de vouloir se charger de mon très humble rapport du 16, ne pouvant différer son départ que de peu d'heures, je me suis trouvé dans l'impossibilité de soumettre à Votre Altesse par cette occasion un exemplaire du journal officiel de ce jour, qui contenait des extraits du discours que le St. Père avait adressé aux membres, composant la *Consulta di Stato*, et dont j'avais eu l'honneur de Vous rendre préalablement compte, mon Prince, par mon susdit rapport. Les paroles dites par Sa Sainteté à cette occasion ont été appréciées et applaudies par tous les hommes sensés et nommément par tous ceux qui redoutaient les interprétations de plus en plus étendues et larges que l'insatiabilité envahissante du libéralisme radical, voudra attribuer aux concessions que trop généreuses de Pie IX; il n'en était pas ainsi de la presque totalité de ceux qui sont à la recherche d'un peu de popularité, qui prétendent à être considérés en véritable progressistes, et ceux qui livraient à l'espoir, que le Pape introduirait un gouvernement représentatif, et démolirait ainsi l'antique et respectable édifice du gouvernement temporel du St. Siège en lui otant tous les élémens, qui attestaient son union intime et impérissable avec l'auguste Chef de l'Eglise. Cette allocution a surpris bien du monde: dans un sens comme dans l'autre, et on ne l'était pas moins d'en trouver retracés les principaux passages dans le journal officiel, qui parut le lendemain. La presse libérale romaine, celle qui est redevable de son existence à Pie IX a trouvé convenable de passer l'allocution entièrement sous silence.

Votre Altesse sera nullement étonnée d'apprendre que les politiques des salons de la Capitale, ne sont nullement éloignés d'attribuer le langage positif du St. Père à l'influence de la diplomatie, ainsi qu'ils le faisaient à l'égard du Cardinal Ferretti lorsqu'il se refusait, avec autant de vigueur que de fermeté à l'admission des drapeaux étrangers à la suite du cortège de la *Consulta di Stato*. Tous les hommes sincèrement dévoués au St. Siège et à la cause de l'ordre et de la légalité forment des vœux pour que les Ministres et les conseillers de Sa Sainteté aient toujours présent à leur esprit, les paroles dites par le St. Père, et qu'ils veuillent les considérer désormais, comme sacramentelles.

Depuis lors MM. les députés se sont déjà réunis plusieurs fois, pour la formation des sections, et pour l'élection des Auditeurs ils convièrent également de charger une commission de la rédaction de l'adresse de remerciemens, à mettre aux pieds du St. Père.

L'inauguration de la Municipalité de Rome aura lieu Mercredi prochain 24 courant, selon le Programme ci-joint publié par Son Eminence le Cardinal Altieri. On est assez préoccupé de l'élection du Sénateur: ce poste est recherché par le Prince Corsini; il lui sera contesté par les Princes Borghese et Doria. Le Prince Orsini Sénateur actuel a bien peu de chances d'être réélu.

Agréez, mon Prince, les hommages de mon profond respect.

R. Lützow.¹⁾

¹⁾ Vienna, H. H. u. St. Arch., St. K. Roma 1847, fasc. 76.

In realtà, l'impressione più penosa non l'avevano riportata i *radicali*, come sembravano ritenere i rappresentanti di Vienna e di Napoli, ma piuttosto i partigiani di un temperato ed equilibrato riformismo.

Il Mazzini non si preoccupava gran che, infatti, nel riconoscersi come il principalmente colpito dalla eloquenza papale: « quant au Pape, l'utopie, un beau jour, le dévorera, lui et sa chose morte »; ma se ne allarmava, invece, il Farini, cui stava a cuore che la Consulta producesse tutto il bene che poteva fare. Ed anche l'allora popolarissimo lord Minto scriveva al Palmerston che non c'era nulla di veramente « objectionable » nelle parole del Papa, ma « they will be misinterpreted, and in many quarters may abate a little of the entire confidence with which he is regarded; however, the impression will not be desirable if all goes well between him and the Consulta ». ¹⁾

Le vicende che portarono alla compilazione del *ringraziamento* al Pontefice, cui si volle dare la forma di un indirizzo di risposta al discorso della Corona nei paesi costituzionali, sono state ampiamente raccontate dal Minghetti, che fu il redattore del documento, e non è il caso di narrarle nuovamente. Il Minto scrisse in quei giorni al Palmerston che la stesura di quell'indirizzo doveva costituire « a work of some delicacy », dovendo essere approvato dal Governo e non deludere le speranze ragionevoli del popolo. ²⁾ L'indirizzo temperato e costruttivo piacque al Rossi, al Manzoni, al Farini, al Montanelli, alla Arconati, agli occhi della quale il Minghetti diveniva fin d'allora « l'âme de la Consulta », e non dispiacque al Pontefice. La prima battaglia appariva vinta. ³⁾ Ma c'è da credere che fin da quel momento il Governo cominciasse a diffidare dell'istituto e di molti fra i Consultori, i quali prendevano molto sul serio il proprio compito e studiavano, si informavano, lavoravano per realizzare le aspirazioni care al liberalismo moderato del quale erano gli esponenti. Assecondati, fino a un certo punto, e qualche volta imbrigliati, ma con assai tatto e finezza dall'Antonelli (presidente abilissimo, come ci dice il Minghetti, nel

¹⁾ Mazzini alla Sand, 26 novembre, in MAZZINI, *Scritti*, vol. XXXIII, p. 119. Ivi pure una informatissima nota del Menghini sugli avvenimenti del 15 novembre. Ved. anche la lettera alla madre del 30 novembre, ivi, p. 127. Altri (C. TIVARONI, *L'Italia durante il dominio austriaco*, Torino, Roux, 1893, vol. II, p. 295) pensarono, invece, allo Sterbini e ad altri agitatori romani. Ved., per es., il dispaccio di lord Minto al Palmerston, del 18 novembre, in *Correspondence* cit., p. 246. Cfr. la lettera del Farini al Pasolini, del 25 novembre, in FARINI, *Epistolario*, pp. 764-765.

²⁾ MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, pp. 296 e seg.; *Correspondence* cit., p. 246.

³⁾ A. MALVEZZI, *Il Risorgimento italiano in un carteggio di patrioti lombardi (1820-1860)*, Milano, Hoepli, 1924, p. 202. Ved. anche il rapporto Pareto in nota alla seconda seduta.

dirigere con sagacia le discussioni e nel cercar di influire « senza averne pur l'ombra d'apparenza »), i Consultori non perdevano tempo. « Qui le cose vanno bene. I deputati lavorano e prendono posizione », scriveva il d'Azeglio al fratello Roberto, il 3 dicembre; e il Farini al Vieusseux lo stesso giorno: « la Consulta, di Stato lavora molto, e lavora bene ».

Il Pareto seguiva con molto interesse l'opera dei Consultori e la metteva in rilievo nei suoi rapporti a Torino:

L'E.mo Antonelli non cessa qual Presidente della Consulta di dar prove della maggior lealtà e seconda le vere intenzioni del Papa a riguardo di questa importantissima istituzione. I medesimi Consultori di Stato sono unanimi nell'applaudire alla condotta che tiene il Governo intorno agli affari a loro sottomessi: la sezione delle Finanze soprattutto lodasi assai della franchezza colla quale Mons. Protesoriere espose in apposito rapporto le piaghe di quest'importantissimo ramo della pubblica amministrazione; e siccome molto difficile per non dire impossibile sarebbe rimediare a quanto fin qui ebbe luogo d'illicito, così è intenzione della sezione di Finanze, di lasciare in oblio il passato, occupandosi soltanto de' preventivi e procurando di far cessare i gravi disordini che vanno di mano in mano scuoprendosi.

La Sezione militare intende essa pure riformare l'attuale amministrazione della Armata ed onde ciò fare si è determinata d'imitare il sistema in vigore ne' Stati di S. M. Per poter ciò eseguire D. Pietro Odescalchi presidente di detta Sezione a me si diresse chiedendomi di volergli fornire i diversi regolamenti concernenti questa materia e specialmente la parte amministrativa. Mi permetto quindi rivolgermi alla gentilezza dell'Eccellenza Vostra pregandola, qualora la cosa non presenti ostacolo alcuno, di mettermi in grado a poter soddisfare a siffatto desiderio. La stessa Sezione essendo incaricata di quanto riguarda le case di correzione bramerebbe conoscere il sistema da noi adottato per le carceri penitenziarie, supponendosi essere queste di già in attività, onde vorrebbe aver parimenti copia delle leggi che alle medesime si riferiscono.¹⁾

Nelle prime tre sedute la Consulta si era divisa nelle quattro sezioni previste dagli articoli 16 e 17 del *Motu proprio*, aveva stabilite le norme per la nomina degli uditori e approvato il *ringraziamento*. Ma il vero e proprio lavoro efficace cominciò a svolgersi dalla 4^a seduta plenaria, a partire dalla quale fu discusso il regolamento della Consulta, si trattarono importanti argomenti di economia, di finanza e militari, per terminare nelle ultime sedute dell'aprile con la preparazione del regolamento del Consiglio di Stato, l'organo che sostituì la ormai invida Consulta, e in quella finale del 13 con l'esame del preventivo del tesorerato amministrativo.²⁾

¹⁾ Dispaccio del 2 dicembre, Arch. St. Torino, lettere Ministri, Roma, mazzo 349.

²⁾ Venticinque furono le sedute plenarie, delle quali si riproducono più oltre i verbali, tolti dalla copia che appartenne al vicepresidente, mons. Francesco Pentini, e oggi conservata nel Museo Centrale del Risorgimento, mss. vol. 698. Ringrazio cordialmente la dott. Emilia Morelli e la signorina Teresa Ruggeri del R. Istituto per la Storia del Risorgimento italiano per la paziente opera di collazione dei verbali stessi.

Alcune sedute riuscirono altamente drammatiche, anche se la prosa ufficiale dei verbali che seguono annebbi gli urti e attutisca l'asprezza delle posizioni. Si vedano, a questo riguardo, le sedute in cui si discussero le questioni del voto e della pubblicità degli atti o quelle in cui la Consulta tenne testa al protesoriere, mons. Morichini. Si capisce che il risentimento e l'opposizione di alcuni ambienti dovessero piuttosto crescere che diminuire. « So che in certi saloni si chiama ironicamente e malignamente la Consulta *gli stati generali del 1789* », confidava il Farini all'Amat.¹⁾ Ma la fiducia degli elementi migliori perdurava, anche se qualche consultore si lasciasse trascinare un po' troppo dal desiderio di mutarsi di punto in bianco in rappresentante del popolo e se l'ibrido, l'incerto, l'indeterminato, che erano nel modo col quale la Consulta era sorta, facessero nascere preoccupazioni forti in uomini della esperienza e della saggezza di un Pellegrino Rossi.²⁾

La disputa intorno alla pubblicità degli atti fu, soprattutto, quella che permise di misurare le avverse forze e fece comprendere quale spirito animasse la maggioranza dei Consultori. Persino il Pareto, che in diversi dispacci aveva salutato con simpatia l'iniziativa caldeggiata dal gruppo emiliano-romagnolo, nel suo dispaccio del 18 dicembre mostra di essere alquanto allarmato.

La determinazione presa dalla Consulta di Stato intorno alla pubblicità delle sue deliberazioni viene qua considerata sotto un aspetto assai grave, e tale da poter avere disgustose conseguenze. Infatti sorgerebbero queste indubitatamente se, ricusandosi il Governo di acconsentire a detta pubblicità, i Consultori persistessero, come dimostrano di averne l'intenzione, nel divisamento non soltanto di dimettersi dalla loro carica, ma di dare alla stampa un rendiconto dello stato dell'amministrazione e delle Finanze dal 1834 al dì d'oggi. E tal cosa che a loro sarebbe ovvia, avendo in mano tutti i necessari documenti paleserebbe al certo troppe turpitudini di fatti e di persone perchè non importi assaissimo al Governo d'impedirli. D'altra parte accondiscendendo al voto della Consulta, si teme possa esser questa una concessione da trarre seco non pochi inconvenienti, il maggiore dei quali potrebbe esser forse quello di convalidare l'opinione che si ha da taluni e che scientemente dal partito liberale si vorrebbe far prevalere nelle masse, essere la Consulta di Stato una rappresentanza della nazione nel senso costituzionale.

In questo stato di cose ben difficile sembra dover riuscire la decisione di un punto tanto importante e tuttochè alla stessa abbia a precedere l'avviso del Consiglio dei Ministri, il quale è assai probabile possa pronunciarsi sfavorevole, non perciò è dato il prevedere che alla questione di cui si tratta debba venir meno l'interesse che vi prende il pubblico, incitativi dal partito ultra-progressista.

1) FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 799 (23 dicembre).

2) Ved. in LEDERMANN, *op. cit.*, pp. 150-151, n., le acute osservazioni del Rossi. Una prova del favore di cui godeva la Consulta è data dalla richiesta della città di Loreto di avere un proprio rappresentante (18 dicembre).

Questo intanto procura da quanto pare di suscitare un certo malumore nelle masse, e la tranquillità che si osserva ora nelle medesime sembra a taluni che ben ne conoscono l'indole poter essere indizio di prave intenzioni. Ignoro qual fondamento possa avere siffatta opinione, e se ne faccio cenno a V. E., si è unicamente per non lasciarle ignorare la probabilità di avvenimenti la di cui gravità si accrescerebbe ancora stante la situazione attuale delle cose politiche d'Italia.

Il linguaggio che tiene a questo riguardo l'Ambasciatore di Francia indica assai chiaramente non esser egli lontano dal professare l'anzidetta opinione, infatti sostiene dover il Santo Padre rifiutarsi a qualsiasi ulteriore concessione, e dichiarare questa sua intenzione in modo da non lasciare speranza alcuna ch'Egli possa retrocedere. Ciò effettuandosi il conte Rossi accerta la Santa Sede dell'appoggio del suo Governo. D'altra parte però nel mentre che quest'Ambasciatore crede utile e consiglia doversi concedere a persone secolari i posti di Governatore, di Tesoriere e di Presidente dell'Armi, non cessa di dimostrare la convenienza di aumentare il numero dei membri della Consulta, potendosi a sua detta ottenere con ciò un mezzo idoneo di combattere con successo le opinioni esagerate che pur troppo sembra prevalgano nella medesima. ¹⁾

La fine dell'anno vedeva realizzarsi un'altra riforma, quella del Consiglio dei Ministri (*motu proprio* del 29 dicembre), accolta, però, con entusiasmo minore delle precedenti. Era, forse, un effetto della interpretazione data alle parole del Papa al ricevimento degli ufficiali della Civica, parole invitanti alla calma e alla moderazione, o non piuttosto della sfiducia ispirata dalla lentezza e dalla apparente inorganicità dell'opera di riforma? Calma, pazienza e prudenza consigliava anche il Papa alla Consulta recatasi da lui per gli auguri di fine d'anno, come ci informa il Pareto:

Il Santo Padre ricevendo l'altro ieri sera li Consultori di Stato disse loro: « Godere di vedersi circondato e ricevere gli augurii della Consulta di Stato, ringraziarneli ed accertarsi della piena fiducia ch'Egli aveva non solo in Lei complessivamente, ma nei singoli individui della medesima. Conoscere essi i suoi desideri, come Egli conosceva le loro intenzioni che sapeva essere non solo rette *ma sante*. Sperare quindi che si sarebbe potuto fare molto bene a pro dei sudditi. Essere stata sempre sua idea che una tale istituzione fosse necessaria, ed averne veduto il bisogno fin da quando era in Provincia, ed avere sempre opinato che, come è giusto che i popoli paghino le imposte per sopperire ai bisogni dell'andamento del Governo, è altrettanto giusto che i popoli possano controllare l'erogazione delle somme da essi pagate, e vigilarne la buona amministrazione. Soggiunse quindi che partecipava loro come tra giorni escirebbe un nuovo *motu-proprio* sull'organizzazione del Consiglio dei Ministri. Disse che non

¹⁾ Pareto, 18 dicembre, Arch. St. Torino, lettere Ministri, Roma, marzo 349. Ved. precedenti dispacci del Pareto sulle questioni del voto e della pubblicità in nota alla 2^a, 4^a e 5^a seduta. Al Corboli Bussi (lett. al Castagneto, del 18 gennaio, in MANNO, *op. cit.*) la questione non appariva estremamente importante, perchè la pubblicità non bastava a mutare il voto consultivo in deliberativo e la sua mancanza non poteva togliere peso al voto della Consulta « se di questa istituzione vuol farsi un appoggio al trono e non un organo di opposizione ». La pubblicità legale avrebbe, se mai, tolto di mezzo quella illegale. Il Corboli Bussi era per la pubblicazione di un processo verbale con l'indicazione delle questioni discusse, le ragioni recate pro o contro, il numero dei voti e il parere rassegnato al Sovrano. Ved. tra i giornali di quei giorni *La Patria* e *Il Felsineo*, favorevoli alla pubblicità.

sarebbe forse stata cosa perfetta, giacchè facendo un edificio accanto ad un altro vecchio, convien conservare l'addentellato. La condizione speciale del Paese non permettere che si possa fare una cosa di getto. Sperare però di aver fatto come meglio si poteva e confidare nella Provvidenza. In questa aver Egli la sua fiducia e sperare che avrebbe dissipato le nebbie e le nuvole che si vedono addensarsi secondo le notizie che aveva ricevuto negli ultimi giorni e nella mattina stessa».

Voltosi quindi al Sig. Recchi, deputato della Provincia Ferrarese « Ho poi da rallegrarmi particolarmente con Lei per la bella condotta della Città di Ferrara non solo nel tempo dell'occupazione ma anche negli ultimi momenti dell'evacuazione. Se fosse accaduto qualche parziale disordine, qualche reazione non sarebbe stato da meravigliare. Ma la condotta da essa tenuta avergli dato una consolazione indicibile ». L'autorizzò quindi dietro sua richiesta di partecipare siffatto Sovrano gradimento alla sua città.

Questo discorso di Sua Santità ha prodotto la più favorevole impressione sull'animo di tutti i Consultori, e non v'ha dubbio che lo stesso contribuirà a convalidar sempre più il desiderio che ha la maggioranza della Consulta di agire d'accordo in tutto e per tutto col Sovrano, ben conoscendosi dalla medesima che qualora ciò non avvenisse, una tale istituzione non potrebbe produrre al certo tutti quei salutari effetti che se ne può sperare. Quanto disse Sua Santità nel sopracitato discorso intorno alle notizie che le erano pervenute la mattina stessa sullo stato delle cose politiche d'Italia, credo doversi riferire all'occupazione di Modena per parte delle truppe Austriache, nonchè alla comunicazione di una nota ufficiale del Gabinetto di Vienna fatta d'ordine del suo Governo dall'Ambasciatore austriaco all'Eminentissimo Segretario di Stato. ¹

Ma c'era realmente questa volontà di assecondare sul serio l'opera della Consulta? A giudicare dal ripetersi insistente dei consigli degli osservatori stranieri e dei più moderati tra i liberali, non sembra che il Papa desiderasse di appoggiarsi definitivamente a questa istituzione. ²⁾ Per il d'Azeglio e gli uomini che la pensavano come lui, essa restava ancora « la clef de voûte » della situazione e c'era da sperar bene dalla sua moderazione e fermezza. Ma questo « corps intermédiaire » quale compito doveva realmente assumere per essere « ce qu'elle doit être » ? Anche per l'autore degli *Ultimi Casi*, la Consulta doveva diventare « une puissance réelle et comme une représentation de la nation ». Che era proprio quello che il Papa non voleva, come apparve dalle voci corse durante l'ultima fase della discussione sul regolamento interno, in cui la Consulta tentò manifestamente di avvicinarsi sempre più al tipo di una assemblea deliberante. ³⁾ Ed anche nella grande

¹⁾ Pareto, 30 dicembre, in Arch. St. Torino, c. s.

²⁾ Oltre ai ben noti consigli del Rossi, vedi quello che diceva lord Minto al Papa, in N. BIANCHI, *Storia documentata*, ecc., vol. V, p. 84. Vedi anche FARINI, *Stato romano*, vol. I, pp. 323-324, e l'art. del Montanari, cit. dal WOLLEMBORG, *op. cit.*, p. 550.

³⁾ D'Azeglio al Dobet, 5 gennaio 1848, in E. RENDU, *L'Italie de 1847 à 1865*, Parigi, Didier, 1867, pp. 29-30. Ved. più oltre i verbali della 6^a, 7^a e 8^a seduta, in cui venne condotta a termine la discussione sul regolamento, e in modo particolare lo scontro Minghetti-Mastai-Antonelli della 5^a.

discussione sul rapporto di mons. Morichini sullo stato delle finanze e sui mezzi per ovviare al pauroso *deficit* del bilancio, la Consulta assunse un atteggiamento di critica recisa e di opposizione sistematica alle proposte governative. ¹⁾

Quanto al popolo romano, abilmente guidato, mostrava anch'esso di intendere la Consulta come una specie di rappresentanza nazionale, alla quale far presenti, spesso in maniera clamorosa, i propri desideri. E questo in modo particolare in quei primi giorni del nuovo anno, in cui più gravi apparivano i segni di uno sconvolgimento prossimo. Come si vide il 10 gennaio, quando il Circolo romano presentò alla Consulta il noto indirizzo per chiedere armi, materiali di guerra e ufficiali esperti per guidare le truppe pontificie. ²⁾ E l'effetto di questa pressione popolare si manifestò chiaramente durante le discussioni della 10^a e 11^a seduta (15-17 gennaio), in cui le questioni militari furono affrontate in pieno sulla base del rapporto della 4^a sezione. D'altro canto anche le provincie parevano mettersi nella stessa strada e cominciavano a distinguere tra i Consultori e l'Antonelli, disamato in Roma e disistimato fuori, al dir del Farini. ³⁾

Apocalittica diviene addirittura la parola del Lützow nel render conto degli eventi recentissimi al Metternich nel suo rapporto del 10 febbraio, sotto l'influenza della dimostrazione dell'8 e avendo ancora nelle orecchie l'eco della benedizione all'Italia:

Voltre Altesse a eu connaissance par mon très-humble rapport N 5 C du 15 janvier du contenu d'une pétition que le club dit « cercle romain » avait adressée à la Consulta di Stato pour obtenir la réorganisation et l'augmentation de la force armée pontificale, la mobilisation d'une partie de la garde civique et la formation

¹⁾ Ved. più oltre i verbali dalla 9^a seduta in poi. Per lo stato delle finanze pontificie ved. SPADA, *Storia* cit., vol. I, pp. 158-172, 467-471. La lotta dei Consultori col Morichini fu già studiata da F. GENTILI, *L'opposizione della Consulta di Stato al Governo prelatizio*, in *Il Risorgimento italiano*, a. VII (1914), fasc. III.

²⁾ Ved. SPADA, *Storia*, vol. II, pp. 16-17 e il testo dell'indirizzo in FARINI, *Stato romano*, vol. I, pp. 325-329. Per le dimostrazioni di quei giorni e per il suo giudizio sulla Consulta, ved. anche M. D'AZEGLIO, *Lettere alla moglie*, Milano, Carrara, 1870, pp. 313-314; e *Lettere al fratello Roberto*, p. 122, in cui afferma: « il Papa è ottimo, ma vuol far roba nuova cogli uomini vecchi... Il Governo clericale cadrà da sè a forza di mostrarsi inetto e di mala fede. Che canaglia son tutti dal primo all'ultimo! ».

³⁾ Ved. il rapporto in FARINI, *Stato romano*, vol. II, pp. 329-332. Cfr. le lettere del Farini all'Amat e al Galeotti, del 18 gennaio, in FARINI, *Epistolario*, vol. II, pp. 35-36, 38, ove appaiono chiare le sue preoccupazioni per il contrasto tra le aspirazioni popolari e la lentezza del Governo e la mala fede di alcuni uomini dello stesso. Ved. ivi anche, pp. 39-43, la sua lettera al Piceno sugli armamenti.

de la réserve de cette milice. Par un autre rapport que j'avais eu l'honneur de soumettre à Votre Altesse le 30 dudit mois, N° 10 A, je ne Vous laissai point ignorer, mon Prince, que le projet du cercle romain avait été accueilli avec une faveur marquée par la Consulta di Stato, qui ne sort que trop volontiers de la sphère d'activité qui lui est assignée, et depuis son installation déployait bien plus de disposition de diminuer que de renforcer les pouvoirs du Souverain et de l'Etat. Sa Sainteté avait comme de raison déclaré qu'Elle ne déciderait rien sans avoir au préalable écouté et pris l'avis di Conseil des Ministres. Or, la décision de ce conseil sur l'opportunité des mesures proposées ne pouvait être douteuse, ne fut ce qu'en les considérant seulement sous le rapport financier.

Le cardinal Ferretti ne se sentant nullement disposé d'émettre son opinion sur des questions aussi graves, la séance ou elles devaient être traitées fût fixée au lundi 7 du court, lorsque le Cardinal Bofondi aurait pris la direction de la Secrétairerie d'Etat. Le Conseil des Ministres réuni déclara les propositions susmentionnées du cercle romain, soutenues par la Consulta, inadmissibles et incompatibles avec les intérêts de l'Etat. Comme les affaires d'Etat ne se traitent plus à Rome avec la dignité et la réserve voulue, et que la révolution a ses Seides et ses sbirrés partout, la décision du Conseil des Ministres ne resta pas un mystère; dès le matin du jour suivant, du 8, un grand mouvement s'observa dans les principales rues, des allées et des venues constantes, de nombreuses groupes se formaient et l'agitation générale devenait de plus en plus croissante. Une députation, dont deux membres de la Consulta et le Prince Aldobrandini (jeune homme tout-à-fait insignifiant), se rendit sur ces entre-faites chez le Pape, pour faire des représentations contre les actes du Ministère et contre le personnel des Ministres. Ils reçurent un accueil et des réponses favorables, dont ils ne tardaient point d'informer leurs commettans. Le Sénateur de Rome, Principe Corsini, fut pressé par le trop fameux Ciceruacchio et d'autres individus de cette cathégorie de se rendre de son côté au Quirinal afin d'obtenir du Souverain Pontife de nouvelles concessions. Pendant ce temps-là le Corso et la place du peuple regorgeaient de masses de peuple et l'on entendit des cris et des vociférations qui auraient été dignes de l'époque de la terreur de 1793. Lorsque les cris de *Morte al Ministero de' preti* se firent entendre, et que l'un et l'autre de ces prélats fut cité nominalelement, il y avait des monstres dans la foule qui annonçaient à haute voix qu'ils se chargeaient de cette commission. Ces faits sont de nature à surprendre même ceux qui n'ont jamais douté de l'existence des sicaires en Italie.

Accompagné du premier Conservateur, du Prince Borghese, le Prince Corsini revint à la place du peuple: il annonça les concessions obtenues du Pape qui consistèrent dans la retraite du Ministère actuel, dans la nomination de plusieurs Ministres séculiers et dans le consentement aux mesures d'armement qui avaient été proposées. Il ajouta de plus que l'alliance (la lega politica) du Pape avec le Piémont et la Toscane devait désormais être considérée comme un fait accompli. A l'entrée de la nuit et après avoir reçu ces communications de la bouche du vieillard infirme, et qui eût recours à un interprète, tâche que le Sieur Masi, l'aide de camp du Prince Canino, assumait avec empressement, la foule distribuée en pelotons de trente et plus d'individus accompagnés de flambeaux se mit en marche pour former le cortège du Sénateur jusqu'au Palais Corsini, en chantant des hymnes, en proférant les cris d'usage. Il y avait dans ces pelotons des hommes de l'extérieur le plus sinistre et de plus armés de poignards et de pistolets. Arrivé au palais de Venise les commandans des différents pelotons ordonnaient le silence et les torches allumées furent tournées vers le

pavé: une feuille du jour explique cette démonstration comme un tribut de respect porté aux moribonds. Je préférerais ce compliment de beaucoup aux acclamations qui accompagnaient le Prince Corsini». ¹⁾

Ma gli avvenimenti avevano fatta enorme impressione anche sul Pontefice, il quale, pur affermando di non voler concedere « cose contrarie alla Chiesa ed ai principî religiosi », veniva incontro a quelli che ancora apparivano i desiderî popolari promettendo, nel discorso del 10 febbraio ai colonnelli della Civica, di aumentare il numero dei componenti la Consulta di Stato e di dare *un'estensione maggiore alle sue facoltà*. ²⁾ Ancora una volta, sotto la pressione esterna, si cedeva e si prometteva di concedere più di quanto si volesse o si potesse, ormai, fare. Un mese più tardi, infatti, il nuovo statuto pontificio canterà l'inno funebre alla Consulta di Stato... La quale, intanto, continuava a lavorare e metteva mano alla nuova organizzazione dei Consigli comunali e provinciali, secondo le richieste che si trascinarono dal 1831, ma non vedeva chiamato alcuno dei suoi membri, tranne il Presidente, a far parte della Commissione « per meglio coordinare insieme le istituzioni già date e proporre gli sviluppi che esse possono ammettere senza alterarne la natura ». ³⁾ La Consulta, ormai, era tenuta in disparte. Se il Farini la sognava « ampliata... eletta dai liberi municipi, accordato alla medesima il voto assolutamente deliberativo delle imposte », ⁴⁾ se mons. Corboli Bussi cercava ancora nei suoi progetti di Statuto di trasformarla in un Consiglio di Stato vero e proprio, ⁵⁾ in realtà i suoi giorni erano contati e lo stesso interesse del pubblico l'abbandonava. Svolgeva ancora un utile lavoro pratico, studiando il progetto delle strade ferrate (14^a seduta), quello sull'affrancazione dei canoni ecclesiastici (15^a e 16^a), seguendo le questioni militari (16^a), soprattutto, esercitando il suo controllo sulle finanze (16^a-22^a e 25^a) e dando vita, come abbiamo ricordato, al nuovo Consiglio di Stato, chiamato a sostituirla (23^a e 24^a seduta). Ma, ormai, troppi e troppo gravi avvenimenti maturavano perchè le vicende interne della

¹⁾ Lützow a Metternich, 10 febbraio 1848, Vienna, Arch. cit. Per la dimostrazione ved. SPADA, *Storia*, vol. II, pp. 37-45. Sulle difficoltà di quei giorni ved. MOLLAT, *op. cit.*, pp. 209-212.

²⁾ Ved. il testo del discorso in SPADA, vol. II, pp. 45-46, e per le idee di allargamento della Consulta la lettera del Farini all'Amat, del 18 febbraio, in FARINI, *Epistolario*, vol. II, p. 101.

³⁾ Ved. il verbale della 14^a seduta e le due lettere del Minghetti al Pasolini, in PASOLINI, *Carteggio cit.*, vol. I, pp. 12-13.

⁴⁾ Farini al Pasolini, 22 febbraio, in FARINI, *Epistolario*, vol. II, p. 103.

⁵⁾ Ved. MANNO, *op. cit.*, pag. 195.

Consulta potessero ancora interessare. Dopo il febbraio l'istituzione in cui tanto si era sperato decade di fatto. Chiamati ad altri incarichi molti tra i suoi membri,¹⁾ che avrebbero potuto costituire il nuovo Stato maggiore politico del regime, e ridotta così nel numero, esautorata nelle sue attribuzioni, la Consulta cessò di interessare il pubblico, al quale fornivano ora materia di discussioni e di speranze il primo Ministero laico, lo Statuto e la guerra imminente. Le difficoltà sempre crescenti, l'ostruzionismo ministeriale, la diffidenza dei conservatori e dei radicali avevano impedito che l'istituto cui si era guardato con tanta fede all'inizio della sua attività desse tutti i frutti attesi. E la sua scomparsa non suscitò troppi rimpianti.²⁾

¹⁾ Il Barberini, il Donini, il Lauri, il Mastai, l'Odescalchi, il Paolucci, il Pasolini, il Pentini, il Recchi, lo Sgariglia, il Simonetti e il Vannutelli entrarono a far parte dell'Alto Consiglio; il De Rossi, il Campello, il Gualterio, il Lauri, il Lunati, il Marchetti, il Minghetti, il Piacentini, il Recchi, il Simonetti furono eletti membri del Consiglio dei Deputati; l'Adriani, il Ciofi, il Pentini, il Piacentini e il Santucci furono chiamati al Consiglio di Stato. Divennero ministri nel corso del 1848 il Campello, il De Rossi, il Lauri, il Lunati, il Marchetti, il Minghetti, il Pasolini, il Recchi.

²⁾ Per un giudizio sull'opera della Consulta ved. FARINI, *Stato romano*, vol. II, pp. 142-144; MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 312 e segg. Ved. pure *Delle consulte romana e toscana, Cenni di uno Slavo*, Roma, Natali, 1847, favorevole esame del *motu proprio* dell'ottobre 1847. Brevi notizie anche in *Enciclopedia italiana*, vol. XIV, p. 224, *sub voce*; *Le Assemblies del Risorgimento*, Roma, 1911, vol. VI, pp. XXI-XXIII.

APPENDICE

I.

VERBALI DELLE ADUNANZE GENERALI DELLA CONSULTA DI STATO

I.

15 NOVEMBRE 1847

Presenti: L'Emo Sig. Card. Antonelli Presidente, Mons. Camillo Amici Vice Presidente,¹⁾ il Sig. Principe D. Francesco Barberini, Sig. Principe D. Pietro Odescalchi, Sig. Avv. Giuseppe Vannutelli, Sig. Avv. Giuseppe Lunati deputati per Roma e Comarca, il Sig. Avv. Luigi Santucci per la Provincia di Velletri, il Sig. Avv. Antonio Silvani e Sig. Marco Minghetti per Bologna, Sig. Gaetano Recchi per Ferrara, Sig. C.te Giuseppe Pasolini per Ravenna, Sig. M.se Paulucci de Calboli per Forlì, Sig. C.te Luigi Mastai per Urbino e Pesaro, Sig. Lauro Lauri per Macerata, Sig. Principe D. Annibale Simonetti per Ancona, Sig. C.te Luigi Donini per Perugia, Sig. C.te Pompeo di Campello per Spoleto, Sig. Avv. Luigi Ciofi per Viterbo, Sig. Michele Adriani per Fermo, Sig. Avv. Pasquale De Rossi per Frosinone, Sig. Avv. Giuseppe Piacentini per Rieti, Sig. Conte Ottavio Sgariglia per Ascoli, Sig. Avv. Francesco Benedetti per Civitavecchia, Sig. Gio: Batta Peda per Camerino, Mons. Bartolomeo Pacca per Benevento,²⁾ Sig. M.se Ludovico Gualterio per Orvieto, i quali Sigg. compongono l'intero numero della Consulta di Stato.

Giunto il faustissimo giorno della prima convocazione designata dal Sovrano Moto proprio 15 ottobre 1847, i Sigg. Consultori dopo essere stati presentati alla Santità di Nostro Signore dall' E.mo Presidente nella udienza di questa mattina, ed accolti dal S. Padre con benigne dimostrazioni di clemenza, e di affetto paterno, si sono trasferiti con solenne corteggio dal Palazzo Pontificio del Quirinale alla Basilica Vaticana per assistere alla celebrazione del divin sacrificio. Compiuta la religiosa cerimonia si sono recati alle stanze del contiguo Palazzo Apostolico destinate da S. S. alle riunioni parziali e generali della Consulta di Stato. Il Sig. Duca D. Marino Torlonia come capo di una deputazione ha presentate ai Sigg. Consultori le congratulazioni del Popolo Romano alle quali si è risposto dall' E.mo Presidente con

¹⁾ Nell'*Album dei deputati della Capitale e delle provincie nella prima Consulta di Stato aperta in Roma il dì 15 novembre 1847 con notizie biografiche e statistiche, offerto in dono agli abbonati della «Speranza»* (foglio volante) è detto del card. Giacomo Antonelli «Delle varie cariche esercitate da questo nuovo Cardinale si nota per brevità la prima e l'ultima. Fu nel 1834 delegato a Viterbo; fu nel 1845 tesoriere generale». Ved. per ora su lui M. ROSI, in *Dizionario del Risorgimento* cit., vol. I, pp. 85-87. Di mons. Camillo Amici dice l'*Album*: «Fu delegato a Spoleto. Ora è segretario del Consiglio dei Ministri; è presidente della Commissione incaricata di rivedere la legge della stampa».

²⁾ «Fa parte della Prelatura romana; presiedeva al Tribunale criminale di Roma innanzi l'ultima riforma» (*Album* cit.).

espressioni di grato animo, e con assicurazione di ogni sforzo per corrispondere al fine di così importante istituzione.¹⁾

Quindi essendo passati nella sala preparata alla generale Adunanza, e preso il posto secondo il rispettivo ordine delle provincie, il lodato E.mo Presidente ha fatto sentire la sua viva soddisfazione, in dover dividere le fatiche con illustri soggetti che per dottrina perizia degli affari, desiderio di pubblico bene ed attaccamento al paterno regime di S. Santità, meritamente godono la pubblica estimazione, e quella dell'amatissimo nostro Sovrano. Doversi perciò aspettare da tale consesso utili consigli per far prosperare ogni ramo della pubblica amministrazione, e dare al S. Padre il contento di veder migliorata la condizione dei sudditi. Ed offrendone un vasto campo le disposizioni contenute nel Sovrano Moto proprio, doversi assumere con zelo e calma l'onorevole incarico, talchè guidati dall'amore del pubblico bene, e senza spirito di parte possano gittarsi le fondamenta della futura prosperità principale e nobile scopo dell'immortale Pio IX.

A così giuste e rette intenzioni il Consesso ha corrisposto con plauso generale; e desiderando non meno di esprimere i propri sensi di gratitudine, è stata nominata una commissione per un ringraziamento al Trono Sovrano da votarsi in altra seduta generale del giorno di domani.²⁾ I Sigg. Avv. Silvani, Marco Minghetti, Marchese Paolucci e Principe Odescalchi compongono la Commissione, e sono stati desunti ciascuno dalle quattro Sezioni formate dall'E.mo Presidente con approvazione Sovrana.³⁾

In conseguenza della quale approvazione l'Eminenza Sua ha fatto conoscere che rimangono addetti

ALLA SEZIONE 1^a - *Legale e Legislativa.*

I Sigg. Avvocati Lunati Giuseppe, Silvani Antonio, Ciolfi Luigi, De Rossi Pasquale, Piacentini Giuseppe, Benedetti Francesco.

ALLA SEZIONE 2^a - *Finanze.*

I Sigg. Avvocati Giuseppe Vannutelli, Minghetti Marco, Recchi Gaetano, Pasolini Conte Giuseppe, Mastai Conte Luigi, Simonetti Principe D. Annibale.

ALLA SEZIONE 3^a - *Amministrazione interna, commercio industria ed agricoltura.*

I Sigg. Santucci Avv. Luigi, Paolucci de Calboli Marchese Luigi, Lauri Lauro, Adriani Michele, Pacca Mons. Bartolomeo, Gualterio Marchese Ludovico.

ALLA SEZIONE 4^a - *Militare, lavori pubblici, carceri, case di correzione e di condanna.*

I Sigg. Barberini Principe D. Francesco, Odescalchi Principe D. Pietro, Donini C.te Luigi, Campello C.te Pompeo, Sgariglia Conte Ottavio, Peda Giovanni Battista.

¹⁾ Vedi il testo del discorso del Torlonia nel *Contemporaneo* del 16 novembre.

²⁾ Vedi M. MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 295.

³⁾ La divisione in sezioni sarà più tardi oggetto di critiche, ved. *Assemblee cit.*, vol. VII, pp. 352-353 (seduta del 5 luglio 1848 dell'Alto Consiglio).

Distribuite in tal guisa le dette Sezioni l'E.mo Presidente ha pregato i Sigg. Componenti a compiacersi di eleggere il rispettivo Presidente e Segretario ciò che avrà luogo quanto prima.

Ha inoltre pregato i Sigg. Consultori della terza Sezione ad occuparsi del regolamento indicato dall'Articolo 63 circa le regole da tenersi nel trattare, deliberare, e sindacare gli affari ed i rapporti da marcarsi con gli altri dicasteri. ¹⁾

La scelta degli Uditori tra molti concorrenti essendo cosa di molto interesse e per la idoneità, e per le qualità delle persone ha fatto considerare se di ciò abbia ad occuparsi la Sezione incaricata del regolamento, o se ciascun Consultore avesse a proporre una tema. Se una commissione avesse ad occuparsi delle norme da tenersi per la scelta, ed altra Commissione esaminasse i requisiti degli aspiranti, ovvero una sola Commissione abbia a compilare le norme senza sogettarle alla discussione dell'Adunanza generale. Raccolti dall'E.mo Presidente i pareri diversi si è deciso a maggioranza di voti che una Commissione proponga le norme delle scelte all'Adunanza generale, e della formazione del progetto sono rimasti incaricati i Sigg. Avv. Benedetti ²⁾ e Vannutelli, il Sig. Lauri ³⁾ e Sig. Conte di Campello.

In fine l'Eminenza Sua ha messo a disposizione dei Sigg. Consultori le Camere dell'Ufficio ove ciò si creda opportuno per l'esame dei preventivi 1848 su de quali ha accennato in genere doversi adottare un provvedimento il più conforme alla circostanza. ⁴⁾

II.

16 NOVEMBRE 1847

Presenti: L'E.mo Sig. Cav. Antonelli Presidente, Mons. Camillo Amici Vice-Presidente; il Sig. Principe D. Francesco Barberini, Sig. P.pe D. Pietro Odescalchi, Sig. Avvocato Giuseppe Vannutelli, Sig. Avv. Giuseppe Lunati, Sig. Avv. Luigi Santucci, Sig. Marco Minghetti, Sig. Gaetano Recchi, Sig. Conte Giuseppe Pasolini,

¹⁾ L'art. 63 del *Motu proprio* del 15 ottobre 1847 sulla Consulta di Stato diceva: « Un regolamento speciale da redigersi dalla sezione amministrativa, e da discutersi in adunanza generale, determinerà le regole che la Consulta di Stato debba tenere in trattare, deliberare e sindacare gli affari, come pure marcherà i rapporti della medesima cogli altri Dicasteri ».

²⁾ « Quei di Civitavecchia — dice del Benedetti l'*Album* citato — plaudirono a questa elezione d'uomo integro, e modello di quei prudenti antichi, che rappresentavano l'antico senno latino. Giureconsulto della vecchia scienza eruditissimo, che è sì grande fondamento della nuova. Conoscitore profondo della capitale ove vive; con questo fornirà lume utile a' colleghi nell'esame delle civili innovazioni ».

³⁾ « Cultore e professore delle scienze fisiche dava il raro esempio della ricchezza affannata degli studj. Ama il risorgimento patrio e lo desidera. Probo, diligente, fermo nel proposito pondererà assiduamente i vantaggi della sua provincia » (*Album* cit.). Ved. su lui D. SPADONI, in *Dizionario* cit., vol. III, p. 347.

⁴⁾ La *Bilancia* nel n. 56 del 16 novembre 1847 diede un largo resoconto della giornata e un riassunto delle prime due sedute. Nel successivo n. 57, del 19, fu riprodotto il discorso dell'Antonelli alla prima seduta. Più breve cenno delle due sedute in *Contemporaneo*, n. 47, del 20 novembre; il discorso dell'Antonelli, ivi, 23 novembre.

Sig. M.se Luigi Paolucci de' Calboli, Sig. Conte Luigi Mastai, Sig. Lauro Lauri, Sig. Principe D. Annibale Simonetti, Sig. Conte Luigi Donini, Sig. Conte Pompeo di Campello, Sig. Avv. Luigi Ciofi, Sig. Michele Adriani, Sig. Avv. Pasquale De Rossi, Sig. Avv. Giuseppe Piacentini, Sig. Conte Ottavio Sgariglia, Sig. Avv. Francesco Benedetti, Sig. Giovanni Batta Peda, Monsignor Bartolomeo Pacca, Sig. Marchese Ludovico Gualterio, i quali Signori compongono l'intero numero della Consulta di Stato, meno l'assente per motivi di salute Sig. Avvocato Silvani. ¹⁾

Si è letto ed approvato il processo verbale della sessione antecedente, ed in prova dell'autenticità dell'atto vi si è apposta la firma dell'E.mo Sig. Cardinale Presidente. Questo metodo sarà osservato fino a che per nuove disposizioni non venga altrimenti stabilito.

La Commissione incaricata di compilare l'atto di ringraziamento da umiliarsi alla Santità di Nostro Signore ne ha comunicato il progetto. Fattane lettura si è riconosciuto nell'insieme molto ben concepito, ed ha riscosso la generale approvazione. Esaminato di nuovo in specie si è creduto apportarvi qualche lieve modificazione annotata di carattere dell'E.mo Presidente, il quale ha assunto la cura di ottenere da Sua Santità un'udienza particolare per avere l'onore di presentare un tal atto unitamente ai Signori Presidenti delle quattro Sezioni in nome di tutti i Signori Deputati. ²⁾

¹⁾ « È filosofo e giuriconsulto; delle dottrine sociali grandemente illuminato. Esule dall'Italia mantenne ovunque il decoro del nome della patria. Insegnò dritto civile nella bolognese università in tempi fiorenti; e nelle private consultazioni riuscì sempre eccellente. Fa parte dei riformatori dei nuovi Codici; ed ha tenuto ognora un linguaggio eminentemente nazionale» (*Album cit.*). Sul Silvani ved. M. MINGHETTI. *Elogio di A. S.*, in *Annali della Società agraria di Bologna*, a. III, 1864, p. 180 e segg., A. SORBELLI, *L'epilogo della rivoluzione del 1831*, Modena, 1931-IX, *passim*.

²⁾ Sulla stesura dell'indirizzo vedi M. MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 296. Il testo fu pubblicato dal *Contemporaneo*, n. 48, del 27 novembre. Un accenno alla questione del titolo dell'atto è nella lettera del Pareto al suo Governo, nella quale appare già risolta — e non era ancor stata affrontata — la grave questione del sistema di votazione. La lettera del 18 novembre del Pareto (Archivio di Stato di Torino, *Lettere Ministri*: Roma, marzo 349) ci porta l'eco della fiduciosa attesa degli elementi moderati circa l'azione della Consulta.

«...Nella seconda seduta generale tenutasi ieri l'altro dalla Consulta di Stato venne discusso ed approvato l'indirizzo per Sua Santità ma dietro il parere dello Em.mo Presidente si credette opportuno di farne prima conoscere il tenore al Santo Padre, la qual cosa fu eseguita ieri mattina, ed avendo dato luogo ad alcune osservazioni da sua parte, tra le quali quella che non converrebbe qualificare un tal atto d'indirizzo, ma bensì di ringraziamento, e ciò onde non si possa considerare in egual modo che si pratica secondo il sistema rappresentativo, la Santità Sua chiamò in sua presenza ieri sera i quattro Consultori che avevano compilato quell'atto, e concertò seco loro quelle modificazioni che giudicò opportuno di farvi.

Una determinazione importante di già stata adottata si è quella che riguarda la maniera di votare, cioè che la votazione debba essere pubblica non venendo ammesso il voto segreto.

Per quanto poi è permesso finora il giudicare sembra che i Consultori di Stato, o almeno la maggioranza dei medesimi, sieno animati da uno spirito di moderazione ed unanimi nel desiderio di adempiere coscienziosamente all'incarico loro affidato. Spiacquero tampoco a dir vero le espressioni usate dal Santo Padre nell'allocuzione

A tale effetto, discioltasi l'Adunanza generale, le quattro sezioni si sono riunite ciascuna parzialmente per procedere alla elezione dei rispettivi Signori Presidenti e Segretarj, nel modo indicato dal Sovrano Moto-proprio della Consulta di Stato.

III.

19 NOVEMBRE 1847

Presenti: L' E.mo Sig. Cardinal Antonelli Presidente, il Sig. Principe D. Francesco Barberini, Sig. P.pe D. Pietro Odescalchi, Sig. Avv. Giuseppe Vannutelli, Sig. Avv. Giuseppe Lunati, Sig. Avv. Luigi Santucci, Sig. Marco Minghetti, Sig. Gaetano Recchi, Sig. Conte Giuseppe Pasolini, Sig. M.se Luigi Paolucci de' Calboli, Sig. Conte Luigi Mastai, Sig. Lauro Lauri, Sig. P.pe D. Annibale Simonetti, Sig. Conte Luigi Donini, Sig. Conte Pompeo di Campello, Sig. Avv. Luigi Ciofi, Sig. Michele Adriani, Sig. Avv. Pasquale De Rossi, Signor Avv. Giuseppe Piacentini, Sig. Conte Ottavio Sgariglia, Sig. Avv. Francesco Benedetti, Sig. Giovanni Batta Peda, Mons. Bartolomeo Pacca, Sig. M.se Ludovico Gualterio, i quali Signori compongono l'intero numero della Consulta di Stato, meno l'assente per motivi di salute Sig. Avv. Silvani, e Mons. Amici Vice-Presidente non intervenuto.

L' Eminentissimo Sig. Cardinale Presidente ha partecipato di avere ottenuto dalla Santità di Nostro Signore una udienza pel giorno di Domenica prossima 21 del corrente alle ore 11. antimeridiane per presentare alla Santità Sua in unione dei Signori Presidenti delle quattro Sezioni l'atto di ringraziamento in nome di tutti i Signori Componenti la Consulta di Stato.

In questa circostanza le rispettive Sezioni hanno annunciato all'Adunanza generale la elezione dei Signori Presidenti e Segretarj avvenuta nel dì 16. andante mese nel modo seguente

SEZIONE 1^a - *Legale legislativa.*

Presidente - Sig. Avv. Antonio Silvani

Segretario - Sig. Avv. Ciofi ¹⁾

SEZIONE 2^a - *Finanze.*

Presidente - Sig. Gaetano Recchi ²⁾

Segretario - Sig. Marco Minghetti

ad essi fatta il giorno dell'apertura: ma da molti furono queste considerate come una necessità, nella quale il Papa trovavasi in questa prima circostanza, di dichiarare apertamente che nel creare la Consulta di Stato non aveva inteso di stabilire un ordinamento di cose che scemar potesse la sua autorità».

¹⁾ « Si temette che questa degna persona rinunciasse all'incarico di deputato. Ciò è sufficiente per essere di lui altamente confortati » (*Album cit.*).

²⁾ « Solerte, anzi infaticabile negli studi, egli acquistò nell'esilio le cognizioni, che beneficano la Patria. Scrisse di agronomia e d'industria; tentò di avvantaggiare l'agricoltura. Trattò gli affari della provincia sua con indefesso zelo, sino a procacciarsi una stima pubblica senza varietà d'opinioni. La di lui presenza nella Consulta di Stato mentre è un bene per la sua provincia, è poi una guarentigia per tutti della dignità nazionale di questa rappresentanza » (*Album cit.*).

SEZIONE 3^a - *Amministrazione interna, commercio, industria ed agricoltura.*

Presidente - Sig. Marchese Luigi Paolucci de' Calboli

Segretario - Sig. Lauro Lauri

SEZIONE 4^a - *Militare, lavori pubblici, carceri, case di correzione e di condanna.*Presidente - Sig. Principe Odescalchi ¹⁾

Segretario - Sig. Conte di Campello

La commissione incaricata del progetto sulle norme da osservarsi nella proposta degli Uditori ha comunicato al Consesso Generale il suo rapporto. Tre modi vi sono indicati coi quali si potrebbe prendere. Il primo basato sull'esame dei soli requisiti, il secondo sulle terne da formarsi da ciascun Consultore, il terzo sull'esame dei requisiti unito ad uno sperimento di capacità relativa alle materie da trattarsi nella Consulta di Stato. La Commissione non ha creduto attenersi al primo metodo avuto riguardo alla facilità delle testimoniali. Non ha creduto seguire il secondo sia perchè non essendo tutti i concorrenti cognitivi a tutti i Membri della Consulta, altri di maggior merito di quelli compresi nelle terne potrebbero essere esclusi; sia perchè potrebbe accadere che il maggior numero dei proposti avesse attitudine ad una sola materia; sia perchè con le terne di ciascun Consultore si compirebbe il numero degli elegibili e non sarebbe più luogo a suffragio. Ha perciò prescelto il terzo, ed ha indicato le norme con le quali si avrebbe a procedere allo sperimento, senza tacere le difficoltà a cui anche questo metodo può andare soggetto vale a dire di allontanare persone di merito conosciuto. Riflettendo però che si tratta non di persone che abbiano una posizione sociale ma di giovani esordienti nella loro carriera ha concluso esser prudente di attenersi a quel metodo che presenta inconvenienti minori.

Si è pertanto in primo luogo posto in deliberazione il progetto in genere, ed è stato ammesso a maggioranza di voti.

Quindi si è passato al modo indicato dal rapporto secondo il quale si abbia a regolare lo sperimento.

Consiste il modo in tre articoli.

Si propone nel primo che si deputi una Commissione composta di un Consultore di ciascuna Sezione all'oggetto di esaminare se i concorrenti sono forniti dei requisiti richiesti dall'articolo 50, ²⁾ oltre quelli di una morale condotta, e dei mezzi di sussistenza.

Fattasi la ballottazione ne sono risultati voti favorevoli ventidue, ed uno contrario.

Col secondo articolo si progetta che riconosciuti nei concorrenti i requisiti di cui nel precedente articolo, s'interpellino per mezzo della Commissione stessa a quali dei quesiti vogliano rispondere, che formati da ciascuna delle diverse Sezioni verranno loro presentati per la soluzione in scritto.

A questo articolo si è proposto dalla Commissione stessa di aggiungere anche le interrogazioni verbali sull'oggetto del quesito per assicurarsi vie più della capacità dei concorrenti.

¹⁾ « Ha contribuito con ogni zelo alla vita del *Giornale Arcadico*, e sono degni di rimarco gli scritti da esso pubblicati, e specialmente il volgarizzamento della *Repubblica* di Cicerone, oltre ai rendiconti della Cassa di Risparmio romana » (*Album cit.*).

²⁾ L'art. 50 del *Motu proprio* stabiliva che « la nomina degli Uditori della Consulta di Stato appartiene al Sovrano, il quale sceglie sopra altrettante terne che rimette la Consulta, e che redige in adunanza generale e per voti segreti ».

Si è poi considerato il caso che i concorrenti posti in libertà di scegliere i quesiti ai quali vogliono rispondere, possano abbondare in una Sezione, e non mancare in qualche altra. Il Consesso non ha però creduto di arrestarsi a questa difficoltà potendosi fare il riparto degli Uditori nelle Sezioni diverse, secondo i gradi di cognizioni di cui abbiano dato saggio.

Fattasi di nuovo la ballottazione ne sono risultati per l'ammissione dell'articolo voti favorevoli diciotto, e cinque contrarij.

Col terzo articolo si suggerisce che raccolte le risposte debba la intiera sezione a maggioranza di voti decidere dei più meritevoli ponendo per ordine di numero il maggior merito, e proporli quanti essi sono alla Consulta generale all'oggetto che da essa sia dato il suo suffraggio sopra quelli che creda esser degni della nomina Sovrana. La Consulta formerà le terne col collocare in primo luogo quello che avrà ottenuto maggiori suffragi.

Riguardo al presente articolo si è accennato l'imbarazzo in cui potesse esser posta ciascuna Sezione nel portare giudizio sul merito delle soluzioni ai quesiti, e la difficoltà che la Consulta generale abbia a dare il suo voto senza conoscere il merito intrinseco dei componenti. Per altra parte però si è riflettuto che seguendo altri metodi non si sarebbe andati esenti da indagini complicate e più incerte; e che ciascuno de' Signori Consultori, ove gli piaccia, sarà in grado di prendere cognizione de' componimenti innanzi che abbia luogo la formazione delle terne.

Passatosi ai voti è stato ammesso l'articolo con voti favorevoli in numero di venti, essendo stati tre contrarij.

Inoltre si è posto in deliberazione se il progetto della Commissione resti approvato con l'aggiunta all'articolo 2° circa l'esame verbale, ed è stato approvato meno un voto contrario.

Quindi si è stabilito che la stessa Commissione già desunta dal seno delle quattro sezioni regoli l'andamento della cosa sulle basi di quanto è stato risoluto, e redigga un articolo da inserirsi ne giornali col quale i concorrenti siano avvertiti di presentarsi allo sperimento nel termine di un mese dalla data dell'avviso, previa la esibita dei requisiti.

Il rapporto della Commissione resta alligato al presente processo verbale, e benchè le disposizioni in esso contenute riguardino le attribuzioni interne della Consulta non soggette per quanto ne sembra alle deliberazioni del Consiglio de' Ministri, tuttavia l'E.mo Presidente ne terrà proposito con la Santità di Nostro Signore per ogni opportuno effetto. Ha intanto manifestato il desiderio del S. Padre che si osservi il Segreto sugli affari discussi nell'Adunanza. ¹⁾

IV.

10 DECEMBRE 1847

La sessione ha avuto principio alle ore 10 ½ antimeridiane con la recita della consueta preghiera fatta dall' E.mo Sig. Card. Antonelli Presidente per invocare il divino ajuto.

Si sono trovati presenti all'Adunanza i Signori Consultori Principe D. Francesco Barberini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avvocato Giuseppe Vannutelli, Avvocato

¹⁾ Un verbale di questa terza seduta in *La Bilancia*, n. 58, del 23 novembre. Un breve accenno in *Contemporaneo*, n. 43, del 27.

Giuseppe Lunati, Avvocato Luigi Santucci, Marco Minghetti, Gaetano Recchi, Conte Giuseppe Pasolini, Marchese Luigi Paolucci de' Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Conte Pompeo di Campello, Avvocato Luigi Ciofi, Michele Adriani, Avvocato Pasquale De Rossi, Avvocato Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Avvocato Francesco Benedetti, Gio. Batta Peda, Mons. Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Monsig. Amici Vice-Presidente non è intervenuto alla Sessione essendo questa presieduta dall' E.mo Sig. Cardinal Antonelli.

Approssimandosi l'epoca fissata allo esperimento d'idoneità dei concorrenti alla qualifica di Uditori presso la Consulta di Stato, l'E.mo Presidente ha rammentato esser necessario di dare le disposizioni ulteriori.

Il Sig. Marco Minghetti ha accennato se si credesse necessario di fornire ai concorrenti i libri de' quali potessero alla circostanza abbisognare siccome altrove si pratica, ma si è risoluto che ciò non sia conveniente avendosi in animo di non dare quesiti della massima difficoltà, ma piuttosto semplici. Per dare anzi agli aspiranti una latitudine maggiore ciascuna sezione formerà i quesiti sopra le diverse materie che le appartengono.

Lo sperimento avrà luogo nel mattino del giorno 22 corrente Dicembre alle ore 8 antimeridiane nelle Camere del Palazzo Vaticano destinate alle riunioni della Consulta, e nel foglio ufficiale di domani sabato 11 ne sarà dato l'avviso. Saranno al tempo stesso avvertiti i concorrenti che non avessero ancora esibito i requisiti e documenti richiesti, a presentarli non più tardi di mercoledì 15 prossimo venturo nella Segreteria generale della Consulta di Stato posta sulla piazza di Monte Citorio.

Dopo di ciò l'E.mo Presidente ha richiamato l'attenzione del Consesso sul regolamento compilato dalla Sezione amministrativa circa il modo col quale si abbiano a trattare, deliberare, e sindacare gli affari, e diramato precedentemente in stampa a ciascuno dei Signori Consultori.

Se ne è pertanto intrapresa la discussione, ed incominciando dal primo articolo si è creduto a maggioranza di voti di aggiungervi che « il luogo delle Adunanze sarà quello destinato dal Governo esclusivamente agli usi della Consulta di Stato ». ¹⁾

Niuna osservazione è caduta sugli articoli 2° e 3°. In quanto all'articolo 4° ove si dice che il Segretario fa lettura del processo verbale della riunione, si dovrà esprimere *precedente* in luogo delle parole *che fosse stata precedentemente tenuta*.

Si prescrivono all'articolo 5° le norme con le quali debba essere approvato il processo verbale con la firma del Cardinale Presidente, o in sua assenza dal Prelato Vice Presidente e di quattro Consultori estratti a sorte.

¹⁾ Fin dal 29 novembre il Pareto aveva dato notizia al suo Governo del progetto di regolamento, che egli, però riteneva già approvato dalla Consulta e pronto per la firma sovrana (A. S. T., *Lettere Ministri*: Roma, mazzo 349): « La Consulta di Stato ha terminato nelle sue ultime sedute il suo regolamento organico, il quale sarà quanto prima presentato a S.S.tà per la sanzione sovrana. Nello stesso è enunciata l'opinione unanime de' Consultori che almeno i processi verbali delle sedute debbano esser fatti di pubblica ragione. Questo punto importante, che siccome accennai in altro mio rapporto, si supponeva di già deciso favorevolmente, sembra ora dover incontrare non poche difficoltà sollevate in gran parte dal timore che siffatta pubblicazione possa dar luogo a gravi inconvenienti. Da quanto mi rinviene alcuni tra i Consultori sarebbero intenzionati, qualora non si accedesse al loro voto, di rinunciare piuttosto alla lor carica, anzichè mantenersi coll'intera segretezza dei dibattimenti ».

Il Sig. Minghetti ¹⁾ ha osservato che secondo l'articolo 8 dovrebbe tenersi nel mese di Luglio una finale straordinaria Adunanza per l'approvazione ne' modi ivi stabiliti dell'ultimo processo verbale.

Ha osservato che a termini dell'articolo 34 il Segretario generale è tenuto a redigere il processo succintamente in durata della seduta per essere munito delle firme volute dall'articolo 5° dando poi al medesimo tutta la conveniente estensione per farne lettura nella prossima Adunanza. Ha quindi riflettuto in primo luogo la difficoltà di ridurre ai minimi termini le idee che si presentano all'atto delle discussioni, e quindi la inutilità di compilare un processo succinto per le adunanze che si succedono senza interruzione l'una dopo l'altra, potendosi in ciascuna adunanza successiva leggere il processo intiero di quella antecedente. E perciò ha proposto che venga annullato l'articolo 8 e 34 e di aggiungere all'articolo 5° che il processo verbale venga compilato e letto in ciascuna adunanza che si succede redigendosi quello dell'ultimo giorno in un congruo tempo terminata la seduta per essere rettificato ed approvato a termini dell'articolo 5°.

Il Sig. Avvocato Ciofi ha rimarcato il caso che il corso delle sedute possa interrompersi per qualche giorno feriale ma è sembrato che ciò non apporti difficoltà essendo breve l'intervallo da una all'altra seduta.

L'E.mo Presidente ha messo in vista la difficoltà della compilazione di un processo durante la seduta per la gravità delle materie, e la molteplicità delle discussioni che nella estensione portano alla necessità di un regolare ordinamento di idee, e di espressioni adeguate.

Il Sig. Avvocato Benedetti dopo di avere osservato che i quattro Consulori eletti a sorte per la firma debbano stare unicamente per l'autenticità dell'atto da doversi esaminare da tutta la Consulta, ha soggiunto che nel caso pratico potrà adottarsi qualche altro modo valendosi della riserva di apportare al regolamento qualche più opportuna modificazione.

Messa in deliberazione la proposta del Sig. Minghetti è stata approvata a maggioranza di voti.

Il Sig. Avvocato Vannutelli ²⁾ ha quindi soggiunto che in luogo dei quattro Consulori eletti a sorte per la firma de' verbali si sarebbe potuto destinarli a questo incarico secondo l'ordine delle provincie. La mozione però è stata esclusa a maggioranza di voti.

L'articolo 6° è stato interamente approvato, e l'articolo 7° è stato emendato dicendosi « si darà fine all'Adunanza con la prece di rendimento di grazie » tolte le parole giunta l'ora di sciogliere l'Adunanza.

¹⁾ « Il Minghetti è giovane d'anni ma provetto di studj, ch'Egli ha fatti con pazienza e perseveranza. Deve molto a lui la stampa quotidiana, dove fra primi ha levato il grido di coraggio civile, che ora distingue la generosa Bologna. Di costumi temperanti e modesti un ugual legge si è fatta nella sua vita politica, aspirando al patrio risorgimento per fede e con moderazione » (*Album cit.*).

²⁾ « Nato... a Genazzano diocesi di Palestrina è uno de' molti che dopo fatti in Roma gli studj vi rimangono ad esercitare diritto. Ed egli vi rimase non come i più legulei mediocri e accattatori di brighe, ma difensore e amministratore degno di giustizia. Esercitò officio di giudice nell'impero francese; indi tutto si consacrava a dettar difese in patrocinio di cause civili. Fama di onorato lo accompagnò sempre, di uomo che innanzi a tutti i riguardi mandò le ragioni della giustizia. È uno dei membri del Consiglio di censura, nel quale siede intelligente ed amato revisore » (*Album cit.*).

Niuna avvertenza è occorsa riguardo all'articolo 9°.

Circa l'articolo 10 il Sig. Principe Simonetti ¹⁾ ne rileva la inutilità, essendosi già disposto nell'articolo 1° che le adunanze vengono continuate fino a che le materie da trattarsi siano state definite; ed a questo parere si unisce quello del Sig. Minghetti.

Al contrario il Sig. Avvocato Lunati, ed il Sig. Recchi non lo ravvisano inopportuno.

E dandosi il caso che la continuazione non sia immediata ma portata ad altro giorno sembrerebbe molto più necessario. Che anzi il Sig. Avvocato De Rossi è di avviso che se ne dovessero ad ogni modo informare gli assenti.

L' E.mo Presidente però fa riflettere che essendo i Signori Consultori avvertiti in scritto delle riunioni che si tengono, si appartiene agli assenti di informarsi dell'andamento degli affari e delle sedute.

Quindi è stata ammessa la emenda del Sig. Principe Simonetti con la soppressione dell'articolo 10 essendo sufficiente che nel processo verbale si faccia menzione, come di ogni altra cosa così ancora della protrazione delle sedute.

Il principio dell'articolo 11 è stato modificato a forma della proposta del Sig. Avvocato Piacentini dicendosi. I rapporti fatti dalle sezioni sulle materie che vengono portate alla discussione della Consulta dovranno unirsi al biglietto col quale è intimata l'adunanza.

Gli articoli 12 e 13 sono rimasti approvati, ed in quanto all'articolo 14 si prenderanno altre disposizioni perchè intervenendo qualche Ministro alle Adunanze generali non siano obbligati i Signori Consultori a cedere il posto.

Sugli articoli 15. 16. 17. non si è fatta difficoltà.

Un aggiunta ha avuto luogo all'articolo 18 suggerita dal Sig. Avv. Benedetti, vale a dire che se niuno chieda la parola si passerà immediatamente alla votazione.

E così all'articolo 19 dovrà esprimersi che i Membri della Sezione possono domandare ed ottenere *prelativamente* la parola dopo ciascun oratore.

Intorno all'articolo 20 in cui si dice che ognuno debba esporre verbalmente la sua opinione, il Sig. Principe Odescalchi opina che non debba impedirsi il discorso in iscritto. Peraltro il Signor Lauri, ed il Sig. Conte Mastai ²⁾ osservano che la esposizione verbale del proprio parere tende ad abbreviare le discussioni. A questo sentimento si unisce ancor quello del Sig. Minghetti per due altre ragioni. La prima che essendo preparato lo scritto può deviare da discorsi che nascono dalle questioni attuali; la seconda per la superficialità delle idee che potrebbe facilmente introdursi.

Per le quali riflessioni si è ammesso l'articolo senza alcuna modificazione.

Prescrivendosi all'articolo 21 che chiunque parla debba stare in piedi, era sembrato al Sig. Avvocato Benedetti non fosse ciò necessario in un Consesso quantunque

¹⁾ « Giovane d'ottimi spiriti e d'alto intelletto; previdente e sobrio nelle pubbliche e private amministrazioni; dotto nelle finanze. Amante del commercio patrio e dell'industria agricola; amato ed onorato da' suoi e dai vicini, protettore di animi e di studj nobili! » (*Album cit.*).

²⁾ « Il giovane Mastai ha un nome il cui suono oggi discende al cuore, ed ei possiede non solo il prestigio di questo nome, ma la bontà, la conciliazione, la provvidenza, ch'esso ispira. A lui sarà agevole ripetere all'augusto e magnanimo zio i sensi patrii e nobili di quell'assemblea; affinché nelle mutazioni che i detti subiscono da un luogo trasportati ad un altro, non sia menomata la potenza di quella fede e di quella nazionalità che sarà la divisa della Consulta di Stato » (*Album cit.*).

rispettabilissimo raccolto in privata Adunanza. Il rimanere però seduti potendo generare piuttosto confusione, siccome ha fatto riflettere il Sig. Conte Pasolini, ha fatto riconoscere la opportunità della prescrizione.

L'Articolo 22 non ha subito variazione. È però sembrato superfluo al predetto Sig. Avvocato Benedetti l'articolo 23 circa la violazione dell'ordine, atteso il disposto dell'articolo 24 sull'argomento medesimo.

Il Sig. Recchi ha comunicato un articolo del Regolamento francese di cui si è valutato il Sig. Lauri per concepire una emenda ne' seguenti termini « L'Oratore il quale si allontana dalle regole della convenienza sarà chiamato all'ordine dal Presidente col suono del campanello. Quando sia stato richiamato all'ordine due volte in una questione e se ne allontana per la terza volta il Presidente interroga la Consulta se la parola deve essergli interdotta pel resto della seduta intorno alla stessa questione. La Consulta decide intorno a ciò col voto scoperto senza discussione ».

Si è adottato l'articolo 24 emendato come sopra, ed abolito l'articolo 23 ad unanimità di voti.

L'E.mo Presidente ha proposta la compilazione di un altro articolo pei casi in cui si divergesse troppo dal soggetto della questione. Ma avendo il Sig. Avvocato De Rossi fatto osservare che non sarebbe poi facile di determinarne gli estremi, si è escluso a maggioranza di voti.

Si sono dopo ciò esaminati gli articoli 25 e 26 concernenti il diritto di proposta che possa avere ciascun Consultore. Il Sig. Avvocato Ciofi ha rilevato che se ciascuno debba attendere il consenso di tre altri verrà a restringersi il diritto accordato dall'articolo 26 dei Motu-proprio 15 Ottobre sulla Consulta di Stato. ¹⁾ L'E.mo Presidente ha fatto considerare che il diritto è accordato alle Sezioni, o alla Consulta, e non ai singoli per non moltiplicare le proposte. Al Sig. Avvocato Benedetti è sembrato che il Consultore che farà la mozione debba esporre i motivi, e quindi se vi saranno altri che l'appoggio potrà essere presa in considerazione. Il Sig. Conte Pasolini riconosce ben concepito l'articolo essendo naturale che se la proposta sarà ragionevole troverà chi l'appoggi. E per non moltiplicare discussioni sembra ugualmente opportuno al Signor Minghetti. Il Sig. Recchi però vorrebbe che la proposta partisse dalla sezione quantunque, siccome ha osservato l'E.mo Presidente, potrebbe nascere ancora da altri estranei alla sezione medesima. Perchè non fosse impedito di addurre i motivi sembra al Sig. Avvocato Lunati che sia sufficiente togliere la parola *formulare*. Il Sig. Avv. Piacentini ²⁾

¹⁾ « Tanto la Consulta di Stato in adunanza generale quanto le sezioni possono, allorchè l'esame di un affare ne presta occasione, rappresentare ed indicare quelle provvidenze che sembrassero necessarie ed opportune ad ottenere migliori risultati negli affari dello Stato; come pure richiamare l'attenzione sopra abusi che si fossero introdotti nella pubblica azienda ».

²⁾ « La città di Rieti ha rivendicato a sè questo suo rinomato provinciale volendolo a rappresentante dei suoi interessi. Nato a Santo Polo in Sabina egli esercita in Roma l'avvocatura; e fresco ancora di età ha raggiunto la gloria dei primi. Le nostre simpatie non son guari dirette a certi uomini che fanno professione di leggi: son note le magagne che spesso si celano sotto le belle apparenze; conosciamo dove il cavillo e le malafede sogliono più facilmente appiattarsi. Ma noi teniamo per fermo che l'avvocato Piacentini farà una splendida eccezione a certe brutte regole, siamo certi che la sua scienza non andrà scompagnata della più attuosa giustizia: che la sua provincia avrà in lui un eloquente e caldo propugnatore delle sociali miglione cui tutti i buoni anelano » (*Album cit.*).

ritiene che portando la richiesta o un miglioramento, o la repressione di un abuso si annunzierà per se medesima senza bisogno di addurre ragioni. Non sembra al Sig. Avvocato De Rossi che si abbiano a separare i motivi dalla dimanda.

L'E.mo Presidente essendo chiusa la discussione ha posto in deliberazione di lasciare l'articolo 25 sostituendo la parola esporre a quella di formulare perchè non resti impedito di addurre le ragioni della dimanda, ed in quanto all'articolo 26 di protrarre l'affare alla seduta da destinarsi.

Fattasi la votazione sono state ammesse le due modificazioni a maggioranza di voti.

Riguardo all'Articolo 27 il Sig. Recchi ha progettato un'aggiunta sul modo da tenersi nelle discussioni che meritando considerazione è stata passata alla Sezione incaricata del Regolamento per tenerne proposito nella seguente tornata.

Sono rimasti approvati gli articoli 28. 29. 30. 31.

Rispetto all'Articolo 32 il Signor Conte Mastai ha opinato che la votazione possa essere scoperta allorchè si tratta di questioni incidenti e preparatorie; che possa essere segreta allorchè si tratta di ammettere, rigettare, e riformare i singoli articoli di un progetto o di una proposizione, se venga essa richiesta da sei Consultori; che quando poi si tratta di deliberare sulla adozione o esclusione della intera proposizione o progetto la votazione debba essere sempre segreta. Il quale metodo è conforme a quanto si pratica in tutti i Consigli.

Il Sig. Minghetti è stato di contrario parere volendo invece la votazione scoperta in tutti i casi non dovendosi avere riguardo a ciò che si fece ne' tempi passati, ma provvedere a quelli avvenire. La votazione scoperta è la più semplice e naturale, ed il voto segreto può essere solo applicato ai casi preveduti dall'articolo 33 concernenti la convenienza, o l'interesse delle persone. In cose generali non vi potrebbe essere altro timore che quello di dispiacere, o al Governo, ovvero al pubblico. Il Governo però non potrebbe giammai offendersi della manifestazione della verità, e la franchezza delle opinioni non può che incontrare il gradimento del pubblico. Oltre a ciò ha fatto riflettere che nel processo verbale non sono nominati i voti delle persone; non si hanno ad ogni modo da trattare questioni che muovono passioni speciali, ma soltanto argomenti legislativi e riferibili a cose di pubblica amministrazione. Egli è infine impossibile di osservare il segreto nelle Assemblee, ed il principio della pubblicità deve essere applicato nella sua estensione.

Il Sig. Conte ha soggiunto che anche in paesi costituzionali si osserva la votazione segreta. Convien che nè il Governo, nè il pubblico sapranno disapprovare la franchezza delle opinioni, ma il giornalismo e lo spirito di fazione potrebbe forse essere diverso.

In Inghilterra ed in Francia, si è replicato dal Signor Minghetti, si è tenuta la votazione segreta quando si trattava di passioni del giorno. Tali circostanze non essere applicabili alla Consulta di Stato, nè doversi temere gli oltraggi delle fazioni.

Il Sig. Conte Mastai ha ripetuto essere ancor noi soggetti alle passioni del giorno capaci di mettere in agitazione le masse, come appunto sarebbero le materie che si riferiscono ai Consigli Comunali e Provinciali di cui sarà luogo a trattare.

Il Sig. Conte Pasolini ¹⁾ ha osservato che nei Consigli Provinciali sebbene si faccia la votazione segreta, nondimeno si esprime il proprio sentimento anche sopra affari che possono produrre passione.

¹⁾ « È giovane d'animo alto e patrio; erudito e culto degli studj sociali; ama il bene per indole; sdegnava gli onori che non sieno meritati. Studiò uomini e cose in lunghi viaggi; acquistò quella scienza pratica del mondo per cui lo inganno è difficile e la probità in sè e negli altri diventa un bisogno » (*Album cit.*)

Osservano il Sig. Avvocato Benedetti ed il Sig. Recchi che la votazione segreta sarà sempre indicata dai giornali, e che il processo verbale che contiene le opinioni venendo stampato paleserà sempre i voti. Il Signor Peda poi ritiene che nel caso della votazione palese si dovrebbero nel processo esprimere i nomi dei votanti.

L'E.mo Presidente ha dopo ciò posto in deliberazione l'emenda dell'articolo del Sig. Conte Mastai, e fatta la votazione è rimasta esclusa con maggioranza di 21 voti contro tre favorevoli.

Proposta quindi la emenda dell'Articolo del Signor Minghetti è stata ammessa con eguale maggioranza, e perciò l'articolo è stato così riformato: «La votazione scoperta avrà sempre luogo in tutti i casi non contemplati dall'articolo seguente».

Il Sig. Avvocato De Rossi ha proposto di togliere la votazione segreta anche nei casi contemplati dall'articolo 33.

Essendosi però riflettuto che la votazione deve essere segreta per la elezione dei Presidenti, Segretarij, ed Uditori, secondo il Motu-proprio si è ammesso l'articolo con la semplice modificazione della parola *incarichi* in luogo di cariche, commissioni, ed officj, e con maggioranza di 23 voti, contrario uno.¹⁾

Passati all'Articolo 35 si è modificato il § 3 dicendosi *tutte le materie proposte o trattate*; e si è giunti sino all'approvazione del § 6 di detto articolo per proseguirne la discussione in appresso col resto del Regolamento.

Essendosi manifestato dall'E.mo Presidente il bisogno in cui si trova Monsignor Tesoriere di essere autorizzato a sostenere le spese del nuovo anno, e conosciuta la impossibilità di eseguire l'esame dei Preventivi prima del marzo 1848; secondo che ha indicato la sezione delle Finanze; è stata la medesima incaricata di presentare un rapporto circa il modo col quale credea di poter provvedere.²⁾

Il Sig. Avvocato Ciofi Segretario della Sezione Legale legislativa ha partecipato la elezione a Presidente del Signor Avvocato De Rossi in seguito della morte

¹⁾ Della favorevole impressione prodotta nell'opinione pubblica dai lavori della Consulta così scriveva il Pareto al suo Governo rendendo conto di questa seduta (A. S. T., *Lettere Ministri*: Roma, 11 dicembre): «Nella seduta generale che tenne ieri la Consulta di Stato fu discusso il regolamento organico della di cui compilazione era stata incaricata una commissione speciale.

Due punti di questo regolamento offrivano non lieve importanza, poichè si trattava di stabilire in qual modo si debba votare dai Consultori, e se conviene adottare la pubblicità de' processi verbali coll'indicazione dell'opinione emessa dai ciascheduno dei membri della Consulta. Il primo di questi due punti cioè quello che il voto debba essere palese passò alla maggioranza di 21 voti contro 4. Lo stesso Presidente votò nel senso della maggioranza. Il secondo dovrà poi essere nuovamente discusso quest'oggi, non essendosi ieri per mancanza di tempo potuto procedere alla votazione. Non v'ha dubbio però che questa debba parimenti risultare favorevole alla proposizione essendo la maggior parte de' Consultori decisa d'insistere su tal cosa colla maggior forza, pronti pur anco, qualora non ne venisse accordata la sanzione Sovrana a chiedere la loro dimissione. Intanto il giornalismo insiste dalla sua parte sulla necessità della pubblicità, e procura d'indurre in tal modo l'opinione pubblica a dichiararsi sempre maggiormente alla medesima propensa. E sebbene da quanto mi risulta il Santo Padre non sembri ora disposto ad accondiscendere a detta pubblicità Gli riuscirà, credo, difficile il rifiutarvisi, se la stessa trovasi avvalorata da un'imponente maggioranza della Consulta di Stato e dal voto generale di questa popolazione». Ved. in BERKELEG, *op. cit.*, p. 350, la lettera di lord Minto al Palmerston (23 gennaio 1848).

²⁾ Ved. per la questione F. GENTILI, *L'opposizione ecc.*, pp. 6-7 dell'estr.

dell'Avvocato Silvani seguita il dì 4 Dicembre corrente, e sentita già dal Consesso col più vivo rammarico. ¹⁾

La sessione ha avuto termine alle ore 3 ½ pomeridiane, e l'E.mo Presidente ha dichiarato che sarà continuata nel giorno di domani alla consueta ora. ²⁾

V.

11 DICEMBRE 1847

Si è dato principio alla sessione alle ore 10 ½ antimeridiane con la recita della solita preghiera fatta dall'E.mo Presidente per implorare il divino ajuto.

Sono stati presenti all'Adunanza i Sig.¹ Consultori Principe D. Francesco Barberini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avv.¹⁰ Giuseppe Vannutelli, Avvocato Giuseppe Lunati, Avv.¹⁰ Luigi Santucci, Marco Minghetti, Gaetano Recchi, Conte Giuseppe Pasolini, Marchese Luigi Paolucci de' Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Conte Pompeo di Campello, Avv.¹⁰ Luigi Ciofi, Michele Adriani, Avvocato Pasquale De Rossi, Avvocato Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Avvocato Francesco Benedetti, Gio. Batta Peda, Monsig.¹⁰ Bartolomeo Pacca, M.se Ludovico Gualterio.

Il Vice-Presidente Monsig.re Amici non è intervenuto alla Sessione essendo questa presieduta dall'E.mo Sig.re Cardinale Antonelli.

Il Sig.re Minghetti Segretario della Sezione delle finanze fa lettura del rapporto intorno ai provvedimenti da prendersi affinché in pendenza dell'approvazione dei preventivi 1848 la Tesoreria generale rimanga autorizzata ad eseguire le spese occorrenti alla gestione del nuovo anno. Si propone nel rapporto che Monsig.re Tesoriere possa valersi di una somma corrispondente a tre dodicesimi della ordinaria spesa annua come anticipazione senza determinare alcuna erogazione speciale, ma da imputarsi sui fondi che saranno approvati nelle tabelle preventive dei diversi Ministeri. ³⁾

Essendosi osservato dal Sig.re Principe Barberini ⁴⁾ che l'autorizzazione dovrà emanare dall'autorità superiore, si è modificata la espressione e quindi è stato approvato il rapporto ad unanimità di voti.

L'E.mo Presidente lo invierà al Consiglio de' Ministri per farne poi egli relazione a Sua Santità.

Dopo ciò si è proseguita la discussione sul regolamento concernente la trattazione degli affari, riprendendola dal § 7. dell'articolo 35.

¹⁾ Particolari sulla morte del Silvani in M. MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, pp. 320-323. Ved. anche *La Bilancia*, n. 62, del 2° dicembre. Un commosso necrologio del Silvani pubblicò P. Sterbini nel *Contemporaneo*, del 7 dicembre.

²⁾ Rendiconti sommari della 4^a, 5^a, 6^a, 7^a seduta in *La Bilancia*, n. 65, del 17 dicembre. Il *Contemporaneo*, nel render conto della 4^a e 5^a seduta nel suo numero del 14 dicembre, loda la « franchezza, lealtà e sapienza civile » della Consulta.

³⁾ Vedi M. MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 312: « Era un esercizio provvisorio che si accordava, per non perdere il diritto d'esame che alla Consulta stessa compete ».

⁴⁾ « È comandante della guardia nobile ed ha appartenuto alla Congregazione di revisione » (*Album cit.*). Di lui scriverà il Ranalli « che avrebbe avuto senno e probità e un certo uso di affari, [ma] conoscevasi intinto di quella patriziesca superbia, quasi ereditaria in casa sua » (*Istorie cit.*, p. 7).

Il Sig.re Avvocato De Rossi è stato di parere che ne' processi verbali si debbano esprimere i nomi dei votanti. Il Sig.re Conte Pasolini ha osservato che altrove non si pratica. Il Sig.re Peda ¹⁾ ha rimarcato che la indicazione de' nomi de' votanti sarebbe difficile in Assemblee numerose, ma che in quella della Consulta di Stato composta di pochi individui non può formare difficoltà. Ha di più addotto l'esempio della Svizzera ove la votazione si fa nominatamente. Il Sig. Conte Mastai ha fatto considerare che nelle Camere de' paesi esteri la votazione è segreta, ed in quanto alla Svizzera che si porta nelle Diète il voto de' Cantoni federali. È sembrato al Sig. Avvocato Vanutelli che lo esprimere i nomi dei votanti possa essere d'intralcio alla libertà delle opinioni, e che seguendo un tal metodo si verrebbe a fare da ciascuno la professione politica. Si è però replicato dal Sig.re Avvocato Do Rossi non doversene avere alcun timore appellando agl'insegnamenti del celebre Filangeri, e non formare difficoltà. Il Sig. Principe Barberini ha ravvisato inutile il nominare nei voti le persone, dopo che ne' processi verbali si è fatta menzione delle loro opinioni. Il Sig. Minghetti ha soggiunto che non esprimendosi da tutti la propria opinione, sarebbe necessario il dichiarare quale voto s'intende appoggiare perchè la opinione si rendesse cognita.

Fattasi la votazione è stato approvato il detto § 7. nel modo col quale è stato espresso sul regolamento, con maggioranza di diciotto voti sopra sei contrarj.

L'Articolo 36. non ha subito alcuna variazione.

All'Articolo 37 si è creduto opportuno di aggiungere in fine parlandosi delle sedute ordinarie delle Sezioni « e saranno tenute nei locali da destinarsi come all'articolo 1° ».

L'Articolo 38 è stato approvato; ed all'articolo 39 si è aggiunto che « Per la continuazione delle sedute non vi sarà bisogno d'invito ».

Essendo stato soppresso l'articolo 10 non si dovrà richiamare nell'articolo 40 « approvato in tutto il resto ».

All'Articolo 42 ove si dice che il processo verbale viene munito delle firme, si è creduto opportuno dichiarare meglio che il processo viene munito delle firme del Presidente e degli altri Consultori presenti che intervennero alla seduta precedente.

Niuna variazione sull'articolo 43.

L'articolo 44 è stato riformato nel modo seguente « La votazione sarà sempre scoperta tranne il caso contemplato dall'articolo 33 ».

Il rapporto negli affari di primo ordine da farsi dal relatore alla rispettiva Sezione a termini dell'articolo 45 dovrà essere *motivato*.

All'Articolo 46 si è portata la seguente modificazione dopo il primo periodo: *Se alcuno de' membri per prendere in più maturo esame l'affare ne chiedesse l'aggiornamento, questo dal Presidente sarà concesso sentito il parere della Sezione.*

Gli articoli 48 e 49 sono rimasti approvati; ed avendo il Sig. Avvocato Ciofi osservato che l'articolo 32 del Motu-proprio 15 Ottobre prescrive il rapporto negli affari anche di secondo ordine è stato soppresso l'articolo 50 in cui si disponeva che in

¹⁾ « Uomo che tocca gli anni della virilità, e che nei tempi difficili confortava il suo spirito collo studio nella solitudine dei campi: esempio e rimprovero ai mille che in busca di denaro e di onori rinnegavano onore e coscienza. Le materie civili ed economiche gli furono sempre a cuore; ed i suoi desiderj, le sue speranze velò di quella modestia che ne mostra l'intima convinzione non bisognosa nè di plausi nè di ricompense. Il voto cittadino lo tolse dal suo ritiro; dal quale sperasi avrà recato colla semplicità del vivere la rettitudine de' nobili sensi e il coraggio di farli fruttare » (Album cit.).

questi affari al seguito della proposta del Presidente si potesse passare alla discussione di essi quando per la loro semplicità se ne fosse potuta prendere immediata cognizione.

Si sono dopo ciò approvati gli articoli 51 e 52. In quanto all'articolo 53 si è osservato dal Sig. Avvocato Benedetti che il Motu-proprio attribuisce anche alle Sezioni il diritto della iniziativa, per la qual cosa non si dovrebbe ogni rappresentanza rimettere alla Consulta Generale. Tanto l'E.mo Presidente, quanto il Sig. Principe Odescalchi hanno considerato la necessità di una distinzione per le proposte che si riferiscono ad affari di primo, o di secondo ordine, E perciò alla parola *dovrà* si è sostituita l'altra « *potrà* la stessa proposta essere inviata per una più ampia discussione all'adunanza generale ».

L'Articolo 54 è stato approvato, ed annullato il susseguente 55 attesa la già prescritta redazione dell'ultimo processo verbale durante la seduta.

In seguito il Sig. Avvocato Vannutelli ha mosso dubbio sulla preponderanza del voto dei Presidenti in caso di parità, ed ha fatto quesito se mancando il Presidente nella Sezione da chi possa essere supplito. Il Sig. Minghetti ha però osservato che il privilegio singolarissimo di preponderanza attribuito alla dignità Cardinalizia del Presidente della Consulta Generale non potrebbe giammai essere esteso ne farsi comune agli altri, e doversi in quanto al resto occuparsene la Sezione amministrativa.

L'E.mo Presidente ha fatto riflettere doversi estendere il regolamento anche al modo col quale si debbano sindacare gli affari secondo le espressioni del Moto-proprio, e sembrargli che ciò porti la determinazione di un metodo col quale si abbia a procedere all'esame e sindacato de' conti. Il Sig. Minghetti ha opinato che la Sezione amministrativa possa mettere nel regolamento un articolo col quale si dica che sarà pubblicata una legge sui sindacati, appalti, e simili. E benchè il Sig. Peda abbia osservato che dovendo formare oggetto di legge non possano tali articoli comprendersi nel regolamento, l'E.mo Presidente, ed il Sig. Avvocato Vannutelli hanno soggiunto potersene sempre fare menzione nello stesso regolamento.

Non si è fatta variazione sugli articoli 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64.

L'Articolo 65 porta la stampa dei rapporti delle Sezioni, ed il Sig. Lauri ha fatto noto essersi inteso di renderli di pubblica ragione per averne un saggio della pubblica opinione. È sembrato al Sig. Avv.to Benedetti che l'articolo sia necessario ma fuori di posto; ed al Sig. Conte Mastai che sia connesso col seguente articolo 66; che egli ha proposto nei seguenti termini.

« Le deliberazioni della Consulta dopo l'approvazione Sovrana saranno rese di pubblica ragione per le stampe unitamente alle ragioni di dubitare o di decidere espresse nel verbale, ommettendo sempre i nomi degli opinanti ». ¹⁾

Quindi ha proseguito a dire che quando fu nominato Consultore di Stato non avrebbe mai potuto immaginare che si fosse potuta proporre la stampa degli atti nostri, essendo la Consulta un corpo meramente consultivo, e non un assemblea come negli Stati Costituzionali dove si fonda il principio della Legge. Non potere perciò nascondere la sua meraviglia considerando che per mezzo della proposta pubblicità si viene a violentare naturalmente la volontà del Sovrano, giacchè il pubblico fattosi padrone dell'opinione prevalente potrebbe resistere. Doversi riflettere che anche all'estero l'opinione del Papa ne potrebbe soffrire, non conoscersi quale vantaggio si spera dalla voluta pubblicità, e se si crede di trovare un appoggio nella opinione esservi piuttosto il pericolo di essere avvolti nei raggiri, e di perdere la indipendenza delle proprie opinioni.

¹⁾ L'opinione dei liberali più radicali ci dà G. GABUSSI, *op. cit.*, vol. I, pp. 110-111.

Il Sig. Lauri ha replicato di essere ben lontano dal paragonare la Consulta alle Camere costituzionali. Non poterla però nemmeno considerare come un semplice Consiglio di Stato per il modo col quale i Consultori sono stati eletti, e per la espressione dei voti delle provincie. Le terne escludono la qualità di Consiglio. Sono essi inamovibili, non possono essere impiegati dal Governo, ed a tenore del Moto-proprio gli affari più rilevanti dello Stato debbono essere sottoposti all'esame della Consulta, affinchè su di essi prenda le sue deliberazioni in via consultiva, e se non sono rappresentanti della nazione però ne partecipano. Anche le Camere non deliberano, ed avendo i Consultori il diritto di petizione e di rappresentanza si trovano carichi di responsabilità in faccia alle provincie, allo Stato, al Mondo tutto. Non potersene perciò scaricare tenendo il segreto ed essere necessaria la pubblicità. Essere anzi questa necessaria per lo stesso Governo, giacchè gli stati non possono mantenersi senza il soccorso della pubblica opinione, mancando la quale nemmeno la forza sarebbe durevole perchè esposta a commozioni. La opinione non potersi consigliare senza la pubblicità, potendosi prendere abbaglio sugli interessi senza interrogare gli interessati. Niun timore doversi avere che i fogli si manifestino, essendo animati da retti principj di bene pubblico. O si tratterà di cose chiare ed utili, e in tal caso saranno ben ricevute. O si tratterà di questioni difficili, e sarà sempre opportuno di conoscere la opinione pubblica per abbracciarla o ricusarla. La volontà sovrana non poter essere violentata proponendosi ciò che sia giusto, e se per ragioni di Stato vi siano cose che non possano secondarsi non ne sorgerà un ostacolo per la pubblica opinione. La pubblicità portare la diffusione di lumi governativi, e tendere ad incamminare la maggior parte de' sudditi ad una nuova vita politica. Avere il Sovrano inteso di formare nella Consulta di Stato un corpo conservatore. Ogni cambiamento di Pontificato essere costato una rivoluzione, e non potersi conseguire lo scopo senza la pubblicità pei cambiamenti a cui la Consulta andrebbe soggetta.

Il Sig.re Conte Mastai non ammette che la Consulta sia più di un Consiglio di Stato. Il metodo delle terne è antichissimo ed adoperato per tutti i corpi consiliarj, prelature, vescovati, ed altre molte istituzioni ecclesiastiche, talchè il Papa ha seguito anche in questo l'antico metodo della Chiesa. Manca la Consulta del contenzioso amministrativo ed è inferiore nelle attribuzioni ai Consigli di Francia e di Napoli. La pubblicità sempre buona in altri tempi ed in altre cose, nuoce in oggi per le agitazioni e per le idee che si attingono altrove.

Al Sig.re Conte Mastai ha risposto il Sig. Minghetti combattendo in prima il concetto che la Consulta fosse da compararsi ad un Consiglio di Stato con qualche prerogativa di meno. E lasciando le ragioni della forma di elezione, degli attributi, della inamovibilità discorse già dal Sig. Lauri ha ripetuto che gli ordinari Consiglieri di Stato hanno un impiego, ed i Consultori un Ufficio, tantochè se venissero impiegati dal Governo cesserebbero di far parte della Consulta. Ha paragonato invece la presente istituzione alla Dieta di Prussia e ne ha rilevato le analogie specialmente nel voto consultivo, e nell'essere al grado più alto nella scala delle rappresentanze municipali, e provinciali. Venendo alla questione della pubblicità ha rilevato essere questa ammessa per quanto si dice pei Consigli comunali, e provinciali di Piemonte, ed in quanto al dubbio che la pubblicità potesse essere un ostacolo alla indipendenza esterna ha mostrato non avere la Consulta alcuna ingerenza nella politica internazionale. E se anche l'avesse a mano a mano che il Governo entrasse in un sistema politico più liberale si esonerava maggiormente della sua responsabilità. Il Governo non potere nè dovere dare ragione che dei proprj atti ufficiali: quanto alle opinioni ed ai pareri professati

da suoi sudditi lasciar loro intera larghezza entro i termini prescritti dalle leggi. Dopo di che non volendo il Sig.re Minghetti ripetere le cose dianzi enunciate dal Sig. Lauri, e quelle che pronunciate in favore del voto scoperto trovavano qui ancora la loro applicazione, ha toccato soltanto della necessità che un Assemblea poco numerosa si valesse delle cognizioni e dei suggerimenti del pubblico, che fornisse alle provincie modo di conoscere coloro che dovranno eleggere in avvenire, che desse al paese esempio di una franca e calma discussione. Ha aggiunto ancora della fiducia che doveva regnare fra il Governo, la Consulta ed il paese elemento indispensabile di ordine e di progresso, che non si potrà ottenere senza la pubblicità, ed ha conchiuso in fine mostrando che il segreto era impossibile nelle attuali condizioni e che invece di una pubblicazione verace e regolare se ne avrebbero molte inesatte e false con pericolo di compromettere la Consulta ed il Governo medesimo.

Il Sig. Conte Mastai ha replicato che il Governo ha voluto impedire ai Consultori di occupare impieghi per non distoglierli dalle loro occupazioni. Non essergli noti gli affari di Prussia, conoscer bene però che il Regno di Piemonte è assai più limitato nelle sue concessioni, al tempo stesso che si trova di avere un'armata forte e numerosa. Potere a cose tranquille essere innocua la pubblicità, ma gli avvenimenti della notte passata somministrarne sufficiente prova contraria. Caduto l'Impero le potenze coalizzate non potevano avere interesse di rimettere il Papa in possesso dei suoi Stati, nondimeno riconobbero che non poteva egli rimanere suddito senza perdere la sua indipendenza assoluta per i rapporti di religione, ed il vollero libero. Per l'equilibrio stabilito dovere il Pontefice rimanere indipendente.

Il Sig. Avvocato Vannutelli ha osservato essere la questione divenuta politica, e che il Regolamento abbia deviato dal fine a cui doveva tendere giacchè l'articolo 63 porta di dover stabilire il modo col quale si abbiano a trattare, deliberare e sindacare gli affari, e che la pubblicità della stampa nulla ha a che fare con queste regole.

Il Sig. Lauri ha replicato che il regolamento doveva occuparsi del modo di trattare gli affari aventi relazioni col pubblico, coi Dicasteri, e col potere Sovrano, e che non ha punto ecceduto i limiti proponendo la pubblicità.

Conferma questa opinione anche il Sig. Avvocato Benedetti e fra le regole vi era compresa anche quella di deliberare o segretamente, o pubblicamente che è quanto dire pubblicare gli atti della Consulta.

L'E.mo Presidente ha rammentato ai Sig.ri Minghetti, Marchese Paolucci, e Principe Odescalchi la opinione contraria del S. Padre circa la pubblicità, manifestata in occasione dell'atto di ringraziamento. Ha di più fatto riflettere che il parere della Consulta non ha alcuna forza prima della Sanzione Sovrana, e che la legge sulla stampa sarebbe di ostacolo alla pubblicazione: 1)

A queste parole dell'E.mo Presidente il Sig. Minghetti ha preso la parola ed ha detto che non senza emozione veniva egli a discorrere di un punto così delicato, ma che il convincimento e la coscienza a ciò l'obbligavano. Vero che si trovò presente quando Sua Santità esternava opinioni non in tutto favorevoli alla pubblicità, ma oltrechè sembravangli espresse in forma dubitativa poteva Sua Santità da quel tempo avere ripigliato il soggetto in esame più maturo. Perciò avere egli come doveva serbato

1) Ved. la narrazione di questo episodio in M. MINGHETTI, *Miei Ricordi*, vol. I, pp. 299-300, in cui è riportato con qualche variante il riassunto della replica del Minghetti all'Antonelli. Anche vi accenna SAFFI, *op. cit.*, vol. II, p. 148.

sempre silenzio. Ma di questo incidente passando a considerazioni generali ha soggiunto che gli pareva di suprema importanza lo stabilire questo principio fondamentale che non dovesse mai la Consulta conoscere neppure indirettamente quale sia il parere o il desiderio del Principe sulle cose che le sono date a deliberare. Imperocchè avendo soltanto un voto consultivo che il Principe può non sanzionare, doveva tanto più esser vergine di ogni esterna influenza nelle sue deliberazioni; e la notizia di che si parla le toglierebbe al contrario ogni potere ed ogni dignità. Essere i Consultori responsabili verso il Sovrano, e verso il paese, e non potere rispondere alla fiducia dell'uno, e dell'altro se non serbando in ogni caso quella intiera libertà di voto che da entrambi è richiesta. ¹⁾

Il Sig. Conte Pasolini ha mosso dubbio che la stampa dei Processi verbali esprimenti i nomi, e le opinioni possano indurre a tacere non già i Consultori presenti verso i quali professa tutta la stima, ma forse i futuri per timore della pubblicità, che esso d'altronde vuole e considera come vitale, e come dovere e diritto della Consulta.

Sembra al Sig. Avvocato De Rossi che se non può dubitarsi dei Consultori presenti sarà molto meno a temersi per l'avvenire, senza far conto in ogni caso di un minimo numero.

Il Sig. Avvocato Benedetti ha opinato che in luogo di pubblicare i processi verbali potessero portarsi volta per volta le deliberazioni della Consulta.

Messa dopo ciò in deliberazione la mozione del Sig. Avvocato Vannutelli è stata esclusa con maggioranza di 22 voti contrarij, e due favorevoli.

Posta a partito la ammenda del Sig. Conte Mastai è stata parimenti esclusa con voti 17 contrarij e 7 favorevoli.

In fine è stata ammessa la ammenda dell'articolo 66 con voti favorevoli 16 ed otto contrarij ne' seguenti termini: « *Le deliberazioni motivate della Consulta saranno rese di pubblica ragione per le stampe* ». ²⁾

La sessione ha avuto termine a 4 ore pomeridiane con la prece di rendimento di grazie e verrà proseguita nel giorno di Lunedì prossimo all'ora solita.

¹⁾ Di tutta questa importante discussione dava ampia notizia il d'Azeglio al Rendu pochi giorni dopo (19 dicembre): « Depuis votre départ de Rome, la *Consulta* a eu plusieurs réunions; la plus importante a eu lieu samedi 11 courant; on a discuté la question de la publicité de ses actes; c'est la grosse affaire. Le comte Luigi Mastai, neveu du pape, a dit que, dans sa pensée, la *Consulta* était une institution analogue à votre conseil d'État, et que, livrer ses délibérations au public, c'était altérer son caractère. Lauri a répondu qu'une telle assimilation était inexacte: une représentation consultative du pays est fort au-dessus du conseil d'État, délégation pure et simple du pouvoir. Alors le comte Mastai s'est tourné vers le cardinal Antonelli, qui préside, comme vous savez, et lui a rappelé une conversation qu'il avait eue, disait-il, avec le pape, en présence de Minghetti et quelques autres. Minghetti a aussitôt fait observer qu'une conversation n'était pas un élément officiel de discussion, et a exprimé le regret qu'on eut prétendu peser sur les délibérations de la *Consulta* en y faisant intervenir, sans une volonté formelle de sa part, l'opinion présumée du Saint-Père. Le cardinal a approuvé les paroles de Minghetti, et la *Consulta*, à la majorité de 21 voix contre 4 (*sic*), a voté pour la publicité. Cela n'est pas sans importance. La *Consulta* est appelée à jouer un très grand rôle dans les affaires romaines.

²⁾ Si veda come il Pareto comunicava a Torino l'avvenuta votazione (A. S. T., *Lettere Ministri*: Roma, 13 dicembre 1847):

« ...La questione della pubblicità degli atti della Consulta di Stato, sebbene abbia incontrato nella seduta di sabato ultimo una forte opposizione da parte di

VI.

13 DECEMBRE 1847

La sessione ha avuto principio alle ore 10 ½ con la recita della preghiera fatta dall'E.mo Presidente per invocare il divino ajuto.

Sono intervenuti alla Sessione il Sig. Principe Barberini, Sig. Principe Odescalchi, Sig. Avv. Vannutelli, Sig. Avv. Lunati, Sig. Minghetti, Sig. Recchi, Sig. Conte Pasolini, Sig. Marchese Paolucci de Calboli, Sig. Conte Luigi Mastai, Sig. Principe Simonetti, Sig. Conte Donini, Sig. Conte di Campello, Sig. Avv. Ciofi, Sig. Michele Adriani, Sig. Avv. De Rossi, Sig. Avv. Piacentini, Sig. Conte Sgariglia, Sig. Avv. Benedetti, Sig. Peda, Mons. Pacca, Sig. Marchese Gualterio.

Mons. Amici Vice Presidente non è intervenuto presiedendo all'adunanza l'E.mo Sig. Card. Antonelli.

Si è letto rettificato ed approvato il processo verbale della precedente sessione.

Essendo sembrato che con l'ammenda all'art. 66 del regolamento non si fosse bastantemente provveduto alla pubblicità delle deliberazioni della Consulta, il Sig. Avv. Benedetti ha proposto, che quante volte non si fosse creduto di ritornare sull'Articolo con una nuova ammenda intendeva di proporre un articolo nuovo.

Lasciando alla Sezione Amministrativa di portare nel regolamento un articolo col quale si proponga di poter ritornare all'esame di una cosa decisa non ancora pubblicata, si è intanto creduto opportuno di tener ferma la votazione fattasi nella precedente sessione sulla ammenda dell'art. 66, e di passare alla proposta di un articolo addizionale sulla pubblicità degli atti.

È stato questo concepito dal pred. Sig. Avv. nei termini seguenti:

«Potranno anche pubblicarsi processi verbali compilati a norma dell'art. 35 quando la Consulta lo creda conveniente».

Fattasi la votazione è rimasto approvato con maggioranza di 18 voti e 6 contrarj.¹⁾

alcuni Consultori i quali secondarono in questa circostanza le intenzioni del Governo, ha ottenuto la maggioranza di 17 voti colla modificazione però che detta pubblicità debba aver luogo per le sole decisioni motivate.

È da presumersi che siffatta deliberazione otterrà la sovrana sanzione, e che quindi non tarderà ad essere approvato in tutto e per tutto il regolamento interno della Consulta di Stato».

¹⁾ Le deliberazioni prese dalla Consulta sulla questione del voto palese e su quella della pubblicità degli atti segnavano il trionfo della tendenza progressista, che mirava a trasformare quel consesso in una assemblea deliberativa. Scriveva, infatti, il d'Azeglio a suo fratello Roberto, il 14 dicembre: «Qui la Consulta prende una posizione, che credo si verrà mutando progressivamente sino a divenire vera rappresentazione. Un corpo giovane e pieno di vita è alle mani con un logoro e corrotto. L'esito non è dubbio. Ha votato il voto palese, la pubblicità dei suoi atti, dei quali s'è risoluto incontrare la responsabilità al tribunale dell'opinione. Avendo questa per lui, la condizione consultiva diverrà di fatto deliberativa. A misura che si snudano le ferite dello Stato, si trovano più gravi che non si pensava. Il deficit che ha fatto chiamare i deputati, trovato enorme, impedisce di congedarsi. Risognerà ricevere le loro condizioni», M. D'AZEGLIO, *Lettere al fratello Roberto*, p. 119.

Al mentovato articolo sarà dato il numero progressivo dalla Sezione Amministrativa, che avrà cura di presentare nuovamente alla Consulta il regolamento per tutto ciò che resta ad operarvisi dopo questo primo esame.

A migliore intelligenza del citato art. 66 e senza farne soggetto di spiegazione nel regolamento stesso, si è creduto doversi dichiarare nel presente processo verbale che nelle deliberazioni motivate da rendersi di pubblica ragione per le stampe, si comprenderanno le ragioni tutte che sono state esposte nella discussione a favore e contro la risoluzione quali risultano dal processo verbale. ¹⁾

Seguendo l'ordine delle materie si è passato a discutere l'altro art. 67 che tratta dei processi verbali delle Sezioni per occuparsi quindi dell'art. 65 che concerne i rapporti.

In quanto all'art. 67 il Sig. Conte Mastai ha dichiarato che sebbene non fosse stato contrario, come fu alla pubblicità nondimeno avrebbe sempre proposto un'ammenda all'articolo, limitando la stampa a quelle sole determinazioni motivate che le Sezioni giudicassero utili a conoscersi; e ciò per non moltiplicare stampe inutili di dispendio all'Erario e di solo lucro per l'appaltatore.

Il Sig. Minghetti ha osservato doversi negli affari di second'ordine seguire il metodo stesso di quelli di prim'ordine per essere coerenti. Ammessa la pubblicità degli atti per la Consulta dove il principio esser comune alle Sezioni, essendo di molto interesse che le provincie conoscano quale parte abbiano presa negli atti le stesse sezioni.

Quindi ha proposto la seguente ammenda: « Le Sezioni seguiranno le stesse regole nella pubblicazione de' loro atti ».

Messa però a partito è stata esclusa con maggioranza di quindici voti contrari sopra nove favorevoli.

In seguito di ciò si è posta in deliberazione l'altra ammenda del Sig. Lauri: « Saranno stampati ancora e resi pubblici quei processi verbali, e quelle deliberazioni motivate delle Sezioni che queste giudicassero utili a conoscersi ».

E fattasi la votazione ne sono risultati voti favorevoli diciannove contrari cinque.

La pubblicità dei rapporti delle sezioni di cui parla l'art. 65 è sembrato al Sig. Minghetti una necessità. Un'Assemblea che fosse composta di un maggior numero d'individui, potrebbe non averne bisogno desumendo dal suo seno i lumi occorrenti. Non così la Consulta composta di poche persone. Credendo poi non necessaria la 2^a parte dell'art. a cui di già ha provveduto l'11 dello stesso regolamento ha suggerito la seguente ammenda: « I rapporti delle Sezioni nell'atto che vengono trasmessi all'adunanza generale saranno stampati e pubblicati ».

Passatisi ai voti si sono avuti voti favorevoli 12 contrari 12, ed essendo il voto di preponderanza dell'E.mo Presidente dalla parte contraria, è stata esclusa l'ammenda.

¹⁾ Anche al Farini l'affermazione della pubblicità degli atti appariva grande conquista. « La Consulta lavora indefessamente — scriveva al Galeotti il 15 dicembre —. Ha una grande responsabilità, e pare la senta e voglia mostrarsi pari alla gravità della medesima. So che intorno agli impiegati ha manifestati voti e pensieri molto liberi. Ha votato il regolamento organico disciplinare per le sue operazioni e sedute. Si è dichiarata per la pubblicità delle sedute stesse, con venti voti favorevoli contro quattro contrarii, compreso il voto del Presidente. Mi dicono che il Papa non sia troppo disposto ad accordare simigliante pubblicità », L. C. FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 781.

Il Sig. Avv. Benedetti ha soggiunto che la pubblicazione dei processi verbali si era limitata per un riguardo di convenienza in render pubblici taluni affari. Sembrargli che una eguale ragione possa aver luogo per la stampa dei rapporti. La qual ragione è anzi apparsa più attendibile al Sig. Conte Mastai in quanto ai rapporti stessi, che influiscono sulla decisione degli affari presso la Consulta generale.

Il predetto Sig. Avv. ha pertanto progettato la seguente ammenda: « I rapporti delle Sezioni nell'atto che vengono trasmessi all'Adunanza generale saranno stampati e pubblicati meno il caso in cui le sezioni per gravi motivi non lo credessero conveniente ».

E messa a partito è stata ammessa con maggioranza di diciassette voti sopra sette contrarj.

Se vi è caso in cui la pubblicità sia necessaria è quello che riguarda gli atti della Commissione temporanea.

Pure al Sig. Principe Barberini è sembrato che la Commissione dovrebbe procedere con le stesse norme stabilite per la Consulta generale; ed il Sig. M.se Paulucci¹⁾ ha fatto osservare che l'Art. 64 del regolamento vi ha provveduto con avere ordinato alla Commissione di far rapporto nel 15 Novembre delle cose operate nel tempo delle vacanze.

Avendo il Sig. Minghetti osservato che la Consulta ha diritto di conoscere ciò che si fa da soli quattro individui, e che l'art. 64 non offre sufficiente garanzia si è posta in deliberazione la presente ammenda dell'art. 68: « Saranno sempre resi pubblici tutti gli atti della Commissione temporanea ».

Ed a maggioranza di sedici voti favorevoli sopra otto contrarj è stata ammessa.

Opportunissima si è riconosciuta l'altra ammenda all'art. 69 proposta dal Sig. Principe Simonetti in cui si dice: « Se una deliberazione si riferisca a trattati di commercio che si stanno concludendo, o ad altre relazioni con gli stranieri se ne potrà differire la pubblicazione ad un'epoca nella quale dalla stessa pubblicazione non possa derivare alcun inconveniente ».

Ammessa ad unanimità di voti.

Il Sig. Minghetti ha suggerito, ed il Consesso ha approvato che la Sezione incaricata del regolamento prenda nota di un articolo da inserirvisi, e col quale dica che quattro Consultori scelti dalle Sezioni sono incaricati della stampa dei processi, deliberazioni e tutt'altro.²⁾

¹⁾ « Signore noto per patria magistrature e per patria munificenza. Pratico degli onori e degl'impieghi, venerando per severi costumi. Se i tempi che corrono lo avranno pari ai tempi che furono egli disimpegnerà quest'ufficio colla consueta riputazione » (*Album cit.*).

²⁾ È interessante leggere l'interpretazione che della discussione sulla pubblicità degli atti dava l'ambasciatore austriaco Lützow al Metternich il 18 dicembre (Vienna, Haus-Hof-und-Staats-Archiv): « La question soulevée depuis ces derniers jours par les résultats de la délibération de la *Consulta di Stato* gagnent de jour en jour en gravité. Les journaux de Rome en parlent clairement sans réserve. Les consultants veulent être considérés et prennent leur attitude en députés prouvant à leurs commettans qu'ils sauront remplir leur mission. Ils exigent la publicité de leurs votes respectifs, la réclament pareillement pour les procès verbaux et les rapports de leurs séances, bien entendu avant que de soumettre les uns et les autres au Conseil des Ministres et au Souverain. Leur but est évidemment celui de rendre le Gouvernement coupable ».

Niuna osservazione si è fatta sull'art. 70.

Si è poi soppresso l'art. 71 non potendosi procedere alla elezione degli uditori di prima classe per mezzo delle terne; e la Sezione Amministrativa si occuperà della compilazione di un articolo sul passaggio degli Uditori. Si occuperà pure di un articolo sul metodo delle nomine per votazione segreta, e di un altro articolo sulla pubblicazione per elenco delle operazioni eseguite dalle singole Sezioni.

Si è intieramente approvato l'art. 72 sui lavori e particolari incombenze da distribuirsi agli Uditori.

La Sessione ha avuto termine alle ore due e mezza pomeridiane dopo la recita della prece di ringraziamento, e verrà proseguita nel giorno di domani alla consueta ora.

VII.

14 DECEMBRE 1847

L'E.mo Sig. Cardinal Antonelli Presidente ha aperto la Sessione alle ore 10 ½ con la recita della solita preghiera per implorare il divino ajuto.

Sono intervenuti all'Adunanza i Signori Consultori Principe Barberini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avvocato Vannutelli, Avvocato Lunati, Avvocato Santucci, Minghetti, Recchi, Conte Pasolini, Marchese Paolucci de' Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauri, Principe Simonetti, Conte Donini, Conte di Campello, Avvocato Ciofi, Michele Adriani, Avvocato De Rossi, Avvocato Piacentini, Conte Sgariglia, Avvocato Benedetti, Peda, Monsig. Pacca, Marchese Gualterio.

Monsig. Amici non è intervenuto presiedendo all'Adunanza l'E.mo Sig. Cardinal Antonelli.

Si è letto e rettificato il processo verbale della precedente Sessione.

Quindi si è prosieguito l'esame del regolamento riprendendolo dall'articolo 73 ove è disposto che ogni Dicastero è in dovere di somministrare alla Consulta ed alle Sezioni nelle quali è divisa tutte le notizie e schiarimenti delle quali fosse richiesto e che potessero istruirla di ciò che ha rapporto agli affari di sua attribuzione.

È sembrato al Sig. Avvocato Piacentini che con queste espressioni si vogliono obbligare i Ministri ad una dipendenza dalla Consulta di Stato, ed ha perciò progettato un'ammenda all'articolo che è stata concepita ne' termini seguenti: « Ogni dicastero

de ce que ses décisions renfermeraient de contrariaient pour les populations, de blâmer toujours d'avantage le règne de Grégoire XVI et de représenter le Gouvernement ecclésiastique de plus en plus comme odieux, incapable, impuissant. Des vingt-quatre Consultants il n'y a que quatre qui ne partagent pas les exigences de cette immense majorité, qui est décidée à se retirer sans délai, si le Pape n'adhère pas à ces propositions. Le Pape paraît considérer cette question comme une question de vie ou de mort pour l'Etat de l'Eglise, si les Consultants retournent en province, et il envisage le principe du gouvernement Pontifical bouleversé, détruit, s'il consent à ce que l'on exige de Lui.

Sa Sainteté parut hier encore très décidée à se fefuser à toute concession ultérieure, comme incompatible avec ses devoirs et avec ses sermens comme Souverain Pontife. Le Cardinal Secrétaire d'Etat m'en a parlé dans ce sens préoccupé et s'abandonnant aux prévisions les plus sinistres... Agrééz etc. R. Lützow ».

essendo in dovere di sottomettere alla Consulta di Stato gli affari contemplati dall'articolo 23 del Motu-proprio 15 ottobre 1847 dovrà pure somministrare tutte le notizie e schiarimenti delle quali fosse richiesto, e che potessero istruirla di ciò che ha rapporto agli affari di sua attribuzione». ¹⁾

Osserva il Sig. Avvocato Vannutelli non potersi dire che ogni Dicastero sia in dovere di sottomettere alla Consulta i proprj affari, enunciandosi all'articolo 23 del Motu-proprio che la Consulta medesima sarà intesa, negli affari ivi indicati.

L'E.mo Presidente ritiene invece che per l'effetto appunto dell'articolo 23 ogni Dicastero sia obbligato di sottomettere gli affari alla Consulta; su di che ha aggiunto il Sig. Conte di Campello di non potersi muovere dubbio rimanendo inutile in caso diverso la istituzione della Consulta.

Ha di più riflettuto il Sig. Avvocato De Rossi che dovendo il presente regolamento essere approvato da Sua Santità ²⁾ non possano formare difficoltà le espressioni dell'articolo circa il dovere ingiunto ai Ministeri di sottomettere i rispettivi affari, nè possa la stessa parola sottomettere considerarsi come eccessiva, poichè quando un Ministro comunica un affare perchè sia esaminato lo sottomette a quel Corpo che ne ha la potestà.

Messa dopo di ciò a partito la ammenda è rimasta approvata con maggioranza di quattordici voti sopra dieci contrarj.

L'articolo 74 non ha subito alcuna variazione.

All'articolo 75 il Sig. Conte Mastai ha suggerito di aggiungere la parola *Uditori* destinati dall'Adunanza o dalle sezioni a far ricerca presso i Dicasteri dei documenti e posizioni di cui non si potesse agevolmente far la trasmissione alla Consulta.

L'E.mo Presidente rammentando la pratica tenuta in passato ha osservato doversi avvertire i dicasteri delle persone che si mandano per eseguire le ispezioni occorrenti affinché non sia loro ricusata la esibità di ogni documento. Ha osservato essere la cosa molto delicata, richiedere persona di fiducia, ed accordandosi dalla legge privilegi maggiori agli Uditori di prima classe sembrargli necessaria una distinzione.

Il Sig. Avvocato Benedetti ha riflettuto in genere che con l'incarico che viene a darsi agli Uditori di osservare i documenti non si mettono perciò a parte dell'oggetto

¹⁾ L'art. 23 del *Motu proprio* stabiliva: « Quindi la Consulta di Stato sarà intesa: 1, negli affari governativi che tocchino l'interesse o generale dello Stato, o speciale di una o più provincie; 2, nel compilare, riformare e modificare leggi, come pure redigere ed esaminare regolamenti amministrativi; 3, nel creare ed ammortizzare debiti, imporre, togliere e diminuire dazj, alienare beni e diritti proprj dello Stato; 4, nel concedere nuovi appalti e confermare quelli esistenti; 5, nel determinare le tariffe doganali e stabilirle trattati di commercio; 6, nell'esaminare i preventivi e rivedere i consuntivi tanto generali quanto delle singole amministrazioni dello Stato, pronunciando su i medesimi le relative sentenze sindicatorie; 7, nel rivedere e riformare le attuali organizzazioni dei Consigli comunali e provinciali».

²⁾ E correva già voce « che il regolamento votato dalla Consulta non verrà approvato », L. C. FARINI, *Epistolario*, vol. I, p. 792 (Farini al card. Amat, 22 dicembre). Ma mons. GAZOLA assicurava pochi giorni dopo che la diceria, almeno per quello che riguardava il rifiuto del Papa alla pubblicità degli atti, si andava dileguando: lettera del 29 dicembre, ivi, vol. I, p. 814. Vedi anche per le preoccupazioni di P. Rossi, L. LEDERMANN, *op. cit.*, pp. 150-151. È noto che per lo statista carrarese la Consulta di Stato costituiva il *funerale* del potere temporale.

a cui può tendere la verificaione, mentre per altra parte possono secondo la legge essere incaricati dei rapporti e nominati segretarj presso le Sezioni.

Il Sig. Recchi riconosce la necessità di servirsi degli Uditori nelle ricerche degli schiarimenti dei quali si possa avere bisogno, e che in questo primo anno saranno tanto maggiori. Convien perciò nel sentimento del Sig. Conte Mastai di non potersi far distinzione tra gli Uditori di prima e seconda classe, e di doversi aggiungere all'articolo la parola *Uditori*, siccome anche ha opinato il Sig. Avvocato De Rossi ¹⁾ non facendosi menzione in esso articolo che dei soli Consultori.

In seguito di ciò ha avuto luogo la mentovata aggiunta ad unanimità di voti.

Il predetto Sig. Avvocato Piacentini ha fatto considerare la necessità di porre un articolo in cui fosse disposto che una Commissione di quattro Consultori invigili che gli affari siano trasmessi dai Ministeri alla Consulta di Stato, per farne in caso di inadempimento la dovuta rappresentanza al Governo.

È sembrato all'E.mo Presidente che resti a ciò provveduto dall'articolo 26 del Motu-proprio pel diritto che sempre compete alla Consulta di richiamare l'attenzione del Cardinale Presidente del Consiglio dei Ministri sopra abusi che si fossero introdotti nella pubblica azienda.

Lo stesso Sig. Avvocato ha fatto riflettere che attenendosi a questo metodo si ricorrerebbe in fondo al Consiglio de' Ministri contro il fatto degli stessi Ministri.

Ed il ricorrere a cose già fatte non è sembrato al Sig. Avvocato De Rossi provvedimento opportuno, ma doversi prevenire il disordine.

Il Sig. Principe Barberini ha osservato non poter aver luogo il ricorso se non dopo avvenuto il disordine.

Ma il Signor Avvocato De Rossi ha replicato che sarebbe ad ogni inconveniente riparato qualora si stabilisse che le deliberazioni de' Ministri si avessero come non avvenute mancando del parere della Consulta di Stato.

Il Signor Minghetti dichiarando di non avere cosa opporre direttamente contro l'articolo di cui si ora proposta l'aggiunta, ha soltanto osservato che potrebbe questo essere preso in senso di poca fiducia verso i Ministeri.

Riflette il Sig. Avvocato De Rossi che per mezzo della pubblicità si consegue lo scopo di conoscere ciò che sia stato sottratto dall'esame della Consulta, ma ad affari già terminati. Non doversi quindi permettere che il Motu-proprio sia accagionato di avere gittato i primi semi di questa disunione, ed essere necessario di provvedere. Quindi si è posto in deliberazione il seguente articolo: « Una Commissione formata di quattro Consultori scelti dalle rispettive Sezioni invigilerà perchè i Dicasteri osservino il disposto nell'articolo 23 del Motu-proprio 15 ottobre 1847 ».

E fattasi la votazione è stato approvato con maggioranza di quattordici voti favorevoli sopra dieci contrarj.

¹⁾ « Da un angolo dell'antica Campania, dall'umile Vallecorsa, veniva per i suoi studj nella Capitale il De Rossi. Compito il corso legale col massimo onore vi rimaneva a far saggio del pratico esercizio. Quindi era con ben degno esperimento innalzato ad una cattedra di dritto nella romana università. Ingegno svegliato e prontissimo, intelletto penetrante; cuore desideroso del meglio e d'ogni bene d'Italia. Nemico al rispetto umano, e di privilegi, libero banditore del vero forma l'amore de' giovani che si affollano intorno la sua cattedra. Oh! parli egli nel consesso de' Deputati-consultori le degne parole che la sua anima versa in quella degli allievi, e la patria lo benedirà » (*Album cit.*).

Sull'articolo 76, non si è fatta eccezione.

Non è però sembrato conveniente al Sig. Minghetti che sia determinato nel successivo articolo 77 il numero di tre impiegati almeno per ciascuna sezione, dovendosi per massima evitare anche la semplice enunciativa di una possibile eccedenza d'impieghi.

E perciò a maggioranza di diciannove voti contro cinque è stata approvata la seguente ammenda: « Medesimamente a disbrigare i relativi affari ogni Sezione avrà presso di se quel numero di impiegati che crederà necessarij ».

Sono infine rimasti approvati gli articoli 78, 79, 80, 81 ed 82 ultimo del regolamento.

Per ciò che riguarda l'impianto degli ufficj ed il numero degli impiegati occorrenti l'E.mo Sig. Cardinale Presidente, ed i quattro Presidenti delle Sezioni se ne occuperanno prendendo cognizione dell'attuale ruolo nominativo.

Il Sig. Avvocato Ciofi ha in seguito mosso discorso sulle varie petizioni che i Consultori ricevono dalle Provincie, e se le medesime siano da presentarsi alla Consulta generale.

Sembra al Sig. Lauri che non sia luogo a parlarne nel regolamento ritenendo che se le istanze si riferiscono ad affari di competenza possano a Signori Consultori trasmetterle o ai rispettivi Presidenti, o alla Consulta generale.

L'E.mo Presidente ha significato di essersi attenuto a questo metodo per vario dimande inoltrate a Lui riguardanti affari della Consulta, e per altre estranee di averne fatto l'invio ai Dicasteri a cui potevano appartenere. Potersi se i Signori Consultori di Stato lo avessero creduto opportuno continuare la osservanza del metodo rimettendo le une ai Presidenti delle Sezioni, trasmettendo le altre al Presidente della Consulta.

Piacerebbe però al Sig. Avvocato De Rossi che i Consultori fossero esonerati dal giudicare sul destino delle istanze, e che si avesse piuttosto a far conoscere alle provincie il sistema che si avesse a tenere.

Ha dubitato il Sig. Recchi che potesse con ciò aprirsi adito maggiore a petizioni di particolari interessi.

Ha opinato il Sig. Conte Mastai che le istanze particolari non si dovrebbero attendere, che quelle sole provenienti dai Consigli comunali e provinciali avessero corso.

Il Sig. Avv. Benedetti ha in conseguenza di ciò progettato l'articolo seguente: « Le petizioni riguardanti gli interessi individuali non potranno proporsi o alla Consulta generale, o alle Sezioni da alcuno dei Consultori ».

Essendosi posto in deliberazione se il presente articolo dovesse per l'osservanza della massima essere compreso nel regolamento, si è risoluto che non debba farne parte a maggioranza di diciannove voti contro cinque, bastando che ne sia fatta menzione nel processo verbale.

Dopo di ciò il Sig. Lauri Segretario della sezione che ha formato il regolamento ha tenuto proposito delle avvertenze occorse durante l'esame del medesimo, e di cui fu la sezione incaricata di prendere nota.

Quindi ha progettato l'aggiunta dei seguenti articoli: « La discussione di una proposta si divide in generale e particolare. La discussione generale riguarda l'insieme di una proposta, e si chiude col mandare a partito se la medesima sia a prendersi ad esame dei diversi articoli, ovvero sia da rigettarsi. La discussione particolare poi verte sopra i singoli articoli della proposta e s'introduce successivamente per ognuno di essi, o per quelle aggiunte o riforme che possono essere progettate ».

Ammesso l'articolo ad unanimità di voti.

« Quando più di una riforma viene progettata per modificare o cangiare comunque il senso di un articolo, deve essere ciascuna discussa e successivamente mandata a partito incominciando da quella che più si allontana dal concetto dell'articolo primitivo, avvertendo che l'adozione dell'una esclude la votazione delle altre ».

Essendo nato disparere se quante sono le riforme di un articolo si dovessero tutte mandare a partito, se si dovesse incominciare da quella che più si avvicina, o invece da quella che più si allontana dall'articolo per maggiore brevità, il Sig. Avvocato Vannutelli ritenendo non a bastanza chiarita la questione ha opinato che fosse da differirsi.

Per altro il Consesso ha deciso che fosse da risolversi, con maggioranza di quattordici voti sopra nove contrarj, essendosi astenuto dal votare il predetto Sig. Avvocato. Quindi il Sig. Adriani rammentando la pratica osservata in tutti i Consigli, di mettere a partito quante sono le ammende progettate, ha suggerito di togliere dall'articolo l'ultima parte in cui si dice, che l'adozione dell'una riforma esclude la votazione delle altre.

Fattasi di nuovo la votazione il Consesso non ha creduto di convenirvi, e perciò è rimasto approvato l'articolo nella sua integrità con maggioranza di diciannove voti, quattro contrarj.

Il Sig. Lauri ha proseguito a dire: « Nel caso che le aggiunte o riforme siano approvate la Consulta può rimettere la intera proposta con le stabilite aggiunte o riforme alla Commissione o Sezione che le presentò perchè ne coordini le parti ».

Ammesso l'articolo a pieni voti.

« Terminata la discussione particolare viene messa a partito la proposta complessiva con le aggiunte e riforme che vi sono state apportate ».

Ammesso a pluralità con un sol voto contrario.

« Quelli che propongono ammende devono dettarle al Segretario, e quando sono state dettate tutte le ammende prima di mandarle a partito devono essere lette e ciascuno dei proponenti è in facoltà di correggerle o ritirarle ».

Ammesso ad unanimità.

« Una legge speciale verrà proposta per la quale sarà determinato il modo e le forme da tenersi nel pronunciare le sentenze sindacatorie ».

Ammesso l'articolo ad unanimità di voti. Le due Sezioni Legislativa e di Finanza sono state incaricate di presentare il progetto di legge, e di questo incarico si vuole fatta soltanto menzione in questo processo verbale.

Il Sig. Lauri ha continuato: « Le sezioni pubblicheranno l'elenco trimestrale degli affari portati alla loro decisione ».

È sembrato al Sig. Minghetti che l'articolo potesse essere concepito ne seguenti termini: « Le sezioni pubblicheranno l'elenco bimestrale degli affari portati al loro esame ».

E vi si è convenuto pienamente.

Parlando della pubblicità degli atti il medesimo Sig. Lauri ha soggiunto: « La esecuzione delle disposizioni contenute nel presente capitolo è curata da una Commissione speciale composta di quattro Consultori scelti da ciascuna delle rispettive Sezioni ».

Ammesso l'articolo a pluralità di voti essendo stati due soli contrarj.

Quindi ha proseguito a dire: « Quando nelle Sezioni prendendo una deliberazione si verifichi il caso della parità di voti di un primo e di un secondo scrutinio la Sezione interpellierà il voto della Consulta ».

Approvato a pieni voti.

« Nel caso che il Presidente di una Sezione sia impedito d'intervenire alle Adunanze, farà le sue veci il più anziano di età; così in mancanza del Segretario ne farà le veci il più giovane ».

Ammesso ad unanimità.

Si è parimenti approvato ad unanimità il seguente concetto da ridursi in forma di articoli: « Le nomine si fanno per schede chiuse ed a maggioranza assoluta, dopo il terzo scrutinio la maggioranza relativa basterà. Le schede portano tanti nomi quanti sono gl'individui da nominarsi, del di più de' nomi non si terrà conto. Prima della votazione per schede dovranno estrarsi a sorte due Consultori i quali unitamente al Presidente avranno l'incarico di verificarle ».

Finalmente il lodato Sig. Lauri ha tenuto proposito del ritorno sulle decisioni ed ha fatto sentire che la Consulta dovrebbe determinare se sia da ritornarsi su ciò che è risoluto o prima, o dopo chiuso il processo verbale, ovvero dopo qualche tempo per dare anche luogo a più tranquilla discussione.

Essendo sembrato al Sig. Avvocato De Rossi che non dovrebbe in genere rimanere impedito alla Consulta di poter correggere le sue stesse risoluzioni, ha egli opinato che spetti alla Sezione Amministrativa di proporre l'articolo.

Il Sig. Conte Pasolini ha però messo in vista che dopo gli atti diversi prescritti per il maturo esame e discussione degli affari non sembrava potesse dubitarsi della regolarità delle decisioni, e perciò si è creduto di non aggiungere altro.

Dopo di che la Sezione amministrativa ha ricevuto l'incarico di far ristampare il regolamento inserendovi tutte le aggiunte ed ammende che sono state ammesse dal principio della discussione fino al compimento, e con quell'ordine e miglior modo che crederà ferma la sua osservanza delle massime stabilite. In seguito di che se ne dovrà fare una nuova distribuzione ai Signori Consultori per un nuovo esame in Adunanza generale da destinarsi.

Approssimandosi il termine fissato per il concorso degli Uditori, il Signor Avvocato Vannutelli credeva necessaria una proroga. Perocchè mentre col primo avviso avrebbero potuto i concorrenti esibire i requisiti a tutto il giorno 22 del corrente si era poi ristretto il termine della esibizione a tutto il giorno 15 con un secondo avviso sotto la data dell'11 che non a tutti poteva essere arrivato a tempo opportuno.

Il Sig. M.se Gualterio¹⁾ ha invece opinato che una proroga si renderebbe gravosa per quei concorrenti che si sono trasferiti nella Capitale al premesso oggetto, ed è stato perciò di sentimento contrario.

Postosi in deliberazione se fosse da accordarsi la proroga a discrezione della Commissione, si è risoluto di non doversi concedere con maggioranza di quindici voti, e nove contrarj.

Si è però rimesso alla stessa Commissione a pieni voti il regolare gli atti del concorso medesimo.

Recitata quindi la prece di ringraziamento dall'E.mo Presidente si è posto fine alla sessione alle ore 3 $\frac{1}{4}$ pomeridiane.

¹⁾ « Nell'antica Orvieto il casato dei Gualterio spicca sopra tutti antico: ebbe sempre cariche ecclesiastiche e civili. Il marchese Ludovico è uomo intelligente, uomo di età che allo spirito fa accoppiare i vantaggi della esperienza, le ricchezze adopera disinteressatamente, al contrario di tanti che amano chiuderle negli scrigni » (*Album cit.*).

VIII.

29 DECEMBRE 1847

Apertasi la seduta alle ore 10 ½ antimeridiane, si sono trovati presenti, oltre l'E.mo Sig. Card. Antonelli Presidente, i Sigg. Consultori Principe Barberini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avv. Vannutelli, Avv. Lunati, Avv. Santucci, Minghetti, Recchi, Conte Pasolini, Marchese Paulucci De Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauri, Principe Simonetti, Conte di Campello, Avv. Ciofi, Michele Adriani, Avv. De Rossi, Avv. Piacentini, Conte Sgariglia, Avv. Benedetti, Peda, Mons. Pacca, Marchese Gualterio.

Non è intervenuto il Consultore Sig. Conte Donini impedito da malattia.¹⁾

Letto e rettificato il processo verbale della precedente Sessione l'E.mo Presidente ha comunicato la nomina Sovrana colla quale il Sig. Conte Giovanni Marchetti è stato prescelto all'incarico di Consultore di Stato per la Città di Bologna.²⁾

Compiuto dalla Sezione amministrativa il lavoro, di che era stata incaricata, d'inserire nel progetto di Regolamento interno tutte le ammende, ed aggiunte approvate nella discussione de' singoli articoli, e di coordinarne le parti si è creduto opportuno che se ne recitasse da capo tutto il tenore per vedere a luogo a luogo di quali modificazioni potesse essere ancor suscettivo.³⁾

E primieramente dopo quanto si dice all'art. 1 circa la continuazione delle sedute, si è riconosciuto superfluo il dichiarare all'art. 3 che *per la continuazione delle sedute non vi sarà bisogno d'invito*. Tali parole pertanto ne saranno eliminate.

Così pure all'art. 8 ove si legge che *quando un Ministro od altri che in sua vece abbia posto nel Consiglio de Ministri intervenga ad una seduta, esso siede al lato del Presidente*, una osservazione del Sig. Avv. Vannutelli ha richiamato l'attenzione del Consesso su ciò che in pratica potrebbero importare quelle parole od altri che in sua vece abbia posto nel Consiglio de' Ministri.

1) « Il coraggioso e il forte sentire distinguono questo egregio e lo rendono carissimo alla sua città. In lui il sapere non di quelle astrusità che rendono l'uomo più gonfio che nutrito, ma conoscenza di pubblica economia, degli uomini e delle cose; impavido animo soprattutto a difendere e a patire per la verità. Perugia rammenta il suo coraggio cittadino, le franche parole a chi pretendeva avvilito, i suoi intendimenti italiani. Uomo molto pratico; uomo di que' onde la patria abbisogna e cerca: spirito intellettuale ma suddito al cuore, carattere fatto vivo e splendente soprattutto dalla coscienza» (*Album cit.*).

2) La comunicazione della nomina del Marchetti a consultore fu data il 23 dicembre al Legato di Bologna, il quale rispose ringraziando per la notizia il 1° gennaio 1848 (documento in R. Archivio di stato di Roma, *Archivio costituzionale*, vol. II, busta 7).

3) « Siamo certi — scriveva *Il Contemporaneo* nel n. 52 del 24 dicembre — che il franco e leale spirito della Consulta tenendosi fermo nelle prese e fortunate massime del lodato regolamento sia per convenire concordemente sull'intera approvazione di esso, e specialmente nel fatto così rimmeritato di lodi del voto scoperto e della pubblicità».

In tal proposito l'E.mo Presidente ha parlato di ciò che compete al sostituto di Segretario di Stato, facendo vedere in quali casi propriamente rappresenti la persona del Segretario di Stato. In seguito di che vedutosi che quella espressione poteva recare qualche imbarazzo, si è deciso toglierla, riducendo l'art. a dire semplicemente così: *Quando un Ministro intervenga ad una seduta esso siede al lato del Presidente.*

Il Sig. Lauri ha mosso dubbio se essendosi già detto all'art. 28 *Terminata la discussione* convenga che nel seguente art. 29 ove si parla della questione da determinarsi dal Presidente s'incolchi che ciò ha luogo *quando la discussione è chiusa*. Il Sig. Minghetti ha appoggiato l'osservazione, e quindi per accostarsi ancor più alla forma di dire usata nel Moto proprio, ove si enuncia la prerogativa del Presidente di posare la questione da risolversi, ha proposto che sopprime le parole *Quando la discussione è chiusa* si legga semplicemente. *Il Presidente determina, e pone la questione da risolversi con quel che segue.* E tale correzione è stata adottata.

Il Sig. Lauri ha pur fatto considerare se convenisse di congiungere in uno gli articoli 33 e 34, nel primo de' quali si dice che *la votazione scoperta avrà sempre luogo in tutti i casi contemplati nell'articolo seguente* dubitando che tal modo di riportarsi ad un articolo che vien dopo per far conoscere in quali casi abbia luogo la votazione scoperta possa reputarsi una forma di dire non al tutto perfetta e regolare. Quindi inclinava a variar così l'espressione: *La votazione scoperta avrà sempre luogo tranne il caso ecc.*, trasformando nello stesso articolo 33 i casi della votazione segreta indicati nell'articolo seguente.

Il Sig. Recchi convenendo nell'opinione di formare un solo articolo proponeva soltanto distinguere l'espressione così: *La votazione sarà sempre scoperta. Nel caso poi che si tratti ecc.* con tutto il rimanente dell'art. 34.

Ma le osservazioni del Sig. Minghetti confermate pure dal Sig. Avv. Benedetti in difesa del modo, che si è tenuto nel formulare, e distinguere que' due articoli hanno determinato a non fare alcuna innovazione.

L'art. 39 recisione a proposta del Sig. Minghetti con leggero pleonasma e trasferitovi ciò che si legge all'art. 40 intorno al luogo delle sedute, e venuto a ridursi del seguente tenore: « *Le sedute delle Sezioni si aprono il Martedì di ogni settimana, e continuano nei giorni successivi, finchè il bisogno degli affari da trattarsi lo richiede, o finchè siano aggiornate. Saranno tenute nel luogo da destinarsi come all'art. 1* ».

A quest'articolo in grazia di un più lucido coordinamento suggerito dallo stesso Sig. Minghetti si è creduto che debba immediatamente seguire quello che nella serie è il 41 propostovi il 40.

Sonosi tolte all'art. 42 come si è fatto all'art. 3 le parole *Per la continuazione delle sedute non vi sarà bisogno d'invito*.

Negli art. 47 e 48 ove si tiene proposito del metodo di discussione e di votazione per le adunanze delle Sezioni si è stimato opportuno di compendiarne il contenuto in un solo articolo enunciandolo così « *Il metodo della discussione, e della votazione è quello prescritto per le adunanze generali* ».

All'art. 50 facendosi menzione di affari di prim'ordine senza spiegare cosa venga sotto questa denominazione è sembrato al Sig. Recchi che sarebbe da richiamarsi ciò che in proposito si dichiara nel Moto-proprio sull'istituzione della Consulta.

L'E.mo Presidente ed il Sig. Minghetti sono di avviso che tale aggiunta non sarebbe strettamente necessaria stante che il Regolamento approvato che sia da S. S. dovrà formar parte integrale dello stesso Moto-proprio.

Osservano tuttavia i Sigg. Avvocati Santucci, e Piacentini che da quella aggiunta si avrebbe una maggiore precisione e perciò si è deliberato che alle parole *affari di primo ordine si aggiunga contemplati negli articoli 23 e 30 del Moto-proprio 14 ottobre 1847.*¹⁾

Il Sig. Minghetti ha mosso questione se all'art. 58 debba conservarsi la prescrizione di tenere distinti i processi verbali che riguardano gli affari di second'ordine. Ricordava infatti che allorquando fu per la prima volta discusso tale articolo gli venne supposto che la ragione di quella prescrizione dipendeva dall'aver limitato la pubblicità ai soli processi verbali degli affari di second'ordine; limitazione che è stata poi tolta.

Prescindendo però da tale ragione si è avvertito dal Sig. Lauri che quella distinzione era principalmente appoggiata ad una ragione di comodo, e di ordine migliore e d'appresso analoghe riflessioni dell'E.mo Presidente, e dei Sig. Avv. Santucci, e M.se Gualterio si è deciso di ritenerla.

Suggeriva il Sig. Avv. Piacentini che all'art. 82, il quale dice « *Una legge speciale verrà proposta per la quale sarà determinato il modo e le forme da tenersi nel pronunciare le sentenze sindacatorie* » si aggiungesse « a termini del § 6 dell'art 23 del Moto-proprio 14 ottobre 1847 ».

Ma notatosi dall'E.mo Presid. che in quel § 6 non si fa menzione dei Rendiconti degli Appaltatori, su cui pure dee cadere la sindacazione, si è stabilito di non aggiungere altro.

Terminata con queste lievi modificazioni la discussione particolare del progetto di Regolamento l'E.mo Presidente ha messo a partito l'approvazione del progetto medesimo nel suo complesso, e questa ha avuto luogo con 15 voti favorevoli ed otto contrari.²⁾

Allorchè leggeasi quella parte del Regolamento che riguarda gli Uditori della Consulta il Sig. Avv. Benedetti ne avea preso occasione per esporre al consesso l'incertezza in cui si trovava la Commissione preposta al Concorso per l'ufficio di Uditore circa la valutazione delle Lauree conseguite nelle Università di altri Stati, ed invocava perciò una norma.

Da tale quesito ne sorse naturalmente anche l'altro motivato dal Sig. Principe Simonetti se per l'ammissione al detto ufficio sia necessaria la condizione di essere nativo dello Stato.

1) L'art. 30 affermava: « Sono affari di primo ordine tutti quelli indicati di sopra all'articolo 23, e più quell'affari che per la loro gravità, o per la importanza della materia vengano o dal Sovrano o dal Consiglio dei Ministri riputati di primo ordine, e come tali rimessi all'esame dalla Consulta di Stato. Tutti gli altri affari appartengono alla classe di quei di secondo ordine ».

2) Il Pasolini così rendeva conto al Farini, a discussione ultimata, di quanto si era discusso e dei risultati raggiunti: « Del resto, sembrami che l'andamento della Consulta sia finora stato buono. Il suo Regolamento interno mi par che abbia di buone massime: ora è presso il Consiglio dei Ministri per l'esame, e quindi si penserà alla sanzione sovrana. Vogliono che non la si otterrà, sia pel voto scoperto da noi stabilito, sia per la pubblicità degli atti nostri, quale da noi è stata proposta. Io credo che l'affare del voto sia di poco interesse; ed ognuno sa che di noi votanti si conosce per necessità il voto il più segreto. Importantissima credo la pubblicità; e precisamente prima che il Governo risolva sulla opinione della Consulta, non so se, quale noi l'abbiamo proposta, sia veramente tale da soddisfare i vicendevoli doveri e diritti della Consulta, del Governo, del pubblico; ad ogni modo, cred'io, non sarebbe male. In breve, io credo, la questione sarà decisa », FARINI, *Epistolario*, vol. II, p. 9 (2 gennaio 1848).

Ma intrapresa con varietà di opinioni la discussione di amendue i quesiti alla quale presero parte oltre l'E.mo Presidente i Sigg. Minghetti, Recchi, Conte Mastai, Principe Simonetti, si convenne che più opportunamente, e su dati meglio accertati si sarebbe riassunta allorchè si tratterà di formare le terne per la nomina al suindicato ufficio di Uditori.

L'E.mo Presidente ha poi narrato che la Sez. 4^a della Consulta incaricata di rivedere un capitolato per fornitura di tela in servizio della Truppa, non che di suggerire in proposito quelle modificazioni di sistema che avesse creduto opportune, era venuto a proporre un miglioramento di metodo portante l'abolizione del diritto di privativa, manifattura di cui gode attualmente l'Ospizio di S. Maria degli Angeli. Quindi ha avanzato il dubbio se la proposta della Sezione fosse di tal natura che dovesse rimettersi direttamente al Consiglio de' Ministri, ovvero dovesse prima discutersi in adunanza generale della Consulta.

Il Sig. Minghetti, Conte Mastai, e Conte di Campello sono di avviso che il soggetto di quella proposta abbia il carattere di un affare di prim'ordine, e che sia però da discutersi in Adunanza generale.

Il Sig. Avv. Lunati nella supposizione che il progetto di nuovo metodo di fornitura non facesse parte dell'esame rimesso alla Sezione, ma che questo unicamente avesse prestato l'occasione di fare quella proposta, osservava essere luogo alla applicazione degli articoli 26 e 27 del Moto-proprio sulla istituzione della Consulta, e doverai in conseguenza rimettere l'affare direttamente al Consiglio dei Ministri. ¹⁾

Ma chiaritosi dall'E.mo Presidente, e dal Sig. Principe Barberini che il progetto della Sezione entrava nella discussione stessa dell'affare rimessole è cessato il disporre restando risoluto che la cosa sia portata come affare di prim'ordine in adunanza generale. Dopo di che ha avuto termine la sessione ad un'ora ed un quarto pomeridiane. ²⁾

IX.

4 GENNAIO 1848

Presenti: L'E.mo Sig. Card. Antonelli Presidente, ed il sig. Principe D. Francesco Barberini, Sig. Principe D. Pietro Odescalchi, Sig. Avv. Giuseppe Vannutelli, Sig. Avv. Giuseppe Lunati, Sig. Avv. Luigi Santucci, Sig. Marco Minghetti, Sig. Conte Giovanni Marchetti, Sig. Gaetano Recchi, Sig. Conte Giuseppe Pasolini, Sig. M.se Paolucci de Calboli, Sig. Conte Luigi Mastai, Sig. Lauro Lauri, Sig. Principe D. Annibale Simonetti, Sig. Conte Luigi Donini, Sig. Avv. Luigi Ciofi, Sig. Michele Adriani, Sig. Avv. Prof. Pasquale De Rossi, Sig. Avv. Giuseppe Piacentini, Sig. Conte Ottavio Sgariglia, Sig. Avv. Francesco Benedetti, Sig. Giovanni Batta Peda, Mons. Bartolomeo Pacca, Sig. M.se Ludovico Gualterio.

Il Sig. Conte Pompeo di Campello ritornato in patria per pochi giorni si è trovato assente.

Recitata la consueta prece dall'E.mo Presidente la sessione ha avuto principio alle ore dieci e mezza antimeridiane.

¹⁾ Art. 27 del *Motu proprio* (l'art. 26 è stato già riportato): « Tali rappresentanze saranno inviate dal cardinale Presidente della Consulta di Stato, in di lui vece dal Prelato Vice-Presidente al cardinale Segretario di Stato Presidente del Consiglio dei Ministri ».

²⁾ Verbale dell'ottava seduta in *La Bilancia*, n. 69, del 31 dicembre.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente adunanza l'Eminenza Sua ha comunicato la nomina di Mons. Francesco Pentini a Vice-Presidente della Consulta di Stato in luogo di Mons. Amici, promosso alla carica di Ministro dell'interno istituita col Sovrano Moto-proprio 30 dicembre scorso. ¹⁾

Dopo il rapporto di Mons. Pro-Ministro delle Finanze sullo stato delle Finanze Pontificie, e dei modi di migliorarle, umiliato alla Santità di Nostro Signore nel dì 20 Novembre, e quindi comunicato alla Consulta di Stato furono trasmessi dallo stesso Mons. Pro-Ministro all'E.mo Presidente due progetti di prestito sotto il giorno 16 Dicembre successivo. ²⁾

Il primo di detti progetti della Casa Delahante e Compagni di Parigi porta la somma di 14 milioni di scudi al 95 % con interesse annuo del 5, e coll'ammortizzazione di un mezzo per cento. ³⁾ Dei 14 milioni due soli si emetterebbero attualmente, e pei residui 12 milioni resterebbe a negoziarsi in seguito riservata al Governo la facoltà di stabilirne il momento e le condizioni.

Il secondo progetto del Sig. Felice Bidault, asserto rappresentante in Italia dello stabilimento « La Previdenza » di Parigi, esibisce la somma di 10.120.000 scudi rappresentati da 550/m cartelle al portatore di 100 franchi ciascuna, con godimento dell'annuo interesse del 3 % sul valor nominale pagabile in diverse piazze. L'ammortizzazione dovrebbe aver luogo in 50 anni, e 49 rate di diversa entità, e con 30 premj in somme diverse a favore delle cartelle non ammortizzate per l'ammontare annuo di sc. 30/m assicurandosi che ogni cosa compresa l'annuo frutto a carico del Governo non sarebbe maggiore del 3,85 %.

Sopra ambedue i progetti essendosi portato dalla Sezione delle finanze un particolare ed accurato esame in seguito di remissione fattane dall'E.mo Sig. Card. Presidente, ne fu dalla medesima fatta relazione sotto il dì 30 Dicembre p. p. e che distribuita ai Sigg. Consultori insieme al citato rapporto di Mons. Pro-Tesoriere ha formato il soggetto della odierna discussione alla quale si è trovato presente lo stesso Mons. Pro-Ministro delle finanze intervenuto all'adunanza alle ore 10 3/4.

Sembrò alla predetta sezione che il progetto del Sig. Bidault non fosse ammissibile per mancanza di solida garanzia e per la qualità incerta e pericolosa delle condizioni enumerate nel rapporto tranne le quali incertezze non avrebbe esitato di raccomandarlo alla considerazione della Consulta come attissimo alla conversione delle rendite.

¹⁾ La lettera di nomina, firmata dal card. Ferretti, è in Museo Centrale del Risorgimento di Roma, Busta 19, fasc. 53 (30 dicembre 1847). L'ha riprodotta M. PETTINARO, *Francesco Pentini e la rivoluzione romana*, pp. 122-123. Diversi appunti del Pentini sulle deliberazioni della Consulta in Museo cit., Busta 20, fasc. 10; Busta 21, fasc. 43.

²⁾ Il rapporto del Morichini fu favorevolmente giudicato dal Cavour nel n. 23 del *Risorgimento* (25 gennaio 1848). Ved. D. ZANICHELLI, *Gli scritti del conte di Cavour*, Bologna, Zanichelli [1892], vol. II, pp. 75-81. Il testo del rapporto in L. C. FARINI, *Lo Stato romano dal 1815 al 1850*, vol. I, pp. 289-313.

³⁾ « Erano banchieri sedicenti religiosi, fra i quali primeggiava quel De La Hante che fe' poscia tanti e sì lucrosi e poco onesti contratti colle ferrovie romane, e che sarebbe stato così protestante o ebreo, come allora si affibbiava la nomea di cattolico », MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 314. Per la questione del prestito De La Hante ved. F. GENTILI, *L'opposizione ecc. cit.*, p. 9 dell'estr. Lo Spada non nasconde la sua avversione a questo prestito, ved. G. SPADA, *Storia della rivoluzione di Roma*, vol. II, pp. 34-35, al contrario del Farini, che lo approva: ved. *Stato romano*, vol. II, p. 347.

Trovò preferibile il progetto Delahante ma considerò che la somma offerta superando di molto i bisogni dell'Erario non si sarebbe potuto impiegare il di più che o in operazioni produttive di pubblica utilità o nella conversione del debito Rothscild. In quanto al primo modo non le sembrò il momento attuale propizio ad operazioni di simil genere. In quanto al secondo non lo riconobbe giovevole ne' suoi effetti non diminuendosi il saggio del debito, primo scopo della conversione, siccome si dimostra nel rapporto.

Rimettendo perciò a più favorevoli circostanze la conversione delle rendite opinò di rigettare per ora il progetto maggiore dei 14 milioni, e di accogliere soltanto quello minore di soli due milioni sotto determinate condizioni accennate nello stesso rapporto.

Ciò premesso il Sig. Minghetti ha accennato che dappresso nuove conferenze tenute da Mons. Pro-Ministro delle Finanze coi rappresentanti della Casa Delahante il contratto subirebbe delle variazioni. Prima però che il Consesso abbia a prendere cognizione delle modificazioni a cui andrebbe soggetto il rapporto della Sezione ha ravvisato opportuno che sia posta la questione in genere sulla convenienza di un prestito.

Il Sig. M.se Gualterio facendosi carico della responsabilità che ne potesse derivare alla Consulta ¹⁾ nella opinione del pubblico, troverebbe espediente che per mezzo della pubblicità da darsi al rapporto di Mons. Pro-Ministro delle Finanze, si rendessero palesi le cause che possano obbligare il Governo alla formazione del debito, il qual metodo sarebbe appunto conforme al principio della pubblicità inculcata per gli atti della Consulta. Crederebbe poi che la creazione del prestito, si dovesse mettere a pubblica concorrenza, e quand'anche un solo intraprendente si presentasse, sarebbe ciò sufficiente per esimersi da ogni censura.

Intorno alle cause che possono obbligare alla formazione di un prestito Mons. Pro-Ministro delle finanze ha rammentato essere abbastanza noto che l'Esercizio 1848 è percorso da deficit di circa un milione di scudi. Tre mezzi aveva egli indicati coi quali vi si sarebbe potuto accorrere: l'affrancazione dei Canonici Ecclesiastici; i conti correnti con gli stabilimenti di banca; una rata di prezzo dei beni dell'appannaggio della Casa di Leuchtenbergh che si trova però già diminuita per sc. 110/m anticipati nel 1847. Questi soccorsi potrebbero essere sufficienti all'andamento amministrativo nello stato delle cose ordinarie e tranquille, non così quando avvenisse diversamente. Perocchè si può esser certi che in questo disgraziato caso i canonici non sarebbero redenti, gli stabilimenti bancari non somministrerebbero danaro, e si rimarrebbe coi soli 190/m scudi dei beni dell'appannaggio. ²⁾ Mancandosi nei pagamenti il Ministro delle Finanze si farebbe autore dei più gravi disordini, su di che ha egli inteso di protestarsi a discarico della sua responsabilità, e brama che tutti siano testimoni di non aver mancato ai propri doveri. La questione di un prestito, è questione

¹⁾ « E col dare all'amministrazione della finanza dello Stato, mercè di questa accurata relazione — scriverà il Cavour nel *Risorgimento* del 25 gennaio —, una semi pubblicità, monsignor Morichini non solo fece atto d'ottimo cittadino, ma si mostrò accorto uomo di stato, giacchè la pubblicità è primo e indispensabile rimedio senza il quale non si può provvedere in modo efficace alla cura delle piaghe economiche di un paese ». Cfr. A. COPPI, *Discorso sulle finanze dello Stato Pontificio dal secolo XVI al principio del XIX*, Roma, Salviucci, 1855.

²⁾ Sui beni dell'appannaggio e sui rapporti con i Leuchtenbergh, vedi A. M. GHISALBERTI, *Un re d'Italia mancato?*, in *Cospirazioni* cit., pp. 163-181.

di prudenza nelle circostanze presenti, giacchè interessa troppo che il Governo non si trovi esposto al pericolo gravissimo di mancanza di mezzi, ed abbia una scorta nei possibili casi di bisogno. Ha di più rammentato l'esempio di altri governi e segnatamente di quello di Piemonte che nel 1839 e 1840 contrasse un debito di 39 milioni benchè si trovasse in avanzo di 20 milioni non credendoli sufficienti alla scorta di cui prevedeva potesse aver bisogno. Ha aggiunto non sembrargli prudente di pubblicare il divisamento di creare un nuovo debito; essere le condizioni offerte vantaggiosissime, migliori di tutti i prestiti precedenti e tali da non potersi superare nella crisi attuale di ottenerne più utili.

Il Sig. Avv. Piacentini ha motivato se possa farsi luogo a sospendere gli assegni di compenso ai luoghi pii o a formare un debito con le Corporazioni assegnatarie.

Non potendosi procedere ad una sospensione immediata degli assegni l'E.mo Presidente parlando di una riduzione de' compensi ha annunziato che una speciale congregazione ha incominciato ad occuparsene, ma che secondo uno stato di liquidazione definitiva presentato dal debito pubblico, non si avrebbe che una diminuzione di circa sc. 24/m.

Riguardo poi alla formazione di un debito con le Corporazioni assegnatarie Mons. Pro-Ministro delle finanze ha fatto riflettere che si trattasse di cessione di consolidati, non sarebbe questo affatto esitabile, avendo dovuto servirsi di quello che possedeva in estinzione dei conti correnti per mancanza dei compratori.

Il Sig. Minghetti ha soggiunto che le misure di economia suggerite nel rapporto della Sezione delle finanze debbano ricevere la loro applicazione. Non potersi però sospendere i pagamenti che siano dovuti senza ingerire idea di mancanza di mezzi nel Governo a poterli soddisfare. Non potere nè dovere il Governo sussistere alla giornata a fronte dei gravissimi impegni a cui si trova esposto per il pagamento della truppa, degl'impiegati e spese dello stato. Restringendosi perciò il debito alla quantità minore ha opinato che vi si possa convenire.

È sembrato egualmente al Sig. Principe Barberini che il prestito in genere sia da approvarsi. Dovrebbe però essere accompagnato dall'amortizzazione quale si è proposta da Mons. Pro-Ministro delle Finanze, vale a dire dalla cessione alla Cassa di due milioni provenienti dalla vendita dei beni dell'appannaggio. Esegendosi la quale operazione la opinione pubblica rimarrebbe tranquillizzata circa la creazione del nuovo debito.

A questo sentimento si è unito ancor quello del Sig. Recchi, il quale ha di più espresso che si debba fissare per legge di non potersi mai più distrarre quel fondo che venga assegnato alla Cassa di amortizzazione.

Il Sig. Conte Mastai ha in tale proposito accennato quanto improvvidamente si siano ritolti alla Cassa di Amortizzazione i beni costituite in dotazione col Moto-proprio del 1831 e che converrebbe le fossero restituiti insieme ai crediti che si trova con la Basilica di S. Paolo. E benchè Mons. Pro-Ministro delle finanze abbia osservato che cedendosi alla Cassa i due milioni dell'appannaggio le si darebbe il doppio di crediti, tuttavia il lodato Sig. Conte ha opinato che i fondi distratti, con poco profitto del Governo, dovrebbero essere rivendicati, citando a modo d'esempio le Pinete di Ravenna date in enfiteusi ai Canonici lateranensi, ed il Tenimento della Mesola venduto alla Casa di S. Spirito.

Il Sig. Prof. De Rossi ha dopo ciò enunciato che in punto di fatti potrebbero i Sigg. Colleghi giudicare in modo diverso da quello che egli possa vedere. Dover credere che la Sezione da cui è stata proposta la creazione del debito sia rimasta

persuasa della necessità di contrarlo. Ma perchè egli potesse dare il suo voto avrebbe bisogno di avere quella intima persuasione di cui manca, e che solo può nascere dalla forza delle ragioni, e dalla cognizione di esse. Ha osservato che l'urgenza della somministrazione si riduce nel momento alla somma di sc. 100/m dovendosi sborsare il resto dopo altro tempo. Prima di determinarsi ad un debito si sarebbero dovuti tentare i possibili risparmi, ed intanto l'affrancazione de' canoni ecclesiastici può essere di un sensibile aiuto. E potendosi pure dare il caso che i fondi dell'appannaggio venissero poi altrimenti impiegati, ha dichiarato di essere nella impossibilità di poter votare in massima la creazione di un debito.

Il Sig. Minghetti ha replicato. Nel dubbio in cui possa ritrovarsi un Governo di avere mezzi sufficienti a sostenere le spese dello stato, egli è certo che se li debba procurare. Non si può dubitare della esistenza del deficit, e fuori dei tre mezzi proposti e che potrebbero anche mancare, domanda se si crede ve ne possano essere degli altri. Se il contratto con la casa Delahante fosse ruinoso converrebbe continuare il sistema di vivere alla giornata, ma non essendo tale esige la prudenza che si voti una scorta. Non tace che la creazione di un debito avrebbe formato nel pubblico una sinistra impressione, ma avendo la sezione proposto contemporanee ed opportune economie verrà essa certamente a dileguarsi. ¹⁾

Il Sig. Peda ha opinato che l'ultimo rimedio debba essere quello del prestito; ed ha progettato invece una sopratassa prediale a carico delle classi più agiate, e delle corporazioni religiose per una cifra d'estimo da determinarsi. Non nega che questa misura soggiacerebbe a contrarietà, ma quella di un prestito sarebbe anche maggiore.

Ha però fatto osservare il Sig. Avv. Benedetti che i bisogni essendo generali, una sopratassa a carico dei soli ricchi si renderebbe ingiusta. E mentre nei soli momenti di necessità estrema tali misure sono tollerabili, prescindendo anche da ciò la cosa esigerebbe tempo perchè potesse essere eseguita col fissare i limiti e le tariffe dei rispettivi contributi. D'altronde le tasse non colpiscono i sopravvanzi, ma percuotono i fondi, ed essendovi dei patrimoni oberati, sarebbe per questi insopportabile l'aggravio.

Chiusa la discussione l'E.mo Sig. Cardinale Presidente ha posto la questione seguente: « Se si debba prendere in considerazione il progetto come è stato presentato dalla Sezione delle finanze ».

Fattasi la votazione dalla quale si è astenuto il Sig. Prof. De Rossi, si è risoluto per l'affermativa con venti voti favorevoli e tre contrarij.

Quindi il lodato E.mo ha posto l'altra questione se si crede di prendere in considerazione il progetto Bidault.

E ripetuta la votazione è stato escluso ad unanimità.

Ritornando al progetto Delahante si è messa in deliberazione la speciale proposta della sezione in cui si dice « Da ultimo pare che riguardandosi (questi due milioni) solo come una scorta in caso di bisogno, la Consulta debba essere intesa prima che Mons. Pro-Ministro delle Finanze possa venirne alla erogazione ».

¹⁾ Il Cavour non trovava « spaventevoli » le cifre del *deficit*. « Un paese, che conta 3.000.000 d'abitanti, un territorio vasto e dei più fertili d'Italia, fra cui la parte delle Marche e delle Legazioni in istato di buona coltivazione, un paese che novera molte grandi e cospicue città, spingie immense e due porti a cavaliere dei due mari, non è sul punto di fallire, perciò ch'ei deve sopperire ad una spesa annua di 600.000 lire e perchè trovasi gravato d'un debito minore di 200 milioni » (*art. cit.*).

Tale proposta è stata ammessa con 22 voti favorevoli, uno contrario, oltre essersi astenuto il Sig. Prof. De Rossi contrario in massima.

Si è inoltre richiamata ad esame la conclusione del rapporto della stessa sezione ove si dice: « Quindi valendosi delle facoltà accordate dall'art. 26 del Moto-proprio giudica che la Consulta nel votare questo prestito debba esprimere l'assoluta necessità che il Governo contemporaneamente stabilisca qualche grande economia. E discendendo alla pratica la sezione crede di determinare questa economia con la proposta seguente.

Che tutte le rendite ed assegnamenti che dal 1814 in poi sono stati accordati a Corporazioni religiose, e a luoghi pii senza vero titolo oneroso corrispettivo debbano essere prese in esame onde cessino.

Che similmente siano esaminate e liquidate tutte le pensioni che furono accordate nello stesso tempo, restringendole a quanto è rigorosamente prescritto dalle leggi vigenti.

Che sia fatta abilità alla Sezione di Finanze di applicare queste due massime ai preventivi dell'anno 1848 ».

L'E.mo Presidente ha fatto riflettere che trovandosi istituito presso il Dicastero del Debito pubblico il Consiglio di liquidazione dovrebbe questo intraprendere l'esame delle diverse partite per portarvi giudizio con le norme fissate dalla legge, tanto più che la materia non si potrebbe esaurire nella revisione dei preventivi dell'anno corrente.

Crede il Sig. Conte Mastai che la relazione sul preventivo 1848 del deb^o pubblico non debba essere lontana dal presentarsi alla Consulta per un esame di dettaglio e ad ogni modo siccome ha osservato il Sig. Recchi la sezione deve essere abilitata ad esaminare la natura degli assegni.

Piacerebbe al Sig. M.se Gualterio che si proponessero anche altre economie, tra le quali ha indicato quelle riferibili ad una più spedita procedura nei giudizi criminali, e più breve prigionia degli accusati.

Ed avendo il Sig. Conte Mastai fatto osservare che la sezione delle Finanze non poteva entrare nelle incombenze della Sezione Legale, il pred. Sig. M.se ha opinato essere opportuno di accennare altre economie per non mostrare che siansi prese di mira le Corporazioni religiose solamente.

Il Sig. Minghetti ha soggiunto che la Consulta ha tutto il diritto di fare quelle economie che essa crede opportune, ad esserne il pubblico bastantemente informato. Essersi indicate soltanto le principali come meritevoli di speciale menzione, appellando a pretesi diritti di percezioni di assegni che non fossero dovuti.

Fatta la votazione, ed astenutosi il Sig. Prof. De Rossi, si è approvato il parere della Sezione ad unanimità, togliendo però dall'ultimo paragrafo le parole anno 1848 e lasciando che l'applicazione delle massime suggerite sia fatta nell'esame dei preventivi in genere.

Riassumendo le idee esternate sulla Cassa di Ammortizzazione, il Sig. Principe Barberini ha proposto l'articolo seguente: « Che il credito dei due milioni da riscuotersi dagli acquirenti dei beni dell'appannaggio sia applicato fin da ora alla cassa di Ammortizzazione, dalla quale per una legge da promulgarsi nessun fondo possa esser distratto ».

Il Sig. Conte Mastai ha opinato in senso diverso fatto riflesso che una rata del credito è destinata a supplire ai bisogni dell'anno corrente, e che è purtroppo invalsa la idea di far fronte al deficit dell'amministrazione col mezzo soprindicato. Ha ripetuto la esistenza dei capitali dovuti dalla Basilica di S. Paolo, ed essendo stati alienati i fondi in modo improvido o non giusto, doversi la Cassa di Ammortizzazione ristabilire sul piede del 1831.

Su di che il sud. Sig. Principe ha osservato che potendosi in seguito procedere alla rettificazione dei contratti ed alla rivendicazione de' beni ha intanto suggerito

di dotare la Cassa nel modo proposto da Mons. Ministro delle Finanze nel suo rapporto. Doversi intendere che l'amministrazione si regoli da se medesima senza veruna dipendenza; ed a tale proposito scorgendosi nell'ultimo Moto-proprio sul Consiglio dei Ministri attribuita a Mons. Ministro delle Finanze anche la soprintendenza della Cassa di Ammortizzazione ha soggiunto il Sig. M. se Gualterio essere opportuna la legge da promulgarsi per correggere o spingere quella disposizione.

Messa pertanto a partito la proposta del citato articolo, ed astenutosi dal votare il Sig. Prof. De Rossi è stato ammesso con maggioranza di diciannove voti favorevoli sopra quattro contrarj. ¹⁾

Dopo di ciò il Sig. Avv. Piacentini ha progettato l'aggiunta della seguente condizione: « Il prestito sia soltanto una anticipazione sul prezzo di affrancazione de' canoni, e che perciò altrettanta somma da incassarsi per detta affrancazione sia erogata nell'amortizzazione di altrettanto debito; qualora circostanze particolari da considerarsi dalla Consulta non consigliassero diversamente ».

Dopo le cose esposte non sembra prudente al Sig. Minghetti che il Governo s'imponga dei vincoli, potendo sorgere bisogni o circostanze tali che esigessero di dover impiegare diversamente il denaro anche in opera di pubblica utilità.

Mons. Pro-Ministro delle finanze ha di più fatto riflettere che il prestito si abbia a ritenere come una scorta pei bisogni futuri, qualora i mezzi proposti nel suo rapporto non riuscissero sufficienti a sostenere le spese dell'anno. Le somme da ricavarsi dalle affrancazioni de' canoni non potersi erogare in altro uso diverso da quello a cui sarebbero destinate vale a dire a sostenere una parte del *deficit* del 1848.

Messa ai voti la proposizione, ed astenutosi il Sig. Prof. De Rossi, è stata esclusa ad unanimità.

Aveva il Sig. Recchi motivato se si fosse creduto opportuno di deliberare che gli atti relativi alla concessione del prestito dovessero essere pubblicati, ma avendo il Sig. Minghetti osservato che si potrebbe con ciò mostrare dubbio che la pubblicità degli atti venga accordata si è tralasciato di farne proposta.

Quindi lo stesso Sig. Minghetti ha comunicato al Consesso la modificazione al progetto Delahante di cui aveva fatto cenno in principio, e concepita nei seguenti termini ratificati da Mons. Pro Ministro delle Finanze.

La Casa Delahante dà anche un milione solo invece di due milioni, vuole però che la Casa sia intitolata negoziatrice del prestito fino alla concorrenza di quattordici milioni di scudi senza che il Governo assuma perciò verun obbligo verso di essa.

Intorno a ciò non ha ommesso di dire che varie erano state le opinioni della Sezione.

Due Membri opinavano che quante volte il Ministero delle Finanze conoscesse la Casa Delahante come solida ed onorevole da non abusare del credito che il Governo mostrava di collocare in essa, coll'affidarle la negoziazione del prestito apparente di 14 milioni, la condizione proposta potesse ammettersi, mentre essa non imponeva alcuna obbligazione al Governo Pontificio, e la favoriva per lo contrario, mostrando la facilità per esso di trovare grandi prestiti a patti modicissimi. Pareva al contrario ad altri due membri che non convenisse al Governo di concorrere con una finzione all'interesse di una casa bancaria, e si davano gran carico della impressione che produrrebbe all'interno ed all'estero anche la semplice enunciazione di

¹⁾ Il *Contemporaneo*, nel n. 4 dell' 11 gennaio, lodava l'istituzione della cassa di ammortizzazione e si augurava che il credito pubblico potesse risollevarsi.

un prestito di 14 milioni. Uno poi si opponeva senz'altro al nuovo progetto ed un altro rimase dubbio nei suoi giudizi per cui fu deciso di non fare rapporto in appendice a quello stampato, ma di farne esposizione verbale alla Consulta.

Dappresso ciò l'E.mo Presidente ha posto la questione semplice: « Se si crede di autorizzare Mons. Pro-Ministro delle finanze alla creazione del prestito di un milione con la Casa Delahante ». ¹⁾

Fatta la votazione, ed astenutosi il Sig. Professor De Rossi si è convenuto con maggioranza di diciannove voti sopra quattro contrarj.

Indi si è passato a discutere la condizione che la Casa debba essere intitolata negoziatrice del prestito fino a 14 milioni.

E benchè si dice che il Governo non assume perciò verun obbligo verso di essa, nondimeno il Sig. Avv. Benedetti ha mosso dubbio che alla circostanza si potesse mettere in campo un diritto di preferenza.

Al Sig. Principe Barberini è sembrato che il Governo non si debba mai per qualunque modo impegnare pei casi futuri.

Ed il Sig. Conte Pasolini ha fatto riflettere che se da una parte si ha un vantaggio nel contrattare il prestito di un milione al 95 % non si guadagna dall'altro facendo vedere che si negozia alla condizione come sopra voluta.

L'E.mo Presid. ha conchiuso che la Consulta debba avere riguardo alle espressioni usate altre volte in simili contrattazioni, in cui si disse che il Governo vendeva una rendita per un dato ammontare senza intromettervi idea e patti di negoziazione.

Per la qual cosa posta da ultimo la questione: « Se si consente che nominalmente si faccia menzione nel contratto di quattordici milioni ».

Il Consesso ha escluso che se ne faccia menzione a maggioranza di diciannove voti sopra quattro contrarj non avendo preso parte nella votazione il Sig. Professor De Rossi per essere come si disse contrario alla massima di formare il prestito. ²⁾

Dopo di che essendo le ore tre pomeridiane fatta la preghiera di ringraziamento si è dato termine alla sessione.

X.

15 GENNAIO 1848

La Sessione ha avuto principio alle ore 10½ antimeridiane con la lettura, modificazione, ed approvazione dell'ultimo processo verbale 4 Gennaro corrente. Si son trovati presenti l'E.mo Sig. Cardinale Antonelli Presidente, il Sig. Pr.pe D. Francesco Barberini, il Sig. Pr.pe D. Pietro Odescalchi, Sig. Marco Minghetti, Sig. Conte Giovanni Marchetti, Sig. Gaetano Recchi, Sig. C.te Giuseppe Pasolini, Sig. M.se Paulucci de Calboli, Sig. C.te Luigi Mastai, Sig. Lauro Lauri, Sig. Principe D. Annibale Simonetti, Sig. Conte Luigi Donini, Sig. Avv.to Luigi Ciofi, Sig. Michele Adriani, Sig. Avv.to Professor De Rossi, Sig. Avv.to Giuseppe Piacentini, Sig. Avvocato

¹⁾ Il prestito fu annunciato nella *Gazzetta di Roma* del 31 gennaio 1848 con parole assai favorevoli. Ma finì male, ved. SPADA, *Storia ecc.*, vol. II, p. 34.

²⁾ « Martedì avemmo Consulta con la presenza del Ministro delle Finanze per un prestito che vuol farsi dal Governo. In genere — scriveva il principe Pietro Odescalchi al conte Pompeo di Campello il 6 gennaio — fu approvata la domanda ad una grande maggioranza di voti, ma con tali condizioni da garantire innanzi al pubblico l'assenso della Consulta », P. CAMPELLO DELLA SPINA, *Storia documentata aneddotica di una famiglia umbra*, p. II, vol. II, p. 94.

Francesco Benedetti, Sig. Gio Batta Peda, Monsig.re Bartolomeo Pacca, Sig. M.se Ludovico Gualterio.

Anche Monsig.re Francesco Pentini è intervenuto alla Sessione prendendo il posto assegnato alla sua qualifica di Vice Presidente della Consulta, ed astenendosi dal dare il voto, per la presenza dell' E.mo Sig. Cardinale Antonelli Presidente.

Il Sig. Avv.to Vannutelli, Sig. Avv.to Santucci,¹⁾ e Sig. C.te Sgariglia,²⁾ non sono intervenuti, trovandosi quest'ultimo impedito da motivi di salute.

Due posizioni erano state rimesse dal Sig. Cardinal Presidente alla Sezione Amministrativa, concernenti ambedue la premiazione ai fabbricatori di lana. In una si conteneva un rapporto di Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze sui provvedimenti da prendersi, e da esso proposti col ridurre fin dal corrente anno il premio di quantità alla metà dell'attuale, e con stabilire per un dato luogo e tempo una esposizione generale di tutte le industrie dello Stato da rinnovarsi ad ogni dato periodo accordando premi d'incoraggiamento sia pecuniari, sia in medaglie, ed altre onorificenze. Nell'altra trasmessa da Monsig.re Segretario del Consiglio de' Ministri si aveva ragione della vertenza relativa al premio di quantità e qualità de' drappi di lana, e dei ricorsi dei lavoratori del Rione Trastevere per l'uso delle macchine introdotto nelle fabbriche a loro danno.³⁾

Avendo su di ciò la stessa Sezione compilato un rapporto per mezzo del Sig. Avv.to Santucci relatore, si è del medesimo tenuto proposito non senza aver dato lettura dell'altro rapporto di Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze, intervenuto anch'esso all'adunanza alle ore 11.

Il Sig. C.te Mastai avendo presa la parola ha rilevato che nel rapporto della Sezione non si risolveva la questione proposta dal Pro-Ministro delle Finanze, poichè si dice nel penultimo § del rapporto di sopprimere del tutto la premiazione per la quantità, e d'impiegarla con maggior profitto nella premiazione della qualità sia per drappi di lana, sia per altre manifatture dello Stato. Senza entrare in discussioni sul sistema di protezione, o di libera concorrenza in materia di prodotti industriali, egli osserva che la premiazione dei drappi di lana nello Stato Pontificio rimonta ad epoca anche più antica di quella indicata dal rapporto, e che non di meno la lavorazione dei panni malgrado gl'impulsi dati dal Governo non ha raggiunto il grado di perfezione che si desiderava. Al contrario la fabbricazione dei drappi di seta lasciata senza premiazione, ha di molto prosperato, per forza di quell'incremento naturale che essendo proprio dei luoghi e delle circostanze può solo far fiorire le manifatture. E rammentando il principio, che *non omnis fert omnia tellus*, applicabile ancor esso ai prodotti dell'industria, ha osservato come la fabbricazione de' panni di lana abbia avuto uno sviluppo felice nelle Provincie finitime alle Fiandre, e non altrove. Riconoscendo perciò inutile la premiazione e di quantità e di qualità per l'oggetto a cui si era diretta, ha osservato ridursi la cosa ad un vero aggravio per lo Stato e

¹⁾ « Anche quest'avvocato frequentò la curia romana, ed il suo nome è cognito a Roma. I bisogni della sua provincia sono sì palesi che uno sguardo ch'egli vi rivolga basterà ad animarlo per soccorrerla » (*Album cit.*). Un breve cenno di questa seduta in *Contemporaneo*, n. 2, del 6 gennaio 1848.

²⁾ « La rinuncia di tale deputato ripetuta sui pubblici fogli ci aveva fatto trascurare di prender notizia di questo signor Conte. Nell'angustia del tempo non possiamo altro dire se non che lo vedemmo fregiato della Croce di San Gregorio Magno » (*Album cit.*).

³⁾ Sull'industria laniera nello Stato Pontificio ved. i dati raccolti al principio del secolo da V. COLIZZI MISELLI, *Memoria sulle lane greggie e manifatturate dello Stato Pontificio*, Roma, 1802, e C. DE CUPIS, *Le vicende dell'agricoltura e della pastorizia nell'Agro Romano*, Roma, Bertero, 1911, specialmente i capp. XV e XVII.

per il Governo ammontando ora i premj alla somma di sc. 60/m mentre ebbero principio da poche centinaia di scudi. Ha pertanto opinato che dovendosi togliere qualunque premio due rimedj siano ad adoperarsi *uno morale*, l'altro *materiale*. In quanto al primo che si stabilisca una pubblica esposizione nelle sale dei generi manifatturati con premj di medaglie, o altre onorificenze. In quanto al secondo che si abolisca la privativa dell'Ospizio di S. Michele per la fornitura della truppa.

Il Sig. Avv.to Lunati ¹⁾ ha osservato che si manca di dati statistici per risolvere la questione, in difetto de' quali ogni deliberazione sarebbe dubbia. Riflette che i principj generali delle scienze economiche hanno bisogno di essere applicati ai casi speciali, e considera che col premio di quantità le lavorazioni dei panni si sono in fatto aumentate. Opina che la Sezione dovrebbe procurarsi notizie più positive. L'argomento che si desume dalla maggior esportazione delle lane non gli sembra concludente per provare che la fabbricazione de' panni non sia accresciuta, perocchè può bene stare insieme che si sia aumentata la fabbricazione de' panni, e la produzione delle lane. Crede necessario il conoscere le produzioni anteriori e posteriori almeno per cinque anni alla legge sulle premiazioni del 1835, ed il ricercare se vi siano state esportazioni dei panni indigeni. Conoscere se il numero dei fabbricatori si sia aumentato, e ad ogni modo doversi aver riguardo alla misura da adottarsi per non esporre al pericolo dell'indigenza una quantità di lavoranti. Scendendo anche ad altre considerazioni ha riflettuto che le lane nostrali non trovano smercio nei mercati esteri per l'accresciuta quantità degli armenti in paesi stranieri, e che perciò il Governo debba proceder cauto in misure che potessero rifluire a danno della pastorizia. Non può nemmeno immaginare che nel nostro stato in cui abbonda il genere primo non possa prosperare quello manifatturato, quando appunto il Governo si dia pensiero di porgervi ajuto, almeno temperando i dazi ai bisogni del paese. Crede necessario lo aver notizia delle tariffe daziarie del 1835, e conoscere l'istanza dei fabbricatori di Bologna accompagnata da lettera di quella Camera di Commercio diretta ad ottenere che si mantenga l'attuale premio di quantità. ²⁾

Il Sig. Recchi interpellato dal Sig. C.te Mastai ha soggiunto essere per sè evidente la inutilità dei premj, e dei dazj per condurre le arti allo stato di miglioramento. Egli riguarda come un'utopia ciò che si propone nel rapporto circa i premj di qualità essendo persuaso che con questo mezzo non si raggiungerebbe lo scopo. Riguardo al premio di quantità, anche più inutile di quello di qualità, ha osservato essere molto facile che vi s'intrometta la frode col riprodurre il genere stesso altra volta premiato.

¹⁾ « Altro cittadino è questi venuto in Roma dalla vicina Frascati allo studio del diritto, indi qui stanziato pel suo esercizio. Carattere di probità e di amore al civile progresso, conoscenza de' bisogni e delle materie economico-agrarie gli acquistarono bella lode. Ed è singolarmente opportuna la sua perizia in tali studii: chè tra le fatiche della Consulta di Stato sarà non ultima quella relativa al miglioramento e ad una sistemazione agraria dell'agro romano sotto tutti gli aspetti. E la sua onoratezza ce ne dà caparra: quella onoratezza per amore del vero e del bene che fa uggia a molti, perchè prepara alla patria frutti di ubertosa e civile prosperità » (*Album cit.*).

²⁾ Secondo L. SERRISTORI, *Statistica d'Italia*, 2^a ed., Firenze, Stamperia granducale, 1842, p. 235, intorno al 1840 esistevano nello Stato Pontificio 140 lanifici, dei quali 30 a Roma, ma le loro condizioni non erano molto progredite. Tra tutti emergeva quello del Pasquini, a Bologna, che aveva venti telai con macchine mosse dall'acqua, M. SANTORO, *L'Italia nei suoi progressi economici dal 1860 al 1910*, Roma Tipografia popolare, 1911, p. 134.

Ed in quanto all'uno ed all'altro sistema ha posto in vista anche l'esempio di estere nazioni per taluni articoli, ne' quali si è voluto tuttora mantenere il metodo delle premiazioni, e che non vanno esenti da frodi. Per ciò che può appartenere alla questione sotto l'aspetto governativo è informato che Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze se ne sia incaricato, valendosi degli sc. 24/m di sussidj sull'Amministrazione de' Lotti. Togliendosi il premio ai fabbricatori non perciò si licenziano dal lavoro gli operaj, giacchè il premio si rivolge a beneficio del capitalista, e non del lavorante. D'altronde se si dovesse mantenere in vigore il principio delle premiazioni converrebbe estenderlo a tutte le arti e mestieri, per non mancar di giustizia. Conviene quindi nella opinione del Sig. C.te Mastai; non così nel § del rapporto della Sezione alla pagina ottava ove si dice che la ricchezza delle nazioni consistendo nella proporzione fra il consumo, e la produzione, lo stato impoverisce se le forze consumatrici siano inferiori ai prodotti.

Il Sig. Avv.to Lunati non conviene circa le frodi, e crede piuttosto che i premj non siano ben applicati. Osserva in quanto all'Estero che il sistema esclusivo si è da per tutto praticato fino a che le industrie nazionali si siano poste a livello con quelle degli altri stati. Riguardo al danno che dalla cessazione de' premj ne possa provenire a lavoratori non potrebbe giudicarne, senza avere le opportune notizie.

Il Sig. C.te Mastai ha replicato che l'Inghilterra ha dovuto cessare dal sistema proibitivo costretta dalla fame, ed ha dovuto proclamare la libertà del Commercio. Venendo alla questione in specie ha fatto riflettere che nelle fabbriche di Cagli, Pergola, Matelica, la produzione dei panni è diminuita, ed il premio non ha giovato come non ha giovato a Roma.

Il Sig. M.se Gualterio ha osservato in genere che l'esito delle lane si è accresciuto per l'aumentata quantità delle masserie; al tempo stesso che la fabbricazione de' panni non ha sofferto, il che potrebbe però sempre far dubitare come osserva il rapporto che si fossero realmente mantenuti in una quantità stazionaria e fatti comparire di nuovo per conseguire il premio.

Ha poi riflettuto il Sig. Avv.to Benedetti all'aumento della popolazione e del consumo. Per la qual cosa non si può conoscere se la maggior fabbricazione sia da attribuirsi alle premiazioni accordate, piuttosto che alle cause di sopra accennate.

Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze osservando che non le domande dei consumatori, ma l'allettamento del premio è stata la causa impulsiva ad una maggior fabbricazione dei tessuti di lana, ha assicurato che i magazzini ridondano di generi invenduti.

Riprendendo la questione nel suo principio il Sig. Avv.to Lunati ha soggiunto doversi distinguere bilancia interna di commercio da bilancia esterna. Qualunque cosa possa dirsi su quest'ultima rispetto alle tariffe daziarie ed alla libera concorrenza egli ritiene che la bilancia interna debba essere sempre regolata dal Governo finchè la nazione non raggiunge al suo stato di piena floridezza. Il Governo deve procurare sia con premj, sia con altri mezzi di protezione di dirigere i capitali mobili verso quella parte di commercio o d'industria che più ne abbisogna, e regolando per tal modo le interne operazioni deve spingere i prodotti tanto naturali quanto artificiali verso quella perfezione che può sola essere capace a sostenere l'estera concorrenza. Queste misure debbono essere transitorie; ma di tale transizione il nostro stato, mancante come oggi si trova di tutte le specie di manifatture e d'industria, assolutamente abbisogna. ¹⁾

¹⁾ Ved. per le condizioni economiche dello Stato nella prima metà dell'Ottocento A. GALLI, *Cenni economico-statistici sullo Stato Pontificio...*, Roma, tip. Camerale, 1845.

Al che il Sig. Minghetti ha replicato essere impossibile di ricorrere a dati statistici ne' quali potrebbero entrare molti elementi fallaci per le frodi e contrabbandi commessi e che vi vorrebbe un tempo lunghissimo per ottenerli. I fatti che si hanno sono sufficienti a poter giudicare. Da gran tempo si è fatta la premiazione dei panni di lana senza profitto, mentre le altre industrie non susseguite da premio veruno hanno migliorato. Sistema per verità non giusto e da non doversi permettere. Nel momento in cui si sta per mandare ad effetto la lega doganale, ed in mezzo ai principj di generale libertà di commercio ovunque ripetuti sarebbe strano che in un piccolo paese si volesse sostenere il sistema protezionale. Tutto il guadagno è di pochi capitalisti a danno della generalità e perciò intollerabile. Non spetta alla Consulta di occuparsi della questione Governativa, deve essa occuparsi di quella economica.

Il Sig. M.se Paolucci in prova che i panni indigeni non prosperavano malgrado la concessione de' premj ha ricordato le istanze ripetute dei commercianti delle provincie per la repressione dei contrabbandi.

Ha domandato il Sig. Avv.to Lunati di conoscere quante canne di panno siano state prodotte nel lasso di cinque anni prima e dopo la legge del 1835 per misurarne gli effetti; al che ha risposto Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze di non potersi conoscere che la quantità fabbricata, dopo stabilita appunto la premiazione di quantità non avendosi traccia per altre ricerche.

Fino a che adunque non si abbiano elementi sufficienti a giudicare opina il suddetto Sig. Avv.to che il Governo debba dirigere i capitali soliti alle industrie che prosperano, e tenersi in quella via in cui siamo certi di avere ottenuto un vantaggio.

Il Sig. Lauri opina invece che per le cose enunciate si sia pienamente risposto, e dimostrato il sistema ruinoso de' premj, che applicati pure ad altre arti si ritorcerebbero in danno delle arti medesime togliendole dalla via del loro naturale progresso. La Sezione aderì al voto del Relatore, e fu di unanime sentimento in quanto all'abolizione del premio di quantità. Fu pure unanime nel concedere distinzioni e privilegi a coloro che giungessero ad ottenere o in questo genere o in altri perfezione maggiore. Non così nell'accordare dei premj pecuniarj, cosicchè credendo egli erroneo il sistema delle premiazioni in denaro, dichiara di uniformarsi al parere del Sig. C.te Mastai compresa l'abolizione di ogni genere di privativa.

Chiusa dopo di ciò la discussione l'E.mo Presidente ha posto la questione in genere: « Se si crede di prendere in considerazione il rapporto della 3^a Sezione amministrativa ».

E fattasi la votazione è stata ammessa la domanda con ventun voti favorevoli, sopra uno contrario.

Il Sig. Avv.to Lunati ha quindi proposto di rimettere alla stessa Sezione amministrativa l'affare per una più ampia informazione sulla parte statistica; ciò che dal Sig. Professor De Rossi si è trovato conforme al regolamento.

Ripetuta la votazione è stata esclusa la proposta con maggioranza di diciassette voti, sopra cinque a favore.

Dopo di ciò si sono messe a partito le seguenti tre ammende del Sig. C.te Mastai formulate di concerto col Sig. Avv.to Benedetti e Sig. Recchi:

1^a Abolizione assoluta dell'attuale sistema di premiazione per i tessuti dei drappi di lana,

Ammessa con diciassette voti favorevoli e cinque contrarj.

2^a Che il Governo stabilisca con la maggior possibile economia una pubblica esposizione di arti e mestieri periodicamente con soli premj di medaglie.

Ammessa parimenti con diciassette voti favorevoli e cinque contrarj.

3^a Che cessi all'Ospizio di S. Michele la privativa della fabbricazione dei panni ad uso delle truppe, ed applicando il principio della libera concorrenza sia data a tutti i fabbricatori dei panni del nostro stato la facoltà di concorrere.

Ammessa ad unanimità. Presente sempre Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze si è trattato di un foglio diretto all'E.mo Presidente, col quale il Pro-Ministro domanda che l'autorizzazione di tre dodicesimi dell'ordinaria spesa annua da imputarsi sui fondi che saranno assegnati nelle tabelle preventive 1848 dei diversi Ministeri gli venga fatta sulle norme del preventivo 1847 essendosi di già attenuto a questo metodo pel corrente mese di Gennaio.

Il Sig. C.te Mastai dopo aver fatto lettura del foglio portante la data del 10 Gennaio corr.te, ha parlato della nuova istituzione dei Ministeri e del controllo succeduta alla disposizione data dalla Consulta sotto il dì 11 Dicembre decorso. Non potere in conseguenza il Ministro delle Finanze essere responsabile del fatto degli altri Ministeri ai quali non fa che aprire il credito sulle casse per le somme occorrenti alle spese, ed essere per altra parte necessaria una norma al controllo, per la vidimazione de' mandati de' quali si va a rendere responsabile insieme ai Ministri per la legalità dei pagamenti in relazione alle concessioni fatte con la tabella preventiva. Portando egli opinione che per l'addotte circostanze l'autorizzazione o per il trimestre o per quell'altro tempo che si crederà non possa esser fatto in genere, ha significato che tre membri della Sezione furono favorevoli, e tre contrarj.

Avendo il Sig. Professor De Rossi richiesto le ragioni della varietà delle opinioni, il Sig. Minghetti facendo note quelle dei dissenzienti ha risposto che se si fosse aderito alla domanda la Consulta preoccupava l'approvazione del preventivo. Per provvedere all'urgenza la Consulta dispose nel modo che fu fatto, nè in oggi si muta lo stato della questione mentre la responsabilità del Pro-Tesoriere si trasfonde nei Ministri che eseguiscono le spese. Riguardo al controllo, di cui s'ignorano le disposizioni potrebbe esserne differita l'attivazione fino a che rimanga approvato il preventivo 1848. Ed avendo di già il Governo disposto pel mese di Gennaio, continui se lo crede a disporre per altro tempo senza responsabilità della Consulta.

Monsig.re Pro Ministro delle Finanze ha soggiunto che soltanto in via provvisoria sarebbe a prendersi per base il preventivo 1847 e che approvato quello 1848 sarà a farsi la imputazione delle somme accordate, siccome in altri casi si è praticato, e che in modo diverso la Consulta accorderebbe più di quello che domanda il Ministro delle Finanze.

Dopo lunga discussione delle varie opinioni essendosi riflettuto che non conviene discendere ad approvazione tassativa di spese che potrebbero essere radiate, e che spetta ai Ministri di formarsi un giusto criterio delle spese alle quali debbano supplire con assegno precario, si è convenuto ad unanimità nella seguente risposta formulata dal Sig. Avv.to Benedetti:

« La Consulta d'appresso il dispaccio diretto all'E.mo Presidente da Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze ha creduto non esser luogo a variare in modo alcuno la deliberazione del giorno 11 del decorso mese di Dicembre, e solamente in linea di dichiarazione ha opinato che i dodicesimi accordati per il nuovo esercizio dovessero essere desunti dal complessivo delle spese del preventivo del decorso anno 1847 ». ¹⁾

Alla quale dichiarazione Monsig.re Pro-Ministro anzidetto ha risposto che per desiderio di buona armonia si era rivolto alla Consulta, non intendendo poi di

¹⁾ Su questa votazione ved. F. GENTILI, *L'opposizione*, ecc., p. 11 dell'estratto.

garantire la deliberazione del Consiglio de' Ministri, nè di accettaro rimproveri ricusandosi alle spese occorrenti.

Si è in ultimo proposto altro rapporto dalla seconda Sezione circa il modo di provvedere alle richieste dei fondi addizionali a tutto l'esercizio 1847 ed alla sindacazione de' conti arretrati.

Osserva Monsig.re Pro-Ministro delle Finanze troppo breve il termine di un anno per la revisione de' conti, e crede che il tempo non si possa coartare potendo sorgere questioni di massima sulla interpretazione de' patti ed altro. Vede però urgentissimo il provvedere agli addizionali, avendo egli dovuto incontrar spese per la Guardia Civica.

In proposito di che il Sig. Avv.to Benedetti ha fatto sentire lagnanze della sua provincia per il ritardato armamento della detta Guardia Civica, che conviene sia ultimato al più presto possibile.

Il Sig. Avv.to Piacentini avea proposto che una Commissione si formasse desunta dal seno della Consulta, e coadiuvata dagli Uditori si dovesse occupare dello stralcio di cui si tratta.

Ha però il Sig. Minghetti fatto osservare che la Sezione alla quale egli appartiene sarebbe impossibilitata di occuparsi anche dell'arretrato per le molte incombenze che le sono addossate, e dover credere che le altre Sezioni non sarebbero in grado di potersi prestare. D'altronde gravissimi affari restano alla Consulta da doversi trattare, grandi questioni a doversi risolvere e di cui si deve occupare, che se fossero tralasciate potrebbe la di lei opinione soffrirne verso il pubblico che ne rimane in aspettativa.

Presso le quali considerazioni avendo il Sig. Avv.to Piacentini ritirato la sua mozione l'E.mo Presidente ha posto la questione se si crede di prendere in considerazione il rapporto, e fattasi la votazione è stata ammessa a pieni voti la proposta.

Interessando poi che la operazione sia compita sollecitamente siccome hanno fatto sentire il Sig. C.te Pasolini ed il Sig. Recchi, e facendo una distinzione di operazioni si è formulata la seguente ammenda: « Si chiegga al Governo che una Commissione di stralcio da lui composta di probe, intelligenti, ed attive persone nello spazio di un anno debba esaminare le dimande de' fondi addizionali degli esercizi trascorsi, e rivedere i rendiconti degli appalti e contratti in cui la Camera è cointeressata; procedere poscia entro lo spazio di due anni all'esame de' conti consuntivi a tutto l'anno 1847 e su di essi proferire sentenza sindacatoria, della quale per informazione ne debba poi render conto alla Consulta che queste attribuzioni eserciterebbe incominciando dal corrente 1848 ».

Messa ai voti è stata approvata ad unanimità.

La Sessione ha avuto termine alle ore 3 ½ pomeridiane e verrà proseguita nel giorno di Lunedì prossimo 17 del corrente alla solita ora.¹⁾

XI.

17 GENNAIO 1848

In assenza dell'E.mo Sig. Cardinale Antonelli Presidente la Sessione è stata aperta alle ore 10 ½ antimeridiane e presieduta da Monsig.r Pentini Vice-Presidente.

Si sono trovati presenti all'Adunanza il Sig. Principe D. Francesco Barberini, il Sig. Principe D. Pietro Odescalchi, Sig. Avvocato Giuseppe Lunati, Sig. Avv. Luigi

¹⁾ Di questa seduta e della successiva del 17 diede notizia *Il Contemporaneo* nel n. 7 del 18 gennaio e nuovamente nel n. 8 del 20.

Santucci, Sig. Marco Minghetti, Sig. Conte Giovanni Marchetti, Sig. Gaetano Recchi, Sig. Conte Giuseppe Pasolini, Sig. M.se Luigi Paolucci de Calboli, Sig. Conte Luigi Mastai, Sig. Lauro Lauri, Sig. Principe D. Annibale Simonetti, Sig. Conte Luigi Donini, Sig. Conte Pompeo di Campello, Sig. Avvocato Luigi Ciofi, Sig. Michele Adriani, Sig. Avv. Profess. Pasquale De Rossi, Sig. Avv. Giuseppe Piacentini, Sig. Avv. Francesco Benedetti, Sig. Gio. Batta Peda, Monsig.r Bartolomeo Pacca, Sig. M.se Ludovico Gualterio.

Non sono intervenuti alla Sessione il Sig. Avv. Vannutelli, ed il Sig. Conte Sgariglia indisposto di salute.

Dopo essersi letto, rettificato, ed approvato il processo verbale della precedente adunanza del giorno 15 andante Monsig.r Vice-Presidente ha proposto all'esame del Consesso il rapporto della seconda sezione delle finanze circa il doversi comprendere ne' preventivi alcuni proventi, multe, tasse, e soprattasse che non vi figurano, e sono impiegati da peculiari Dicasteri in spese loro appartenenti. Le quali tasse spettando al Governo e seguendo i principii di buona amministrazione e la legge di tutte le altre debbano essere incamerate e riportate nel preventivo delle rendite, il che accadendo fin dall'anno corrente 1848 debbano per altra parte i Dicasteri proporre al Governo centrale il preventivo delle spese finora sostenute coi fondi predetti perchè subisca la regolare sindacazione.

Ed avendo il Sig. Minghetti Segretario fatto conoscere che la Sezione non aveva altro da aggiungere, ha accennato al tempo stesso la opportunità della progettata misura essendo noto che la Direzione di Polizia di Bologna, a modo di esempio riscuote varie tasse, per la somma di annui sc. 6500 circa da essa erogati in spese; e che altri Dicasteri incassano somme per multe, diritti di passaporti e simili.

In quanto agli incassi che si fanno dai Consoli Pontificj all'estero ha osservato il Sig. Conte Mastai che non potrebbero essere privati non ricevendo un trattamento dal Governo, e supplendosi da loro alle spese occorrenti.

Ciò peraltro non forma difficoltà a senso dello stesso Signor Minghetti potendosi da essi documentare le spese perchè siano ammesse nei preventivi, siccome è prescritto per ogni altro ufficio, e dicastero.

Sembra interessante a Monsig.r Vice-Presidente che si riportino nei preventivi annuali gl'introiti per multe, tasse, ed altro dei dicasteri centrali, ben conoscendosi a quali somme cospicue ammontino le multe del bollo e registro e del Dicastero del Censo delle quali partecipano per la massima parte quegli impiegati. Gli sembra però che non potrebbesi tenere appresso agl'introiti de' Consolati all'estero per la spesa forse maggiore che vi occorrerebbe.

Tenendosi dai Consoli un registro degli atti e delle propine ha fatto riflettere il Sig. Avvocato Benedetti non presentarsi per questa parte difficoltà. Come però sarebbe conveniente che ai Consolati fossero nominati individui meritevoli, e sudditi Pontifici sembrerebbe giusto che ricevessero uno stipendio.

Monsig.r Vice-Presidente dubitando che in questo caso la spesa avrebbe superato l'introito aveva indicato se si fosse potuto eccettuare dalla misura che si propone la partita riguardante i Consolati. Ma il Sig. Recchi ha fatto riflettere doversi procedere negli ordinamenti con principj generali, e si è mostrato contrario a fare eccezione.

Ed essendosi nella sezione fatta la questione dei Consoli il Sig. Minghetti ha indicato in genere che i prodotti dei Consolati si sono accresciuti, e che richiamando su questa partita l'attenzione del Governo si sarebbe potuto dar luogo a migliorare il personale.

Intorno alle esposte considerazioni era sembrato al Sig. Conte Mastai che la sezione avrebbe potuto fare un rapporto. Essendosi però risposto dal Sig. Recchi Presidente che se ne sarebbe dato carico nell'esame del Preventivo, Monsig.r Vice-Presidente ha posto la questione: « Se si conviene nell'intero rapporto della Sezione delle finanze ».

E fattasi la votazione è stata approvata ad unanimità di voti.

Quindi ha proposto alla discussione del Consesso l'altro rapporto della quarta Sezione sull'acquisto di 10/m canne di tela per mutande della truppa di linea indigena da farsi dal Ministero delle Armi.

Per questa provvista si era inviata dal Ministero anzidetto nell'ottobre decorso una notificazione e capitolato alla Cong.ne di Revisione, che non potè occuparsene per essere cessata in seguito dalle sue attribuzioni. Trasmessa la domanda alla Sezione summentovata, mentre essa predisponeva le sue considerazioni intorno ai metodi da osservarsi in questo genere di acquisti comparve al pubblico una notificazione di Monsig.r Rusconi Ministro delle Armi sotto la data del 7 Gennaio corrente con la quale si proclamava la fornitura, su di che non mancò l'E.mo Presidente di far rilevare a Monsig.r Ministro delle Armi la occorsa irregolarità, con avervi inviato il Segretario, e riservandone la decisione alla Consulta. ¹⁾

A tale proposito il Sig. Avv. Benedetti ha annunziato di avere ricevuto un particolare biglietto dello stesso Ministro, col quale disapplicando il disposto dell'articolo 23 del Moto-proprio sulla Consulta di Stato in materia di contratti si pretende che il Ministero delle Armi non vi sia sottoposto in questo ed altri simili casi. Alla quale pretesa lo stesso Sig. Avvocato ha dichiarato di essere contrario non meno per la chiarezza della disposizione contenuta nell'articolo sopracitato, che per l'articolo 11 § 3. Moto-proprio 30 Dicembre sul Consiglio dei Ministri, ove parlandosi de' contratti si ripete debba essere, come è prescritto la Consulta di Stato.

Essendo a ciascun ministro aperta la via con la quale possa far giungere alla Consulta le sue rappresentanze e intervenendo personalmente, o dirigendole per iscritto al Cardinale Presidente, si è dubitato per una parte se si potesse prender cognizione del citato biglietto non senza essersi opinato dall'altra, che si debba tener conto anche di una proposta verbale fatta da un Collega.

In mezzo alla quale disparità di opinioni il Sig. Principe Barberini ha fatto le seguenti mozioni.

1° Propongo che il Biglietto di Monsignor Rusconi Ministro delle Armi diretto al Sig. Consultore avv. Benedetti circa la fornitura della tela non debba esser preso in considerazione.

E fatta la votazione si è approvata la proposta con maggioranza di diciotto voti sopra cinque contrarj.

2° Propongo inoltre che si debba fare rappresentanza di ufficio al Presidente del Consiglio de' Ministri contro l'abusiva affissione della Notificazione 7 Gennaio 1848

¹⁾ In questo stesso giorno il primo numero della *Gazzetta di Roma* recava la notizia della sostituzione del principe Gabrielli a mons. Rusconi nel Ministero delle Armi. Il Rusconi diveniva Ministro dei lavori pubblici, in luogo del defunto card. Massimo, e durava nella nuova carica fino al 12 febbraio, giorno in cui fu sostituito dall'avv. Sturbinetti. Il Gabrielli « antico soldato che fama aveva di severità e rettitudine » fu il primo laico « che sedesse nei consigli del papa », FARINI, *Stato romano*, vol. I, p. 333.

firmata dal Ministro delle Armi Monsig.r Rusconi relativa alla fornitura delle 10/m canne di tela per le mutande.

Ripetuta la votazione vi si è convenuto ad unanimità esprimendosi dal Sig. Recchi, che la presente deliberazione sia di norma per casi futuri. Il Sig. Lauri ponendo in vita la trasgressita osservanza del Moto-proprio sulla Consulta di Stato ha di più fatto osservare non essersi alla medesima comunicate le disposizioni sul Controllo ultimamente emanate, su di che si è pure ravvisato giusto sia fatta avvertenza. 1)

Dopo di ciò Monsig.r Vice-Presidente ha posto la questione: « Se si conviene di prendere in considerazione il rapporto ». E vi si è convenuto a pieni voti.

Quindi si è passato a trattare degli articoli, ed in quanto al primo il Signor Conte Mastai ha progettato la seguente ammenda.

1° Che si abolisca (come si dice nel rapporto) la privativa di S. Maria degli Angeli e le lavorazioni di biancheria si eseguiscano presso le rispettive divisioni « per mezzo di particolari contratti con pubblicità e concorrenza ».

Ammessa ad unanimità di voti.

Prescrive l'articolo 2° che si adoperi una sola qualità idonea di tela a tutti-tre gli usi sopraccennati, e l'acquisto segua in Bologna o in Ancona, facendo un solo deposito, o in questa o in quella città secondochè al Ministero delle Armi parrà più opportuno affine di evitare la maggiore quantità di trasporti.

Ha osservato il Sig. Avvocato Ciofi che essendovi altre fabbriche nello stato non sembrava opportuno di limitare l'acquisto ai luoghi di Bologna e di Ancona.

Il Sig. Principe Barberini ha soggiunto che la Sezione avea avuto in mira d'indicare piuttosto i depositi del genere ed avea perciò escluso Roma come luogo più distante dalle fabbriche che producono il genere in quantità maggiore per evitare appunto il pericolo dei trasporti qualora il genere non fosse accettato. Sembrargli che non dovesse impedirsi di acquistare anche altrove le tele.

Trova il Sig. Lauri ragionevole la indicazione dei luoghi di deposito, nè crede si debba impedire di acquistare il genere altrove. Ed in quanto all'adoperarsi una sola qualità di tela idonea a tutti gli usi avrebbe desiderato che si fosse formato un calcolo di ragguglio tra il costo ed il consumo di ciascuna delle tre specie, per determinare quale fosse stata più utile da adoperarsi.

Ed avendo il Sig. Conte di Campello 2) risposto che il consumo maggiore è della tela di prima qualità per le camicie il Sig. Recchi ha opinato che il fissare la qualità debba dipendere dal Ministero delle Armi, e Monsig.r Vice-Presidente che non convenga di far novità nel momento presente sul riflesso che potrebbe cagionare nella

1) « Censurarono unanimi — scrisse il Farini — un'ordinanza d'appalto di monsignor Rusconi ministro dell'armi, ed ottennero fosse cassata », FARINI, *Stato romano*, vol. II, p. 143.

2) « Delle più stimate ed onorevoli nella città sua fu sempre la famiglia Campello: la cultura e l'amor delle lettere in essa quasi ereditaria. Il conte Pompeo amò la poesia: scrisse varie produzioni drammatiche, nelle quali se furon mende letterarie vi ebbe a redimerle copia di nobili e patrii sentimenti; la quale è lode meglio che rettorica. Ora, del tempo che la società italica prese a considerare e a rinnovare se stessa, ei volse un pensiero più intenso alle migliorie civili della patria che in lui spera un degno rappresentante de' più cari interessi, un promotore di tutti i beni cui aspira. Nè senza ragione promettesi tanto; il Campello ebbe sempre animo indipendente, amò in ogni tempo la giustizia, non conobbe nè intrigo nè viltà » (*Album cit.*).

truppa del male umore il vedersi consegnare effetti di più grossolana qualità di quella che fin ad ora ha ricevuto.

Il Sig. Avv. Benedetti ha proposto l'ammenda seguente: « Che si adoperi una sola qualità idonea di tela a tutti tre gli usi sopraccennati, e l'acquisto segua nei capi luoghi delle tre divisioni militari a seconda dei bisogni delle rispettive divisioni facendosene in esse il deposito secondo che al Ministero delle Armi parrà più opportuno affine di evitare la maggior quantità di trasporti ».

Il Sig. Lauri ha proposta questa seconda: « Che si adoperi una sola qualità di tela idonea a tutti tre gli usi sopraccennati facendosene il deposito nei tre capi luoghi di divisione militare, secondo chè al Ministero delle Armi parrà più opportuno, affine di evitare la maggiore quantità di trasporti ».

Il Sig. Avv. Piacentini ne ha proposto una terza: « Che si adoperi una sola qualità di tela idonea a tutte tre gli usi sopraccennati e se ne faccia la consegna nei tre Capi luoghi delle tre divisioni militari a seconda del bisogno ».

Ritirata dal Sig. Avvocato Benedetti la prima sua ammenda il Sig. Pr. pe Barberini ha dichiarato di assumerla e farla propria.

Messa ai voti è stata esclusa con ventuno contrarj e due favorevoli.

Posta in deliberazione l'altra ammenda del Sig. Lauri è stata parimenti esclusa con maggioranza di diciannove voti contrarj quattro favorevoli.

E posta a partito la terza ammenda del Sig. Avv. Piacentini è stata pure esclusa con diciotto voti contrarj, sopra quattrò a favore.

Il Sig. Avvocato Lunati ne ha quindi proposta una quarta. « Che si adoperi una sola qualità di tela dello Stato idonea a tutti tre gli usi sopraccennati facendone l'acquisto ed il deposito in Bologna o in Ancona secondochè al ministero delle Armi parrà più opportuno affine di evitare la maggior quantità di trasporti ».

Messa ancor questa a partito è rimasta esclusa da ventidue voti contrarj uno favorevole.

Una quinta ne ha progettata il Sig. Peda: « Che si adoperi una sola qualità idonea di tela a tutti tre gli usi sopraccennati, facendosene un solo deposito o in Bologna, o in Ancona, secondochè al Ministero delle Armi parrà più opportuno affine di evitare la maggiore quantità di trasporti ».

Esclusa però anche questa con maggioranza di diciotto voti sopra cinque in favore, il sig. Recchi ne ha proposta una sesta: « Che si adoperi una sola qualità di tela di qualunque Paese idonea a tutti tre gli usi sopraccennati facendone un solo deposito o in Bologna o in Ancona secondochè al Ministero delle Armi parrà più opportuno affine di evitare la maggiore quantità di trasporti ».

Emessa in deliberazione è stata approvata con diciassette voti favorevoli e sei contrarj.

Riguardo all'articolo 3° il Sig. Conte Mastai parlando della pubblica concorrenza e citando in esempio la fornitura del pane per la truppa ha rammentato che la Presidenza delle Armi non ha in passato messo in pratica quei modi che sarebbero stati necessarj a procurare i possibili vantaggi, cosicchè non ha essa corrisposto nè alle intenzioni del Principe, nè all'interesse dell'Erario, nè all'esiggenze del Pubblico. Senza opporsi nè allo spirito, nè alla lettera dell'articolo crede necessaria una modificazione formulata nei seguenti termini: « Che ugualmente la ispezione delle tele a norma delle prescrizioni vigenti come pure agli atti tutti di asta abbiano luogo in Bologna o in Ancona avanti una Commissione composta del Comandante la divisione militare, dell'Ispettore economico del Gonfaloniere della Città, di un Capo di Battaglione, e di un Capitano ».

Messa a partito tale proposta è stata approvata con ventidue voti, sopra uno contrario.

Rispetto all'Artic. 4°: il Sig. Pr.pe Simonetti ha ravvisato gravoso per l'intraprendente ed inutile per l'amministrazione lo esigere oltre al decimo dell'importare della fornitura anche un idonea cauzione, il qual onere tornerebbe infine in aggravio dell'Amm.ne medesima. E perciò si è fatto a proporre l'ammenda seguente: « Che basti esigere dall'intraprendente la sola cauzione del decimo dell'importo totale della fornitura da depositarsi nell'atto della delibera ».

Sullo stesso articolo altra ammenda si è proposta dal Sig. Avv. Benedetti: « Che basti esigere dall'intraprendente la sola cauzione del decimo dell'importo totale della fornitura da garantirsi con idonea cauzione nell'atto di offerta, e da depositarsi nell'atto del contratto ».

Passato ai voti la prima ammenda del Sig. Pr.pe è stata ammessa con quattordici voti favorevoli, sopra nove contrari, e quindi non ha avuto più luogo la seconda del Sig. Avv. Benedetti essendosi votata la prima che si dicostava maggiormente dall'articolo.

Circa il versamento aveva indicato il Sig. Principe Barberini se si fosse creduto opportuno che avesse luogo nella Cassa di Ammortizzazione. Riconosciuta però la questione di grande importanza, siccome ha rilevato il Sig. Recchi, e connessa col progetto generale di casse e depositi si è rimessa ad altro tempo. Quindi il Sig. Principe appellando all'ultima parte dell'articolo concernente la stipulazione de' contratti, essendosi ricordate le leggi preesistenti, ed accennati gli aggravj ed abusi introdotti ha proposto la ulteriore ammenda: « Che i contratti si stipolino con semplice verbale di delibera ».

Nella quale si è convenuto con 15 voti favorevoli, ottó contrari.

Posto dopo ciò in deliberazione l'intero progetto con tutte le occorse modificazioni è stato approvato con maggioranza di dieciannove voti sopra quattro contrari.

Monsig. Vice-Presidente ha richiamato l'attenzione del Consesso sull'altro rapporto della stessa Sezione quarta riguardante i provvedimenti di urgenza nel ramo militare. E posta la questione in genere si è risoluto a pieni voti doversi prendere in considerazione. ¹⁾

Il Sig. Conte Mastai ha preso la parola, e dichiarando di essere lontano da foga militare, e da idee di pericolo di guerra ha riconosciuto la necessità di una riforma nell'armata. Quando in uno stato si effettuano riforme il migliorare la condizione delle truppe è uno de' primi elementi per garantirne la stabilità rapporto all'interno ed all'estero. All'interno per marciare abilmente con la massa moderata, e tenere in freno i due partiti estremi, e quegli che spinge di soverchio e quegli che retrospinge. Conosce bene che la nostra armata abbisogna di riforme sul morale e sul materiale. In quanto al materiale non dubita che la Sezione occupandosene sappia rinvenire i mezzi opportuni. In quanto al morale uno o due Ufficiali Superiori di merito distinto

¹⁾ Il rapporto della sezione, opera del conte Pompeo di Campello, fu pubblicato il 16 febbraio 1848. Ved. sull'azione del Campello per le riforme militari P. CAMPELLO DELLA SPINA, *Storia documentata aneddotica di una famiglia umbra*, p. II, vol. II, pp. 93-98. Sulla petizione richiamerà subito l'attenzione del Metternich il rappresentante austriaco a Roma il 15 gennaio: « Je me permettrai avant tout d'attirer Votre attention, mon Prince, sur une pétition que le cercle romain — le comité directeur romain — a adressé au Cardinal Antonelli, président de la Consulta di Stato, afin d'engager les Deputés de l'Etat de veiller à l'armement de la nation, à la réorganisation des forces militaires actives de l'Etat de l'Eglise! ». Ved. sulle agitazioni di quei giorni A. COPPI, *Annali d'Italia, 1848*, Firenze, Tip. Galileiana, 1860, t. X, pp. 167-170.

chiamati dall'Estero sarebbero buoni per dare una direzione. La truppa però manca d'istruzione e per ottenerla sarebbe necessario di avere ufficiali subalterni che ve la potessero incamminare. La guardia civica composta d'individui dotati di vigoria di corpo e di alacrità di mente, si è resa in poco tempo più istruita di alcuni corpi di linea. Per il cattivo metodo di arruolamento si può dire di avere un'armata non bene organizzata, e quello stesso elemento che non dà un buon soldato non dà ancora un buon ufficiale. Crede perciò opportuno per raccogliere valenti soldati la coscrizione, e per avere abili ufficiali la istituzione di Collegi militari. Propone pertanto la seguente aggiunta al rapporto:

1° Che si preghi il Governo a chiamare nello Stato abili ufficiali Superiori e subalterni tanto per organizzare e dirigere l'esercito nazionale, quanto gl'istituti militari che si andranno a creare. 1)

2° Che soppresso il sistema attuale d'ingaggio volontario il nostro esercito si recluti per mezzo di una generale coscrizione ad esempio di quanto si pratica in tutti gli Stati d'Europa e con quelle modificazioni che si reputassero necessarie.

Il Sig. Principe Barberini ha proseguito a dire: Il Consiglio de' Ministri rimise alla Consulta di Stato l'incarico di rivedere il piano attuale militare per introdurre delle migliorie, e mentre la Sezione se ne stava occupando si è dato luogo alla presente mozione. Il chiamare al servizio dello Stato ufficiali stranieri sarebbe di scoraggiamento per i nazionali, ed occasione di grave dispetto.

Si è tolto dal Ministero delle Armi un Prelato, e vi si è posto a capo un militare, che ha veduto il fuoco, si è trovato nei campi di Lipsia, ebbe morto sotto di sé il cavallo, e porta i segni visibili del suo valore. Vi sono nella nostra Armata Ufficiali Superiori di molta esperienza, e cognizione, come Boccanera, Lorini, Zuccari, e Stuart, che potrebbero dare lumi alla sezione per formare il regolamento. 2) Spetta al Governo di occuparsi della pace e della guerra, e per conseguenza dell'aumento, o della diminuzione dell'armata a norma delle circostanze politiche a lui cognite; appartiene alla Consulta di eseguire la commissione ricevuta, e facendo diversamente eccederebbe le sue attribuzioni.

Propongo perciò di rispondere al Rapporto che la Consulta di Stato ad effetto di conseguire più prontamente che sia possibile quanto ha richiesto da lei il Consiglio de' Ministri inculchi alla Sezione quarta di proseguire la revisione del regolamento attualmente vigente con quella energia e speditezza che la importanza di tale revisione richiede concertandosi all'uopo col Ministro delle Armi, e chiamando anche in sussidio i migliori generali ed Ufficiali dell'Armata Pontificia.

Alle cose di già esposte aggiungendone il Sig. Conte Mastai alcune altre ha dichiarato che nel proporre il riordinamento dell'armata è esso contrario all'aumento della forza. Vi sono egli è vero nell'esercito nazionale degli bravi Ufficiali che hanno colto degli allori, ma incurvati oramai sotto il peso d'età avanzata non può aspettarsene quel

1) Vedi F. GENTILI, *L'opposizione*, ecc., p. 12 dell'estratto. Il rapporto della IV sezione proponeva: « La Consulta di Stato, valendosi delle facoltà accordate dall'articolo 26 del *motu proprio*, esprime il voto, che il Governo chiami senza indugio alcuni ufficiali superiori distinti per opere e per fama a dirigere ed organizzare la truppa pontificia. Questi serviranno in pari tempo a coadiuvare la sezione quarta della Consulta nella formazione del piano militare che le è affidato e che è urgentissimo condurre a termine ». Ved. su Appendice II la lettera del Mastai all'Aldobrandini.

2) Ved. *Gli ufficiali del periodo napoleonico nati nello Stato Pontificio*, Milano, Soc. ed. Dante Alighieri, 1914.

servizio di cui si ha bisogno. Merita pure considerazione il disgusto dei nazionali per la chiamata degli esteri ma si può anche trovar modo perchè non nascano urti; formando a modo d'esempio dei Battaglioni de' coscritti isolati nei depositi sotto la direzione di ufficiali esteri e formando dei campi per l'istruzione dell'esercito in attività diretti da ufficiale straniero di grado superiore. ¹⁾

Il Sig. Minghetti ha preso la parola per appoggiare il parere della Sezione, ed ha soggiunto. Non spetta è vero alla Consulta di Stato di occuparsi della pace e della guerra. Non poteva però la Sezione incaricata delle cose militari rimanere indifferente agli avvenimenti che ci circondano. Quando si vedè una potenza straniera impostare le sue armate in Italia, accrescerne gli emolumenti e la paga, occupare alcuni paesi vicini, quando il Piemonte, e la Toscana accrescono l'esercito, quando intorno a noi gli apparati militari presentano uno Stato minaccioso, non può farsi a meno di entrare in una idea di pericolo. I recenti avvenimenti del Regno di Napoli non possono nemmeno lasciare tranquilli sulle agitazioni che potessero di contraccolpo produrre nello interno dello Stato. Non può dubitarsi che la Consulta sia in diritto di esporre al Governo i suoi voti e i desiderj per la via della legalità. Nega egli adesioni al voto del Sig. Conte Mastai come quello che richiedendo più del bisognevole ne difficolta la concessione. La sezione aveva domandato alcuni Ufficiali Superiori per dirigere ed organizzare l'armata, ed estendendo le richieste a cose maggiori si pone a rischio di non conseguire anche il meno.

Non nega il merito di nostri ufficiali, nè intende sfrondare gli allori da essi raccolti. Chiamandosi però dal Governo Ufficiali Superiori celebrati per fama in tutta Europa non avrebbero ragione di gravarsene i nazionali essendo proprio degli uomini di merito d'inclinarsi a chi ne possiede maggiore.

Fuori della truppa Svizzera, il resto dell'armata è sì male organizzato che non vi è a fare su di essa gran fondamento. Le nuove istituzioni esigono tempo e senza buone armi è vano sperare buoni ordini. ²⁾

La lega doganale fa sperare quanto prima una Lega politica, e in tal caso occorre un contingente di truppa disciplinata, e tale da servire allo scopo. Vi sono uomini insigni nel mestiere delle armi che andrebbero gloriosi di prestare i loro servigi allo immortale Pio IX, e non seguendo il parere della Sezione si resterà inermi ed esposti a mille pericoli.

Il Sig. Conte Marchetti adottando il parere del preopinante si associa alla proposta della Sezione; ed inoltre forma l'altro voto di aumentare il numero delle attuali milizie dello Stato.

Quindi lo stesso Sig. Minghetti esprime il voto che il Governo renda mobile una parte della guardia civica, ne solleciti l'armamento, e proceda senza indugio alla organizzazione della riserva della Civica.

Ed il Sig. Recchi che si chiamino dall'Estero ufficiali Superiori ed inferiori con quel trattamento conveniente che possa impegnarli a ben servire, bensì per un determinato numero di cinque o più anni e senza che acquistino alcun diritto verso il Governo terminato il periodo del loro servizio, come fece la Belgica in circostanze simili.

¹⁾ Ved. sulla questione A. SAFFI, *Ricordi e scritti*, vol. II, pp. 151-152, sfavorevole alla chiamata di ufficiali esteri.

²⁾ Per un cenno sulle condizioni militari dello Stato e sull'opera della Consulta in questo campo, ved. anche E. OVIDI, *Roma e i Romani nelle campagne del 1848-49 per l'indipendenza d'Italia*, Roma-Torino 1903, pp. 7-16.

Ma presso le considerazioni fatte dal Sig. Minghetti che quanto agevole si rende di chiamare uomini distinti al servizio dello Stato, altrettanto sarebbe facile di perdere la occasione entrando in particolarità che non fossero accettate, ha lo stesso Sig. Recchi ritirato la sua mozione. E continuando il Sig. Minghetti a dire che il sistema della coscrizione presenta una questione gravissima, mentre i provvedimenti debbono essere immediati di mobilitare una parte della guardia civica siccome ha proposto, si è fatto luogo, alla votazione. ¹⁾

E primieramente si è messa a partito la mozione fatta dal Sig. Principe Barberini che però è rimasta esclusa con maggioranza di ventidue voti, contro uno favorevole.

Messi in deliberazione gli articoli espressi nel rapporto della Sezione sono stati approvati con ventidue voti favorevoli, uno contrario.

Votata inoltre la giunta del Sig. Conte Marchetti è stata accettata con diciotto voti favorevoli, sopra cinque contrarij.

Dopo ciò avendo il Sig. Lauri osservato che la mozione del Sig. Conte Mastai non può aver luogo al presente, dopo le prese risoluzioni, e che la coscrizione produrrebbe una impressione troppo grave e perciò non convenga ora parlarne, come pur che dei Collegi militari (come di cosa che esige molto tempo) possa occuparsene la sezione quarta: ha il predetto Signor Conte ritirato la sua mozione dalla discussione presente perchè sia rimandata all'esame della Sezione, appoggiato in questa parte da un numero di Consultori molto maggiore di tre.

La proposta del Sig. Minghetti contenendo tre parti diverse sulle quali potrebbero esser varie le opinioni siccome ha fatto osservare il Sig. Avv. Benedetti, è stata formulata nei seguenti tre articoli votati ciascuno separatamente.

1° Si esprime il voto che il Governo solleciti l'armamento della guardia civica. Ammesso con ventidue voti a favore, uno contrario.

2° Che solleciti la organizzazione della riserva di detta Civica. ²⁾

¹⁾ Ved. in MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, pp. 315-317, quanto riguarda la questione militare. Il Lützow, che vedeva di malocchio tutta l'opera della Consulta, deplorava in modo particolare le deliberazioni di carattere militare: « ...Le Ministère du Cardinal Bofondi pourra-t-il être de longue durée? Si jamais il a le courage de saisir ce portefeuille lorsqu'il le verra de près, aura-t-il celui de se charger de la présidence du conseil des Ministres, ce qui veut dire de surveiller la Consulta di Stato, de modifier, de rejeter ses dispositions et de se mettre en opposition avec cette réunion qui se croit en droit d'être considérée comme une assemblée législative, constituante même, et non comme une autorité purement et simplement consultative selon la lettre de l'Edit du Pape? »

Votre Altesse a vu par un de mes derniers rapports que cette assemblée en conseil, après avoir exigé la publicité de ses débats, avant qu'ils ne vinssent soumis à l'examen et à la sanction du Conseil des Ministres, avait favorablement accueillie une pétition qui lui fût adressée par le clubb (*sic*) dit « cercle romain » sur la réorganisation de la milice romaine. La totalité de Messieurs les Consultants faisant partie de cette réunion toute politique, la décision de la Consulta ne pouvait plus être douteuse. Elle correspondant en tous points aux vœux des hommes les plus exaltés, elle opina, malgré les embarras que trop connus des finances pontificales, en faveur des mesures les plus onéreuses que la faction avait pu proposer, et entr'autres pour la mobilisation d'une partie de la garde civique, et pour la formation de la réserve de cette milice: cette dernière proposition équivalait à un armement de la lie du peuple » (Lützow a Metternich, 30 gennaio 1848; Vienna, H.-H. u. St. Archiv).

²⁾ L'ampliamento dei ruoli della riserva della Civica fu pubblicato nella *Gazzetta di Roma* del 19 febbraio.

Amnesso con venti voti favorevoli tre contrarj.

3° Che il Governo si occupi della mobilitazione di una parte della guardia Civica.

Amnesso con diciotto voti favorevoli, cinque contrarj.

Il Sig. Professor De Rossi ha proposto che a questa ultima parte sia aggiunta la indicazione in genere dell'Articolo del Moto-proprio, sulla istituzione della Guardia Civica in cui si dispone la mobilitazione della Guardia.

E fattasi anche su di ciò la votazione è rimasta esclusa la proposta da ventuno voti contrarj sopra due favorevoli.

Ripetuta infine la votazione sull'intero progetto ed aggiunte si è approvato con venti voti favorevoli, tre contrarj.

In seguito si è pregato Monsignor Vice-Presidente perchè colla maggior possibile speditezza venga comunicata alla superiorità la presente deliberazione relativa alle disposizioni militari che si ritengono necessarie nella urgenza delle circostanze.

La sessione ha avuto termine alle ore quattro e mezzo pomeridiane con essersi incaricata la Commissione deputata al Concorso degli Uditori a formare il quadro comparativo del merito degli Aspiranti per presentarlo alla Consulta generale ed ultimare la pendenza. ¹⁾

XII.

22 GENNAIO 1848

La Sessione ha avuto principio alle ore 10 3/4 antimeridiane.

Si sono trovati presenti alla medesima l'E.mo Sig. Cardinal Antonelli Presidente, ed i Signori Consultori Principe D. Francesco Barberini, Avvocato Giuseppe Lunati, Avvocato Luigi Santucci, Marco Minghetti, Conte Giovanni Marchetti, Gaetano Recchi, Conte Giuseppe Pasolini, Marchese Luigi Paulucci de Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Conte Pompeo di Campello, Michele Adriani, Avvocato Professore Pasquale De Rossi, Avvocato Giuseppe Piacentini, Avvocato Francesco Benedetti, Gio. Battista Peda, Mons. Bartolomeo Pacca, M.se Ludovico Gualterio.

Non è intervenuto Monsignor Pentini Vice Presidente. I Signori Principe D. Pietro Odescalchi, Avvocato Vannutelli, Avvocato Luigi Ciofi, e Conte Ottavio Sgariglia sono stati assenti per motivi di salute.

Letto, rettificato, ed approvato il processo verbale della precedente Sessione l'E.mo Presidente ha partecipato al Consesso il passaggio con approvazione Sovrana

¹⁾ Accenno alle deliberazioni di questa seduta in *La Bilancia*, n. 79, del 18 gennaio. Nel ricordato numero del 18 gennaio *Il Contemporaneo* lodò la Consulta per le deliberazioni prese. « E speriamo che il Ministro dell'armi non vorrà preterire dalle savie determinazioni della consulta, o impedirle con modificazioni preventive, che sono in opposizione alla legge ». Della agitazione di quei giorni per le questioni militari così scriveva il Farini al card. Amat: « Già si progettavano istanze, suppliche ed indirizzi per domandare pronti armamenti. Qua ho fatto che si sospendano, mostrando una lettera di un Consultore, il quale mi assicura che la Consulta se ne occupa » (Osimo, 18 gennaio), in FARINI, *Epistolario*, vol. II, p. 36. E lo stesso giorno, scrivendo al Galeotti (*ivi*, p. 38), confermava: « la Consulta si occupa del riordinamento dell'esercito. Nelle Provincie è grande smania di fare indirizzi per sollecitarne anche l'ampliamento. Ho cercato che si indugi per aspettare le risoluzioni della Consulta, ma se queste tardino, bisognerà lasciar fare gli indirizzi progettati ». Il 21 febbraio il Bofondi comunicava all'Antonelli le deliberazioni prese dal Consiglio dei Ministri, *OVVI*, *op. cit.*, p. 297.

del Sig. Conte Giovanni Marchetti alla terza Sezione amministrativa, e del Sig. Avv. Luigi Santucci alla prima Sezione legale della Consulta di Stato.

Trovandosi già distribuito l'elenco a stampa dei concorrenti all'Uditorio della Consulta coi gradi di merito assegnati dalla Commissione in ciascuna delle quattro classi, in cui fu diviso; l'Eminenza Sua ha richiesto che si proponesse il modo col quale si avesse a procedere alla formazione delle terne. ¹⁾

Il Sig. Avvocato Benedetti, uno de' membri della Commissione, ha progettato che ciascuno de' Signori Consultori avesse formato tre note distinte in ognuna delle quali avesse segnato ventiquattro nomi, per potere determinare a maggioranza di voti i primi, i secondi, e i terzi da comprendersi nelle terne.

Ed avendo l'E.mo Presidente posto la questione se si conveniva nel modo indicato dalla Commissione, vi si è aderito a pieni voti.

Quindi si è domandato dallo stesso Sig. Avv. Benedetti che fossero scelti due Consultori per riconoscere la quantità dei voti riportata da ciascun nominato, e l'E.mo Presidente ha eletto il Signor Recchi, ed il Signor Avvocato Lunati.

Prima di venire alla formazione delle schede il Sig. Avvocato Professore De Rossi, ed il Sig. Avv. Lunati ha osservato che i nomi descritti in primo grado della quarta classe della Sezione legislativa avrebbero dovuto considerarsi nella terza classe dell'Elenco lasciando nella quarta quei di secondo grado tale essendo stato il parere della Sezione.

Formate pertanto le prime schedole pei capi terna; ritrovate nel numero di ventuno pari a quello dei Signori Consultori presenti, e fatto il computo dei voti ne ebbero maggiori i seguenti:

Nella sezione legislativa

1. Martini Salvatore	voti favorevoli	21	
2. Natalucci Vincenzo	id.	21	
3. Cardinali Alfredo	id.	20	contrarj 1
4. Placidi Biagio	id.	20	id. 1
5. Ballanti Panfilo	id.	20	id. 1
6. Pizzi Ludovico	id.	15	id. 6

Nella sezione delle finanze

7. Pericoli Pietro	voti favorevoli	21	
8. Toni Luigi	id.	20	contrarj 1
9. Fiorenzi Pier Filippo	id.	20	id. 1
10. Verzaglia Giulio	id.	19	id. 2
11. Palomba Clemente	id.	19	id. 2
12. Vannutelli Luigi	id.	15	id. 6

Nella sezione amministrativa

13. Giovenale Benedetto	voti favorevoli	20	contrarj 1
14. Polidori Gio: Batta	id.	19	id. 2
15. Valentini Luigi	id.	18	id. 3
16. Bertinelli Gioacchino	id.	18	id. 3
17. Salmi Cesare	id.	18	id. 3

¹⁾ Ved. in CAMPELLO, *op. cit.*, p. II, vol. II, pp. 96-97, la domanda di A. F. Savi al Campello per essere appoggiato nelle sue aspirazioni a diventare uditore.

Nella sezione militare

18. Bevilacqua Roberto	voti favorevoli	21	
19. Bompiani Gaetano	id.	21	
20. Cini Raffaello	id.	21	
21. Bruni Pier Luigi	id.	19	contrarj 2
22. Amadei Luigi	id.	19	id. 2
23. Politi Corrado	id.	19	id. 2

Dopo i suddetti ebbero maggiori voti degli altri ma al di sotto della maggioranza Caprioli Antonio che ne ottenne dieci, e Ciampi Ignazio che ne conseguì nove. Fattasi perciò la ballottazione per ciascuno di essi risultarono voti favorevoli 19 per Caprioli contrarj 2, e voti favorevoli 12 per Ciampi contrarj 9, per cui rimase ammesso per 24 *Caprioli Antonio* a compimento dei primi proposti. ¹⁾

Alcuni de' Signori Consultori hanno domandato di conoscere il numero dei voti degli altri rimasti esclusi per regolarsi nella formazione delle seconde schedole, ed a tale richiesta si è soddisfatto dai sig.¹ Recchi, ed Avvocato Lunati con palesarli.

Indi si è proceduto a formare le note pei secondi nelle terne, e tenutosi lo stesso metodo ebbero maggiori voti i seguenti:

Nella sezione legislativa

1. Solidati Luigi	voti favorevoli	19	contrarj 2
2. Celli Luigi	id.	18	id. 3
3. Tacchi Venturi Antonio	id.	17	id. 4
4. Novelli Luigi	id.	15	id. 6
5. Bruni Alessandro	id.	15	id. 6
6. Berardi Tiberio	id.	13	id. 8

Nella sezione delle finanze

7. Sturani Luigi	voti favorevoli	18	contrarj 3
8. Galeotti Militone	id.	16	id. 5
9. Costa Francesco	id.	16	id. 5

Nella sezione amministrativa

10. Dubino Filippo	voti favorevoli	19	contrarj 2
11. Ciampi Ignazio	id.	18	id. 3
12. Cavallini Avv. Alessandro	id.	18	id. 3
13. Almerici Luigi	id.	16	id. 5
14. Guglielmotti Casimiro	id.	14	id. 7
15. Capogrossi Baldassarre	id.	13	id. 8

¹⁾ L'elenco dei ventiquattro vincitori fu pubblicato ne *La Pallade* del 24 gennaio 1848, n. 150.

Nella sezione militare

16. Jermiui Giulio	voti favorevoli	19	contrarj	2
17. Croce Cesare	id.	19	id.	2
18. Burri Romolo	id.	18	id.	3
19. Cicconetti Filippo	id.	17	id.	4
20. Bettocchi Alessandro	id.	15	id.	6

Ebbero dopo i suddetti più voti degli altri ma sotto la maggioranza gli appresso individui:

Cavallini dottor Vincenzo	voti	10
Ruspantini Leon Angelo	id.	9
Barbiellini	id.	9
Flacchi Giulio	id.	9

Partito il Signor Minghetti alle ore 2 ½ pomeridiane e ridotti a venti il numero dei Signori Congregati si è fatto luogo alla ballottazione di ognuno dei sopraddetti che riportarono i voti seguenti:

21. Cavallini Dr. Vincenzo	voti favorevoli	19	contrario	1
22. Ruspantini Leon Angelo	id.	18	contrarj	2
23. Barbiellini	id.	19	contrario	1
24. Flacchi Giulio	id.	19	contrario	1

Per cui furono ammessi tutti e quattro a compimento del numero dei secondi Conosciutosi come dopo la prima votazione il numero dei voti di quelli rimasti esclusi, si è dato luogo alla nomina dei terzi con lo stesso metodo delle schede segrete Ebbero pertanto maggiori voti:

Nella sezione legislativa

1. Pifferi Cesare	voti favorevoli	19	contrario	1
2. Frascchetti Giovanni	id.	18	id.	2
3. Bianconi Vincenzo	id.	17	id.	3

Nella sezione delle finanze

4. Reboa Tito	voti favorevoli	20	contrarj	0
5. Spalazzi Serafino	id.	19	id.	1
6. Polidori Benedetto	id.	16	id.	4

Nella sezione amministrativa

7. Cagnucci Cherubino	voti favorevoli	18	contrarj	2
8. Ceconi Domenico	id.	17	id.	3
9. Alibrandi Ilario	id.	16	id.	4

Nella sezione militare

10. Lopez Gio: Batta	'voti favorevoli	18	contrarj	2
11. Gregorj Carlo	id.	18	id.	2
12. Casini Filippo	id.	18	id.	2
13. Poggioli Giuseppe	id.	17	id.	3
14. Arnoldi Luigi	id.	17	id.	3
15. Marcigliani Alessandro	id.	16	id.	4
16. Salvatori Fedele	id.	11	id.	9

Dopo i suddetti ebbero maggiori voti degli altri al di sotto però della maggioranza i seguenti aspiranti:

Cugnoni Giuseppe	voti	10
Mattei Francesco	id.	10
Fanfani Geniale	id.	10
Leopardi Giuseppe	id.	9
Berardi Giovanni	id.	9
Zibel Paolo	id.	9
Bonanni Francesco	id.	8
Venturi Pietro	id.	8
Sacconi Antonio	id.	8

Essendosi ridotto il numero dei Signori Consultori a diecinnove per la partenza del Sig. Avv. Benedetti dopo consegnata la schedola, si è ripetuta la votazione per ognuno dei sopraddescritti, e quindi fu ammesso per:

17. Cugnoni Giuseppe	ch'ebbe voti favorevoli	19		
18. Fanfani Geniale	id.	19		
19. Mattei Francesco	id.	16 contrarj	3	
20. Berardi Giovanni	id.	16	id.	3
21. Bonanni Francesco	id.	16	id.	3
22. Zibel Paolo	id.	14	id.	5
23. Leopardi Giuseppe	id.	11	id.	8

Per ultimo mandati a voti Venturi Pietro e Sacconi Antonio che avevano avuto nella prima votazione otto voti favorevoli per ciascuno, riportò Venturi Pietro 11 voti a favore contro 8. Sacconi Antonio 12 a favore, contrarj 7.

Per cui rimase ammesso per:

24. Sacconi Antonio a compimento dei terzi nominati nelle ternie.

Dopo di che essendo le ore 4 pomeridiane, recitata dall'E.mo Presidente la prece di ringraziamento si è posto termine alla Sessione. ¹⁾

¹⁾ Rendiconto di questa seduta in *La Bilancia*, n. 84, del 25 gennaio 1848. I nomi degli auditori furono pubblicati nella *Pallade*, n. 150, del 24 gennaio.

Nei ricordati *Cenni di uno Slavo*, favorevoli alla istituzione della Consulta, è fatto un interessante rilievo a proposito della scelta degli uditori: « Non sapremmo lodare abbastanza l'istituzione degli uditori, indiritta a educare una generazione novella, meritevole di prender parte alla pubblica vita. I quali la legge romana vuole che sieno licenziati in alcuna facoltà o legale oppur filosofica. Ma perchè i titoli accademici nella presente fiacchezza delle università non hanno ormai valore nessuno, gioverebbe

XIII.

9 FEBBRAIO 1848

La sessione ha avuto principio alle ore 10 $\frac{1}{2}$ antimeridiane.

Si sono trovati presenti alla medesima il Sig. Cardinale Antonelli Presidente, ed i Sigg. Consultori P. pe D. Francesco Barberini, Avv. to Giuseppe Vannutelli, Avv. to Giuseppe Lunati, Avv. to Luigi Santucci, Marco Minghetti, C. te Giovanni Marchetti, Gaetano Recchi, C. te Giuseppe Pasolini, M. se Paulucci de' Calboli, C. te Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, C. te Luigi Donini, C. te Pompeo di Campello, Avv. to Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. to Professor De Rossi, Avv. to Giuseppe Piacentini, Avv. to Francesco Benedetti, Gio Batta Peda, Monsig. Bartolomeo Pacca, Sig. M. se Ludovico Gualterio.

Non sono intervenuti all'adunanza il Sig. Principe Odescalchi indisposto di salute, ed il Sig. Conte Sgariglia.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente Sessione l'E. mo Presidente ha messo in discussione il Rapporto della Sezione Amministrativa intorno alle istanze promosse da varie provincie per la revoca del divieto della estrazione dei cereali dallo Stato Pontificio, le quali istanze furono da Monsig. ^r Amici Ministro dell'Interno rimesse con dispaccio del 21 decorso Gennaio alla Consulta di Stato. ¹⁾

Ed essendo lo stesso Ministro intervenuto all'adunanza per somministrare anche altre notizie oltre quelle enunciate con la posizione trasmessa posteriormente alle indicate istanze, ha in primo luogo avvertito che volendosi rettificare lo stato dei depositi di cereali nelle Piazze di Genova e Livorno portandoli a tutto il 31 Gennaio 1848 si avevano le seguenti quantità e prezzi medi rispettivi. In Genova Rubbia 94.170 di Grano a 10.40 e R. 5.920 di Granaglie a 7.42. In Livorno Rubbia 116.346 di grano a 9.18 e R. 4.874 di Granoturco a 6.41 il Rubbio.

Quindi il Sig. Consultore Adriani ²⁾ ha fatto lettura di un estratto di documenti pervenuti alla Sezione dopo il Rapporto da essa compilato e consegnato alle Stampe, non che di un foglio di osservazioni sui predetti documenti, che Egli ha creduto di soggiungere al rapporto medesimo. Risulta dalle citate osservazioni che le Provincie di Bologna, Perugia, Viterbo, ed Orvieto non hanno ancora trasmesso alla Presidenza dell'Annona e Grascia lo stato del raccolto dei cereali del 1847, come ancora risulta il sopravvanzo, o la deficienza verificatasi in altre Provincie secondo gli stati trasmessi. Gli elenchi

forse meglio richiedere, invece di quelli, un esame fatto davvero e in iscritto; la qual prova dimostrando il giovane realmente idoneo, renderebbe superflua ogni condizione, se così può dirsi, materiale, e non importerebbe punto sapere s'egli abbia studiato a Camerino o a Todi».

¹⁾ « Il commercio dei grani era, specialmente, sempre agitato. Per non far mancare l'approvvigionamento interno, spesso se ne vietava l'esportazione fuori dello Stato: a ciò furono dirette le notificazioni del 3 gennaio 1847 e 27 luglio 1853 », SANTORO, *op. cit.*, p. 141. Ved. anche A. COPPI, *Discorsi agrari dell'anno 1842 a tutto l'anno 1869*, Roma, Salviucci, 1869.

²⁾ « Degli studii geometrici grandemente istruito, dei lavori censuarii assai benemerito è uomo probo e tranquillo; forse nuovo della vita pubblica, ma non incapace di sostenerla. Le sue cognizioni tecniche acquistate negli officii censuarii con assiduità e con fatiche forniranno alla Consulta di Stato quanto si richiede in questa natura l'affari » (*Album cit.*).

che si riferiscono alle Province di Spoleto, Forlì, e Fermo formati con metodo diverso dagli altri, o non presentano dati di sopravvanzo, o deficienza, o sono esposti con tale sistema da non potersi agevolmente percepire. Dal conteggio formato sopra elementi così incompleti, ed incerti, si avrebbe un avanzo di 144/m Rubbia di cereali, ed una deficienza di 131/m, vale a dire un avanzo netto di sole Rubb.^a 13/m. Dichiarano però quasi tutti i Presidi delle Province che mandarono gli stati anzidetti di non potersi formare alcun concetto di probabilità sulle quantità assegnate dagli stati parziali epilogati negli stati complessivi sia perchè non inviati da tutte le comuni sia perchè moltissimi proprietarj si erano ricusati di denunciare i cereali raccolti, sia perchè si era largheggiato esuberantemente nel calcolo del consumo probabile, e si era protratto ad oltre cinque mesi dopo il raccolto. Il lodato Sig. Consultore ha inoltre tenuto proposito del prezzo medio, massimo, ed infimo del Grano, e Granturco nelle due sezioni dell'Adriatico, e Mediterraneo, risultante dalle tabelle de' prezzi de' generi che ebbero corso dal 1° Luglio 1847 a tutto Gennaio 1848.

In quanto all'avanzo del Grano enunciato negli stati della Provincia di Urbino e Pesaro per la quantità di sole Rubbia 11/m il Sig. C. te Mastai confermando la erroneità di sopra avvertita circa le date indicazioni, ha assicurato doversi ritenere l'avanzo nella tanto maggior quantità di R.^a 37.000 in quella Provincia, essendo le assegne sempre ad di sotto del vero, o non abbastanza esatte le relazioni dei Periti.

Monsig.^r Ministro dell'interno premessa la dichiarazione che non intende di preoccupare la questione, nè di entrare a combattere, o sostenere le cifre degli stati trasmessi ha mostrato opinione che esse non siano dati da potersi basare, sembrandogli piuttosto che si possa trarre norma dai prezzi dei generi, quantunque ancora questi soggiacciano alla opinione e varietà del commercio. Per procurarsi maggiori notizie sulla opportunità della revoca del divieto ha significato che fin dal 21 Gennaio scorso si dicesse ai Presidi delle Province perchè intese le Magistrature Municipali ed interpellate le Congregazioni Governative avessero dato il loro parere. A riserva di una lettera della Magistratura Romana, e di altra dell'E.mo Legato di Bologna non ricevè egli altri riscontri. Si dice nella lettera del Municipio Romano che il nuovo raccolto non essendo stato generalmente abbondante in tutto lo Stato la dimandata esportazione potrebbe generare nella Capitale un qualche timore di mancanza del genere o produrre aumento di prezzo ed esporre a spiacevoli conseguenze. Dalla lettera dell'E.mo Legato di Bologna di cui si è fatta lettura apparisce che il raccolto non è sufficiente, e che mentre la estrazione dei generi farebbe senza meno impressione nel popolo incapace di penetrarsi di certe misure finanziere si sono di più attirate pattuglie civiche per impedire la estrazione dalla Provincia nella circostanza di approvvigionamenti Austriaci verso il Ferrarese. La situazione delle cose per parte del Ministero è quella di avere interpellato le Autorità, e doversi perciò decidere dalla Consulta se convenga ancora di aspettare le risposte per un'altra settimana. ¹⁾

Il Sig. Lauri ha osservato che la questione si presenta sotto il doppio aspetto finanziario, e politico. In quanto al primo si riduce a conoscere se nella generalità vi sia una quantità di genere sufficiente al consumo, nè di ciò può dubitarsi risultando un avanzo dagli stati trasmessi dalle Province, da quelli del Censo, e dal quoto medio dell'estrazioni che ebbero luogo nel corso del decennio. Non v'ha nemmeno dubbio che la raccolta del 1847, abbia riparato la scarsezza dell'anno antecedente, essendo stata

¹⁾ Sulle difficoltà annonarie degli anni 1845-48 ved. R. BACCHI, *L'economia e le finanze delle prime guerre per l'indipendenza d'Italia*, Roma, Signorelli, 1930, cap. I.

generalmente abbondante in specie nel Granturco. Per la qual cosa niun timore gli sembra si possa concepire in quanto alla penuria dei generi. Parlando poi del politico e dei timori di tumulto che potessero nascere in conseguenza della revoca del divieto, ha riflettuto che essendosi dal Governo istituita una Guardia Civica, per il mantenimento dell'ordine pubblico è pure naturale che vi si debba contare perocchè in caso diverso sarebbe un confessare la inutilità. Crede egli che gli sbagli commessi nell'anno passato, e l'allarme prodotto da misure coercitive siano state la vera causa dei disordini che si sperimentarono. Venendosi per mezzo di un editto a proclamare dal Governo la piena libertà delle contrattazioni, ed a favorirsi con ciò la generalità degli interessi potrebbero le popolazioni rimanerne appagate e tranquille. Mostrandosi il Governo franco, sicuro, e forte in una operazione come questa non gli mancherebbero appoggi. L'acquisto del genere che potesse farsi anche da un governo nemico non sarebbe giammai per produrre carestia, perocchè come il genere può essere asportato così può esservi introdotto in caso di bisogno. Stabilito che sia il principio di un'assoluta libertà di commercio niente resta a temersi. Di questa verità somministra un esempio in pratica il limitrofo Stato della Toscana sebbene mancante di prodotti proporzionati. Riguardo all'impressione del pubblico avvertita dall'E.mo Legato di Bologna osserva in fine non essere necessario che il Popolo sia in grado di conoscere certe verità di economia politica, ma essere piuttosto essenziale che queste si adoperino perchè se ne risentano gli effetti benefici.

Il Sig. Conte Pasolini non crede di doversi trattenere maggiormente a trattar della questione dal lato finanziario. Dal lato politico osserva che in Ravenna più che altrove si manifestarono disordini nell'epoca passata per la seguita invasione di una barca di grano. Non di meno egli crede che le cose siano in oggi molto diverse e che l'ordine pubblico potrebbe essere conservato dalla Guardia Civica se la circostanza potesse richiedere la sua cooperazione.

Tornando a parlare il Sig. Conte Mastai del sopravanzo de' generi, ha avvertito non doversi riporre alcuna speranza nelle contrattazioni che si fanno facendo dai negozianti in poca quantità per mantenere la bassezza de' prezzi. Quindi il bisogno della esportazione si riconosce veramente pressante mancandosi dai Possidenti di danaro ed offrendosi i generi in luogo di quello. Ed essendo i prodotti della Provincia molto al di sopra delle quantità occorrenti al consumo è informato che i Gonfalonieri sono in procinto di fare al Governo una petizione perchè si provvegga togliendo il divieto alla esportazione.

Il Sig. Avv.to Lunati al contrario ha osservato che lo Stato Pontificio non si trova in grado di ammettere il principio della libertà di commercio de' generi, poichè mentre una metà di esso Stato ne soprabbonda, ne difetta l'altra. E riflettendo che una parte manca di coltivazione e di braccia che siano atte alla coltivazione, ha opinato che non possa allegarsi l'esempio della vicina Toscana. Prima adunque di accordare il permesso della estrazione de' generi dello Stato crede egli necessario sia provveduto alla sussistenza della Capitale e di quella parte che ne potrebbe mancare, poichè operando diversamente non si farebbe che l'interesse dei speculatori a danno dei consumatori. Non vede dalle assegni date risultare sopravanzo che valga a consigliare la revoca del divieto, molto meno lo scorge facendosi a considerare la quantità delle terre poste a coltura. Considerando infatti che sole 400/m Rubbia di Terreno siano impiegate in semente in ciascun anno secondo il turno triennale agrario, ed attribuendo a queste il prodotto medio dei sei, non si hanno più di 2.400.000 Rubbia di genere, inferiore al bisogno della intiera popolazione. E sebbene nella più gran parte delle Provincie non abbia luogo il Turno predetto per il sistema delle Colonie (siccome si è fatto osservare dal lodato

Sig. C.te Mastai) purtuttavia lo stesso Sig. Avv.to ha creduto che la cosa non sia dimostrata abbastanza avendo egli basato il suo calcolo sulla votazione agraria di soli tre anni invece di quattro. ¹⁾

L'E.mo Presidente ha riflettuto che sotto l'influsso della Legge 15 Febbraro 1823 da cui fù regolata la esportazione, ed importazione de' generi lo Stato non s'è trovato mai mancante, ad onta che le Provincie al di quà dell'Appennino non soprabbondino. Ha rammentato che essendosi una sola volta proibita la estrazione del Granturco da Ancona, si dovè dopo breve tempo richiamare quella proibizione. Le ultime misure sul divieto non sembrano per verità troppo provvide, producendo impressione di mancanza di generi nello Stato, mentre per altra parte la esperienza di circa ventiquattro anni può rendere tranquilli sugli effetti della legge 1823.

Non crede il Sig. Recchi possa esser questo il caso di venire a formare una legge nuova avendosi appunto a favore della legge passata una esperienza di 24 anni. Per due volte che se n'è deviato si è sempre andato incontro ad inconvenienti. Ciascuna provincia ha i suoi speciali elementi, e se in Bologna si manca del genere, se n'è sempre mancato. Riguardandosi perciò l'affare sotto il rapporto di utilità generale opina che sia da ritornarsi alla osservanza della legge 1823.

Il Sig. Principe Simonetti convenendo nella riattivazione della sud.a Legge crederebbe che si dovesse ad un tempo permettere la introduzione del Grano estero per provvedere ai casi di bisogno di alcune località.

Il Sig. Avv.to Benedetti conviene parimente nella Tariffa del 1823 non così nel parere del preopinante circa la importazione. La estrazione che si concede mira al soccorso dei Possidenti, e con dare il permesso della introduzione il prezzo dei grani delle Provincie del Mediterraneo soggiacerebbe a ribassi. La ragione per la quale la coltivazione non prospera in queste Provincie consiste nelle spese gravissime che vi occorrono, e che non sono compensate se il prezzo dei raccolti non si sostiene, e per giovare alle Provincie superiori dello Stato si correrebbe rischio di ruinare le Romane. Dal lato politico poi riconoscendo giuste le osservazioni del Sig. C.te Pasolini opina che lo stato delle cose possa essere in oggi diverso dal precedente.

Il Sig. C.te Mastai ha dopo ciò dichiarato di essere anche egli nella opinione del Sig. Lauri sulla libertà del commercio, ma non potendosi questa mandare ad effetto senza mettersi prima di accordo con gli altri governi della lega doganale si è fatto a proporre le questioni della Tariffa 1843.

Il Sig. Minghetti avendo preso la parola distingue la questione in due parti, economica cioè, e politica. Quanto alla parte economica essa è già risolta interamente dalle osservazioni dei preopinanti. I buoni principii economici e tutte le circostanze attuali d'Italia e di Europa sono favorevoli alla libera esportazione dei grani, quanto alla parte politica si può dubitare se questa libertà di esportazione de' grani potesse divenire il pretesto ad uomini facinorosi di agitare il popolo, il che si è veduto ed altrove e nello Stato Pontificio med.º nell'Anno scorso. In tal caso la Guardia Civica è essa ben organizzata e disposta a reprimere dovunque e sempre i tumulti? Questa dimanda rivolge l'Oratore al Ministro dell'interno.

Rispondendo Mr. Amici alla interpellazione ha significato di non potere assicurare se nel momento il Governo sia forte abbastanza per proteggere la esecuzione tranquilla

¹⁾ Ved. in R. CLASCA, *L'origine del « Programmum per l'opinione nazionale italiana » del 1847-'48*, Milano 1916, pp. 429-432, la documentazione della tesi liberistica negli scrittori pontifici.

della misura che si vorrebbe. La Guardia Civica non è ancora provvista di tutto l'occorrente essendo una parte delle armi in spedizione. Si offrirono egli è vero dalle Comuni armi e denaro, ma l'offerta partì dove da una Magistratura, dove da un Gonfaloniere, dove da altro rappresentante, e fa di bisogno che queste offerte siano ridotte in uno stato normale perchè si possano realizzare, non senza qualche dilazione, circa le somministrazioni in denaro. La Guardia acquisterà senza dubbio una consistenza ed uno slancio, ma opina che vi sia ancora bisogno di qualche altro tempo. Si sarebbero volute distribuire le armi de' volontarj, ma di queste non si potè disporre, essendo andate in gran parte disperse. Il Ministero non ha cessato di essere operoso, e di accorrere ai bisogni manifestatisi. ¹⁾

Toccando quindi dei rapporti che si trova di avere con la Consulta di Stato di cui accoglierà sempre con piacere i progetti, ha indicato che nella sera trascorsa si trattò dell'armamento.

Ha poi soggiunto che per l'assenza del Cardinal Segret. io di Stato Presidente del Consiglio si rimase per qualche giorno dall'occuparsi degli affari della Consulta, de' quali però non si è cessato da procurare il disbrigo compatibile colla gravità delle materie proposte.

Riprendendo il discorso il Sig. Minghetti ritiene anche esso che nel caso speciale della esportazione de' Grani la Guardia Civica si presterebbe con zelo al proprio ufficio, e però appoggia il voto della Sezione.

Ma venendo a quelle considerazioni alle quali lo trae il Ministro dell'interno fuori dell'argomento principale, abbenchè esso non intendesse di farne parola, pure ne accetta la discussione. Non è vero che il Ministero sia stato operoso nell'armare la Guardia Civica. Si potrebbe dire per avventura tutto il contrario, perchè se si eccettua Roma, le altre Città, come Bologna, Ancona, e Ferrara dovettero mandare deputati proprio all'estero per acquistare fucili, e le altre Comuni che hanno fatto offerta di danaro a tal fine non trovarono quell'appoggio, quella direzione, quei sussidj governativi che erano loro necessarj ad ottenere l'intento. Inoltre se si può dubitare che la Civica trattandosi di questioni politiche non spiegasse alacrità, ciò deriva da mancanza di fiducia, non da mancanza di armi, le quali ai ben disposti non vengono meno giammai.

Venendo alla parte che riguarda i rapporti del Ministero colla Consulta, l'Oratore esprime il suo rammarico che questa Assemblea tanto importante da tre mesi che siede non abbia ancora un locale, ed un officio stabile, il che è pur necessario, non solo al buon andamento di essa, ma alla sua dignità; che le manchino Impiegati, Inservienti, molto insomma di quello che materialmente si richiede. Il Regolamento interno, che è parte essenziale della sua esistenza, non fu ancora approvato. I voti della Consulta giacciono negli Archivi Ministeriali. Il milione (*sic*) di prestito fu già sanzionato, ma non sappiamo se fossero approvate le condizioni proposte dalla Sezione di Finanza. La questione dell'armamento dichiarata di somma urgenza da assai tempo appena comincia ad esser soggetto delle discussioni ministeriali. Insomma la Consulta non è e non può chiamarsi finora soddisfatta nei suoi rapporti col Ministero. ²⁾

Monsig. Amici ha replicato doversi ringraziare il Sig. Minghetti di essere entrato in spiegazioni. Ha già detto del progetto di armamento di cui il Ministero si occupa

¹⁾ Ved. sull'interesse per l'armamento della Civica e sulle preoccupazioni che il contegno di questa faceva nascere F. GENTILI, *L'opposizione* ecc. cit., pp. 14-15 dell'estr.

²⁾ Era, naturalmente di assai diverso parere il Lützow, il quale, proprio all'indomani, turbato dai recentissimi avvenimenti, prospettava in una lettera privata al

con tutta la premura, e dei motivi che frapposero qualche ritardo; essendosi di più dovuta fare la stampa del verbale della Consulta perchè tutti i Ministri ne avessero cognizione. Ora aggiunge che il Consiglio si adunerà di nuovo in questa sera per trattare della cosa medesima con intervento del Generale della Guardia Civica, del Duca Massimo e del Senatore di Roma chiamati per ordine di Sua Santità. Aggiunge che non si è mancato di dare disposizioni per il locale, e che degli affari già risolti si darà quanto prima notizia ufficiale alla Consulta di Stato.

Il Sig. Recchi ha però soggiunto che se il Ministro credeva salva la sua responsabilità non credeva fosse quella dei membri della Consulta, non essendo stato ancora approvato il Regolamento, e la pubblicità degli Atti.

Ritornando il Sig. Conte Mastai alla questione da cui per l'incidente si era deviato, ha concluso che il vero pericolo era da lui veduto nella miseria prodotta dal divieto dell'estrazione.

È ormai un anno che non si paga più col danaro de' generi, il commercio è languente, ed estrema l'indigenza della classe del popolo addetta al facchinaggio, trasporti e simili.

L'E.mo Presidente ha pertanto posto la questione. « Se si crede di prendere in considerazione il rapporto formato dalla Sezione ».

Raccolto il numero dei voti è stato ammesso da 20 favorevoli sopra 3 contrarij.

Quindi il Sig. Principe Simonetti ha proposto la seguente ammenda: « Che sia riattivata la legge frumentaria del 1823 lasciando però libera la importazione del grano estero fino a tutto il 31 Luglio 1848 ».

Messa ancora questa a partito è stata esclusa da 18 voti contrarii sopra 5 favorevoli.

In ultimo essendosi posta in deliberazione la proposta fatta dalla Sezione perchè sia rimessa in vigore la legge 15 febbrajo 1823 è stata ammessa con 19 voti favorevoli 4 contrarii.

Dopo di che l'E.mo Presidente ha dichiarata sciolta la Sessione.

XIV.

15 FEBBRAIO 1848

Si è dato principio alla Sessione alle ore 10 $\frac{1}{2}$ antimeridiane, e sono stati presenti:

L'E.mo Sig. Card. Antonelli Presidente, e i Sigg. Consultori di Stato P.e D. Francesco Barberini, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Gius. Lunati, Avv. Luigi Santucci, Marco Minghetti, Conte Giovanni Marchetti, Gaetano Recchi, M.se Luigi Paulucci De Calboli, C.te Luigi Mastai, Lauro Lauri, P.e D. Annibale Simonetti, C.te Luigi Donini, C.te Pompeo di Campello, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Prof. De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, C.te Ottavio Sgariglia, Avv. Francesco Benedetti, Gio. Batta Peda, Mons. Bartolomeo Pacca, M.se Ludovico Gualterio.

Non sono intervenuti il Sig. P.e Odescalchi indisposto di salute, ed il Sig. C.te Pasolini nominato Ministro del Commercio, Belle arti, industrie ed Agricoltura. ¹⁾

Metternich: « De ce moment on peut dire que de fait le Pape, le Chef de l'Eglise, a cessé d'être un Souverain temporel, car la Consulta di Stato, sa créature enchainée et contraire Ses meilleures intentions bien plus que ne sauraient faire les deux chambres d'un Gouvernement constitutionnel qui s'il a des ministres habiles parvient toujours à se procurer une majorité. (Vienna, H. H. in *St. Arch.*, Roma, 1847, fasc. 76).

¹⁾ « A Ravenna mi avevano proposto per Consultore di Stato in luogo di Pasolini divenuto Ministro — scriveva il 25 febbrajo il Farini al Galeotti —. Ma siccom e

Si è fatta lettura di tre dispacci dell'E.mo Segr.io di Stato Presidente del Consiglio de Ministri, coi quali si partecipano le risoluzioni approvate dalla S. di N. S. intorno alle multe, tasse e soprattasse da comprendersi nei preventivi; creazione del prestito di un milione nei modi proposti dalla Consulta di Stato; e deputazione di una congregazione per l'esame dei conti consuntivi fondi addizionali att.º il 1847 in luogo di una Commissione di stralcio.

L'E.mo Sig. Card. Presidente ha dopo di ciò proposto alla discussione un rapporto della 3 Sezione Amministrativa in cui si richieggono al governo alcuni provvedimenti preliminari alle riforme sui consigli comunali e provinciali delle quali si sta occupando la Sezione medesima. ¹⁾

Per ciò che riguarda il Commercio interno si era progettato nel rapporto che sia formata una legge la quale stabilisca su quali oggetti, ed entro quali limiti si possano dalle Comuni, e dalle Provincie imporre le tasse, e come riscuoterle senza impedimento della libera circolazione e concorrenza.

Al Sig. C.te Mastai si era presentata qualche difficoltà circa la esecuzione, considerando la diversità che passa tra una provincia e l'altra e tra le comuni di una stessa provincia nel modo d'imporre la diversa valuta dei generi e la differente qualità delle tasse. E venendosi poi a fissare una medesima unità di pesi e misure siccome accenna il rapporto gli sembrava opportuno di conservare le denominazioni locali piuttosto che adottare quelle del sistema metrico che incontraropo opposizione sotto il Governo francese.

Si è però risposto dal Sig. Lauri che per togliere appunto la rimarcata differenza la Sezione aveva inteso di proporre la legge, ed in quanto ai nomi da adottarsi nei nuovi pesi e misure dovranno esser comuni tra l'uno e l'altro stato della Lega Doganale Italiana.

Oltre la statistica degli stabilimenti di beneficenza indicata dal Rapporto, il Sig. Avv. Lunati ha ravvisato utile che si faccia menzione anche di una statistica Sanitaria.

Posta quindi la questione dall'E.mo Presidente la Consulta crede di prendere in considerazione il rapporto compilato dalla Sezione è stato ammesso a pieni voti.

In linea di semplice avvertenza il Sig. Minghetti ha osservato che dopo la nomina di una Commissione fatta da S. S. per sviluppare e meglio coordinare le istituzioni già date potrebbe anche la materia municipale subire una variazione.

Il Sig. Lauri ha poi soggiunto che nel prendere ad esame tale materia la Sezione non aveva mancato di rivolgere il pensiero anche al modo col quale saranno ad eleggersi i consultori, ma le sembrò che la proposta potesse essere prematura. In oggi però che è stata nominata la Commissione si deve attendere dal Governo di vedere appagati i voti e i desideri generali. Ed è appunto in questa fiducia che Egli crede doversi esprimere alla S. di N. S. i sensi di gratitudine dalla Consulta di Stato.

la Consulta andrà a sciogliersi, la nomina non avrà effetto», FARINI, *Epistolario*, vol. II, p. 110. Ved. sulla nomina del Pasolini, *Giuseppe Pasolini, 1815-1876, Memorie ecc.*, vol. I, pp. 97-99.

¹⁾ Dalla lettera d'invito rivolta dall'Antonelli al Pentini (11 febbraio 1847) risulta che in questa seduta si doveva « tenere proposito dei seguenti affari: Rapporto della sezione amministrativa su di alcuni provvedimenti preliminari alla nuova organizzazione dei Consigli comunali e provinciali; rapporto della sezione delle finanze sulle strade ferrate ed in particolare della Via Pia Aurelia», e inoltre si erano aggiunti « rapporto di un progetto di regolamento sull'affrancazione dei canoni; rapporto sull'appalto delle polveri sulfuree » (Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 20, fasc. 17). Ved. *Assemblee cit.*, vol. VI, p. 241.

Essendosi pertanto messo in determinazione se si credeva di fare un atto di ringraziamento al S. Padre per la nomina della Commissione; vi si è convenuto a pieni voti.

Una Commissione composta del Sig. Avv. Lunati e del Sig. Minghetti ha immediatamente compilato l'atto concepito ne' seguenti termini.

Beatissimo Padre

La Consulta di Stato discutendo alcuni punti relativi alla organizzazione dei Consigli Comunali e Provinciali non sa trattenersi di porgere alla S. V. i più vivi ringraziamenti per la nomina fatta di una Commissione affine di sviluppare e meglio coordinare le istituzioni già date, e proporre quei sistemi Governativi che sono compatibili con l'Autorità del Pontefice, e coi bisogni del giorno. La Consulta di Stato ne attende con piena fiducia il risultamento, e con pari fiducia spera che la S. V. compirà l'opera delle civili e politiche riforme che primo tra i principi Italiani con mirabile amore si piacque accordare ai suoi sudditi, ed aggiungerà un beneficio immortale ai tanti che già lo rendono benedetto ed adorato nel mondo. 1)

Approvatosi parimenti a pieni voti si è pregato l'E.mo Presidente di presentarlo al più presto a S. S.

Dopo di ciò il consesso è passato a trattare del Rapporto della Sezione delle Finanze sulle strade ferrate, e sulla linea Pia Aurelia da Roma a Civitavecchia domandata dal Sig. Principe Corsini, Sig. Avv. Benedetti, Ingegnere Adriani, M.se Melchiorri ed altri.

Il Sig. Avv. Benedetti ha preso la parola ed ha dichiarato che la cosa interessava principalmente lui come rappresentante, la Provincia di C.^a Vecchia, non già come offerente cointeressato. La Società industriale Toscana di cui è tutta propria la intrapresa, non avrebbe potuto agire senza un comitato che l'avesse rappresentata nello Stato, e sotto di questo rapporto venne tanto da lui quanto dagli altri firmata la offerta in seguito di lettera del Sig. M.se Ridolfi diretta ai soci industriali. Dichiarò nondimeno, e con lui anche il Sig. Ingegnere Adriani di astenersi dal voto. Parlando quindi dell'interesse della Provincia ha ricordato la distanza dalla Capitale per miglia 85 ed il danno che soffrono i possidenti e la pastorizia per la difficoltà del trasporto de' Cereali, e dei prodotti minuti del bestiame che fa d'uopo allevare minorando la industria de' formaggi. Quando non vi è danno per lo Stato si deve sempre appoggiare il vantaggio della Provincia. Approvandosi il progetto si potrebbe attivare entro quindici giorni avendosi in pronto gli studi e la più gran parte de' Capitali. Altri progetti richiederebbero tempo, e quello presente potrebbe ben presto occupare molte braccia. 2)

Venendo alle condizioni imposte dal Rapporto ed incominciando dalla prima ha mosso dubbio se l'obbligo di riportare i nomi dei sottoscrittori delle obbligazioni s'intenda dopo ottenuta la concessione definitiva, osservando che le obbligazioni non si firmano prima che questa abbia avuto luogo.

1) Con qualche lieve variante il Minghetti comunicava il testo al Pasolini lo stesso giorno (G. PASOLINI, *Carteggio tra M. Minghetti e G. Pasolini*, vol. I, p. 13), aggiungendo: «nessuna parola del Regolamento interno secondo che desideravate». La Commissione, creata il 14 febbraio, si componeva dei cardinali Ostini, Castracane, Orioli, Altieri, Antonelli, Bofondi e dei monsignori Barnabò, Corboli Bussi e Mertel.

2) Ved. sul problema ferroviario l'opera famosa di C. I. PETITTI, *Delle strade ferrate italiane e del migliore ordinamento di esse*, Capolago 1845, e lo studio del CAVOUR, *Des chemins de fer en Italie*, in *Revue nouvelle*, 1° maggio 1846, ristamp. negli *Scritti cit.*, vol. I, pp. 3-50. Scarse notizie per il periodo ha il recente volume di divulgazione tecnica di F. TALANI, *Storia delle ferrovie italiane: a cento anni dall'apertura della prima linea*, Milano, Garzanti, (1939-XVII). Qualche informazione in C. DE BIASE, *Il Risorgimento italiano e il problema delle ferrovie*, Roma 1939-XVIII, pp. 157-159.

La terza condizione gli sembra allarmante. Dicendosi che il Governo sotto verun titolo per qualunque eventualità, e per qualsiasi minima somma, non prenderà parte alla impresa, s'imprime una idea troppo sfavorevole dell'affare. Dovendosi procurare ancora un terzo di sottoscrizioni riconosce l'articolo di pregiudizio assoluto per la compagnia.

Circa la quarta condizione osserva che dovrebbero stabilirsi le quote della cauzione da rendersi a misura che progredisce il lavoro, e che dovesse restituirsì per intero quando la strada fatta ne raddoppi l'ammontare.

Riguardo all'ottava osserva che non dovrebbe impedirsi il collocamento delle azioni, e sembragli gravoso che i concessionarj dovessero esser garanti per la metà della somma che costerà la ferrata, dopo di aver dato le cauzioni.

A queste osservazioni ha risposto il Sig. Recchi dicendo che in quanto all'Art. 1° s'intendeva di concessione definitiva.

Che in quanto al terzo non poteva il Governo interessarsi in imprese parziali promettendo egli l'interesse minimo per le intraprese complessive come spiega il rapporto. Nondimeno opinava di non insistere sulla conservazione dell'Articolo avendo sentito che la compagnia non lo avrebbe potuto accettare, ed interessandogli troppo che si dia principio alle strade ferrate.

Che inoltre in quanto all'Art. 4° si determina in esso stesso il modo col quale si abbia a rendere la cauzione.

E per ciò che dispone l'Art. 8 non credeva potesse farvisi variazione. Il passaggio delle sottoscrizioni da una in altra persona conduce bene spese al discredito, ed è perciò che il Governo Francese ha fissato col voto della Camera che i primi sottoscrittori restino obbligati per la metà della spesa.

Il Sig. Minghetti ha opinato che le condizioni siano da esigersi. La Società Fiorentina sta più in speranza che in fatto, e difficilmente ha realizzato le sue promesse. Ha rammentato i progetti della filanda in Bologna, e non vorrebbe che abbracciando molto stringesse poco. La prima ed ultima condizione sono da esigersi perchè non succeda che le Cartelle non valgano, ed il Governo si trovi obbligato a continuare l'impresa. Non potrebbe il Governo stesso giammai indursi a continuare la strada mezzo fatta senza pagarne un compenso non permettendolo il suo decoro. I privati soffrirebbero per le loro azioni. Nel resto poi se la compagnia si crede forte abbastanza, non deve cercare sussidio dal Governo, e se non si crede tale molto più il Governo si deve garantire.

L'E.mo Presidente ha quindi posto la questione se si crede di prendere in considerazione il rapporto della Sezione delle Finanze, e si è risoluto a pieni voti di ammetterlo essendosi però astenuti dalla votazione il Sig. Avv. Benedetti ed Ingegnere Adriani.

Ha posto inoltre la questione se si crede di dare la concessione preliminare al Principe Corsini e soci della strada ferrata da Roma a Civitavecchia, ed è stata parimenti approvata a pieni voti astenutisi i pred. i due Sigg. Consultori.

In conseguenza di ciò si è emendata l'ultima parte del Paragrafo del Rapporto alla pagina 4 dicendosi « ve ne proponiamo o Sigg. la Concessione preliminare ai Sigg. *Principe Corsini e Soci* ». 1)

1) Come è noto, nello Stato pontificio non si costruì in questi anni un chilometro di ferrovia. Bisognò, infatti, aspettare fino al 1856, quando entrò in funzione la Roma-Frascati. Ma proprio in questo periodo in cui non si mise giù una rotaia, la questione ferroviaria fu largamente discussa a Roma e nelle altre provincie; non solo, ma lo Stato pontificio si concesse il lusso di ben due giornali ferroviari, uno a Roma, *La locomotiva* (tipogr. dei Classici Sacri), e un altro a Bologna, *Le strade ferrate*

Altra emenda ha avuto luogo al principio della pagina 5 in coerenza delle cose premesse dicendosi « Se non che la Sezione delle Finanze appone alla concessione definitiva le condizioni seguenti che Ella reputa essenziali ».

All'Art. 1° si è poi aggiunto il termine di tre mesi alla presentazione degli atti ivi richiesti; e messo a partito si è approvato a pieni voti.

(tipi Fiocchi). E riviste e quotidiani di Bologna, di Roma e di Ancona, contribuirono notevolmente allo studio del problema delle comunicazioni e alle relative polemiche, spesso assai vivaci. Si vedano in proposito *Il Contemporaneo*, *L'Italiano*, *Il Povero*, ecc. Della vastissima letteratura sull'argomento basterà qui ricordare per una prima informazione: G. BALDINI, *Idee preliminari intorno alla costruzione delle strade di ferro*, Loreto 1846; T. BIANCHI, *Scritti sopra la migliore linea ferrata fra la Toscana e le Legazioni o da Prato o da Bologna*, Bologna 1847; B. BLASI, *Sulla utilità delle strade ferrate nello Stato Pontificio... in risposta ad un opuscolo anonimo intitolato Cenni onde illuminare... ecc.*, Roma 1846 (estr. dal *Giornale Arcadico*); B. BLASI, *Del danno che avverrebbe allo Stato Pontificio da qualunque strada ferrata di comunicazione fra la Toscana e l'Adriatico*, Roma 1846 (estr. dall'*Album*); B. BLASI, *Sulle strade ferrate nello Stato Pontificio, considerazioni di uno dei promotori delle strade ferrate da Roma a Civitavecchia*, Roma 1847; B. BLASI, *Della questione della superiorità del porto di Civitavecchia, riflessioni all'articolo del marchese Potenziani...*, Roma 1847; B. BLASI, *Della strada ferrata Pia-Cassia da Città della Pieve a Civitavecchia e del restauro del porto neroniano...*, Roma 1846; B. BLASI, *All'architetto sig. Carlo Pontani, replica ad alcune parole sul restauro del porto neroniano in Anzio*, Roma 1847 (estr. dall'*Album*); B. BLASI, *Strade ferrate in Civitavecchia*, in *Bilancia*, n. 23, del 24 luglio 1847; B. BLASI, *Sulla questione del porto di Anzio sopra Civitavecchia...*, Roma 1847; R. CAMPITELLI, *Discorso intorno le strade ferrate per gli Stati Pontifici*, Ancona 1846; *Cenni onde illuminare l'opinione pubblica sui danni che apporrebbero agli interessi materiali dello Stato pontificio la costruzione delle strade ferrate, Italia [Roma] 1846*; A. CIALDI, *Sul Tevere, sulla linea più conveniente per la unione dei due mari e sulla marina mercantile dello Stato Pontificio*, Roma 1847; A. CIALDI, *Parallelo geografico ed idrografico fra i porti di Civitavecchia e di Livorno*, Roma 1846; A. CIALDI, *Quale debba essere il porto di Roma, e ciò che meglio convenga a Civitavecchia e ad Anzio*, Roma 1846; A. COPPI, *Le strade ferrate, strenna per l'anno 1845*, Bologna 1844; *Documenti della società fondatrice istituita in Bologna nel 1844, concernenti la progettazione e la costruzione di linea ferrata da Castelfranco per Bologna ed Ancona...*, Bologna 1846; *Documenti statistici pubblicati dalla Presidenza generale del censimento onde illustrare le questioni relative alle strade ferrate dello Stato Pontificio preceduti da alcune considerazioni*, Ancona 1847; L. FEDELI, *Memoria... per dimostrare l'utilità di preferire una rete di strade ferrate ove descriversi una vena che divide l'Italia, riunisce i tre porti d'Ancona, Anzio e Civitavecchia per la via Salaria, raccoglie la maggior quantità di popolazioni, ed offre ad ogni città dello Stato Pontificio il vantaggio delle suddette vie*, Roma 1847; R. FEOLI, *Sulle strade ferrate nello Stato Pontificio*, Ancona 1846; A. FERLINI, *Intorno il progetto del conte Pichi col quale si danno in prestito al Gov. Pontificio quattro milioni di scudi...*, Bologna 1846; A. FERLINI, *Lettera al sig. Pichat intorno ad un progetto di Pichi sulle ferrovie*, s. l., 1846; A. FERLINI, *Lettera al sig. A. M. con l'aggiunta di una proposta economica per la costruzione delle strade di ferro dello Stato Pontificio*, Bologna 1848; C. FRULLI, *Esame sulle osservazioni del municipio di Nettuno e Porto d'Anzio sulla necessità ed utilità del restauro del celebre porto neroniano e di una strada ferrata da questo a Roma recentemente pubblicata*, in *Le strade ferrate*, n. 19, del 15 dicembre 1846; A. GALLI, *Sull'opportunità delle strade ferrate nello Stato Pontificio e sui modi per adottarle*, Roma 1846 (estr. dal *Saggiatore romano*); O. GIGLI, *Progetto nazionale della società principe Conti e C. per le strade ferrate nello Stato Pontificio, col quale gli utili si dividono a tutto beneficio*

Emendato l'Art. 2° dicendosi « Che il Governo ci riferisca il voto del Consiglio d'Arte onde possa essere apprezzata la parte tecnica della intrapresa », è stato pure approvato a pieni voti.

L'Art. 3° è stato escluso con maggioranza di 16 voti sopra cinque favorevoli.

L'Art. 4° a pieni voti ammesso.

L'Art. 5° a pieni voti aggiunta al patto della ricompra la parola *facoltativo*.

L'Art. 6° e 7° sono stati parimenti approvati a pieni voti.

del popolo, che può prendervi parte col risparmio giornaliero di baiocchi cinque e mezzo, Roma 1846 (estr. dall'*Artigianello*); F. A. GUALTERIO, *Discorso sulla strada ferrata Pia Cassia*, Roma 1847; F. LANCI, *Sulle strade ferrate nello Stato romano. Lettera al signor Francesco Gasparoni*, Roma 1847 (estr. dal *Giornale degli Architetti*); F. LANCI, *Sulle strade ferrate. Appendice...*, Roma 1847; F. MARANESI, *Considerazioni sull'andamento delle strade ferrate ne' paesi agricoli, e dell'importanza di quella dal confine toscano al veneto passando per Bologna e per Ferrara*, Bologna 1846; F. MARANESI, *Circa l'unione dell'Adriatico col Mediterraneo e dello Stato Pontificio con la Toscana mediante strade di ferro*, Bologna 1847; *Memoria della Commissione amministrativa della provincia di Spoleto sulla utilità e convenienza di preferire ad ogni altra la linea di Spoleto, Terni e Narni, per continuare da Foligno alla volta di Roma la strada ferrata proveniente dal porto di Ancona*, Spoleto 1846; *Memorie della Camera di commercio di Ferrara sulla utilità e convenienza che sia prolungata la linea ferrata nell'Emilia*, Ferrara 1847; L. PACANI, *Dissertazione di un modello di strade ferrate e di una locomotiva che agisce col vapore come quella delle grandi strade*, Bologna 1846; P. PANCALDI, *Idea di un progetto di una supposta strada ferrata nella provincia di Bologna, memoria letta alla Società agraria nel 1° maggio 1842*, in *Memorie della società agraria*, 1844; I. PETITTI, *Difesa della società nazionale per le strade ferrate pontificie... in risposta ad alcuni articoli contro di essa e altri scritti*, Roma 1847; C. PONTANI, *Strade ferrate negli Stati della Chiesa*, Roma 1846; P. PROVINCIALI, C. ROMITI, C. RAVIOLI, *Risposta ad un articolo inserito nel n. 19 della Gazzetta Universale di Fuligno indirizzato agli amici della verità e a chiunque abbia impegno di genio o d'interesse per le strade ferrate nello Stato Pontificio* (estr. dalla *Locomotiva*); C. RAVIOLI, *Breve cenno sull'ordinamento delle vie ferrate negli Stati pontifici per servire al commercio di circolazione, di introduzione, di estrazione e di transito dei prodotti indigeni, europei, indiani e coloniali*, Roma 1846 (estr. dalla *Pallade*, n. 26); G. RECCHI, *Delle strade ferrate pontificie, pensieri economico-amministrativi. Linea progettata da Ancona al confine modenese*, p. I, Ferrara 1846, p. II, Bologna 1846; G. RECCHI, *La libertà degli scambi sostenuta... in opposizione al signor Angelo Galli*, Ferrara 1847 (estr. dagli *Annali di Statistica*, 1845, con aggiunte); *Relazione delle cose operate da una Società di cittadini bolognesi per promuovere la costruzione di una strada ferrata da Po per Ferrara e Bologna al confine Toscano*, Bologna 1847; G. RICCARDI, *Passaggio dell'Appennino per la provincia dell'Umbria in Ancona, ragionamento* (estr. dall'*Album*, n. 39, a. XIII); *Risposta alla lettera del sig. Benedetto Blasi*, Roma 1846; A. ROTILIGENTILI, *Idea sul migliore andamento della strada ferrata dall'Adriatico al Mediterraneo*, Roma 1846; A. ROTILIGENTILI, *Osservazioni contro la dimostrazione comparativa del tronco appennino di via ferrata secondo l'andamento del Chiagio, risposta ad alcuni articoli e memorie pubblicate in Roma e in Perugia contro l'andamento della strada ferrata per le valli del Topino e Potenza*, Roma 1847; F. SCOTTI, *Raccolta di alcuni dati sulla costruzione delle strade ferrate in Europa e America, e piani preventivi sopra la costruzione delle Strade Ferrate nello Stato Romano*, Vienna 1846; *All'Ecc.ma Presidenza Centrale Romana della Società Nazionale per le strade ferrate nello Stato pontificio, la popolazione di Nocera Umbra, queste osservazioni intorno al perugino progetto dirige rispettosamente, perchè nel sommo discernimento ed imparziale giustizia, che oggi distingue e proclama immortale il nostro governo, consideri e provveda*, s. l., 1846-47.

In quanto all'Art. 8 si è poi proposta dal Sig. Recchi la seguente ammenda:

« Che il Governo proibisca il traffico delle promesse di azioni o delle azioni provvisorie o definitive avanti il versamento del primo ventesimo; e che coloro i quali otterranno la concessione definitiva siano garanti per la metà almeno della somma che costerà la ferrata ».

E posta i voti è stata ancor essa approvata ad unanimità.

Inoltre si è ammesso a pieni voti che la Concessione sia fatta per un lasso di tempo non maggiore di 99 siccome si proponeva dalla Sezione con la quale si è pure convenuto circa la erezione di un nuovo molo in C^a. Vecchia a pluralità di 20 voti uno contrario.

L'E.mo Presidente ha in seguito posto la questione se si crede di prendere in considerazione gli altri articoli del Rapporto riguardanti le strade ferrate in genere; e si è deciso per l'affermativa ad unanimità.

Prima però di inoltrarsi nella discussione essendosi riflettuto che poteva questa diventare in parte inutile quando sussistesse che il Governo avesse concesso alcuna linea si è risolto a pieni voti di sospendere di occuparsene fino a che dall'E.mo Presidente non saranno dati gli schiarimenti dei fatti dei quali è stato pregato. ¹⁾

Si è pertanto passati a trattare dell'altro rapporto o processo verbale delle due Sezioni delle Finanze ed Amministrativa tra loro riunite intorno la privativa dell'appalto delle polveri sulfuree.

E posta la questione se si crede di prendere in considerazione il rapporto si è risposto a pieni voti in senso affermativo.

Quindi si è posta la questione principale se si crede di abolire la privativa della fabbricazione e vendita delle polveri sulfuree il di cui contratto va a cessare col prossimo venturo agosto.

Fattasi la votazione si è risolto ad unanimità di doversi abolire.

Dipoi si è proposta la 2^a: se si debba sostituire una piccola tassa sugli spacciatori e fabbricatori delle polveri siccome si accenna nel rapporto.

Al Sig. Principe Simonetti ha fatto qualche impressione che si vogliano assoggettare gli spacciatori al pagamento di una nuova tassa patenti.

Il Sig. C.te di Campello ha però osservato non essere opportuno di lasciare a tutti la facoltà o di fabbricare o di spacciare, e che un permesso si rendeva necessario; ed il Sig. Prof. De Rossi ha accennato a tale proposito le misure di polizia adottate sotto il Pontificato della S. M. di Leone XII allorchè fu abolita la privativa.

Il Sig. Minghetti ha poi soggiunto che la piccola tassa da imporsi verrebbe a sopperire alla corrisposta dell'appalto che cessa, ma riteneva che fosse soggetto da trattarsi all'epoca in cui si avrà ragione delle imposizioni.

Messa in deliberazione la proposta è stata ammessa da 16 voti favorevoli sopra sette contrari.

Dopo di che essendo giunti alle ore 3 pomeridiane l'E.mo Presid.e ha sciolto la sessione per essere continuata nel giorno di domani.

¹⁾ Una discussione come quella svoltasi in Consulta sul problema ferroviario appare di particolare interesse quando si pensi all'atteggiamento tenuto dal Governo papale fino alla fine del pontificato di Gregorio XVI: « Roma ha detto: io non credo nelle strade ferrate; ed i questa profession di fede ride l'Europa intera: ma non ne ridono i sudditi pontifici. L'evidenza dei fatti aiuta il mio desiderio d'esser conciso, e però non aggiungo altro, se non che ora si dice che finalmente le strade ferrate si facciano anche colà. Un giorno o l'altro vi si faranno, lo so; ma se s'abbiano a far presto, lo voglio prima vedere », aveva scritto tra scettico ed amaro il d'Azeglio negli *Ultimi casi* (ed. DE RUBRIS, *Scritti e discorsi politici*, Firenze, La Nuova Italia », vol. I, p. 43).

XV.

16 FEBBRAIO 1848

L'E.mo Sig. Cardinale Antonelli Presidente ha dato principio alla Sessione alle ore 10 ½ antimeridiane.

Sono intervenuti all'Adunanza i Signori Consultori Principe Barberini, Avvocato Vannutelli, Avvocato Lunati, Avvocato Santucci, Marco Minghetti, Conte Marchetti, Marchese Paulucci, Conte Mastai, Lauro Lauri, Principe Simonetti, Conte Donini, Conte di Campello, Avvocato Ciofi, Ingegnere Adriani, Professore Avvocato De Rossi, Avvocato Piacentini, Conte Sgariglia, Avvocato Benedetti, Gio. Batta Peda, Mons. Pacca, Marchese Gualterio.

Si sono trovati assenti il Sig. Principe Odescalchi, ed il Sig. Recchi indisposti di salute.

Si è preso ad esame il rapporto e progetto di legge della Prima Sezione Legislativa sull'affrancazione de' canoni, redenzione dei Censi riservativi e capitali risultanti da alienazioni a frutti compensativi spettanti a Luoghi Pii, e Pubblici Stabilimenti in tutto lo Stato. Un doppio scopo si contiene nella legge, di provvedere cioè nel momento ai bisogni del pubblico erario, e di togliere i vincoli che inceppano la proprietà. Per parità di voti rimase sospesa presso la Sezione la questione se dovessero rimanere compresi nella Legge i Luoghi Pii e pubblici, Stabilimenti Esteri sia che esistano nello Stato, sia che non vi esistano, ma che abbiano in esso domini e crediti a cui la legge ha relazione. ¹⁾

Parlando in primo luogo di questa questione rimasta indecisa il Sig. Avvocato Benedetti ha mostrato opinione che gli Stabilimenti Esteri non dovessero comprendersi nella legge per un riguardo al principio politico di non suscitare questione di diritti internazionali. Nè ha ommesso inoltre di rammentare che nelle vendite fatte in dimissione del debito pubblico sotto il passato Governo Francese ne andarono esenti i beni nazionali.

Il Sig. Avvocato Lunati prescindendo da riguardi politici, ed appoggiando il suo parere alle ragioni di diritto pubblico ha invece opinato che gli esteri debbano sopportare gli effetti della legge al pari degli Statisti, molto più che la legge percuote la proprietà non le persone.

Il Sig. Professore De Rossi ha osservato che la disposizione si fonda nel diritto di dominio eminente che ha il Sovrano per dare leggi generali nel suo territorio. Comunque voglia dirsi del diritto nazionale il dominio non cambia natura perchè una cosa sia posseduta da uno piuttosto che da un altro, ed è una pura accidentalità che vi siano nello Stato proprietà possedute dagli Esteri.

Sembra al Sig. Avvocato Piacentini che non si tratti di dare la legge alle cose, ma di darla alle persone obbligandole a dimettere la proprietà.

Ha però soggiunto il Sig. Professore De Rossi che l'interesse dei proprietari rimane sempre salvo con la surrogazione che si fa dal Governo della rendita consolidata, la quale si può vendere dall'intestatario come un'altra proprietà qualunque. Che anzi egli riteneva il Fisco più sicuro garante di ogni altra cosa giacchè i crediti verso un governo sono imperibili. Nè il pericolo che il consolidato possa diminuire di

¹⁾ Sugli stabilimenti di beneficenza ved. C. L. MORICINI, *Degli istituti di pubblica carità ed istruzione primaria e delle prigioni in Roma*, Roma, Marini, 1842 (La 1^a ed. è del 1835, la 3^a del 1870).

valore può fare diversità, giacchè anche i fondi possono variare di prezzo per tante circostanze. I fondi per modo di esempio che si troveranno adjacenti alle strade ferrate aumenteranno di valore mentre quelli limitrofi delle antiche strade minoreranno.

Il Sig. Principe Simonetti ha osservato che la questione verte appunto sullo svincolo delle proprietà, e che rimane a considerarsi se si possano obbligare gli stabilimenti Esteri a ricevere la rendita consolidata in luogo del danaro. Ma dopo varie considerazioni essendosi risoluto di trattare di questa seconda parte in seguito, il Signor Avvocato Lunati ha proposto che all'articolo primo ove si parla de' canoni, livelli, censi, e crediti appartenenti a Luoghi Pii, e pubblici stabilimenti si aggiungano le parole *ancorchè esteri* in tutto lo Stato. Ed in tale aggiunta si è convenuto a maggioranza di 21 voti sopra uno contrario.

Il Sig. Minghetti ha ravvisato la necessità di apporre una clausola sulla erogazione del danaro da ricavarsi dalle affrancazioni, nel senso che dovendo questo essere impiegato a sopperire alla mancanza delle rendite non possa essere applicato che a sostenere le spese riconosciute necessarie.

Si è avvertito dal Sig. Avvocato Benedetti essere su di ciò concordi i pareri della Sezione, ma che era sembrato non potersi comprendere la prescrizione nel progetto di legge. Doversene piuttosto fare espressa menzione nel presente processo verbale.

Lo stesso Sig. Minghetti rimanendo informato che nella legge non restano comprese le prestazioni alla Camera de' tributi ha fatto riflettere che mentre la Camera esige assai poco, i debitori che fossero ammessi al beneficio dell'affrancazione pagherebbero molto.

Ed avendo l'E.mo Presidente osservato che vi sono anche delle Corti le quali pagano tributi, si è deciso di esprimere il voto che il Governo prenda in considerazione la parte riguardante i tributi medesimi.

Si è domandato dal Sig. Avvocato Ciofi se nella legge rimangono compresi gli Ospedali ed altri luoghi di pubblica beneficenza ed avutane risposta affermativa ha richiesto ne fosse fatta menzione nel presente processo verbale.

Quindi ha fatto la mozione perchè nella legge stessa rimangano compresi ancora i Comuni, ed a tale proposta si è aderito dal Sig. Professore De Rossi sul riflesso di procurare all'Erario incassi maggiori, e rendere libere le proprietà.

Il Sig. Lauri ha preso la parola ed ha soggiunto: nel caso che la presente legge si volesse estendere ai possedimenti dei particolari egli crede fuori di dubbio che si farebbe offesa al diritto di proprietà individuale. Crede che lo stesso principio trovi applicazione riguardo alle proprietà dei Comuni i quali non possono essere in condizione deteriore dei particolari; e non possono in conseguenza essere compresi nella legge a meno di un caso eccezionale di grave necessità. Osserva che i luoghi Pii e pubblici stabilimenti possono essere assoggettati alla legge per il diritto di dominio eminente che esercita il Principe nella duplice sua potestà politica e religiosa, ma non così riguardo ai Comuni. Riflette al danno che ne potrebbe avvenire alle Comunità nei due casi o che ricevessero il compenso in danaro, o che divenissero assegnatarie dello Stato. Nel primo sarebbe molto facile che il danaro non fosse ben collocato e disperso per improvvida amministrazione; nel secondo potrebbe pure accadere che per la forza delle umane vicende il Governo cessasse da questa specie di corrisposte. Opina perciò che l'articolo si debba lasciare come è stato proposto dalla Sezione.

Si è messa pertanto a partito la mozione del Sig. Avvocato Ciofi vale a dire «se si deva prendere la iniziativa affinchè nella legge restino compresi i canoni dei Comuni» e raccolti i voti è stata esclusa con maggioranza di 13 contrarj sopra 9 favorevoli.

Quindi si è posto in deliberazione l'intero articolo 1° della legge con l'aggiunta di già votata degli stabilimenti *ancorchè esteri*; ed è stato approvato ad unanimità.

Proseguendo l'esame si è passato all'Articolo 2° ed in quanto al § 1° si è opinato dal Sig. Avv. Piacentini che l'affrancazione de' canoni e livelli perpetui dovesse regularsi in ragione di scudi Cento per ogni quattro scudi di annua rendita invece di scudi cinque fissati nell'articolo.

Essendosi però riflettuto in specie dal Sig. Avvocato Santucci che l'interesse del denaro nelle Provincie sta in ragione del 6 del 7 ed anche dell'8 per cento si è dubitato che ne potesse derivare una difficoltà, e perciò si è approvato il paragrafo anzidetto nel modo proposto a maggioranza di 21 voti uno contrario.

I § 2°, 3°, 4°, e 5°, sono stati approvati a pieni voti, essendosi osservato dal Sig. Minghetti soltanto in via di semplice rilievo fisiologico che la durata di ciascuna generazione risulterebbe dalle statistiche in 25 anni.

L'articolo 3° è stato ammesso con maggioranza di 20 voti sopra 2 contrarj.

L'articolo 4° approvato ad unanimità.

In quanto all'articolo 5° si è avvertito dal Sig. Minghetti che l'argomento sembrava non poco grave. L'articolo pone per base che il laudemio si trovi in una giusta proporzione del canone. Per altro in molti contratti speciali le cose si trovano disposte diversamente e per un canone assai mite si vede convenuto il pagamento di un laudemio fortissimo. In questo caso la legge che determina il compenso del laudemio in ragione della vigesima parte del capitale risultante dall'annua rendita del canone o livello sarebbe in detrimento del direttario che avrebbe diritto di esigere una somma tanto maggiore di quella che può risultare al ragguaglio del piccolo canone. Propone perciò che il presente articolo ed il seguente sia rimandato alla sezione perchè venga considerata la specialità del caso allegato.

Il Sig. Conte Mastai ha soggiunto essere giustissima la eccezione in genere. Ha però osservato in specie che il caso si verifica non già nei contratti di vere enfiteusi di beni concessi da Luoghi Pii, ma nelle appodiazioni che si facevano dai particolari per guarentirne il possesso contro le usurpazioni. Ne di ciò mancarono gli stessi luoghi Pii di approfittarsi imponendo ai loro protetti il pagamento di laudemj ben gravi.

L'E.mo Presidente ha pertanto posto la questione se si crede di rimettere alla Sezione il nuovo esame degli articoli quinto e sesto e l'ultima parte dell'articolo Settimo che vi ha relazione, e vi si è convenuto a pieni voti.

Quindi si è messo in deliberazione l'articolo settimo meno l'ultima parte sopraindicata la quale dice « Oltre tuttociò nei due sopra contemplati casi si dovrà sborsare la vigesima parte stabilita nell'articolo 5° per titolo de' Laudemj eventuali ». E fattasi la votazione è stato approvato ad unanimità.

A pieni voti sono stati parimenti ammessi gli articoli 8, 9, 10, 11, 12.

Per meglio determinare il senso dell'articolo 13 riguardo alla sostituzione dello affrancante nelle ragioni del direttario rispetto agli altri debitori del canone il Sig. Avvocato Benedetti, ed il Sig. Avv.to Ciofi hanno proposto di regolare le espressioni nel modo seguente.

« Nel qual caso l'affrancante si intenderà sostituito nelle ragioni già appartenute al luogo Pio o pubblico stabilimento ».

E con tale dichiarazione si è convenuto a pieni voti nell'approvazione dell'articolo.

Sono stati ammessi dopo di ciò ad unanimità gli articoli 14, 15, 16.

Riguardo all'articolo 17 il Sig. Avvocato Benedetti relatore ha accennato le ragioni che indussero la Sezione a proporre il trasporto dei vincoli ipotecarj sul consolidato

a favore dei creditori iscritti. Oltre i motivi indicati nel rapporto ha osservato che questo metodo come il più naturale e più semplice fu adottato nelle vendite fatte sotto il passato Governo Francese. Ha fatto riflettere che se si facesse il deposito della somma ritratta dall'affrancazione si andrebbe incontro al pericolo di provocare un concorso dei creditori iscritti, il quale deposito non si potrebbe evitare nel caso di esistenza d'ipoteche generali. Ha di più rilevato il danno dei Luoghi Pii e pubblici Stabilimenti nel caso di passività produttive a loro carico un frutto minore del cinque per cento. Siccome si verifica nei censi antichi collocati ad un frutto persino del 2 ½ per cento. Perciocchè appropriandosi il creditore il capitale in reintegro della sorte non resterebbe più al Luogo Pio o stabilimento alcuna parte della rendita consolidata intestatagli in ragione del cinque per cento.

Il Sig. Professor De Rossi opinando per il trasporto delle ipoteche sul consolidato, e nella ipotesi che per le vicende dei tempi possa questo diminuire di prezzo come possono minorare i fondi, ha osservato che ai creditori rimane sempre salva l'azione personale.

Messo quindi a partito l'articolo è stato approvato a maggioranza di 21 voti favorevoli, uno contrario.

L'articolo 18 è stato ammesso ad unanimità sostituite le parole « *Ministero delle Finanze* » alle altre contenute nell'articolo « *Ufficio dell'Amministrazione prima del Ministero delle Finanze* ».

Gli articoli 20, 21, 22, 23, sono stati ammessi a pieni voti, bene inteso che il termine di quindici giorni fissato dall'articolo 22° per la interpellazione dei Luoghi Pii e pubblici stabilimenti sulle offerte ricevute resta stabilito in giorni venticinque.

Circa l'articolo 24° in cui si dispone che l'affrancante nel caso di rifiuto dell'offerta abbia a ricorrere alla Consulta di Stato la cui deliberazione sarà definitiva il Sig. Minghetti è stato di parere contrario ed ha opinato che il giudizio dovrebbe esser rimesso ai Tribunali ordinarj. Nello Stato ordinario delle cose la Consulta andrebbe a cessare dalle sue occupazioni nel mese di Luglio quando appunto vi potrà essere affluenza di affrancazioni. Convieni riflettere al vincolo di riserva apposto al credito di un milione. La rata di esigenza pei beni di Leutembergh non è più intera per l'Esercizio 1848 e gli stabilimenti di banca non sono in grado di largheggiare nei conti correnti con la Camera. Dovendosi perciò contare sulle affrancazioni de' canoni è necessario che la operazione non si arresti. Riflette inoltre che la Consulta non è un Consiglio di Stato, ma un'Assemblea ben diversa, presso cui non risiede il contenzioso amministrativo. Ritiene che l'esercizio di questa giurisdizione debba essere separato e distinto, e sebbene in Francia risieda presso il Consiglio di Stato non mancano autori i quali sostengono in massima l'opinione contraria vale a dire che il contenzioso amministrativo non possa appartenere a tale Consiglio. Opina pertanto che di simili vertenze si debbano occupare i Tribunali ordinarj.

Il Sig. Principe Barberini ed insieme a lui il Sig. Avvocato Benedetti ha osservato che la specialità delle questioni porteranno un tempo molto lungo innanzi i Tribunali per le perizie ed altri simili prove che si esigeranno secondo le varie circostanze.

L'E.mo Presidente ha suggerito di rimettere i ricorsi al Consiglio dei Ministri essendo questa pratica conforme alla legge.

Non sembra però al Sig. Avvocato Lunati conforme alla giustizia che il potere esecutivo abbia a giudicare del fatto proprio, e crede perciò che la Consulta sia l'unico corpo che possa risolvere su di questa materia, quando non vi siano altri che esercitino il contenzioso amministrativo che però egli crede non buono in sistema.

Ed avendo l'E.mo Presidente replicato che i Tribunali del contenzioso amministrativo erano conservati provvisoriamente il Sig. Avvocato Benedetti ha proposto la ammenda seguente dell'articolo.

« Nel caso in cui o dal Ministro delle Finanze, o dai Presidi delle Provincie fosse rifiutata l'affrancazione o redenzione l'offerente potrà ricorrere in via straordinaria al Consiglio dei Ministri la cui deliberazione sarà definitiva ».

Messo a voti è stato approvato a maggioranza di 19 favorevoli sopra 3 contrarj.

Dopo di ciò si sono ammessi a pieni voti gli articoli 25 e 26.

Sembrando giusto che il luogo Pio e pubblico Stabilimento non resti privo del processo verbale di affrancazione o redenzione il Sig. Minghetti ha proposto l'ammenda dell'articolo 27 nei seguenti termini.

« I contratti si faranno mediante semplice processo verbale in quadruplo originale, il primo de' quali dovrà consegnarsi al Luogo Pio e pubblico stabilimento, il secondo all'affrancante dopo il saldo del prezzo integrale stabilito. Altro originale dovrà conservarsi nell'Archivio del Ministero delle Finanze, ed il quarto dovrà rimettersi alla Direzione Gen.le del Debito pubblico ». Il verbale stesso sarà firmato.

Tale articolo così riformato in principio è stato approvato con quel che segue ad unanimità di voti.

Dall'articolo 28 si è tolta la parola *iscrizioni* e quindi si è approvato a pieni voti insieme agli articoli 29, 30, 31 e 32.

In quanto all'articolo 33 ed ultimo ove si dice che qualunque vertenza sulla interpretazione o esecuzione delle disposizioni contenute nella legge sarebbe decisa economicamente e senz'appello dalla Consulta di Stato, essendosi riprodotte le osservazioni già fatte sull'articolo 24^o, si è posta la questione se convenga piuttosto di sopprimere l'articolo. Messa a partito la proposta si è risoluto di sopprimerlo a pluralità di 18 voti, quattro contrarj.

Il Sig. Minghetti ha dopo ciò domandato in nome del Sig. Recchi assente se le decime reali siano comprese nella legge, avvertendo che di queste ne esiste gran numero nel Ferrarese.

Il Sig. Avvocato Benedetti ha opinato che le reali vi siano comprese non così le personali. Essendo le decime reali una prestazione come tutte le altre la Chiesa non ne soffre danno dall'affrancazione rimanendone compensata.

Ritiene pure il Sig. Avvocato Lunati che le decime reali restino comprese nella legge, ed escluse le sacramentali.

La mozione è stata però rimessa all'intera sezione.

Lo stesso Sig. Minghetti ha infine riassunto la questione se il Governo possa obbligare gli stabilimenti esteri a ricevere il consolidato, ed in caso negativo come si abbia a procedere per il danaro.

Messa pertanto a partito la proposizione seguente: « Se debbano essere coartati i luoghi Pii e pubblici Stabilimenti Esteri a prendere le cartelle di consolidato ».

È stata esclusa a maggioranza di 19 voti contrarj tre favorevoli, e rimandata in quanto al resto alla Sezione.

Essendo le ore due pomeridiane l'E.mo Presidente ha dichiarato sciolta la Sessione.

XVI.

21 FEBBRAIO 1848

Si è dato principio alla sessione alle ore 10 3/4 antimeridiane con intervento dello E.mo Sig. Card. Antonelli Presidente, e dei Signori Consultori di Stato Principe D. Francesco Barberini, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi

Santucci, Marco Minghetti, Conte Giovanni Marchetti, M.se Luigi Paulucci de Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Conte Pompeo di Campello, Avv. Luigi Ciofi, Ing. Michele Adriani, Avv. Prof. De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Avv. Francesco Benedetti, Gio. Batta Peda, Monsignor Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Non sono intervenuti alla Sessione il Sig. Principe D. Pietro Odescalchi, ed il Sig. Gaetano Recchi ambidue indisposti di salute.

L'E.mo Sig. Cardinale Presidente ha partecipato al Consesso la scelta fatta dalla Santità di Nostro Signore degli Uditori alla Consulta di Stato, e che ha avuto luogo pei primi proposti nelle terne. Restano in conseguenza ammessi i Signori Martini Salvatore, Natalucci Vincenzo, Pericoli Pietro, Bevilacqua Roberto, Bompiani Gaetano, Cini Raffaele, Cardinali Alfredo, Placidi Biagio, Ballanti Panfilo, Toni Luigi, Fiorenzi Pier Filippo, Giovenale Benedetto, Verzaglia Giulio, Palomba Clemente, Polidori Gio: Batta, Bruni Pier Luigi, Amadei Luigi, Politi Corrado, Valentini Luigi, Bertinelli Gioacchino, Salmi Cesare, Pizzi Ludovico, Vannutelli Luigi, Caprioli Antonio, a forma dell'Elenco riunito al presente processo verbale e contenente il rescritto dall'Udienza Sovrana del 17 Febbraro corrente. A ciascuno degli eletti sarà spedito dall'E.mo Presidente biglietto di partecipazione. ¹⁾

Il Sig. Avv. Benedetti relatore della Sezione Legislativa sul progetto dell'affrancazione de' Canonici Ecclesiastici ha fatto conoscere che la Sezione si era immediatamente occupata delle questioni rimaste sospese nella precedente Adunanza generale e che le erano state rimesse per esternare il suo sentimento, e proporre i relativi articoli.

La Sezione, ha egli detto, non trova alcuna difficoltà d'includere nella legge la affrancazione delle decime prediali, su cui nella passata seduta fu fatta mozione dal Sig. Minghetti a nome del Consultore assente Sig. Recchi.

Queste decime altro non sono che semplici prestazioni reali, nulla hanno che fare con le decime sacramentali, e il diritto di esigerle si trova tuttora anche presso dei laici. Appartenendo adunque alla classe di tutte le altre prestazioni, non vi è ragione per non comprenderle nella legge, e vi è anzi ragione per includerle, poichè si va ad ottenere il doppio scopo della legge stessa, e niun danno può risentirsi dai Luoghi Pii e Pubblici Stabilimenti a cui appartiene il diritto di esigerle, tostochè la rendita che percepiscono dai possessori dei fondi sarà loro soddisfatta dal Governo.

Quindi ha proposto che l'articolo primo venisse redatto nel modo seguente.

« Art. 1º. - È autorizzata l'affrancazione dei canonici, livelli, decime prediali, non che delle prestazioni annue, e pensioni locatizie, o perpetue, o stabilite per un tempo maggiore di anni 99, con tutto quello che segue ».

¹⁾ Al delinearsi delle possibilità della guerra « il corpo degli Uditori della Consulta di Stato... commosso dalle straordinarie circostanze e dai bisogni dello Stato e della italiana indipendenza » dichiarò in un indirizzo ai consultori di non poter « rimanere estraneo al generale movimento » e, quindi « quanto ad alcuni credono di fare atto di dovere il far conoscere all'EE. VV. che sono pronti al sacrificio delle fortune e della vita, partendo coi volontari, e quanto agli altri, cui le particolari circostanze impediscono gli onorati pericoli, offrono di occuparsi, qualora il bisogno lo chieda, gratuitamente a qualunque fatica, a qualunque sacrificio nell'interno senza pretendere perciò diritto alcuno di ricompensa » (24 marzo 1848, in R. Archivio di Stato di Roma, *Archivio costituzionale*, vol. II, busta 7). L'indirizzo reca quindici firme, prima quella del... poeta di *Margherita e suo marito*, Biagio Placidi. Panfilo Ballanti firmò una volta per sè ed una per gli assenti. Il 27 marzo il dott. Benedetto Giovenale ringraziò l'Antonelli per l'accoglimento dell'offerta e, a nome di tutti, indicò i vari indirizzi degli Uditori « onde poi poter essere maggiormente pronti ad accorrere a qualunque chiamata ».

Posta in deliberazione l'ammenda è stata approvata ad unanimità di voti.

Sull'art. 2° ha riflettuto lo stesso Relatore doversi fare un'addizione analoga alla redazione del precedente articolo, ed ha perciò proposto la correzione seguente.

« Art. 2°. — Allorchè si tratterà di canoni, livelli, decime prediali, annue prestazioni, e pensioni locatizie, l'affrancazione sarà regolata con le seguenti norme ».

Ed essendosi passata ancora questa ai voti è stata approvata ad unanimità.

Lasciando nella loro integrità gli art. 3° e 4° ha lo stesso Relatore avvertito esser necessario di esprimere che quanto nei due predetti articoli è disposto, dovesse esser comune anche agli altri titoli affrancabili oltre i canoni e livelli. Quindi invece di ripetere in ciascun articolo la specialità di tutti i titoli ha proposto un articolo generale che diverrebbe l'Art. 5° così concepito.

« Art. 5°. — Quanto è prescritto nelli precedenti articoli sarà comune all'affrancazione delle decime prediali, annue prestazioni, e pensioni locatizie contemplate nell'Art. 1° ».

Raccolti i voti è stato ammesso ad unanimità.

Nell'Art. 6° dal Relatore si è avuta ragione dei Laudemj. Ha fatto osservare che i Laudemj stessi altri si pagano nei passaggi di proprietà, altri nelle rinnovazioni, e che varie sono le denominazioni con cui sogliono chiamarsi siffatti Laudemj. Ha quindi proposto che l'art. 6° incominciasse con la seguente regola generale.

« Art. 6. — Il capitale dell'annua rendita formato come sopra ove abbia luogo la percezione dei Laudemj eventuali sotto qualunque denominazione si debbano a titolo di passaggi e rinnovazioni, si aumenterà di altra quota nel modo seguente ».

In questa regola generale essendosi dal Consesso convenuto a pieni voti, il Relatore è passato al modo di determinare il quanto per titolo di Laudemj eventuali si dovrebbe pagare dall'affrancante. Ha detto non esservi dubbio che il Laudemio per regola generale si debba calcolare su valore del dominio utile, e che perciò sarebbe stato necessario o di attenersi all'estimo catastale, o di seguire il giudizio di periti per determinare l'ammontare del Laudemio. Essere però cosa difficilissima e quasi impossibile il seguire tali norme per la ragione specialmente che talvolta i fondi enfiteutici si trovano talmente immedesimati coi fondi liberi da non potersi distinguere quale sia il vero valore degli uni, e degli altri. Ha perciò detto essere stato parere della Sezione di dividere in più casi l'oggetto in questione. Vi può essere il caso in cui il Laudemio sia dovuto in una certa determinata somma senza aver riguardo al valore del fondo. Può esservi il caso in cui il Laudemio si debba avuto riguardo al valore del fondo, e che costi del quanto è stato l'ultima volta pagato per questo titolo. Può esservi il caso in cui nemmeno apparisca dall'ultimo fatto pagamento il preciso ammontare del Laudemio. Nel primo caso non poter nascere questione alcuna sul calcolo del Laudemio. Nel secondo potersi fidare sulla presunzione che quanto fu l'ultima volta pagato, tanto fosse realmente dovuto. Nell'ultimo caso sorgere gravissima presunzione sulla qualità stazionaria del fondo, e quindi niun danno recarsi ai Luoghi Pii, e pubblici Stabilimenti nel caso che il Laudemio si stabilisse anche inferiore al di lui vero ammontare. Nella incertezza pertanto delle cose, e non sembrando esservi altro mezzo da raggiungere più speditamente lo scopo della legge, ha proposto che l'art. 6° proseguisse così concepito.

« § 1°. — Quando il Laudemio per contratto, legge, o consuetudine è dovuto in somma determinata senza riguardo al valore del fondo, si capitalizzerà al cinque per cento la trigesima parte di esso Laudemio, e il risultato si aggiungerà a quello dell'annua rendita.

« § 2°. — Se la somma del Laudemio non sarà determinata come al § precedente dovrà tenersi per norma l'ultimo pagamento fatto per questo titolo, e qualunque

siano le riserve o condizioni con cui si dice eseguito, e dovrà farsi la capitalizzazione come allo stesso § precedente.

« § 3. — Se in fine la somma dovuta a titolo di Laudemio nemmeno apparisce dall'ultimo pagamento, l'affrancante dovrà sborsare una vigesima parte del capitale risultante dall'annua rendita costituito nel modo sopra indicato. Questa vigesima parte aumenterà o decrescerà in proporzione quando si tratterà di Laudemj dovuti o per patto o per legge, o per consuetudine al saggio maggiore o minore del due per cento sul valore del fondo.

« § 4. — Ove invece dei Laudemj abbia luogo la percezione dei quindennj l'aumento a questo riguardo si farà prendendo venti volte la rata annua dei quindennj medesimi ».

E nell'esporre le ragioni di questo articolo ha fatto il lodato Relatore conoscere il perchè la Sezione ritenga doversi capitalizzare la trigesima parte desunta dal Laudemio fissato secondo le norme di sopra indicate. Ha detto che i Laudemi non si pagano in ogni anno ma al ricorrere di alcuni periodi di tempo, senza potersene conoscere il vero intervallo, non potendosi precisare le epoche dei passaggi sia per alienazione, sia per decessi. Essere adunque necessario di attenersi alle regole della probabilità. Avere il Governo Francese nella legge emanata per l'affrancazione dei Canon dei Dipartimenti del Trasimeno e del Tevere nell'anno 1813 stabilito un decesso in ogni trent'anni un'alienazione in ogni cinquanta. Secondo la nostra Giurisprudenza potersi presumere o una morte, o una alienazione, e talvolta nel caso di solo decesso. Attendendosi adunque ad una via di mezzo ha detto essere stata la Sezione di parere di decomporre il caso misto dei quindennj, e stabilire che il Laudemio si ritenga per ogni caso dovuto al ricorrere di ogni trent'anni. Mentre però ha esposto essere stata questa l'opinione della Sezione, non ha dissimulato essersi insistito dal Sig. Avv. Piacentini affinchè si ritenesse la norma dei quindennj, sia perchè più confacente alla giurisprudenza in vigore, sia perchè trattandosi di una legge che in qualche modo attacca i diritti di proprietà, deve nell'incertezza statuirsi in modo che i proprietari ne risentano il minor danno possibile. Avere perciò lo stesso Sig. Avv. Piacentini proposto che alla parola *trigesima* venisse surrogata la parola *quindicesima*.

Lo stesso Sig. Avv. Piacentini ha insistito sopra questa correzione che è stata appoggiata dal Signor Minghetti.

Quindi è stato messo a partito se alla sopra indicata parola *trigesima* debba sostituirsi nel § 1° l'altra parola *quindicesima* proposta dal Sig. Avv. Piacentini, e ad unanimità di voti è stato approvato il § con la parola *quindicesima*.

Posti dopo di ciò in deliberazione i §§ 2, 3, e 4, del medesimo art. 6° come sopra enunciati, sono stati ammessi a pieni voti.

Avendo avuto luogo le predette correzioni lo stesso Sig. Avv. Benedetti relatore ha proposto che dovesse correggersi ancora l'ultima parte dell'articolo 7° nel modo seguente.

« Oltre tutto ciò nei due sopra mentovati casi si dovrà sborsare quanto è stabilito nel precedente articolo per titolo di Laudemj eventuali ».

Ed in questa correzione si è parimenti convenuto ad unanimità di voti.

Il Sig. Avv. Relatore ha soggiunto essersi occupata la Sezione del punto relativo al modo di rimborsare i Luoghi Pii, e Pubblici Stabilimenti esteri del prezzo ritratto dall'affrancazione. Ha detto non potersi a questi Luoghi Pii, e Pubblici Stabilimenti liberamente pagare il suddetto ritratto, perchè potrebbe verificarsi che i fondi affrancati fossero soggetti a speciali affezioni. Farsene immediatamente il deposito poter sembrar ingiustissima cosa, sia per non conoscersi se prescelgano la conversione in Consolidato del loro credito, sia per non esporli al gravissimo danno di perdere immediatamente il frutto delle loro proprietà.

Nulla perdere l'Erario col convertire il prezzo delle affrancazioni in cartelle di Consolidato, e con ciò ritenersi depositario dell'intero ritratto. Essere però per l'Erario stesso di gravissimo imbarazzo l'occuparsi dei vincoli e delle affezioni di già esistenti sui fondi, e perciò ha proposto il seguente articolo che nella enumerazione addiverrebbe il decimottavo.

« Art. 18. — È riservata ai Luoghi Pii, e Pubblici Stabilimenti esteri la facoltà di ricevere la rendita consolidata come sopra, ovvero dimandare la effettiva consegna del prezzo ritratto dall'affrancazione. Anche però in questo secondo caso avrà luogo la surrogazione della rendita consolidata con tutte le norme prescritte nella presente legge; e l'Erario dovrà considerarsi come depositario della somma convertita in Consolidato, che peraltro da detti Luoghi Pii e Stabilimenti non si potrà esigere, se a tutto loro rischio e pericolo non vengano tolti i vincoli dei quali siano affette le relative cartelle ».

Messo pertanto a voti il presente articolo è stato approvato dal Consesso ad unanimità.

Il Sig. Relatore ha in fine fatto riflettere che i Laudemj, di cui si parla all'art 7° potrebbero ancora essere dovuti nel tempo dell'affrancazione, e che perciò potrebbe avvenire che i Direttarj nel momento venissero a perdere vistosissime somme a cui avrebbero avuto diritto dopo il decorso di pochissimo tempo. Si finga che dopo il periodo di vantinove o sessant'anni si debba una somma determinata a titolo di Laudemio, e che di questo tempo sia già decorsa la massima parte ma ancora non sia giunto il giorno del pagamento. Affrancando l'enfiteuta si libererebbe dal debito da pagarsi fra poco, e il direttario si troverebbe spogliato di un diritto che fra poco avrebbe potuto esercitare. Essere adunque troppo giusto che la somma dovuta per il menzionato titolo venga ripartita negli anni compresi nel contemplato intervallo, e l'affrancante sia tenuto di soddisfare le rate proporzionali decorse fino all'epoca dell'affrancazione. Per la qual cosa ha proposto il seguente articolo che nel numero d'ordine dopo il 26° divenuto 27° sarà il 28°.

« Art. 28. — Nel caso di Laudemj o consimili prestazioni dovuti in certi e determinati periodi come all'articolo 7° l'affrancante dovrà ancora dimostrare di avere soddisfatte le rate proporzionali sulle norme dello stesso articolo per gli anni decorsi dallo ultimo pagamento fino al giorno dell'affrancazione. In difetto di ciò avrà luogo il disposto nell'articolo precedente ».

L'addizione del premesso articolo è stata approvata a pieni voti. ¹⁾

Quindi l'E.mo Presidente ha di nuovo messo in deliberazione tutta intiera la legge con tutte e singole le modificazioni occorse, ed è stata confermata parimenti a pieni voti.

Ha dopo ciò richiamato all'esame del Consesso il rapporto della Sezione delle Finanze sulla istanza della Banca Romana per un provvedimento alla penuria della moneta in circolazione. ²⁾

Il Sig. Avv. Lunati ha dichiarato di essere di accordo con la Sezione. Non crede però che col solo innalzare il valore della moneta si possa ottenere un rimedio radicale alla mancanza del numerario. Egli ripete la origine del male da più alta cagione vale a dire dal commercio passivo in cui si trova lo Stato. Allo stringere dei conti con le borse estere si ha un deficit rilevante da compensare in moneta, ed è appunto ciò che principalmente produce la uscita e la mancanza materiale del danaro. Crede perciò

¹⁾ Il chirografo pontificio per l'affrancazione dei canoni, livelli e decime fu pubblicato nella *Gazzetta di Roma* del 10 marzo.

²⁾ Sulla crisi della Banca romana, aggravatasi tra marzo e aprile, ved. SPADA, *Storia cit.*, vol. II, pp. 225-232.

che il governo debba prender cura di rialzare il commercio, che a questo scopo vitale debbano essere rivolte le mire, che questo sia il desiderio da doversi esternare.

Convieni col preopinante anche il Sig. Principe Simonetti circa il desiderio che il Governo favorisca ed ajuti il commercio dello Stato, faciliti la esportazione dei prodotti indigeni per procurare la immissione del danaro. La Sezione però ha proposto l'aumento dei valori della moneta francese come una misura resa necessaria dalle circostanze spiegate nel rapporto, e questa misura del momento non toglie che si adottino altri opportuni provvedimenti sul commercio.

Senza entrare nella questione del Commercio la quale esigerebbe troppo esteso sviluppo, il Sig. Minghetti ha fatto osservare che in regola di buona economia si sarebbe dovuto lasciare il corso libero alla moneta, essendo al dire di Davanzati simile alla acqua che sempre si livella. Se il Governo invece di dare un corso forzato alla moneta con la pubblicazione della tariffa del 1835 avesse lasciato questo corso libero, non si sarebbe arrivati a questo punto di mancanza. È poi di parere che lo sbilancio si sia fatto sentire da qualche tempo, reso quindi più sensibile dalla esportazione della moneta verso il Mar Nero, ed il Levante. Non si può negare che la Banca Romana sia in danno dovendo essa acquistare il pezzo da cinque franchi alla valuta di Baj. 93 mentre gli speculatori banchieri lo cambiano a Baj. 92. Essa domanda che s'innalzi il valore delle monete estere, ma in questa richiesta non si potrebbe convenire perchè sarebbe un esporre il commercio a perdite gravi. La Sezione ha considerato la sola moneta da cinque franchi e quella in oro perchè ha ritenuto che dovesse divenire moneta dello Stato, e perciò proponendo di rialzarne il valore ne ha proposta ad un tempo la coniazione. Ed in quanto a questa parte ha osservato lo stesso Sig. Minghetti che la coniazione sarebbe necessaria per gli spezzati, i quali darebbero poca spesa, o si potrebbero raccogliere dal Piemonte o dalla Francia. Una qualche difficoltà si presenta riflettendo alla perdita che si potrà avere nel ridurre gli spezzati dello Stato alla nuova forma di moneta, ma questa perdita si potrà facilmente sopportare con eseguirsi la operazione gradatamente.

Si è posta pertanto la questione se si debba prendere in considerazione il rapporto della Sezione delle Finanze, ed a pieni voti si è risoluto per l'affermativa.

Dopo ciò si è messo in deliberazione il primo § della pagina 3 e precisamente l'ultima parte ove si dice « Quindi la Sezione propone di adottare un nuovo sistema monetario corrispondente al tutto a quello di Piemonte e per conseguenza di Francia, procurando di coniare immediatamente una sufficiente quantità di spezzati, senza forse escludere, siccome propone il Ministero delle Finanze quelli degli anzidetti Stati ». ¹

Il Sig. Principe Barberini ha osservato che il nuovo sistema proposto dalla Sezione si sarebbe potuto adottare in via provvisoria, non sembrando che fosse ancora giunto il tempo di stabilirlo definitivamente. Non essendosi ancora formata la lega doganale, nè la lega politica degli Stati Italiani parevagli che si dovesse aspettare l'uno e l'altro avvenimento per la unificazione del sistema monetario.

Il Sig. Avv. Vannutelli ha poi dubitato che aumentandosi il valore della moneta si possa dare un certo agl'interessi della Banca, poichè i possessori dei biglietti richiederebbero bentosto siano cambiati in danaro.

Si è però riflettuto d'altra parte che i biglietti essendo formati di scudi Romani, la Banca nel sud.º caso verrebbe a lucrare nel ragguglio della moneta.

¹) Ved. *Il Contemporaneo*, n. 23, del 24 febbraio, in cui si dà notizia della deliberazione. Sulla monetazione pontificia ved. E. MARFINORI, *Annali della Zecca di Roma*, Roma 1922, fasc. 23-24 (1800-1849).

Fattasi quindi la votazione è stato ammesso l'anzidetto § a maggioranza di 14 voti favorevoli sopra 8 contrarj.

Dopo di che si è proposto il § finale del rapporto ove si dice « La Sezione di Finanze propone pertanto che s'inviti il Ministro delle Finanze a presentare tosto un progetto per introdurre nel nostro Stato il sistema monetario francese, e che intanto come misura preparatoria si accresca il valore tariffale delle monete da 5 e 20 franchi da scudi 0.92 a scudi 3.71 a scudi 0.93 ed a scudi 3.72 ».

E fattasi anche su di questo la votazione è stato ammesso con 16 voti favorevoli sopra 6 contrarj.

Essendo però sembrato opportuno che la cosa rimanesse anche meglio determinata, il Consesso è ritornato a considerare il secondo § della pagina 3^a in cui si dice.

« In tal caso divenuta nazionale la moneta francese o piemontese sarebbe giusto di doverla favorire del due per cento per premio di coniazione, e quindi potrebbesi fino da questo momento elevare a Baj. 93 il valore dei cinque franchi, e a sc. 3.72 quello del Napoleone d'oro, locchè stabilirebbe il vero rapporto fra la nuova e l'antica moneta. Questa misura oltre a soddisfare ad una imperiosa necessità del momento sarà assai buon principio all'unificazione del sistema delle monete in tutti gli Stati della unione Italiana ».

Messo tale § in deliberazione è stato approvato con maggioranza di 20 voti, due contrarj.

Circa i provvedimenti da adottarsi affinchè la istituzione della Banca Romana possa essere di efficace giovamento al commercio e all'industria si è differito di tenerne proposito, aspettando che per parte della Banca vengano comunicati i progetti sulla formazione delle succursali.

Si è dopo di ciò passato a trattare dell'altro rapporto della Sezione medesima sulla rinnovazione dell'appalto delle diligenze da Roma a Ferrara, da Roma a Radicofani, e da Bologna alle Filegare.

L'E.mo Presidente ha fatto lettura di un biglietto di Mons. Pro-Tesoriere Ministro delle Finanze col quale dicendo di non poter intervenire all'Adunanza per altro impegno preso in precedenza, partecipa di avere invitato l'appaltatore a manifestare le sue intenzioni nel caso della continuazione del servizio per un altro anno, e la risposta avutane a tenore di un foglio di cui si è fatta pure lettura. Molto dure ne sono però sembrate le condizioni e specialmente quella che il Governo dovesse acquistare i ventisette legni per rilasciarli poi in mani dell'appaltatore, e soggiacere al consumo di essi legni senza percepire corrisposta nè utili.

Non essendosi convenuto nelle condizioni predette il Sig. Conte Mastai ha soggiunto che il parere della Sezione era stato di abolire col primo Aprile ogni privativa delle Diligenze, e soltanto pel dubbio accennato nel Rapporto di non portare una sospensione immediata alle consuete comunicazioni, si era insistito presso Monsignor Ministro delle Finanze, o perchè il Governo si caricasse del disimpegno del servizio, o perchè si prendessero opportuni ed amichevoli concerti con l'Appaltatore attuale per il proseguimento nella Intrapresa in via provvisoria. Le risposte avutesi non essere però niente amichevoli e rimanere perciò a decidersi, se l'appalto si debba mettere a libera concorrenza fin da ora. Nel caso contrario potersi dal Governo mandare la Intrapresa a conto proprio per un altro anno provvisoriamente sull'esempio del Governo austriaco, e mettersi in salvo da ogni disagio.

Il Sig. Avv. Benedetti ha osservato che se il Governo dovrà assumere il servizio a conto proprio, dovrà comprare i legni dall'Appaltatore, perdere la corrisposta,

soggiacere alle spese, ed alle eventualità dell'Amministrazione. Decorso l'anno e facendosi luogo alla libera concorrenza, si troverà con un capitale divenuto inutile, per la qual cosa li sembra opportuno, che la concorrenza libera sia dichiarata fin da ora per mezzo di Notificazione.

L'E.mo Presidente dopo di avere accennata la difficoltà in cui si potrebbe trovare il Governo nel caso che i Postieri si ricusassero al trasporto delle Diligenze ha posto la questione in genere se si creda di prendere in considerazione il rapporto della Sezione delle Finanze, ed a pieni voti si è risoluto per l'affermativa.

Quindi si è messa in deliberazione la proposta contenuta nel rapporto nei seguenti termini.

« Che con il primo di Aprile prossimo ogni privativa delle Diligenze si determinasse cessata per mezzo di apposita Notificazione da redigersi e pubblicarsi per autorità a nome del Ministro delle Finanze, e così pure si determinasse la libera concorrenza, salve quelle regole generali di pubblica sorveglianza che spettano ad ogni Governo ».

In tale proposta si è dal Consesso parimenti convenuto a pieni voti, modificando di più la parte finale del penultimo § del rapporto, e dicendo « All'oggetto di evitare la sospensione del servizio o che il Governo s'incaricasse del disimpegno del servizio istesso, o che si prendessero opportuni ed amichevoli concerti, affinchè un qualche assunto proseguisse nella intrapresa in via provvisoria ».

Dopo di che essendo le ore due pomeridiane, l'E.mo Presidente ha dichiarato sciolta la Sezione.

XVII.

18 MARZO 1848

Si è aperta la Sessione alle ore 11 $\frac{1}{2}$ antimeridiane.

Diminuita la Consulta di Stato di altri tre de' suoi componenti cioè dell'E.mo Presidente Sig. Cardinal Antonelli nominato alla carica di Segretario di Stato, del Sig. Recchi promosso a Ministro dell'interno, e del Sig. Minghetti promosso a Ministro de' lavori pubblici ¹⁾ si sono trovati presenti alla Sessione Monsig.r Pentini Vicé Presidente, i Signori Consultori di Stato Pn.pe D. Francesco Barberini, Pn.pe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi Santucci, M.se Luigi Paulucci de Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Pn.pe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Conte Pompeo di Campello, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Professor De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Avv. Francesco Benedetti, Monsignor Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Per ragione di salute non sono intervenuti i Consultori Sig. Conte Marchetti e Sig. Peda.

Letto e approvato il processo verbale dell'antecedente seduta, si è data comunicazione delle risoluzioni del Consiglio dei Ministri approvate da Sua Santità su varie proposte della Consulta di Stato concernenti gli apparecchi militari, il modo di condurre la pubblica amministrazione in pendenza dell'approvazione del Preventivo 1848,

¹⁾ Ved. in MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, pp. 333-335 il resoconto del colloquio col Papa dell'8 marzo. Pio IX gli aveva detto allora « essere suo intendimento di chiamare alla Segreteria di Stato il cardinale Antonelli, ed insieme con lui scegliere il fiore della Consulta per formare un Ministero nuovo ».

l'abolizione della Privativa delle Polveri Sulfuree, di quella delle Diligenze, e la modificazione del sistema monetario.

Distribuiti già da varj giorni gli esemplari a stampa di un progetto pel riordinamento della milizia compilato alla Sezione IV che di ciò aveva incarico dal Governo era destinata questa seduta all'esame e discussione di esso. ¹⁾

A tal uopo in nome del Sig. Ministro delle Armi impedito dalle occupazioni del suo dipartimento si è trovato presente all'Adunanza il Ministro del commercio, belle arti, industria, ed agricoltura Sig. Conte Pasolini, il quale, presa la parola cominciò dal ricordare con affetto come poco innanzi era felice di far parte dell'onorevole Consesso, cui ora per la prima volta nella qualità di Ministro indirizzava il discorso. Quindi si fece ad esporre alcune considerazioni in parte speciali al Ministero delle Armi, e in parte riguardanti la stessa Consulta onde fermamente riteneva che non fosse conveniente l'occuparsi ora dell'approvazione di un nuovo Piano militare, ma doversi la cosa rimettere alla discussione de' Consigli rappresentativi.

Per ciò che riguarda infatti il Ministero delle Armi tenea per indubitato che egli dovesse accorrere al momentaneo bisogno di militari provvedimenti non con altri mezzi se non con quelli che sono di presente in suo potere indipendentemente dal nuovo Piano la di cui attivazione esigerebbe un tempo non breve.

Posta la qual cosa sembrargli che la Consulta verrebbe altronde ad esporre la sua convenienza se essendo così prossima la convocazione dei Consigli rappresentativi venisse in certa guisa a preoccupare ciò che in breve dovrebbe essere determinato dagli stessi Consigli.

A tali osservazioni appoggiate anche dal Sig. Conte Mastai ha risposto il Sig. Conte di Campello che l'approvazione del nuovo Piano organico non si sarebbe opposta a quella libertà di azione reclamata dal ministero delle Armi per provvedere ai bisogni del momento bastando a ciò che ne restasse differita a tempo opportuno l'attivazione.

Il Sig. Ministro ha sussunto che se ai bisogni del momento non potrebbe essere applicato il nuovo Piano resta sempre a vedersi se la Consulta venisse ad esporre la sua convenienza col preoccupare le determinazioni de' consigli circa lo stabile riordinamento della milizia.

Avverte il Sig. Conte di Campello che le molte e gravi materie che dovranno per prime essere discusse nei Consigli non permetteranno loro di occuparsi così presto di tale oggetto.

Il Sig. Pn.pe Barberini fatto riflesso che il proposto Piano contiene dei punti fondamentali di legge opina che ai Consigli rappresentativi se ne debba lasciare la trattazione. La Consulta occupandosene verrebbe a compromettere il proprio decoro, potendo accadere che le deliberazioni dei Consigli non si conformassero a quanto da Lei si fosse operato.

Al Sig. Avvocato Lunati sembra cosa regolare che la Consulta compia la discussione del nuovo Piano militare, da cui non vede che alcun reale inconveniente possa derivare.

Il Sig. Pn.pe Simonetti è di parere che la Consulta così prossima come è alla sua cessazione non debba occuparsi che delle cose urgenti.

Il Sig. Avv. Benedetti chiama l'attenzione sull'art. 67 dello Statuto fondamentale, ove dopo essersi detto: *L'attuale Consulta di Stato cesserà venti giorni innanzi che siano aperti i Consigli* — si aggiunge che — *intanto essa proseguirà nell'esame del Preventivo*

¹⁾ Ved. XI seduta. Gli ufficiali del Ministero delle Armi avevano rivolto quattro giorni prima un indirizzo di plauso alla Consulta per i nuovi provvedimenti militari, OVIDI, *op. cit.*, pp. 297-298.

ed altre materie amministrative che le sono state o le saranno rimesse. Trattarsi però della interpretazione ed applicazione di tale articolo. 1)

Monsignor Vice-Presidente è di avviso che ogni inconveniente sarebbe rimosso quando la Consulta si occupasse del nuovo Piano militare non per proporlo alla sanzione sovrana, ma in linea di lavoro preparatorio per le definitive determinazioni che sarebbero per adottarsi in proposito dopo l'apertura dei Consigli.

Il Sig. Pn.pe Barberini a confermar sempre più che non convenga provocare fin da ora l'approvazione del nuovo Piano Militare osserva che le deliberazioni de' consigli verrebbero a preoccuparsi anche in rapporto al Preventivo, nel quale troverebbero già stanziata la spesa non tenue corrispondente a quel Piano.

Il Sig. Avv. Lunati riduce la questione a vedere se il Piano militare debba considerarsi come affare amministrativo, o no, sostenendo che nel caso affermativo la Consulta non può dubitare di assumerne la discussione, mentre lo Statuto fondamentale le ingiunge, come si è rilevato di proseguire nell'esame delle materie amministrative che le sono state, o saranno rimesse.

Il Sig. Professor De Rossi si fonda sull'osservazione fatta dal Sig. Principe Barberini per ritenere che l'affare sia d'indole amministrativa. Non vede poi a qual pericolo resti esposta la convenienza della Consulta, quando essa promuova l'approvazione di un ben inteso riordinamento della milizia, il quale altronde non impedirebbe che il Ministero delle Armi provvedesse fin da ora all'urgenza di mettere l'armata in piede di difesa e di guerra.

Il Sig. Ministro del Commercio ha richiesto che vengano successivamente poste due distinte questioni: 1° se il Ministro delle Armi debba eseguire i provvedimenti militari di urgenza indipendentemente dal nuovo Piano con quei mezzi che sono attualmente in suo potere e tale questione crede non potersi risolvere che affermativamente anche in vista delle risoluzioni adottate in proposito dal Consiglio de' Ministri, ed approvate da Sua Santità, come il Consesso ha potuto or ora conoscere dal relativo biglietto di partecipazione letto da Monsignor Vice-Presidente. Subentra poi la 2ª questione, se sia conveniente che la Consulta incontro alla prossima apertura dei Consigli rappresentativi si occupi della definitiva sistemazione della forza armata.

Il Sig. Avvocato Santucci suggerisce che venga posata la questione in questi termini, cioè *« se debba prendersi in considerazione il nuovo piano organico militare »*.

E messa a partito da Monsig.r Vice Presidente tale questione si è risolta negativamente a maggioranza di voti in numero di 12 contro otto. 2)

Dopo ciò Monsig.r Vice Presidente ha fatto lettura di due biglietti dell'E.mo Segretario di Stato Presidente del Consiglio de' Ministri, co' quali si partecipa il sovrano volere, che la Sezione legislativa della Consulta di Stato si occupi della sollecita formazione di un progetto di legge provvisoria pel Consiglio di Stato istituito dallo Statuto fondamentale, e la Sezione amministrativa si occupi ugualmente di un progetto per la legge elettorale ripromessa dall'articolo 64 dello Statuto medesimo.

1) Secondo il voto presentato da mons. Corboli Bussi il 17 febbraio 1848 alla Commissione incaricata di preparare lo Statuto, appare che ancora a quella data vi era l'idea di mantenere in vita la Consulta, cui si pensava di affidare il compito di « studiare e preparare i progetti di legge che poi il Ministero adotta e propone ai Consigli legislativi e, inoltre, riunirsi in lei le funzioni di Gran Corte dei Conti per la revisione dei Consulativi » MANNO, *op. cit.*, p. 195.

2) Ved. la comunicazione del Pentini al Ministro dell'Armi (18 aprile), in OVIDI, *op. cit.*, pp. 298-299.

Il Sig. Conte Mastai ha invitato il Consesso a considerare i sintomi di crisi commerciale, che si sono manifestati in riguardo alla Banca Romana. Ammette che gran parte ci abbia l'immaginazione, ma osserva che anche questa influisce sulla realtà. Propone pertanto di fare una mozione, di cui ha letto la formula, tendente ad ottenere che il Governo prenda in considerazione lo stato attuale della Banca e che di più si estendano a tutto lo Stato i benefici di quello Stabilimento.

Il Sig. Lauri peraltro ha riflettuto che tale mozione potrebbe fare nel pubblico una impressione nociva al credito della stessa Banca.

Il Sig. Avv. Lunati ha pur trovato qualche eccezione a fare dal lato della legalità di una iniziativa presa in questa forma.

Monsig.^r Vice-Presidente passa a partecipare lo scioglimento della Commissione speciale per le strade ferrate e quindi l'adito che si apre alla Consulta di Stato di riassumere le sue occupazioni su tale interessante argomento. ¹⁾

Sopraggiungono intanto essendo l'un ora pomeridiana Monsig.^r Ministro delle Finanze, e il Sig. Ministro de lavori pubblici per partecipare secondo i concerti presi con Monsig.^r Vice-Presidente alla discussione di un rapporto dello stesso Monsignor Ministro delle finanze trasmesso in via d'urgenza il dì innanzi, e di cui perciò non prima d'ora il Consesso ha ricevuto notizia.

Il prelodato Monsig.^r Ministro delle Finanze ha preso la parola cominciando dal richiamare alla memoria quanto già ebbe ad esporre in una sua relazione presentata al Santo Padre nel passato novembre e data quindi alle stampe sullo stato attuale delle finanze. Avea egli in questa relazione annunziato che il manco delle rendite nell'Esercizio 1848 si sarebbe approssimativamente elevato ad un milione e duecentomila scudi circa, e tre risorse avea indicate per ripianarlo, vale a dire l'affrancazione de' canoni ecclesiastici, i conti correnti aperti con alcuni stabilimenti, e il residuo della rata fissata in sc. 300/m da pagarsi in contanti dai compratori de' beni dell'appannaggio. A tali mezzi che pareva allora dovessero non solo bastare, ma sopravanzare al bisogno si aggiunse ultimamente la creazione di un prestito di un milione colla Cassa Bancaria De Lahante, il quale dovesse servire come di scorta per qualunque più grave e straordinaria contingenza.

Quantunque peraltro siansi preparati mezzi così larghi disgraziatamente fin qui non se ne è potuto avere un risultamento che soddisfi al presente bisogno. Perciocchè in quanto all'affrancazione de' canoni ecclesiastici, della quale sol poco fa si è pubblicata la legge, vi vorrà ancora del tempo per vederne l'effetto dovendo necessariamente precedere alla medesima non poche formalità e verificazioni. In quanto ai conti correnti con diversi stabilimenti di credito l'attuale crisi pecuniaria ha ridotto questi in uno stato da dover ricevere aiuti dal Governo, e non di darne. Il pagamento poi del residuo della rata del prezzo de' beni dell'appannaggio non scade che alla fine dell'anno ed inutilmente il Ministero delle finanze ha tentato di combinarne una cessione. Finalmente riguardo al prestito di un milione contratto colla Casa Delahante è avvenuto che dopo gli scudi centomila pagati in luogo di cauzione non sono stati riscossi che altri

¹⁾ Alla questione delle strade ferrate allude questa letterina del Minghetti, da qualche giorno ministro, al Pentini: « Monsignore Chiarissimo, suppongo che la Consulta si raduni come prescrive il Regolamento il 15. E per vero dorme da gran tempo. Fra le cose pressanti che vi sarebbero, vi è quella di riassumere e decidere la questione generale di massima sulle strade ferrate. La sezione finanze ebbe tutti gli schiarimenti in proposito. Con devota stima mi protesto obb.mo dev.^{mo} servitore Minghetti. Martedì 14 marzo ». (Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 21, fasc. 24).

scudi novantamila, porzione della rata di sc. 168/m scaduta alla fine di Febrajo. Cio è da attribuirsi alle note vicende di Francia che hanno portato una terribile concussione al debito pubblico in tutta Europa, e probabilmente influiranno ancora al ritardo della seconda rata del prestito scadente alla fine di marzo.

Il Santo Padre ha generosamente donato del suo sc. 9.000. Altre somme sono state contribuite da varj Luoghi Pii, ed altre ancora se ne attendono. Ed è con tali ajuti che la pubblica Depositeria ha potuto fin qui continuare i suoi pagamenti. 1)

In queste angustie per altro il Ministero non può essere affatto tranquillo sul pagamento del trimestre del Consolidato importante circa sc. 250/m che va a scadere al principio dell'entrante mese di Aprile, e pel quale fino dal giorno 20 corrente marzo dovrebbe pubblicarsi la consueta notificazione. Proporrrebbe pertanto di stabilire preventivamente che il pagamento del Consolidato, compresavi ogni passività permanente che ora si paga in rate trimestrali, si eseguisse d'ora innanzi a semestre.

Questa disposizione non sarebbe diversa da quella che si trova in vigore in molti altri Stati di Europa, che viene osservata anche dal Governo Pontificio per l'interesse de' depositi, e che è stata enunciata nella legge dell'affrancazione de' canoni pei consolidati da crearsi a favore de' Luoghi pii creditori in sostituzione de' canoni, ed altre rendite affrancate.

Non dissimula Monsig.r Ministro delle finanze che la misura proposta farà ribasare il consolidato, ma crede che avverrebbe di peggio nel caso di un improvviso arresto dei pagamenti. Osserva infine che la maggior parte delle rendite consolidate appartiene a Luoghi Pii e corporazioni religiose, alle quali è forse meno difficile di ottenere dilazione dai loro Creditori, e di trovare risorse pei loro pressanti bisogni.

Il Sig. Avv. Lunati fa qualche osservazione sulla gravità della cosa, in merito alla quale è chiamata la Consulta senza alcun preventivo esame ad esprimere il suo voto.

Si è messo quindi in deliberazione se la proposta di Monsig.r Ministro delle Finanze abbia a prendersi in considerazione, e si è risoluto per l'affermativa con 19 voti favorevoli, uno contrario.

Dubita il Sig. Conte Mastai che se il Ministero non ha altre risorse su cui contare quella che si è ora proposta sia troppo limitata per sopperire ai bisogni del pubblico Erario.

Monsig.r Ministro delle finanze fa riflettere che differendosi il pagamento della prossima trimestrale scadenza al mese di Luglio il respiro di questi tre mesi sarebbe utilissimo per superare la presente difficile crisi, e questo tempo si metterebbe a profitto per procurare i mezzi di sostenere il pagamento dell'intero semestre alla sua scadenza. Nel secondo semestre si rinnoverebbe questo beneficio e la legge per l'affrancamento de' canoni potrebbe intanto avere già prodotto vantaggiosi risultati. Spera altronde che le circostanze politiche piuttostochè peggiorare miglioreranno, e che la Casa Delahante avendo fatta un'anticipazione di scudi centomila non vorrà abbandonare questa somma, e si darà tutto il moto per riuscire nell'impegno.

Prendendo poi la parola il Sig. Ministro de' lavori pubblici ha fatto conoscere al Consesso che realmente il Ministero non aveva mancato di volgere il pensiero anche ad altre risorse pecuniarie, ma che prese in esame si riconobbero di ben difficile riuscita in specie dopo gli ultimi avvenimenti politici. Queste risorse infatti si riducevano in ultim'analisi o ad un nuovo prestito, o ad una nuova imposizione. Alla effettuazione

1) Ved. per questi contributi la lettera di Costanza Corboli a Girolamo Sommi del 27 marzo, in MANNO, *op. cit.*, p. 211.

del prestito formava ostacolo gravissimo la presente crisi commerciale divenuta generale in tutta Europa. Si questa poi che l'altra risorsa di una nuova imposta avrebbe caricato il Ministero di una grave responsabilità in faccia ai Consigli rappresentativi.

Il Sig. Principe Simonetti propone di nominare una Commissione, la quale dovrebbe esaminare l'affare, e stante l'urgenza farne relazione nel prossimo Lunedì ad una nuova riunione della Consulta.

Il Sig. Principe Barberini considera l'impressione sinistra che farebbe nel pubblico la proposta dilazione di pagamento e il dissesto che porterebbe a quelle persone, e famiglie che prive di altre risorse hanno calcolato pei loro bisogni sulla scadenza trimestrale. Rammentando quindi essersi detto, che il Consolidato, su cui caderebbe l'innovazione spetta nella massima parte a Luoghi Pii, suggerisce che la misura venga ordinata solo in riguardo ai medesimi Luoghi Pii con capitalizzare però a loro favore l'importare del trimestre ritardato.

Il Sig. Avv. Benedetti conviene che abbia a differirsi l'esame della cosa, ma crede inutile la nomina di una Commissione incaricata di riferirne, essendo già pienamente noti i fatti da cui dipende la mozione di Monsig.r Ministro delle Finanze.

Questi approvando l'osservazione del Sig. Avv. Benedetti aggiunge che in quanto al limitare la disposizione ai soli Luoghi gli sembra che verrebbe a farsi una eccezione odiosa e per dir così ingiusta.

Non nega il Sig. Avv. Benedetti l'odiosità della eccezione ma considera che si viene ad evitare l'inconveniente del discredito della rendita limitando la misura ad una sola classe di persone interessate in modo speciale alla conservazione del paese.

Monsig.r Vice-Presidente sarebbe di parere che si proponesse a Sua Santità d'indirizzare ai Luoghi Pii una eccitatoria perchè volessero differire al semestre l'esigenza della rendita consolidata sembrandogli che per questa via si otterrebbe l'intento di non discreditar il consolidato. e si eviterebbe al tempo stesso la crudezza di una disposizione direttamente imperativa.

Dopo ciò si è posata la questione se creda il Consesso di discutere la proposta di Monsig.r Ministro delle finanze fin da questa mattina. Ed a maggioranza di 17 voti si è risolto che debba discutersi.

Monsig.r Ministro delle finanze fa ancora una osservazione sul progetto di limitare la misura ai soli Luoghi pii avvertendo, che ciò potrebbe nuocere alle buone disposizioni già manifestate e cominciate a mettersi in atto da parecchi de' medesimi luoghi pii onde concorrere con spontanee offerte al sollievo delle angustie erariali. Ne lascia pur di osservare che con tale restrizione verrebbe a ridursi la risorsa a soli scudi 150/m.

Messa quindi a partito l'annenda del Sig. Pn.pe Barberini, e primieramente quella parte di essa che riguarda la consolidazione del trimestre rimane questa esclusa a maggioranza di 19 voti contro uno. Ed esclusa egualmente rimane la prima parte con cui si proponeva di limitare la legge ai soli luoghi Pii, mediante una maggioranza di 12 voti sopra otto.

Messa finalmente in deliberazione la proposta di Monsig.r Ministro delle finanze viene approvata con 15 voti favorevoli, ed otto contrarj.

Il Sig. Ministro de' lavori pubblici fa vive premure perchè la Consulta di Stato si occupi al più presto possibile delle strade ferrate abbracciando l'argomento in tutta la sua estensione. La cosa è di grave. e urgente interesse come quella che dovrà somministrare impiego a tante braccia mancanti di lavoro e troppo importa al Ministero di trovarsi in pronto su tale affare alla prossima convocazione de' Consigli.

Monsig.r Vice-Presidente muove discorso sui Preventivi del corrente Anno 1848 di cui è rimasto pendente l'esame presso la Sezione di finanze ridotta ora alla metà per la promozione al Ministero di tre de' suoi componenti.

Il Sig. M.se Paulucci opina che per la gestione del corrente anno il miglior partito a prendersi sia quello di accordare un voto di fiducia al Ministero.

Il Sig. Ministro de' lavori pubblici mentre dichiara che il Ministero deve essere grato di questo attestato di fiducia fermamente sostiene doversi compiere dalla Sezione di finanze il lavoro che già trovasi di molto avanzato sui Preventivi del 1848 per essere quindi sottoposto all'intera Consulta. In esso troveranno i consigli materiali preziosissimi pel riordinamento della pubblica amministrazione; ed avranno come una base per la discussione del Preventivo del futuro esercizio.

Riflette il Sig. Lauri che non breve tempo sarà ancora necessario perchè la Consulta possa esaurire la discussione dei Preventivi, e sarebbe perciò di parere che la Sezione di finanze compia sibbene il suo lavoro per preparare i materiali ai Consigli, ma che questi, e non la Consulta, debbano occuparsi dell'approvazione.

Osserva peraltro il Sig. Avv. Benedetti che lo Statuto fondamentale chiama appunto la Consulta all'esame del Preventivo 1848.

Monsig.r Ministro delle finanze conferma l'osservazione. I Consigli non dovranno occuparsi che del Preventivo 1849, e sarà cosa utilissima che trovino regolarmente discusso, ed approvato quello dell'Esercizio corrente.

Quanto al tempo che converrà impiegarvi crede il Sig. Conte Mastai che la Sezione finanze potrà con sollecitudine compiere il suo lavoro facendo sottentrare gli Uditori nello Studio de' preventivi ch'erano in corso di esame presso i tre Consulitori promossi al Ministero, tanto più se questi potranno, come è da sperarsi dedicare un piccola porzione del loro tempo a dare una qualche traccia e direzione agli stessi uditori.

Una ultima osservazione si è aggiunta in proposito dal Sig. Ministro de' lavori pubblici, riguardante in specie il preventivo del debito pubblico. In seguito di lungo ed accurato esame delle diverse partite comprese in tal preventivo si è venuto a conoscere dalla Sezione di finanze che molte rendite, ed assegnamenti accordati specialmente a corporazioni religiose, e luoghi pii mancano di un vero titolo oneroso, e corresponsivo, e Sua Santità come la Consulta ben conosce, ha espressamente autorizzato l'esame di siffatte partite onde cessino. Ora nell'artic. VII dello Statuto fondamentale si dice che « il debito pubblico è garantito come pure le altre obbligazioni assunte dallo Stato ». Interessa adunque anche per questo riflesso, che prima dell'attivazione dello Statuto sia compiuta la discussione del Preventivo 1848 onde dar luogo a quelle giuste riduzioni del Debito pubblico, le quali altrimenti troverebbero un ostacolo nella surriferita disposizione.

Osserva il Sig. Professor De Rossi che la garanzia del debito pubblico enunciata nello Statuto deve intendersi *pro ut et quatenus de jure*, ne potrebbe perciò applicarsi agli assegnamenti privi di un titolo legale.

Al che risponde il Sig. Ministro non trattarsi già di assegnamenti privi di quella legalità di titolo, che può consistere in un rescritto di concessione emanato dalla competente autorità. Se di tale legalità fossero mancanti non sarebbe stata necessaria la sovrana autorizzazione per poterne provocare la cessazione. Ciò che loro manca si è la corresponsività del titolo, circostanza che per se sola non sembra bastante ad escludere la garanzia ripromessa dallo Statuto.

Dopo di che, essendo le ore due e 3/4 pomeridiane, si è dato termine alla seduta.

XVIII.

4 APRILE 1848

La Sessione ha avuto principio alle ore 11 ½ antimeridiane con intervento di Monsig.r Pentini Vice-Presidente, dei Signori Consultori di Stato Pn.pe D. Francesco Barberini, Pn.pe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi Santucci, Conte Giovanni Marchetti, M.se Luigi Paulucci de' Calboli, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Pn.pe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Professor De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Avv. Francesco Benedetti, Gio. Batta Peda, Monsig.r Bartolomeo Pacca, M.se Ludovico Gualterio.

Non è intervenuto il Sig. Conte di Campello assente dalla Capitale.

Il processo verbale dell'antecedente seduta è letto ed approvato.

Presenti Monsig.r Tesoriere gn.le Ministro delle finanze e il Sig. Ministro del Commercio, delle arti, industria, ed agricoltura, si è richiamata da Monsignor Vice-Presidente l'attenzione del Consesso sopra cinque progetti di risorse pecuniarie esibiti dal Ministero delle finanze per accorrere ai presenti Straordinarj bisogni del Governo.

Si propone col primo di essi l'anticipazione di tre dodicesimi sulla dativa da abbuonarsi ai contribuenti negli anni 1849, 1850, e 1851, col secondo una tassa straordinaria sulla rendita de' censi, cambj, e crediti fruttiferi, col terzo la creazione di boni ipotecarj fruttiferi che si emetterebbero dal Banco di S. Spirito, e dal S. Monte di Pietà di Roma, col quarto un prestito di due milioni di scudi a carico de' Luoghi pii dello Stato con surrogazione di consolidato, col quinto finalmente l'emissione di una certa quantità di boni del Tesoro portanti un annuo interesse, e con altre condizioni enunciate nello stesso progetto, alle quali Monsig.r Ministro delle finanze dichiarò al consesso doversi aggiungere pur quella di una ipoteca sopra determinati fondi, e che fosse contemporaneamente assegnata all'estinzione de' boni una porzione del prestito da imporsi ai Luoghi pii. ¹⁾

Tali progetti per altro essendo stati distribuiti poche ore prima del giorno stesso che veniva destinato alla loro discussione in adunanza generale senza essere passati per la via di un regolare esame preparatorio, il Sig. Conte Mastai è sorto a dire che dovrebbe farsi quesito alla Consulta se creda di prenderli in considerazione fin da questa mattina; ed in caso negativo se abbia a nominarsi una Commissione che li prenda in particolare esame, e ne distenda una relazione da proporsi in una nuova riunione generale.

Osserva il Sig. Pn.pe Simonetti che stando al disposto nel Moto Proprio sulla istituzione della Consulta di Stato i progetti in questione prima di essere presentati in pieno consesso avrebbero dovuto inviarsi alla rispettiva Sezione perchè ne avesse fatta la conveniente Relazione.

Il Sig. Avvocato Lunati conferma l'osservazione recitando le parole del Moto-proprio da cui quel metodo viene prescritto. ²⁾

¹⁾ Ved. per i progetti Morichini, MINCHETTI, *Miei Ricordi*, vol. I, pp. 354-360.

²⁾ È il disposto dell'art. 31: « Quando il Sovrano, o il Consiglio dei Ministri, o ciascuno dei Ministri individualmente, rimette alla Consulta di Stato un progetto di legge, un regolamento di pubblica amministrazione, o altro affare qualunque, il cardinale Residente della Consulta di Stato, cui ogni affare debba indirizzarsi, lo invia alla Sezione alla quale per sua natura l'esame di quell'affare appartiene ».

Monsig.r Vice-Presidente è di avviso che la questione si riduca a vedere se attesa la straordinarietà delle circostanze possa o no deviare dalla indicata disposizione.

Il Sig. Pn.pe Simonetti aggiunge che il Regolamento per la trattazione degli affari della Consulta sebbene non munito ancora della Sovrana Sanzione darebbe luogo nel presente caso alla nomina di una Commissione, e opina che come per altre cose ha praticato la Consulta così anche per questa potrebbe seguire le norme di quel Regolamento.

Quindi riconosciutasi in genere dagli stessi Signori Ministri la ragionevolezza di una dilazione, e fattasi soltanto premura onde la cosa in grazia delle urgentissime circostanze fosse al più presto possibile riproposta Monsig.r Vice-Presidente ha mandato a voti la questione se i progetti debbono rimettersi all'esame di una Commissione, ovvero a quello della Sezione delle finanze riunita come in oggi si trova alla Sezione delle Armi. E con una maggioranza di 17 voti sopra quattro contrarj si è risoluto per la remissione dei progetti alle sudette due Sezioni riunite.

Dopo di ciò essendo mezz'ora pomeridiana, si è sciolta l'Adunanza.

XIX.

9 APRILE 1848

È stata aperta la sessione ad un ora e un quarto pomeridiana con intervento di Monsig.r Pentini Vice-Presidente, dei Signori Consultori di Stato Principe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi Santucci, Conte Giovanni Marchetti, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Pn.pe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Professor De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Avv. Francesco Benedetti, Gio. Batta Peda, Monsig.r Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Non sono intervenuti i Signori M.se Paulucci de Calboli, e Conte di Campello assenti dalla Capitale.

Si è letto ed approvato il Processo verbale della seduta antecedente.

Attendevasi l'arrivo di Monsig.r Ministro delle finanze per intraprendere la discussione de' varj progetti finanziari esibiti da quel Ministero, e sui quali erasi già compiuto, e distribuito il Rapporto delle due Sezioni riunite delle finanze, e delle armi.

Intanto il Sig. Ministro de' Lavori pubblici trovandosi presente all'Adunanza insieme al Sig. Ministro del Commercio belle arti, industria ed agricoltura ha cominciato ad istruire il Consesso di una circostanza che variava lo Stato della questione. Alcuni stabilimenti di credito, ed in specie la Banca di Roma aveano presentate al Ministero le più vive istanze onde fosse preso a loro riguardo un qualche provvedimento che li sottraesse alla crisi ond'erano colpiti. Una commissione fu dal Governo deputata per riferire sullo stato della Banca Romana e questa fu composta dal Presidente della Camera di Commercio, dal Consultore di Stato Sig. Principe Simonetti, e di un Conservatore del Comune di Roma. Assistita essa dal Commissario governativo Sig. Pn.pe Odescalchi mentre ha dato riscontri soddisfacenti sullo stato attivo e passivo di quello Stabilimento ha riconosciuto l'opportunità di sollevarlo dalle attuali strette che minacciano di sopraffarlo col dare per breve tempo e con alcuni temperamenti ai biglietti della stessa banca un corso coattivo. Tale proposta viene

necessariamente a modificare il quinto dei progetti finanziari già presentati alla Consulta che consiste nell'emissione di boni del Tesoro. Imperocchè non potrebbe senza una pernicioso collisione autorizzarsi nel tempo stesso il corso coattivo di tali boni e dei biglietti della banca.

Sopraggiunge intanto Monsig.^r Ministro delle Finanze, il quale conferma trattarsi appunto di un ammenda da portarsi al suindicato quinto progetto. Insorta quindi una qualche divergenza di opinioni sull'ordine da tenersi nella discussione si è messo a partito se abbia a cominciarci dalla discussione del detto progetto, e a pieni voti si è risoluto per l'affermativa. Monsig.^r Ministro delle finanze ha svolto le ragioni, per le quali inclina alla proposta ammenda notando come senza introdurre una nuova carta monetata sia più espédiente profittare di quella che già esiste. Non ha ommesso di citare l'esempio della Francia e del Belgio che sono ricorsi alla stessa misura poi biglietti delle rispettive banche.

Fa poi conoscere che non si tratterebbe già soltanto di ordinare il corso forzoso dei biglietti, ma di aggiungervi alcuni temperamenti, che a parer suo addolcirebbero non poco l'amarezza della indicata prescrizione. Principale tra questa sarebbe l'emissione contemporanea di boni del Tesoro, non già di corso coattivo come quelli contemplati nel quinto progetto, ma di corso libero, ipotecati su determinati fondi, e portanti un interesse co' quali si potranno cambiare a vista i biglietti della banca.

Il Sig. Avvocato Lunati si fa a richiedere se il progetto di dare un corso forzato ai detti biglietti sia diretto allo scopo di favorire la Banca Romana, o tenda veramente ad introdurre nella piazza il corso della carta monetata sembrandogli nel primo caso che il Governo spingerebbe troppo oltre il suo favore verso quello stabilimento.

Risponde Monsig.^r Ministro essere il Governo debitore della Banca Romana per oltre a sc. 300.000 e che l'impotenza in cui si trova di riversare tal somma è una della principali cause della terribile crisi del detto Stabilimento. Fare perciò il Governo un atto di giustizia con venire al suo soccorso. Osserva inoltre non essere disgiunto l'interesse della banca da quello del piccolo commercio il cui fallimento andrebbe appresso alla ruina della stessa Banca.

Sembra al Sig. Avvocato Lunati che argomenti di tal gravità non possano discutersi senza una precedente piena cognizione delle cose.

Indicatesi quindi dal Sig. Ministro de' lavori pubblici le ragioni per le quali la proposta si è fatta in un modo così straordinario, e crede urgentissimo non ritardarne la discussione più in là dell'indomani, si è posto in deliberazione se l'ammenda presentata dal Ministero debba discutersi in via di urgenza questa mattina, ovvero rimandarsi alle due Sezioni riunite e si è risoluto per la prima parte ad una maggioranza di 14 voti contro sei. Invitato Monsig.^r Ministro delle finanze a formulare l'ammenda l'ha esposta in questi termini « I biglietti della banca romana avranno pel tempo e termine di mesi tre non prorogabili un corso coattivo nella Capitale. Il Governo li riceverà nelle sue Casse, e li cambierà a vista contro boni fruttiferi, ed ipotecarj del Tesoro. Il Governo prenderà misure perchè la emissione dei biglietti di banca non oltrepassi gli sc. 750/m e per tutte le altre modalità relative. La Banca tanto prima che dopo l'emissione dei boni ipotecarj del Tesoro cambierà giornalmente in numerario fino a scudi 5.000 di biglietti ». ¹⁾

¹⁾ Ved. sul corso forzoso e sulla emissione dei buoni del tesoro *Il Contemporaneo* del 13 aprile.

Il Sig. Pn.pe Barberini è di avviso che la Banca Romana abbia traviato dalla sua istituzione ingolfandosi in speculazioni estranee e pericolose alle quali deve attribuire le presenti sue angustie, e che perciò non abbia diritto a speciali soccorsi per parte del Governo.

Oppone il Sig. Pn.pe Simonetti essere la Banca in uno stato tale da poter corrispondere ai contratti impegni. D'altronde se venisse ad una liquidazione il piccolo commercio ne sarebbe rovinato.

Monsig.r Vice-Presidente e il Sig. Avv. Lunati non trovano giusto che il corso forzoso dei biglietti sia limitato alla sola Capitale.

Da queste osservazioni deduce il Sig. Pn.pe Simonetti che avrebbero a porsi successivamente due questioni 1^a: Se si debba dare un corso coattivo ai biglietti della banca. 2^a: Se questa misura si debba limitare alla sola Capitale.

Il Sig. Conte Mastai additava una via per la quale avrebbe potuto la Consulta uscire da ogni imbarazzo, e responsabilità. Considerava infatti la grande somiglianza che passa tra l'attuale proposta, e quella della emissione *de' boni ipotecarj fruttiferi del Banco di S. Spirito e S. Monte di pietà in Roma*, su cui si aggira il terzo dei progetti esibiti dal Ministero di finanze. Ora riguardo a tale progetto le due sezioni riunite aveano opinato, come apparisce dal loro Rapporto non ancora preso in esame « che essendo i pubblici stabilimenti di credito sotto la tutela Ministeriale, la Consulta dovesse rimettere questo terzo progetto alle decisioni del Ministero in genere, ed in specie al Ministro delle finanze » quando pertanto la Consulta trovasse giusta tale opinione potrebbe abbracciarla anche pel progetto di cui attualmente si tratta.

Il Sig. Avv. Benedetti non crede applicabile l'indicata opinione al progetto, ch'è ora in questione. Imperocchè là trattasi di boni che avrebbero un corso libero e perciò di cosa non eccedente la portata dell'autorità ministeriale. Qui poi trattasi di boni cui si darebbe un corso coattivo pel quale è indispensabile una legge formale.

Richiedendosi dal Sig. Avv. Ciofi una più precisa informazione specialmente intorno a quella parte dell'ammenda che si riferisce ai boni del Tesoro, il Sig. Ministro de' lavori pubblici ha somministrato i seguenti cenni « Il Governo emetterà dei boni del Tesoro fino alla concorrenza di un milione di scudi. Tali boni sono ipotecati specialmente sui fondi spettanti a corporazioni religiose, e da designarsi in apposito elenco. Porteranno l'interesse del sei per cento all'anno pagabili al Portatore. Saranno ammortizzati a breve scadenza. Se alla scadenza l'ammortizzazione non fosse regolarmente operata dal Governo i possessori stessi dei boni nomineranno una Commissione per vendere i fondi ipotecati con espropriazione sommaria, e fare la distribuzione del prezzo ». Ha peraltro espressamente dichiarato lo stesso Sig. Ministro non contenersi in tali cenni che il progetto generico, le cui modalità verranno poi regolarmente determinate, ed è perciò che non intende doversi su questo particolare impegnare gran fatto la discussione.

Il Sig. Avv. Lunati insiste sulla sconvenienza di limitare il corso coattivo de' biglietti della Banca alla sola Capitale.

Propone il Sig. Avv. Santucci che abbandonando l'idea di dare un corso coattivo ai biglietti della banca si adotti solo il progetto in quella parte che riguarda l'emissione de' boni liberi del Tesoro.

Il Sig. M.se Gualterio non reputa ingiusto il limitare alla Capitale il corso coattivo di quei biglietti stantechè i Negozianti della Capitale sono appunto quelli che profitano dei vantaggi della Banca Romana.

Monsig.r Vice-Presidente non crede espediente l'adottare una carta che già si trova in qualche discredito come appunto vi si trovano i biglietti della Banca. Circa il dovere di soccorrere questo stabilimento il Governo potrebbe farlo emettendo egli stesso una nuova carta-moneta. Non conviene altresì che debba aggiungervi un frutto, il quale venendo ad essere frazionato in piccole quantità non porterebbe un efficace allettamento e sarebbe causa d'imbarazzo, e dispendio all'Amm.ne. Infine è di avviso che la misura non dovrebbe mai limitarsi alla Capitale, ma estendersi a tutto lo Stato.

Sembra al Sig. Conte Mastai non doversi confondere ciò che riguarda l'introduzione di una vera carta-moneta con quel che si propone riguardo ai biglietti della banca notando alcuni punti che differenziano l'una cosa dall'altra.

Da ultimo Monsig.r Vice-Presidente manda a partito l'ammenda del Ministero quale trovasi superiormente formulata, ed astenendosi come interessati nella Banca i Signori Consultori Pn.pe Odescalchi, Avv. Benedetti, resta esclusa la detta ammenda ad una maggioranza di diciassette voti sopra tre.

Dopo ciò essendo le ore tre e mezza pomeridiane, è dichiarata sciolta l'Adunanza con invito a riunirsi alle ore 10. antimeridiane del giorno successivo per proseguire l'esame dei progetti finanziari.

XX.

10 APRILE 1848

Si è dato principio alla Sessione alle ore 11 antimeridiane con intervento di Mons.r Pentini Vice-Presidente, dei Signori Consultori di Stato Principe D. Francesco Barherini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vanutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi Santucci, Conte Giovanni Marchetti, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Prof. De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Gio: Batta Peda, Mons.r Bartolomeo Pacca, M.se Ludovico Gualterio. Non sono intervenuti i Signori Consultori M.se Paulucci de' Calboli, e Conte di Campello assenti dalla Capitale, non che il Sig. Avv. Benedetti per indisposizione di salute.

Il processo verbale dell'antecedente seduta è letto ed approvato.

Mons.r Vice-Presidente ha annunziato essersi voluto dal S. Padre conoscere il risultato della seduta di jeri, nella quale gli si era supposto che la Consulta avesse rigettato tutti i progetti finanziari esibiti dal Ministero. Rettificato come dovevasi tale falsa supposizione, Sua Santità non ha lasciato di esternare il vivo suo desiderio che non avendo il Ministero altro progetto da sostituire a quello escluso jeri dalla Consulta per provvedere all'istantaneo bisogno della finanza, altro essa ne suggerisse, che colla necessaria celerità potesse raggiungere lo scopo.

- E qui Mons.r Ministro delle Finanze intervenuto alla Sessione, premessa la più contristante esposizione dello stato attuale dell'Erario, ha percorso ad uno ad uno i sei progetti finanziari, di cui oggi sarebbe caduta la discussione per dimostrare che niuno di essi può avere una esecuzione così celere ed immediata, quale il bisogno richiede. Narra i mezzi da lui tentati, ma disgraziatamente riesciti a vuoto per aver denaro sia dagli Appaltatori, ed Amministratori camerali, sia dalle persone più facoltose del paese. Dichiara pertanto a discarico di ogni sua responsabilità che se

non si trovi una risorsa pecuniaria di effetto prontissimo, non potrebbe ripromettersi dei pagamenti al di là dell'indimane. Al Ministro altra risorsa di questo genere non si è presentata, che quella il giorno avanti esclusa dalla Consulta di dare un corso coattivo ai biglietti della Banca, mentre l'emissione di una nuova carta monetata esigerebbe un tempo per quanto breve, sempre troppo lungo per l'urgenza del bisogno. Vegga dunque il Consesso qual partito abbia a prendersi in così duro frangente, aggiungendo che per tale cagione sintomi di malumore si manifestano nel pubblico in questa stessa mattina, non solo contro la persona del Ministro, ma contro la Consulta medesima.

Unanime fu il Consesso nello spiegare sensi di sorpresa, e di disgusto per questo nuovo incidente, non che di fermezza per sostenere ad ogni costo la dignità del suo ufficio. S' impegnò quindi lunga discussione per decidere se dovesse procedersi all'esame di sei progetti, sui quali le Sezioni riunite di finanza, e delle armi avevano presentato il loro rapporto, lasciando che il Ministero provvedesse da se all'urgenza del momento, ovvero di questa dovesse in qualche modo occuparsi ancora la Consulta.¹⁾ Il Sig. Lauri fece ben rilevare che non era questione se il Consesso dovesse o no cedere ad una intimidazione, cui egli non meno degli altri saprebbe resistere. Dichiarò che egli sarebbe il primo a proporre che si sospendesse ogni deliberazione, quando una mano di faziosi venisse a circondare il luogo dell'adunanza. Essere tuttavia debito della Consulta occuparsi della situazione del paese. Il Ministero ne fa conoscere l'urgenza al momento. Se si prendessero a discutere ad uno ad uno i sei progetti su cui le Sezioni han riferito la cosa andrebbe assai in lungo, e la Consulta assumerebbe una grande responsabilità.

Il Sig. Principe Barberini propone che senza lasciare di occuparsi dell'esame di quei progetti, si riconoscesse nel Ministero la facoltà di provvedere come stimerà meglio in via d'urgenza; e tale dichiarazione si comunichi al Ministero seduta stante.

Credono il Sig. Prof. De Rossi, e il Sig. Avv. Lunati che tale dichiarazione non sia punto necessaria, avendo già in sé il Ministero la facoltà di provvedere alle urgenze.

E dello stesso parere è il Sig. Principe Simonetti, osservando che la Consulta non è un corpo deliberante, ma meramente Consultivo.

Mons.^r Ministro delle Finanze avverte che il caso d'urgenza non è contemplato dalla legge, e che il Ministero, avuto riguardo a quella solidarietà che ha contratto dopo l'emanazione dello Statuto fondamentale, ha pur bisogno di appoggiare le sue determinazioni al voto di quell'unico consesso di rappresentanti che attualmente esiste.

Sembra al Sig. Prof. De Rossi, che se il caso d'urgenza non è affatto contemplato dalla legge, appartarrebbe solo alla podestà Sovrana il far sì che vi si comprendesse.

Osserva il prelodato Ministro che se jeri la Consulta si fosse astenuta dal risolvere sul progetto che le fù presentato dal Ministero, potrebbe non esser necessaria

¹⁾ « Quando i nostri rapporti erano presentati al Governo, lodavansi grandemente e si mostrava di prendere grande interesse alle proposte fatte, alle riforme suggerite. Ma poi sorgevano le difficoltà, si frapponevano indugi all'attuazione loro, e spesso le proposte medesime erano messe nel dimenticatoio. Veramente non si conseguiva nulla», MINGHETTI, *Miei ricordi*, vol. I, p. 314.

l'autorizzazione di cui si tratta: essere peraltro questa divenuta necessaria in seguito di quella risoluzione.

Sussume il Sig. De Rossi che tale risoluzione anzichè rendere necessaria la detta autorizzazione, non le lascia più luogo, giacchè altrimenti la Consulta contraddirebbe a se stessa autorizzando ora ciò che jeri ha escluso.

Il Sig. Lauri non crede verificarsi contraddizione, non trattandosi precisamente di ritornare sulla stessa cosa, e proponendosi oggi circostanze diverse da quelle di jeri.

Il Sig. Principe Simonetti rileva che se il Ministero era veramente persuaso della indeclinabile urgenza del progetto di jeri o doveva metterlo in esecuzione anche contro il parere della Consulta, o doveva dare la sua rinuncia. Il non far ciò mostra mancanza di coraggio.

Il Sig. Avv. Piacentini legge un suo progetto del quale si avrà in seguito ragione, non potendo ora servire al bisogno di una risorsa di immediato effetto.

Dopo ciò si è mandata a voti la proposta del Sig. Principe Barberini formulata col concorso del Sig. Conte Marchetti in questi termini « La Consulta prenda in considerazione e risolva in questa Sessione stessa sui progetti presentati da Mons.^r Ministro delle Finanze, o che saranno proposti da alcuno dei Consultori. Perciò poi che riguarda l'urgenza, il Ministero, il quale a forma di legge deve in tutti i casi sentire il parere della Consulta, visto l'impero della circostanza che impedisce di osservare le regole stabilite dalla legge potrà provvedere con quei mezzi che stimerà opportuni, affinchè la cosa pubblica non sia in alcun modo, e sotto qualsiasi rapporto compromessa ».

E prima si è votata la seconda a parte della proposta, che si riferisce all'urgenza, la quale è stata ammessa con 13 voti favorevoli e 6 contrarj essendosi dichiarato dal Sig. Prof. De Rossi che egli non ha inteso dare il voto contrario, se non perchè ritiene essere la cosa nelle facoltà ordinarie del Ministero.

Messa quindi a partito la prima parte della proposta è stata ammessa ad unanimità.

Copia autentica è letterale di tale risoluzione è stata immediatamente inviata seduta stante all' E.^{mo} Signor Card. Presidente del Consiglio de' Ministri con analogo biglietto di Monsig. Vice-Presidente della Consulta.

Si è poi passato alla discussione de' sei progetti finanziari sulla traccia del rapporto compilato dalle Sezioni. ¹⁾

E prima il Sig. Prof. De Rossi ha interrogato se s'intenderà di profittare di tutti e sei i progetti, ovvero partitamente di alcuno di essi. Rispostosi da Monsig. Ministro delle Finanze affermativamente per la prima parte della interpellazione, ha significato il Sig. De Rossi non vedere il motivo, per cui la Consulta in tanta prossimità all'apertura de' Consigli rappresentativi dovesse prendersi così grave carico. Sembrargli che dovesse bastare quella sola parte dei progetti che può soddisfare ai bisogni del piccolo intervallo di tempo che ne separa dall'apertura de' Consigli.

Mons.^r Ministro delle Finanze osserva che quel complesso di progetti riguarda il deficit del Preventivo 1848, il quale è a carico della Consulta. Crede perciò che essa non uscirebbe punto dai limiti delle sue attribuzioni approvandoli tutti, quando meritevoli di approvazione fosse per riconoscerli.

¹⁾ Sulla situazione economica dello Stato Pontificio e sugli espedienti adottati dal Governo ved. FARINI, *Stato Romano*, vol. II, pp. 47-50, ved. anche l'*Annuario economico-politico*, Torino, Tip. Patria, 1852, pp. 254-258.

Il Consesso intanto ha incominciato a prendere in esame il primo di essi che propone una *anticipazione di tre dodicesimi della Dativa di un anno*.

Risulta dal Rapporto che le Sezioni riunite l'adottarono quasi all'unanimità aggiungendovi però quattro condizioni espresse nello stesso Rapporto.

Il Sig. Prof.^r De Rossi propone che l'anticipazione di tre dodicesimi di Dativa sia limitata ad un solo dodicesimo.

Posta in deliberazione tale ammenda è rimasta esclusa ad una maggioranza di 11. voti contro otto.

Messa poi a partito la proposta anticipazione di tre dodicesimi, è stata ammessa con undici voti favorevoli, otto contrarj.

Si è quindi mandata a voti la prima delle svenunciate quattro condizioni concepita nel seguente modo « Che questi tre dodicesimi si versassero dai contribuenti nelle Casse degli Esattori Camerali nei prossimi mesi di Maggio, Luglio e Settembre, e a pieni voti è stata approvata ».

Siegue la seconda condizione del tenore come appresso « Che questi tre dodicesimi si calcolassero non solo sopra la dativa ordinaria, ma anche *sul totale del sopraccarico della dativa istessa, e degli addizionali per le spese di percezione*: la qual differenza porterebbe la somma di cinquecento settantun mila scudi in vece di quattrocentonovantacinque mila ».

Su questa condizione qualche difficoltà si è affacciata dal Sig. Principe Barberini sembrandogli che sia un estender troppo l'aggravio.

D'altronde il Sig. Ingegnere Adriani ha fatto osservare che se si volesse limitare l'anticipazione alla sola dativa ordinaria, converrebbe rifare tutti i ruoli, la quale operazione porterebbe sensibile ritardo alla effettuazione del progetto.

Mandata a partito la detta 2^a condizione è stata a pieni voti approvata. E così pure lo è stata ad una maggioranza di 17 voti contro due la 3^a condizione del seguente tenore « Che la restituzione della suddetta anticipazione si effettuasse negli ultimi tre bimestri del 1849 ».

Mons.^r Ministro delle Finanze crede inutile la 4^a condizione, la quale porta « che i contribuenti, i quali volessero sborsare i tre dodicesimi o in una sola volta, o in due rate, cioè o nel mese di Maggio, e Luglio, potessero effettuarlo ». Gli è sembrato che siffatta condizione supponga una generosità quasi impossibile a verificarsi.

Il Signor Conte Mastai ha mostrato come a liberare da ogni difficoltà l'esercizio di una generosità che pur non è affatto impossibile, si era stimato opportuno l'aggiungere quella dichiarazione.

Ciò non ostante messo a partito se fosse o no da escludersi tal condizione, si è risoluto a pieni voti per l'esclusione.

Il Sig. Lauri osserva quanto sia giusto che imponendo l'aggravio di quell'anticipazione di Dativa, si dischiudano in pari tempo i mezzi che sono indispensabili a soddisfarlo. Quindi si apre la via a proporre che l'approvazione del progetto sia accompagnato dalla condizione che il Ministero faccia aver corso al permesso della libera estrazione dei cereali, già votato dalla Consulta fin dal passato Febbraio.

Convien pienamente in questo parere il Sig. Principe Simonetti, il quale attribuisce anche al divieto di quella libera estrazione la scarsezza del numerario.

Il Sig. Ingegnere Adriani aggiunge che nelle Provincie l'unico mezzo di pagare è la vendita del grano. Propone il Sig. Conte Mastai che se il divieto non si togliesse fosse fatta abilità ai contribuenti di pagare l'anticipazione anche in generi.

Mons.^r Vice-Presidente fa conoscere che il Ministero non mancò di approvare il permesso di cui si tratta allorchè fu votato dalla Consulta, e che riportata altresì la Sovrana sanzione sopravvenne una speciale circostanza per la quale si credè cosa prudentiale il sospenderne l'esecuzione. Pertanto si per questo riflesso, e si perchè il progetto dell'anticipazione si trova di già ammesso, gli sembra che la proposta della libera estrazione dei cereali non potrebbe più aver luogo in linea di vera condizione, ma solo come una semplice addizione.

Si è notato peraltro dal Signor Prof.^r De Rossi, che dopo l'ammissione in genere dell'anticipazione il Consesso non ha incontrato alcuna difficoltà di restringerla con tre delle condizioni proposte nel Rapporto delle Sezioni riunite. Perciò non gli sembra che possa esservi maggiore difficoltà per aggiungervi anche quella di cui è questione.

Quindi si è messo a partito se sia da aggiungersi in linea di condizione la proposta del Sig. Lauri formulata come appresso dal Sig. Principe Simonetti « Che a sollievo de' possidenti, e ad oggetto di facilitare la vendita de' loro grani, e il pagamento di questo nuovo aggravio sia resa libera immediatamente l'esportazione dallo Stato di ogni sorta di Cereali a forma del voto emesso dalla Consulta fin dal passato febbrajo ».

È stata ammessa ad unanimità, dichiarando il Sig. Avv. Lunati che la sola diversità delle circostanze lo ha indotto a votare in senso opposto a quello già altra volta da lui manifestato su tale argomento.

Dopo ciò essendo le ore tre pomeridiane si è sciolta la Sessione per riunirsi nuovamente nel giorno seguente all'ora consueta.

XXI.

11 APRILE 1848

Mons. Vice-Presidente ha aperto la sessione alle ore 11 antimeridiane con intervento dei Sigg. Consultori di Stato Principe D. Francesco Barberini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avvocato Luigi Santucci, Conte Giovanni Marchetti, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Conte Luigi Donini, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Prof. De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Gio: Batta Peda, Mons. Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Sono mancati i Sigg. Marchese Paulucci de' Calboli, e Conte di Campello assenti dalla Capitale, non che i Sigg. Principe Simonetti ed Avv. Benedetti indisposti di salute.

E letto rettificato ed approvato il processo verbale della sessione antecedente.

Essendo corse nel pubblico alcune voci e scritti che falsamente rappresentavano l'operato della Consulta di Stato circa i progetti finanziari esibiti dal Ministero il Sig. Avv. Lunati appoggiato dal voto di altri suoi Colleghi ha proposto che innanzi di ogni altra cosa il Consesso deliberi di fare inserire senza ritardo nel pubblico giornale un articolo, mediante il quale la verità de' fatti sia pienamente ristabilita.

Convenutosi in tale proposta i Sigg. Lauri ed Avv. De Rossi sono rimasti incaricati della estensione dell'articolo da compirsi seduta stante.

Ritiratisi a questo effetto dall'Adunanza i prefati due Consultori, si è passato all'esame del secondo de' progetti finanziari col quale si propone una *tassa straordinaria sulla vendita de' censi cambi, e crediti fruttiferi.*

Il Sig. Avv. Lunati opina che colle misure adottate dal Ministero, e con quanto fu approvato dalla Consulta nella Sessione precedente siasi già bastantemente provveduto alla urgenza, e non doversi perciò assumere la responsabilità di ulteriori misure.

Monsignor Ministro delle finanze fa vedere l'insufficienza degli adottati provvedimenti a ripianare un deficit che mensualmente si eleva sopra i quattrocentomila scudi.

Dimostra il Sig. C. te Mastai come tale insufficienza resta confermata dai riscontri, che egli ha raccolto in vari colloqui recentemente avuti cogli altri Signori Ministri sull'ingente somma cui attualmente ascende la spesa per la forza armata.

Sembra al Sig. Avv. Lunati che quando le disposizioni già prese non bastassero converrebbe meglio estendere ad una maggior quantità la circolazione della carta che ricorre ad altri provvedimenti, tanto più che allora quando potrebbe essere posta in attività la tassa cui si riferisce il progetto, la Consulta di Stato sarebbe già cessata.

Posta dopo ciò la questione se abbia a prendersi in considerazione il suindicato progetto del Ministero si è risoluto per l'affermativa con nove voti favorevoli, e sette contrarj.

Mons. Ministro delle Finanze ricorda come egli nel suo rapporto sullo stato delle Finanze esibito al Santo Padre nel passato Novembre ragionando di una tassa che si sarebbe potuto imporre sulla rendita de' cambi censi e crediti fruttiferi non dissimulò le varie difficoltà che militavano in contrario. Fa peraltro avvertire che queste difficoltà avean luogo principalmente nel caso di una tassa stabile, e non già in quello di una tassa straordinaria, cui per una volta venissero direttamente assoggettati i creditori, come appunto si propone nel presente progetto del Ministero.

Crede il Sig. Principe Barberini che il progetto esponga ad un aggravio i poveri debitori stante il patto col quale si obbligano a sostenere tutte le tasse imposte e da imporsi.

Replica il Sig. Conte Mastai che se tale riflesso dovesse formare ostacolo, qualunque altro progetto di tassa si renderebbe ugualmente impossibile, essendo noto che tutte le tasse di loro indole ricadono sopra i consumatori.

Mons. Vice Presidente è di avviso che l'imposizione di cui si tratta dovrebbe essere concomitante una legge che determinasse il saggio del frutto del denaro.

Il Sig. Avvocato Piacentini propone che oltre ai censi cambj, e crediti fruttiferi siano assoggettati alla tassa anche i Canoni posteriori al motoproprio del 1801 sul sistema daziario. E il Sig. Avv. Ciofi propone che vi sia pure compreso il Consolidato.

Teme il Sig. Avv. Santucci che adottandosi il progetto i debitori verranno a soffrire grandi strette per parte dei loro creditori, i quali per sottrarsi alla tassa si affretteranno di ritirare le somme date a reinvestimento.

Monsignor Ministro delle Finanze comincia dal rispondere a quella obbiezione che desumeasi dai patti con cui sogliono i debitori obbligarsi a sostenere tutti i pesi imposti, e da imporsi, osservando che come i patti derogano alle leggi, così talvolta le leggi derogano ai patti. Adduce in esempio la recente legge sull'affrancazione dei Canoni ecclesiastici, contenente una amplissima deroga a qualsivoglia contraria convenzione. Ritiene perciò che eguale deroga dovrebbe aver luogo riguardo ai patti, di cui è questione, e così realmente, la tassa rimarrebbe a carico dei creditori contro i quali è diretta. D'altronde niuna cosa è più giusta che chiunque ha una rendita sia tassato sulla stessa rendita e questo è il principio che ha prevalso in Inghilterra per introdurvi e mantenervi una tassa di tal natura. Quanto poi all'estendere questa anche alla rendita consolidata ha osservato che trovandosi tale rendita in uno stato di discredito e già affetta da una

recentissima misura governativa, che ne ha protratta la scadenza al semestre, non sarebbe espediente intaccarla ulteriormente con una tassa.

Mons. Vice Presidente ammette in genere la giustizia del principio che i creditori delle rendite debbano sostenere la relativa tassa, ma non gli sembra legale la deroga a que' patti, co quali trovasi preventivamente caricata sui debitori qualunque futura tassa.

Il Sig. Avv. Piacentini non trova in quella deroga alcuna illegalità. Nota bensì un inconveniente, cui andrebbe soggetta l'applicazione della proposta tassa, cioè che i soli crediti risultanti da pubblici Istromenti ne rimarrebbero colpiti, non potendosi degli altri aver contezza.

Mons. Ministro delle finanze riconosce che l'inconveniente sarebbe assai forte nel solo caso di una tassa stabile, poichè in allora i contratti non si farebbero più per istromento pubblico, ma per privata scrittura. E così doppio danno ne verrebbe al Governo, cioè perdita della tassa di registro, e di quella imposta sui crediti. Trattandosi però di una tassa temporanea non doversi gran fatto temere il suddetto inconveniente.

Considera il Sig. Avv. Vannutelli che la tassa sarebbe ingiusta rispetto a tanti e tanti che non esigono dai loro debitori.

Risponde Mons. Ministro delle Finanze che questa circostanza non è particolare alle sole rendite dei crediti fruttiferi, ma può verificarsi ancora per qualunque altra rendita.

Infine si manda a partito il progetto come è stato presentato dal Ministero, e rimane escluso ad una maggioranza di nove voti contro sette.

Si passa al terzo progetto consistente nell'emissione di *boni ipotecarj fruttiferi del Banco di S. Spirito, e S. Monte di Pietà in Roma.*

Crede il Sig. Avv. Lunati che il progetto non porterebbe alcun risultato, poichè essendo i boni suddetti cambiabili a vista l'avversione che si ha alla carta indurrebbe i possessori dei medesimi a cambiarli subito in numerario.

Rilevandosi poi dal rapporto delle due Sezioni riunite avere esse opinato ad unanimità « che essendo i pubblici stabilimenti di credito sotto la tutela ministeriale, la Consulta dovesse rimettere questo terzo progetto alle decisioni del Ministero in genere, ed in ispecie del Ministero delle Finanze » si è posto in deliberazione se si convenga o nò in tale parere delle Sezioni. Ed a pieni voti si è risoluto per l'affermativa.

Passatosi quindi al quarto progetto portante *un prestito forzoso di due milioni di scudi a carico de Luoghi pii.* Monsignor Ministro delle finanze ha esposto che il Santo Padre a tutela del principio ecclesiastico richiese in proposito il voto di una Congregazione Cardinalizia, le cui ultime risoluzioni comunicate allo stesso Ministro non prima della scorsa sera porterebbero una nuova fusione del quarto progetto col quinto, il quale si riferisce ad una *emissione de' boni del Tesoro.*

Eseguitasi in fatti la lettura di un foglio recato dal medesimo Monsignor Ministro delle Finanze, nel quale asseriva egli contenersi le dette risoluzioni, udì il Consesso essersi stabilito che « I Procuratori Generali, o superiori dei Corpi Regolari, e di altri Istituti ecclesiastici non potendo soccorrere nel momento la R. C. Ap.lica con un prestito, uniranno intanto alcuni fondi idonei a quelli che dalle proprietà Camerali il Governo ha già destinati ad assicurare mediante speciale ipoteca i boni fruttiferi, che verranno emessi fino alla somma di un milione; In conseguenza di che il valore complessivo dei beni da ipotecarsi sarà di un milione e mezzo. A ciò si aggiungeva l'amortizzazione de boni da non esigersi che dopo un sessennio, ed altre condizioni e modalità dettagliate nello stesso Foglio ».

A questa novità il Sig. Avv. Lunati si fece ad osservare non essere più discutibile il quarto progetto di cui sopra essendosi convertito il prestito forzoso in una ipoteca.

Quindi il Sig. Avv. Piacentini richiede se il Ministero intende di ritirare il detto quarto progetto.

Mons. Ministro delle Finanze dichiara che debba ritenersi sostituito ai progetti 4° e 5° quello risultante dalle indicate risoluzioni della Congregaz. Cardinalizia, le quali altronde essendo state provocate per salvare il principio ecclesiastico non precludono la via alla discussione della parte economica e finanziaria.

Osserva il Sig. C.te Mastai che la nuova proposta essendo limitata ad un milione non somministra una risorsa proporzionata al deficit del Tesoro. Non nega però che sia bene intesa, e ne prende anzi occasione per richiamare l'attenzione del Consesso su quanto di analogo si trova indicato nel Rapporto delle due Sezioni là ove in proposito del 4° progetto si leggono le seguenti parole. *Taluno pensò che sarebbe stato mezzo più equo e più sicuro che il Governo emettesse per due milioni di assegnati amortizzabili nel lasso di quattro anni con le economie annue de luoghi pii rappresentate dalla cifra di scudi quattrocentosessantamila.*

Conviene Mons. Ministro delle Finanze che la risorsa di un milione non sia sufficiente, ma crede al tempo stesso che approvato in massima il progetto, e dimostrata l'insufficienza della somma in esso calcolata, potrà facilmente ottenersene in seguito l'ampliamento.

Il Sig. Avv. Lunati insiste perchè si mandi a voti il quarto progetto quando il Ministero non dichiara espressamente di ritirarlo.

Risponde Mons. Ministro delle Finanze non incontrare difficoltà a dichiarare che il Ministero ritira i progetti quarto e quinto sostituendo contemporaneamente ai medesimi altro progetto.

Si riuniscono intanto al Consesso i Sigg. Lauri e Avv. De Rossi dopo aver compiuto l'estensione dell'Art. da inserirsi nel giornale. Di tale articolo si fa lettura, e in seguito di alcune modificazioni ne viene stabilito il tenore come appresso « La Consulta di Stato sino dal suo nascere manifestò un vivo desiderio che fosse data ai suoi atti la maggiore pubblicità scorgendo in questa la maggior garanzia di tutto quanto fosse stata per operare e per essa offrendosi il mezzo di giovare della pubblica opinione. se quel desiderio fosse stato secondato, non sarebbe avvenuto più di una volta che le risoluzioni della Consulta fossero state anche nei pubblici fogli riferite in un modo assai lontano dal vero. Il che, se trattandosi di oggetti di non grande rilievo, potè non aversi a calcolo, non sembra doversi trascurare in casi diversi. Si crede in conseguenza opportuno il far conoscere essere stata straordinariamente intimata l'adunanza Ge.le della Consulta di Stato il 3 del corrente Aprile per prendere in esame nel giorno seguente parecchi progetti presentati da Mons. Ministro delle Finanze. Per uniformarsi al disposto del Motu-Proprio, e per risolvere colla dovuta maturità sopra materie della più alta importanza la Consulta nella gen.ale adunanza del giorno 4 aprile giudicò doversi rimettere i progetti stessi al preventivo esame delle Sezioni 2^a e 4^a riunite per riferirne colla maggior sollecitudine.

« Soddisfatti dalle indicate Sezioni al ricevuto incarico fù nuovamente intimata a secondare il desiderio del Ministero, la Generale adunanza della Consulta il giorno 8 pel giorno immediatamente seguente quantunque festivo. Non fù senza sorpresa che dal Ministero (essendo presenti tre dei Sigg. Ministri) venne la Consulta di Stato invitata a deliberare prima di ogni altra cosa intorno ad una nuova proposta concepita come

segue. I Biglietti della Banca Romana avranno pel tempo e termine di mesi tre non prorogabili un corso coattivo nella Capitale. Il Governo li riceverà nelle sue Casse e li cambierà a vista contro boni fruttiferi ed ipotecari del Tesoro. Il Governo prenderà misure per ché la emissione dei biglietti di Banca non oltrapassi gli sc. 750 mila e per tutte le altre modalità relative. La Banca tanto prima che dopo l'emissione de Boni ipotecari del Tesoro cambierà giornalmente in numerario fino a scudi cinquemila di biglietti.

« Al seguito di una assai viva e prolungata discussione, alla quale presero parte i Sigg. Ministri, l'adunanza fu condotta ad escludere la sud.^a proposizione con una maggioranza di 17 voti contro tre rimandando al giorno successivo la discussione dei progetti già esaminati dalle Sezioni come sopra si è detto.

« Riunitasi la mattina seguente la Consulta Mon.^a e Ministro delle Finanze, intervenuto alla Sessione espose la urgente situazione del Tesoro e la necessità di un pronto provvedimento.

« L'adunanza risolveva colla maggioranza di 13 voti contro sei nei seguenti termini. La Consulta prenda in considerazione e risolva in questa sessione stessa sui progetti presentati da Mons. Ministro delle Finanze, o che saranno proposti da alcuno de Consultori. Per ciò poi che riguarda l'urgenza, il Ministero il quale a forma di legge, deve in tutti i casi sentire il parere della Consulta visto l'impero della circostanza che impedisce di osservare le regole stabilite dalla legge, potrà provvedere con quei mezzi che stimerà opportuni affinché la cosa pubblica non sia in alcun modo e sotto qualsiasi rapporto compromessa ». Dopo la quale risoluzione l'adunanza si fece a discutere i suaccennati progetti.

Il facente funzione di segretario dell'Adunanza resta incaricato degli analoghi atti per ottenere l'inserzione dell'articolo surriferito nella gazzetta ufficiale.

Tornandosi poi alla questione sul modo di conciliare lo sfogo della novella proposta del Ministero con quello dei progetti 4^o e 5^o si convenne in fine che questi due fossero posti in discussione.

Pertanto relativamente al 4^o progetto il Sig. Principe Barberini ha formulato la seguente proposta « Sul 4^o progetto la Consulta ammette la proposizione fatta da Mons. Ministro delle Finanze di creare un prestito a carico delle corporazioni religiose, Clero secolare, e luoghi pii esclusi i beni degl'istituti di pubblica beneficenza, d'istruzione pubblica, e parrocchie, e ciò fino alla concorrenza di due milioni di scudi. Per ciò poi che riguarda la esecuzione di questa misura ed il riparto di essa l'autorità ecclesiastica di concerto col Consiglio de Ministri emanerà le disposizioni che stimerà opportune ».

Mandata a partito tale proposta viene ammessa con 16 voti favorevoli e 2 contrarj.

Suggeritasi dal Sig. Avv. Lunati di aggiungere alla parola *prestito* la qualifica di *forzoso*, resta approvata questa aggiunta con 11 voti favorevoli contro sette.

Siegue il 5^o progetto del Ministero col quale si propone l'emissione de' boni del Tesoro, per la somma di sc. 400 mila e con interesse del sei per cento. Le due Sezioni riunite propongono nel loro rapporto che tal somma sia elevata a sc. 600 mila, e che i buoni sieno rimborsabili coll'imprestito forzoso che si esigerà dai luoghi pii non solo, ma anche si ricevano dai medesimi luoghi pii a conto di pagamento dell'istesso imprestito per una terza parte delle rispettive tangenti.

Osserva Mons. Vice Presidente che l'emissione de' boni del tesoro dee corrispondere al prestito forzoso, e portarsene la somma a due milioni.

Sostiene il Sig. Avv. De Rossi non doversi provvedere che all'urgenza finchè non si riuniscano i Consigli rappresentativi. A tal uopo essere sufficienti i progetti di già approvati.

Stima al contrario il Sig. Conte Mastai che i mezzi fin qui approvati non bastino ancora a ripianare il deficit che egli calcola ascendere a circa un mezzo milione per ogni mese.

Il Sig. Avv. Piacentini rileva la necessità di garantire i boni con sufficiente quantità di beni, e specialmente di determinare in luogo dell'ipoteca la vendita di certi determinati beni.

Aggiunge il Sig. M.se Gualterio potersi mettere in vendita anche i beni camerali, di alcuni de quali fa individuale menzione.

In seguito di ciò Mons. Vice Presidente ha mandato a voti la seguente proposta « Si autorizza l'emissione de' boni del tesoro in corrispondenza della somma enunciata nella risoluzione del 4° progetto, con frutto, e colla garanzia dei beni Camerali, e di quelli già enunciati nella risoluzione suddetta. Le discipline di esecuzione sono rimesse al Ministero ».

Risultato eguale il numero de' voti favorevoli e de contrarj, la proposta è rimasta approvata in virtù della preponderanza del voto del Presidente. ¹⁾

Si è posto finalmente in discussione il 6° progetto portante una ritenuta sui soldi ed una tassa sul commercio.

E fattosi dapprima il quesito in genere se fosse o no da prendersi in considerazione si è risoluto affermativamente ad una maggioranza di 14 voti contro quattro.

In questo punto essendo circa le ore quattro il Sig. Principe Barberini si assenta dalla seduta.

Il Sig. Avv. De Rossi propone che si escludano dalla tassa i soldi inferiori ai trenta scudi mensili, e questa proposta rimane approvata con 12 voti favorevoli contro cinque.

Propone egli altresì che le ritenute sui soldi superiori agli scudi cento vengano estese in proporzione delle norme stabilite nel rapporto delle Sezioni riunite. E siffatta proposta essendosi intanto assentato il Sig. Conte Mastai viene pure ammessa con 9 voti favorevoli, e sei contrarj.

Mandato poi a partito il progetto in complesso per ciò che riguarda la sud^a ritenuta è rimasto ad unanimità approvato.

Posta per ultimo in deliberazione la parte del progetto che riguarda la tassa sui commercianti è stata ammessa ad una maggioranza di 11 voti contro tre.

Dopo ciò trascorse già le ore quattro e mezza pomeridiane si è sciolta l'adunanza.

XXII.

17 APRILE 1848

La Sessione ha avuto principio alle ore 10 ½ antimeridiane con intervento di Monsig. Pentini Vice-Presidente, e dei Signori Consultori Principe D. Pietro Odescalchi, Avv.to Giuseppe Vannutelli, Avv.to Giuseppe Lunati, Avv.to Luigi Santucci, Conte Giovanni Marchetti, Conte Luigi Mastai, Lauro Lauri, Principe D. Annibale Simonetti, Conte Luigi Donini, Avv.to Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv.to Professor De Rossi, Avv.to Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Gio. B. Peda, Monsig. Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

¹⁾ L'emissione di 2.500.000 scudi di buoni del tesoro aventi corso di moneta legale fu annunciata nella *Gazzetta di Roma* del 29 aprile.

Non si sono trovati presenti alla Sessione oltre al Sig. Marchese Paulucci, e Conte di Campello assenti dalla Capitale, i Sigg. Principe Barberini, ed il Sig. Avv.to Benedetti impedito quest'ultimo da motivi di salute.

Fattasi lettura del processo verbale dell'antecedente sessione 11 Aprile è stato approvato con la rettificazione che il facente funzioni di Segretario di quell'Adunanza fu incaricato degli atti analoghi per ottenere la inserzione nella gazzetta ufficiale dell'articolo riportato in detto processo verbale.

Quindi il Sig. Avv.to Bonini facente le funzioni come sopra ha dato il conveniente scarico di sua commissione indicando alcune difficoltà incontrate per la suindicata inserzione; la quale il Consesso non credette di fare nuove insistenze.

Essendosi passato a trattare del rapporto della Sezione delle Finanze sul preventivo 1848 della Direzione Gn.le de' Lotti, Monsignor Vice-Presidente ha in primo luogo osservato in genere che le tabelle preventive per l'anno 1848 essendo formate sulla base di quelle approvate per l'esercizio 1847, e perciò in modo diverso dall'attuale impianto delle Amministrazioni dopo i cambiamenti dei Ministeri, si sarebbe incontrata grave difficoltà nella esecuzione di ogni misura di dettaglio che si fosse voluta adottare. Sembravagli in conseguenza opportuno che il Consesso dovesse fissare una massima generale con la quale si avesse a procedere nell'esame de' Preventivi del corrente esercizio. In specie poi ha riflettuto alla incongruenza di adottare provvedimenti stabili nel ramo de' Lotti che lo stesso rapporto propone di abolire nel tratto successivo, rimarcando inoltre che essendo quasi trascorsa la metà dell'anno corrente, al quale soltanto dev'onsi per legge limitare le operazioni della Consulta, la massima parte delle riforme non sarebbero forse in fatto applicabili per mancanza del tempo necessario a disporle. Concludeva pertanto che il Consesso avrebbe dovuto mirare a due principj, alla uniformità cioè di un metodo nella revisione dei preventivi dell'anno corrente ed alla possibilità di rendere esecutorie le vantaggiose riforme.

Premessa la osservazione che la impresa de' Lotti si era sempre considerata quasi una cassa di beneficenza, il Sig. Avv.to Vannutelli ha opinato che non siano da farsi innovazioni per il corrente anno 1848.

Il Sig. Lauri ha ricordato come egli fù già di parere che le Sezioni si fossero occupate dell'esame e delle riforme de' preventivi. Vedendo però prossima la cessazione della Consulta per la convocazione dei Consigli rappresentativi considerava la impossibilità che questa nel breve tempo che le rimane si fosse potuta impegnare in discussioni. Convenendo perciò nei riflessi di Monsig.r Vice-Presidente opinava che la Consulta si avesse a limitare a fare delle osservazioni.

Il Sig. Principe Simonetti è stato di contrario avviso facendo osservare che allorché si tratta di riparare gli abusi non si debbono differire le riforme, ed essere sempre necessario d'incominciare una volta per toglierli. Di questi abusi abbonda l'Amministrazione de' Lotti in specie nel ramo degli impiegati, tra quali per sola avidità di lucro si vede figurare alcuna persona ricchissima del paese, e addetta ad altre più vantaggiose occupazioni.

A tali osservazioni ha fatto eco il Sig. Avv.to Santucci ponendo in vista i gravi bisogni nei quali si ritrova il Governo, cosicchè non possa ammettersi il principio di considerare questo ramo quale altro fonte di pubblica beneficenza.

Conviene in questa opinione anche il Sig. Peda aggiungendo che il sistema di togliere il denaro ai poveri per distribuirlo ai meno poveri ed in parte ai ricchi si riduce invece ad una maleficenza.

Il Sig. Conte Mastai avendo preso la parola si è fatto a considerare l'acerbità delle riforme, e l'odio che ne potrebbe derivare alla Consulta di Stato per averle proposte. Ove queste fossero mandate ad effetto non si farebbe che accrescere la miseria, e contrarre responsabilità. Dalla premessa regola generale si potrebbe però eccettuare qualche articolo di dettaglio sù cui potrebbe farsi cadere la discussione. Tale sarebbe la stampa dei pagherò annoverata tra le economie suggerite dal rapporto finanziario presentato alla Santità di Nostro Signore da Monsig.^r Ministro delle finanze.

Essendo le ore $1/2$ è intervenuto all'Adunanza il Ministro predetto, e quindi Monsig. Vice Presidente ha posto la questione « se si creda di prendere in considerazione in genere il rapporto della Sezione delle Finanze ».]

Fattasi la votazione il Consesso ha risoluto per l'affermativa ad unanimità.

Il Sig. Conte Mastai ha continuato a dire essere egli di sentimento di ridurre la spesa della stampa dei pagherò, o di lasciare al Ministero l'adozione delle altre misure, ed invitato da Monsig. Vice-Presidente a formulare la mozione l'ha proposta nei seguenti termini.

Che la Consulta prenda in considerazione la riforma indicata dalla Sezione delle Finanze nell'articolo 5° del presente rapporto, e che per il resto rimetta alla prudenza del Consiglio de' Ministri l'adottare quelle riforme economiche che riputerà eque e vantaggiose all'Erario.

Messa a partito tale mozione è stata approvata con 11 voti favorevoli sopra 7 contrarj.

Sopraggiunto alle ore 11 $3/4$ il Sig. Ministro dei lavori pubblici è stato informato delle precedenti deliberazioni.

Monsig. Vice-Presidente ha dopo ciò mosso dubbio circa la possibilità di portare innovazioni alla stampa dei pagherò essendo forse questa connessa con le operazioni del così detto Castelletto.

Il Sig. Ingegnere Adriani ha rilevato che le operazioni anzidette non restano punto impedita quand'anche si adotti il metodo del doppio bollettario per le giuocate, come si pratica in altre parti d'Italia.

Avendo però Monsig. Ministro delle finanze fatto conoscere di aver preparato un rapporto sullo stabilimento della Tipografia Camerale in cui si tratta anche della stampa dei pagherò, è sembrato indispensabile di rimetterne ad altro tempo la discussione in attesa del suindicato rapporto.

Il Sig. Principe Simonetti ha dopo ciò preso la parola, e ritenendo che in conseguenza della prima deliberazione con la quale si era deciso di prendere in considerazione in genere il rapporto della Sezione delle finanze la Consulta doveva discendere ad un esame speciale di quanto vi si propone, ha dichiarato apertamente che la mozione del Sig. Conte Mastai non doveva essere provocata in opposizione della prima risoluzione, e che perciò il Consesso sia stato indotto in errore.

Monsig.^r Vice-Presidente ha replicato che nel proporsi le questioni a risolversi devesi seguire l'ordine della discussione come si è fatto, e che nel modo stesso che è in libertà di ciascun Consultore di promuovere le questioni, così rimane in piena facoltà della Consulta di ammettere o di escludere le proposte nella sua votazione adottando quel partito che essa creda migliore.

Il Sig. Ministro dei lavori pubblici, premessa la protesta che egli non intende d'intromettersi nella differenza delle opinioni, ma di presentare unicamente alla Consulta i riflessi ai quali si crede obbligato, ha fatto considerare che il Ministero non ha bisogno

di essere autorizzato alle riforme, ha bensì bisogno del parere della Consulta su quelle che si credano di adottare. Non sarà difficile al Ministero di poter fare riforme se sarà appoggiato dalla Consulta e garantito da odiosità. Ha rammentato che due specie di responsabilità esistono; una di Consiglio per parte della Consulta, l'altro di esecuzione per parte del Ministero.

Monsig.r Ministro delle finanze si uniforma a questo parere, ed aggiunge che alcune riforme si potrebbero eseguire benchè l'anno si trovi inoltrato. Altre riforme consigliate in massima dalla Consulta potranno applicarsi dal Ministero. ¹⁾

Dopo di ciò avendo Monsig.r Vice-Presidente per sua delicatezza richiesto al Consesso se credeva di ripetere la votazione, il Sig. Ministro de' lavori pubblici ha suggerito che a questa si sarebbe potuto dar luogo esprimendo la domanda fatta dai Ministri per l'esame del rapporto.

Varie essendo le riforme proposte nel rapporto della Sezione, il Sig. Lauri domanda quale sarebbe il metodo dell'esame da tenersi nel caso che la Consulta vi si potesse decidere. Domanda se si avesse a portare discussione sulle cifre del preventivo, ovvero sulle riforme in via di massima. Vede egli necessaria una distinzione; perciocchè non saprebbe come si potessero approvare delle cifre che non si conoscono, e che sono dubbie alla stessa sezione. Purtroppo bramerebbe che la Consulta dopo essere stata chiamata a votare sopra varie gravezze, si trovasse in grado di progettare una qualche economia segnatamente su di un preventivo che produce ribrezzo per la enormità delle spese. Conclude che se ha dovuto votare contro l'esame dei diversi articoli, ciò è avvenuto perchè la Sezione non ha proposto le cifre alle quali si dovessero ridurre quelle del Preventivo.

Il Sig. Professore De Rossi osserva se la Consulta possa recedere dalle sue risoluzioni sulle domande del Ministero. E benchè il Sig. Ministro dei lavori pubblici abbia replicato che non esiste legge in contrario, il Sig. Professore ha proseguito a dire che pronunciato un giudizio non era lecito di revocarlo poichè in caso diverso qualunque questione non avrebbe mai toccato il suo termine.

Sembrava al Sig. Avv.to Ciofi che volendosi dal Ministero dividere la responsabilità con la Consulta potrebbe essere sufficiente che da questa si riconoscessero gli abusi.

Il Sig. Peda al contrario diceva che se la risoluzione si fosse riconosciuta erronea non sarebbe stato certamente di vergogna il correggerla. Che anzi riteneva di mancare al proprio dovere facendo diversamente.

Monsig.r Vice-Presidente benchè opini che la Consulta potrebbe ritornare sull'esame del preventivo per decisione del Ministero, ha pregato il Sig. Principe Simonetti a formulare la sua proposta, alla qual cosa si è il Sig. Principe ricusato con dichiarare che intendeva di ritirare la sua mozione.

Quindi il Sig. Avv. Piacentini dubitando che la risoluzione presa potesse realmente essere d'impedimento a prendere in esame il rapporto della Sezione ha formulato la seguente questione:

« Se si crede che la risoluzione presa osti alla discussione dell'intero rapporto ».

E posta in deliberazione da Mons. Vice-Presidente si è risoluto per l'affermativa a maggioranza di 11 voti sopra 7.

Dopo di che si è posto termine alla sessione ad una ora pomeridiana.

¹⁾ Sull'attività della Consulta nel campo finanziario ved. quanto ebbe a dire il Lauri nella seduta del Consiglio dei Deputati del 12 luglio, *Assemblea cit.*, vol. VI, p. 308.

XXIII.

26 APRILE 1848

Si è dato principio alla sessione alle ore 11. antimeridiane con intervento di Mons. Pentini Vice-Presidente, e dei Signori Consultori Prpe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi Santucci, Conte Giovanni Marchetti, Lauro Lauri, Conte Luigi Donini, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Professor De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Gio: Batta Peda, Monsig. Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Non si sono trovati presenti all'Adunanza il Sig. Mse Paulucci, ed il Sig. Conte di Campello assenti dalla Capitale, il Sig. Pr.pe Simonetti promosso alla carica di Ministro delle finanze, ¹⁾ il Sig. Prpe Barberini occupato in affari della presidenza della cassa di risparmio, il Sig. Conte Mastai, ed il Sig. Avv. Benedetti impediti da motivi di salute.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente sessione Monsig. Vice-Presidente ha partecipato al consesso di aver ricevuto un foglio del Sig. Ministro di Grazia e Giustizia in cui dicendo di non potersi recare all'adunanza per assistere alla discussione del progetto di regolamento provvisorio del Consiglio di Stato siccome ne aveva mostrato desiderio, fa premura affinchè ne sia compiuto l'esame, e comunicato il risultamento.

Lo stesso Monsig. Vice-Presidente ha quindi proposto la questione in genere se si crede di prendere in considerazione il rapporto e progetto di regolamento provvisorio sul Consiglio di Stato compilato dalla Sezione legale ed a pieni voti si è risoluto per l'affermativa. ²⁾

Passatosi all'esame in ispecie il Sig. Professor De Rossi ha avvertito che il presente regolamento provvisorio per una istituzione del tutto nuova, e brevemente accennata dallo Statuto fondamentale pel Governo temporale degli Stati della Chiesa, non ha

¹⁾ Ved. sulla sostituzione del Simonetti al Morichini, SPADA, *Storia ecc.*, vol. II, p. 241, e FARINI, *Stato romano*, vol. II, p. 49.

²⁾ Al Ministero premeva che la discussione sul Consiglio di Stato fosse accelerata, come appare da questi biglietti del Minghetti al Pentini. « Monsignor riverito, il Consiglio dei Ministri desidera che la Consulta invece di lunedì sia adunata domenica. Siccome la discussione potrà durare più giorni è bene che cominci presto. Spero che avrà trovato il progetto di legge sul Consiglio di Stato. Sturbinetti glielo mandò fino da alcuni giorni. Obbmo Dev.mo Servitore Minghetti. 7 Aprile 1847 ». « Monsignor riverito, fino da lunedì il Ministro di Grazia e Giustizia rimise a Lei il progetto della legge sul Consiglio di Stato perchè riunisse tosto la Consulta generale per farlo discutere. Ora se Ella crede lo mandi al sig. prof. De Rossi presidente della sezione legislativa, e prenda con lui gli opportuni concerti, perchè subito dopo la trattazione delle cose finanziarie senza indugio ulteriore si discuta questa materia che al Ministero preme moltissimo. Non capisco come Ella abbia trovato questo progetto: il Ministro di Grazia e Giustizia qui presente mi assicura di averlo mandato lunedì. Suo devmo serv. Minghetti. Dal Ministero, 7 aprile ». I due foglietti sono nel Museo Centrale del Risorgimento di Roma, rispettivamente in Busta 21, fasc. 24, e Busta 75, fasc. 41. Ved. sul Consiglio di Stato, F. GENTILI, *Il Consiglio di Stato romano* cit. Un largo studio su tale istituzione fu compiuto dalla dott. Annamaria de Luca in una tesi di laurea presso la Facoltà di lettere della R. Università di Roma (*Il Consiglio di Stato Pontificio, 1848-1849*) nel giugno 1934-XII.

potuto avere tutto quello sviluppo che in seguito potrà ricevere con ulteriori disposizioni, segnatamente se si riunisse al Consiglio di Stato il contenzioso Amministrativo. Parlando poi della istituzione si è fatto a considerare che il Consiglio non debba essere un corpo interamente dipendente dal Ministero, poichè in caso contrario non sarebbe diverso dal Ministero medesimo, ma che le attribuzioni del Consiglio di Stato, siano quelle d'istruire i Ministri, e guidare le operazioni del Governo, di modo che si abbia a riguardare come l'ultimo anello che congiunge tutta la macchina governativa al potere Sovrano.

Facendo seguito a queste osservazioni il Sig. Pn.pe Odescalchi non trova opportuno che il presidente del Consiglio debba essere un Ministro siccome si dice all'articolo 1 del regolamento, attesa la influenza che verrebbe ad esercitare, e la circostanza che come presidente dovrebbe prendere parte nella votazione dalla quale sono esclusi i Ministri. Opinando perciò che il presidente debba essere scelto dalla classe dei Consiglieri ha proposto la seguente ammenda.

« Il Consiglio di Stato si compone di 10 Consiglieri. Il presidente sarà scelto dal Sovrano tra i medesimi, e vi saranno 24 uditori di nomina Sovrana ».

Si è però elevato il dubbio che il numero degli Uditori fosse eccedente il bisogno intorno a che il Sig. Professor De Rossi ha fatto riflettere che il numero di 24 non si oppone all'articolo 62 dello Statuto fondamentale e si era creduto necessario per provvedere alla scarsezza dei Consiglieri di Stato. ¹⁾

Il Sig. Lauri ponendo in vista la esuberanza degl'impiegati, e la necessità di apporare una economia a questo ramo di spese, osserva che sarebbe piuttosto espediente di accrescere il numero dei Consiglieri appartenendo appunto ai Consiglieri i principali lavori. Per ciò che potesse riguardare il collocamento degli Uditori della Consulta di Stato rifletteva che alcuni di essi hanno avuto qualche altra direzione o potrebbero averla, e quindi riteneva che ravvicinando le espressioni dello Statuto si dovesse dire che presso il Consiglio di Stato vi sarà un numero di uditori non maggiore di 24.

Sembrava all'opposto a Monsig. Vice-Presidente che la Consulta essendo chiamata a formare il regolamento per le operazioni di dettaglio, non dovesse lasciare indeterminato il numero degli individui.

Dopo di ciò il Sig. Peda riportandosi al principio della questione ha soggiunto essere egli di opinione che il Consiglio di Stato dovesse essere presieduto dai Ministri, essendo appunto un corpo dato in aiuto al Ministero per attingerne lumi e cognizioni; ed essendo una istituzione ben diversa dalle altre che impediscono che si accumulino i poteri.

Il Sig. Pn.pe Odescalchi ha peraltro osservato che dovendosi dal Consiglio di Stato preparare i lavori da portarsi alle deliberazioni dei Consigli rappresentativi, si farebbe un grande urto alla opinione se lo stesso Consiglio di Stato dovesse essere dipendente dal Ministero.

Al che essendosi replicato dal Sig. Peda che con ciò niente si verrebbe a togliere alla libertà dei Consigli rappresentativi, il Sig. Avvocato Lunati ha fatto sentire la somma importanza di formarsi una giusta idea di questa nuova istituzione. Ha egli detto, il Consiglio di Stato si deve considerare in fatto di pubblica Amm.ne come l'apice a cui si debbono riferire le questioni da risolversi. Deve il Consiglio aiutare coi suoi

¹⁾ L'art. 62 dello Statuto pontificio diceva: « Vi sarà un Consiglio di Stato, composto di dieci Consiglieri e di un corpo di Uditori non eccedente il numero di ventiquattro, tutti di nomina sovrana ».

lumi il Ministero in tutto ciò che gli potrà occorrere, ma come corpo aderente al Sovrano deve essere l'ultimo anello di congiunzione del potere amministrativo.

Monsig. Vice-Presidente vista la necessità di separare le due questioni cioè del Presidente del Consiglio, e del numero degli Uditori ha proposto la prima formulata nel seguente modo.

« Il Consiglio di Stato si compone di dieci Consiglieri tra i quali sarà scelto dal Sovrano il presidente ».

E fattasi la votazione è stata approvata l'ammenda sud.^a da 15 voti favorevoli sopra uno contrario.

Quindi si è passato alla seconda questione, ed il Sig. Avv. Piacentini ha proposto la seguente nuova ammenda.

« È addetto al Consiglio di Stato un corpo di Uditori non eccedente il numero di 24 ».

Posta in deliberazione ne sono risultati otto voti a favore, ed otto contrari, ed essendosi per la parità fatto luogo al voto di preponderanza di Monsig. Vice-Presidente è rimasta esclusa avendo egli votato con la parte contraria.

Il medesimo Sig. Avvocato ha quindi proposto quest'altra ammenda.

« È addetto al Consiglio di Stato un corpo di 24 uditori. Tanto i Consiglieri quanto gli Uditori sono di nomina Sovrana ».

E alla maggioranza di 10 voti favorevoli sopra 7 contrari è stata ammessa.

Si è posto in discussione l'articolo 2 intorno al quale sembrava al Sig. Avv. Vanutelli fosse inutile di ricordare la qualità che debbono avere i Consiglieri dovendosi ritenere che a queste si avrà riguardo dal Sovrano nella scelta dei soggetti.

Il Sign. Professor De Rossi ha però fatto osservare che anche l'articolo 9 del Motuproprio sulla Consulta di Stato indicava le qualità necessarie dei Consultori, e che la indicazione portata dal presente Articolo era opportuna per rammentare sempre i requisiti di cui debbano esser forniti i Consiglieri di Stato.

Messo a partito l'articolo è stato approvato alla maggioranza di 15 voti sopra uno contrario.

Gli articoli 3, 4, e 5° sono rimasti approvati ad unanimità di voti.

In quanto all'articolo 6 che designa le attribuzioni del Consiglio il Sig. Avv. Lunati ha avvertito la gran questione che si presentava a risolvere secondo le leggi di altri luoghi il Consiglio di Stato deve essere sentito dal Ministero in taluni casi, ed in altri casi nò. Opina egli che il Consiglio debba sempre essere sentito allorchè si tratta di emanare ordinanze regolamentarie potendo soltanto andare esenti da questa regola le ordinanze esecutorie dei Ministeri. Opina che al tempo stesso che i Ministri sono obbligati di dirigersi al Consiglio di Stato siano in libertà di risolvere, e che per ben determinare i casi nei quali il Consiglio di Stato debba essere sentito si dovrebbe rimandare l'Articolo alla Sezione.¹⁾

Il Sig. Avv. Piacentini crede all'opposto che non facendosi dalla legge alcuna distinzione possa essere in facoltà dei Ministri di sentire o non sentire il Consiglio di Stato, e nello stesso modo opinando il Sig. Avv. Santucci riflette che il Consiglio si caricherebbe di responsabilità togliendola al Ministero.

¹⁾ Le attribuzioni del Consiglio di Stato erano fissate dall'art. 63 dello Statuto: « Il Consiglio di Stato è incaricato, sotto la direzione del governo, di redigere i progetti di legge, i regolamenti d'amministrazione pubblica, e di dar parere sulle difficoltà in materia governativa. Con apposita legge può essere conferito al medesimo il contenzioso amministrativo ».

Soggiunge il Sig. Professor De Rossi che la responsabilità sarà sempre del Ministero. Potrà questa diminuire quando egli segua il voto del Consiglio di Stato: si aggraverà quando se ne allontani cosicchè è nell'interesse del Ministero di ricercare il parere del Consiglio.

Osserva il Sig. Conte Marchetti che l'articolo porta in modo assoluto le materie cui deve occuparsi il Consiglio e mentre crede che il Ministero debba sempre sentire il Consiglio di Stato è di parere che l'articolo sia tale da potervelo obbligare.

Avendo però il Sig. Avv. Lunati nuovamente fatto riflettere che tutte le leggi distinguono i casi nei quali si debba sentire il Consiglio e che nelle leggi che si portano alla discussione dei Consigli rappresentativi non è necessario di sentire il Consiglio di Stato, ha proposto la seguente questione che si era formulata dal Sig. Avv. Piacentini.

Se l'art. 6° si debba rimettere alla Sezione per distinguere i casi nei quali i Ministri siano obbligati di sentire il Consiglio di Stato.

E con parità di otto voti favorevoli ed otto contrarj, si è risoluto per l'affermativa, preponderando il voto di Monsig. Vice-Presidente dalla parte a favore.

Riguardo all'art. 7° il quale ammette il Consiglio diviso in Sezioni non sembra al Sig. Lauri che la disposizione raggiunga lo scopo, poichè alcuni affari sarebbero decisi da piccolo numero di Consiglieri, che sebbene dotati di scienza, potrebbero non essere versati nelle materie di cui si avesse a trattare. Potrebbe anche mancare nelle Sezioni stesse qualche individuo e la difficoltà si farebbe maggiore. Propone perciò di togliere l'articolo, e che tutto intero il Consiglio si occupi degli affari trovandosi così in esso riunite tutte le capacità necessarie per appigliarsi almeno al partito migliore.

Crede egualmente il Sig. Avv. Vannutelli che con soli 10 Consiglieri non si possano formare le Sezioni, e convenendo col Sig. Lauri opina che alla circostanza si potrebbero formare le Commissioni.

Osserva il Sig. Avv. Lunati che il Consiglio di Stato si trova diviso in sezioni presso tutte le Nazioni, ed insieme con lui riflette il Sig. Professor De Rossi che tale sistema agevola lo studio, e sollecita il disbrigo degli affari. Ciascuna Sezione può anche chiamarne altra per riceverne le cognizioni opportune. Il Consiglio di Stato come corpo deve avere alcune attribuzioni tutte di lei proprie altre ne debbono avere le Sezioni,

Il Sig. Avv. Ciofi insiste sul voto espresso dalla Sezione per l'aumento del numero di Consiglieri.

Monsig. Vice-Presidente riflette che il voto della Sezione non porta che un desiderio che forse il Governo non potrà secondare per non ferire lo Statuto; mentre il Governo stesso richiede dalla Consulta la formazione di un regolamento.

Replica il Sig. Professor De Rossi che alla Consulta tuttora esistente non è vietato di esprimere i suoi desiderj, e dopo lui il Sig. Principe Odescalchi che esprimendosi già questo desiderio nel rapporto quando piaccia al S. Padre di ammetterlo, sarà allora luogo ad aumentare il numero dei Consiglieri nelle Sezioni.

Posta dopo ciò da Monsig. Vice-Presidente la questione « se si creda di ammettere la divisione del Consiglio di Stato in Sezioni » e per conseguenza l'intero art. 7° è stato ammesso con 9 voti favorevoli sopra 7 contrarj.

L'articolo 8° è stato parimenti ammesso con maggioranza di 11 voti sopra 5 contrarj.

Circa l'artic. 9 non sembra opportuno al Sig. Lauri che si faccia ivi menzione di una commissione di Ufficiali per gli affari militari, sperando che cessati i bisogni

presenti non molti debbano essere gli affari predetti, e dovendo esservi nel Consiglio persone che ne siano pratiche. Anche per altri rami potrà darsi il caso che il Consiglio abbia bisogno di schiarimenti e notizie, ne gli sarà difficile di ottenerle con interpellare il voto di persone espresse.

In questa medesima opinione si è convenuto dal Sig. Avv. Lunati, e quindi si è posta la questione « se si creda sopprimere l'articolo nella seconda parte ove si dice quando si richiedano speciali cognizioni militari, si provvederà col mezzo di una commissione di Ufficiali dal Sovrano nominati ».

E con maggioranza di 14 voti contro due si è risoluto di sopprimerlo.

Un'ammenda all'articolo 10 è stata proposta dal Sig. Pn.pe Odescalchi nei seguenti termini. « Le Adunanze generali del Consiglio sono rette dal Presidente, in sua mancanza ne farà le veci il primo Consigliere nominato, alle Adunanze di Sezione presiedono i Consiglieri più anziani di età ».

Passata ai voti è stata ammessa con quattordici favorevoli essendo due contrarj.

L'articolo 11 è stato approvato con 15 voti a favore e uno contro.

L'articolo 12 ammesso a pieni voti.

All'articolo 13 si è fatta una correzione analoga all'ammenda dell'art. 10 dicendosi nella seconda parte che adunanze di una o più Sezioni saranno convocate dai rispettivi presidenti a seconda delle circostanze.

A tale proposito si è dal Sig. Lauri osservato che essendosi rimesso alla Sezione di proporre in quali casi il Ministero debba necessariamente sentire il Consiglio di Stato per parità di ragione la Sezione stessa, si dovrebbe occupare di distinguere quali siano gli affari su de quali debba pronunciare il Consiglio, e quali gli altri da risolversi dalle Sezioni su di che hanno risposto il Sig. Professor De Rossi ed il Sig. Avv. Lunati sarebbe provveduto con la determinazione delle materie di cui aveva incarico la Sezione.

L'articolo 14 è stato approvato a pieni voti, e così l'articolo 15 corretto nel fine dicendosi che *tornando la parità prevarrà il voto del presidente o vice presidente.*

Si è rimesso alla Sezione l'articolo 16 ove appunto si tratta degli affari da portarsi all'esame del Consiglio o delle Sezioni.

L'articolo 17 si è ammesso con 15 voti favorevoli contro uno.

Ad unanimità sono stati poi approvati gli articoli 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 e 27, essendosi rimandato alla Sezione l'articolo 26 per la provvisione degli Uditori.

Dopo di che essendo le ore 3 ½ pomeridiane Mons. Vice-Presidente ha sciolto la Sessione per continuarla nel giorno di Venerdì prossimo 28 del corr. alle ore 12 meridiane nelle Camere dell'Ufficio a Monte Citorio.

XXIV.

28 APRILE 1848

Si è dato principio alla Sessione a un ora pomeridiana con la lettura ed approvazione del processo verbale della precedente Sessione, e con intervento di Monsignor Pentini Vice-Presidente, e dei Signori Consultori Principe D. Pietro Odescalchi, Avv. Giuseppe Vannutelli, Avv. Giuseppe Lunati, Avv. Luigi Santucci, Conte Gio: Marchetti, Lauro Lauri, Conte Luigi Donini, Avv. Luigi Ciofi, Ingegnere Michele Adriani, Avv. Prof. De Rossi, Avv. Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Gio: Batta Peda, Monsig. Bartolomco Pacca, Marchese Ludov.º Gualterio.

Oltre al Sig. Marchese Paulucci e Conte di Campello assenti dalla Capitale, non sono intervenuti alla Sessione il Sig. Principe Barberini trattenuto da altre occupazioni di pubblico interesse, ed i Signori Conte Mastai ed Avv. Benedetti impediti da indisposizione di salute.

Il Sig. Avv. Ciofi Segretario della Sessione Legislativa ha tenuto proposito delle modificazioni intorno all'art. 6 e 16 del regolamento provvisorio sul Consiglio di Stato, delle quali rimase incaricata la Sezione per distinguere i casi in cui avrebbe dovuto il Consiglio essere necessariamente sentito dal Ministero.

L'articolo 6° sarebbe stato pertanto così concepito « Il Consiglio di Stato può essere richiesto del suo parere sopra i progetti di legge, e risponde a tutte le questioni che gli sono sottoposte dai Ministri. Può ancora essere incaricato di compilare i progetti di legge. Deve essere necessariamente richiesto del suo parere sopra i regolamenti di pubblica amministrazione ».

L'articolo 16° sarebbe stato riformato come appresso « I regolamenti di pubblica Amm.ne dovranno sempre essere discussi in adunanza generale ».

Non si è dissimulato che nell'adottare le due nuove proposte il parere della Sezione non fu unanime essendosi manifestati tre voti a favore, e due contro.

Quindi il Sig. Avv. Lunati, Sig. Avv. Ciofi, e Professor De Rossi prendendo a sostenere la opinione della maggioranza della Sezione osservavano non potersi prescindere dalle distinzioni indicate nell'articolo 6°, sia perchè la Sezione era in obbligo di demarcare la diversità dei casi nei quali il Consiglio doveva essere interpellato per corrispondere all'incarico avuto dalla Consulta nell'antecedente Sessione; sia perchè vi sono leggi che i Consigli rappresentativi possono proporre e discutere senza che il Consiglio di Stato vi debba essere sentito; sia perchè dicendosi nello Statuto che il Consiglio redige i progetti di legge e regolamenti sotto la direzione del Governo sembrava che per alcuni casi la interpellazione potesse essere facoltativa.

Per l'opposto il Sig. Avv. Piacentini, e con lui il Sig. Avv. Santucci hanno riflettuto che il Consiglio di Stato deve, secondo si esprime la legge, esaminare i progetti e regolamenti, e perciò non doversi ammettere le espressioni anzidette le quali portano che il Consiglio possa essere richiesto del suo parere.

Monsignor Vice-Presidente ha rilevato che dandosi dallo Statuto le norme generali circa le attribuzioni del Consiglio, non sembrava rimanesse impedito alla Consulta di discendere alle norme speciali nella circostanza di dover proporre un regolamento, e riteneva ammissibile sotto di questo rapporto ogni espressione tutte le volte che non si fosse opposta la legge.

Avendo però i predetti Signori Avv. Piacentini e Santucci insistito sulla redazione dell'articolo in modo diverso, hanno proposto la seguente ammenda.

« Il Consiglio di Stato è incaricato sotto la direzione del Governo di redigere i progetti di legge, i regolamenti di amministrazione pubblica, e dà parere intorno alle difficoltà occorrenti in materia governativa.

Niun regolamento di Amministrazione pubblica potrà aver luogo senza esserne stato inteso l'intero Consiglio ».

Il Consesso ha creduto di porre in deliberazione tale ammenda come più lontana dalla prima proposta riservandosi di mettere a voti la nuova redazione dell'articolo progettata dalla Sezione, nel caso che la predetta ammenda rimanga esclusa.

Fattasi però la votazione è rimasta approvata con maggioranza di nove voti sopra sette contrarij, e con dichiarazione di essersi provveduto con ciò anche al disposto dell'articolo 16 da lasciarsi come si trova nel regolamento.

Essendosi passato a trattare dell'articolo 26° rimandato parimenti alla Sezione per la parte che riguardava la provvista degli Uditori, se ne è fatta la proposta nei seguenti termini.

« I Consiglieri di Stato avranno una provvisione da destinarsi. Gli Uditori avranno il diritto ad una provvisione dopo tre anni di lodevole, e non interrotto servizio ».

Il Sig. Peda ha fatto considerare la opportunità di dividere le questioni, giacchè si potrebbe essere favorevoli ad una parte, e contrarj all'altra. Ed in quanto alla provvista degli Uditori opinava di mettere questi nella posizione medesima in cui erano presso la Consulta di Stato, ed in questa opinione si sarebbe convenuto anche da Monsignor Pacca per riflessi di economia.

Al contrario il Sig. Prof. De Rossi ammettendo purtroppo la necessità delle economie in genere, osservava che sopra altri rami e sopra cose assai più rilevanti sarebbero da praticarsi con vero profitto, e non a danno degli individui.

Divise pertanto le due questioni, e messa a voti la prima parte dell'articolo riguardante i Consiglieri, è stata approvata ad unanimità di voti.

Posta in deliberazione la seconda intorno alla provvista degli Uditori è stata parimenti ammessa con maggioranza di quindici voti, uno solo contrario.

Dopo di ciò il Sig. Ingegnere Adriani ha tenuto proposito di un articolo sulle vacanze ommesso nel regolamento e che gli sembrava necessario così concepito.

« Le vacanze pei Consiglieri e per gli Uditori cominciano al 15 Agosto e finiscono col 15 di Novembre. Questo periodo di tempo verrà ripartito egualmente per metà e per turno tra di essi in maniera che l'altra metà rimanga nella Capitale al servizio ordinario per il disbrigo degli affari che non ammettono dilazione. Nello stesso modo verranno divise le vacanze tra il Presidente, ed il Vice-Presidente. Non sarà poi accordato alcun permesso di assenza nel rimanente dell'anno, se non per cause speciali, e di urgente bisogno ».

Il Sig. Prof. De Rossi ha avvertito che la Sezione nel compilare il regolamento provvisorio si era astenuta dall'entrare sul disciplinare, e con questa vista avea tralasciato d'inserirvi l'articolo delle vacanze, e non già perchè lo avesse dimenticato. Premessa la quale dichiarazione non dissentiva dalla proposta dell'onorevole preopinante.

Messo quindi a partito l'articolo suindicato è stato ammesso ad unanimità di voti.

A pieni voti si è inoltre approvato il rapporto della Sezione sul progetto di regolamento in proposito, osservandosi che rimanendovi compresa una raccomandazione al Governo per gli Uditori non occorre a tale riguardo altra mozione.

Per ultimo si è richiamato ad esame il rapporto della Sezione amministrativa sul progetto di regolamento per gl'Impiegati del Ministero della Istruzione pubblica, e mercè le ulteriori spiegazioni date in voce dal Sig. Lauri Segretario relatore sugli allegati del progetto, avendo il Consesso riconosciuto giustissimo quanto in esso rapporto si propone lo ha approvato ad unanimità di voti.

Dopo di che essendo le ore tre pomeridiane Monsig. Vice-Presidente ha posto termine alla Sessione.

XXV.

13 MAGGIO 1848

Si è dato principio alla Sessione alle ore 9 3/4 antimeridiane con intervento di Monsig. Pentini Vice-Presidente, e dei Ssⁱ Consultori di Stato Principe D. Francesco Barberini, Principe D. Pietro Odescalchi, Avv.to Giuseppe Vannutelli, Avv.to Luigi Santucci, Conte Luigi Mastai, Conte Luigi Donini, Avv.to Luigi Ciofi, Ingegnere

Michele Adriani, Avv.to Giuseppe Piacentini, Conte Ottavio Sgariglia, Gio. Batta Peda, Monsig. Bartolomeo Pacca, Marchese Ludovico Gualterio.

Componendosi di soli quattordici individui il numero dei membri della Consulta compreso Monsig. Vice-Presidente si è rammentata con dolore la perdita del Consultore Avv.to Benedetti, defunto il di 8 del corr.te Maggio. ¹⁾

Gli altri Consultori mancanti al completo dell'intero corpo furono già chiamati a diversi Ministeri, siccome è noto. ²⁾ Il Sig. Conte di Campello venne aggregato al servizio dell'Armata fuori di Roma; ed i Ss' M.se Paolucci De Calboli, e Conte Lauro Lauri si restituirono alla patria loro.

Dopo essersi letto ed approvato il processo verbale della Sessione antecedente, si è richiamato ad esame il rapporto della Sezione delle Finanze riunita all'altra Sez. 4^a sul preventivo 1848 della terza Amministrazione del Tesorietato da cui dipendono i proventi Camerali e diritti diversi.

Incominciando dalla prima Sezione del preventivo che tratta della STAMPERIA CAM.LE, Monsig. Vice-Presidente ha richiesto il Consesso se si credeva di convenire nel parere esternato dal rapporto circa l'abolizione della privativa e dell'appalto della Stamperia, ritenendo intanto per l'anno 1848 le cifre medesime del 1847, sì in attivo che in passivo.

Il Sig. Avv.to Piacentini aveva accennato come cosa opportuna il precisarne le norme, perchè non ne fosse derivato danno ai lavoranti, ma essendosi riflettuto che gli speciali provvedimenti riguardano la esecuzione della proposta, il Consesso ha creduto di approvare a pieni voti il parere della Sezione.

Quindi si è passato a trattare della CALCOGRAFIA e dopo varie considerazioni fattesi sulla convenienza di abbassare il prezzo delle tariffe per facilitare la vendita delle Stampe nel modo suggerito dalla Sezione, si è in questa parte convenuto ad unanimità di voti, rimettendone la esecuzione al Ministero.

In quanto all'articolo delle spese qualificate nel rapporto per necessarie, e consistenti in appuntamenti agli'impiegati, e spese di Ufficio, essendosi da Monsig. Vice-Presidente affacciate delle difficoltà, si è proposta dal Sig. Principe Barberini, la seguente ammenda.

Si propone che il Ministero delle Finanze abbia in vista di eseguire su questo articolo delle spese necessarie quelle economiche che stimerà convenienti anche nello Esercizio 1848.

E con maggioranza di 11 voti favorevoli sopra 3 contrarj è stata ammessa l'ammenda.

Si è posto dipoi in deliberazione se l'ammenda medesima fosse da applicarsi anche alla riforma proposta dalla Sezione circa il sopprimere la mercede agli Stampatori per l'imprimitura delle stampe, e per l'acquisto della carta per uso di esse. Fattasi di nuovo la votazione, si è risoluto per l'affermativa con la stessa maggioranza di 11 voti favorevoli sopra tre contrarj.

¹⁾ « Giovane di merito ed in Roma amatissimo » dice lo Spada del cornetano avv. Francesco Benedetti. I suoi funerali ebbero luogo in forma solenne il 9 maggio. Ved. *L'Epoca*, n. 45 e 47, 8 e 10 maggio 1848; *Il Contemporaneo*, n. 55, 56 del 9 e 11 maggio. Aveva quarantacinque anni.

²⁾ Erano infatti divenuti rispettivamente ministro degli affari esteri secolari, di grazia e giustizia, delle finanze i consultori conte Giovanni Marchetti, avvocato Pasquale De Rossi, avv. Giuseppe Lunati.

Riguardo alla seconda classe delle spese VOLONTARIE, enumerate nel rapporto e che comprendono tra le altre l'acquisto di nuovi rami, disegni, associazioni, attrezzi, e simili lo stesso Sig. Principe ha fatto la mozione « che debbano togliersi dal preventivo come si propone nel rapporto meno quelle dipendenti da legittimi e regolari contratti ». In questa proposta si è dal Consesso convenuto a pieni voti.

Ad unanimità di voci si è parimenti approvata la intiera proposta fatta dalla Sezione nel suo rapporto intorno all'Amministrazione dell'ARCHIVIO DELLA STAMPERIA Cam.le aggiungendo di più con pienezza di suffragi la mozione seguente.

« Ha inoltre la Consulta proposto che sia eccitato il Ministero dell'interno a far conoscere alle Comuni la irregolarità in cui trovasi la pubblicazione dell'Associazione Moroni, affinchè possano valersene qualora credano per essere nei legittimi modi esonerate da questo ulteriore dispendio ».

Niuna osservazione ha potuto aver luogo sulla FABBRICA DELLE COTONINE in Civitavecchia, oltre quello che è stato rilevato nel rapporto della Sezione.

Dopo di ciò si è passato a trattare della ZECCA DI ROMA E NUMISMATICA.¹⁾ Sulla parte del rapporto ove si progetta la fusione della Zecca di Bologna in quella di Roma, il Sig. Avv.to Ciofi si è fatto ad osservare che l'Esercizio delle Zecche costituendo un diritto regale non sembrava conveniente privarne la città di Bologna, la quale mancando attualmente de' suoi rappresentanti presso la Consulta di Stato se ne sarebbe potuta dolere con tanto più di ragione. Non avendo pertanto il pred. Sig. Avv.to una piena cognizione della cosa si è protestato di non poter votare.

Al Sig. Avv.to Vannutelli sembrava che il diritto regale che emana dalla sovranità non fosse altrimenti proprio, ed allegabile dalle Città, e ad ogni modo sembrava al Sig. Principe Barberini che questo diritto anche una volta concesso dal Sovrano si potesse ritogliere quando per ragioni imponenti di pubblica economia non se ne potesse più permettere l'esercizio.

Dubitava il Sig. Conte Mastai che il privilegio della Zecca sia stato conservato dalla Città di Bologna dopo la sua dedizione al dominio della S. Sede, e che perciò la conservazione del privilegio possa essere stata una conseguenza delle convenzioni. Ciò peraltro rimarrebbe escluso se la concessione fosse partita, come si è supposto dal Pontefice Benedetto XIV.

Prescindendo pertanto dalla questione, il Consesso ha creduto di ammettere la proposta della Sezione in quanto alla Zecca e Numismatica di Roma con maggioranza di tredici voti sopra uno; ed in quanto alla riunione della Zecca di Bologna a quella di Roma ritenendo per l'anno 1848 le medesime cifre del 1847. siccome aveva suggerito la Sezione medesima, ha con eguale votazione e maggioranza risoluto di rimetterne la decisione ai futuri Consigli rappresentativi.

Circa le POLVERI SOLFUREE si è ammessa ad unanimità di voci la dichiarazione seguente.

« Si ritiene provisto con la risoluzione adottata dalla Consulta Generale nel dì 15 Febbrajo decorso sull'abolizione della privativa, e si rimette al Ministero delle Finanze, per ciò che concerne qualche sostituzione di tassa da aversi in vista nel regolamento ».

Sui prodotti di diversi UFFICI ED ARCHIVI si è pure ammessa a maggioranza di 12 voti contro due la proposta della Sezione, aggiuntavi però la seguente mozione.

« In questa circostanza crede di suo dovere la Consulta di Stato di far rimarcare che meriterebbero di esser prese in considerazione le attribuzioni datesi recentemente

¹⁾ Ved. E. MARTINORI, *op. cit.*, pp. 94-139.

al Municipio sull'Archivio denominato Urbano, ove conservandosi non antichi atti del Municipio, ma bensì quelli che interessano il Governo e tutto lo Stato, opportunamente si sarebbe affidato alla immediata cura e dipendenza del Ministero dell' Interno ».

Niun rilievo è occorso su di quanto si proponeva nel rapporto riguardo alle RENDITE DI AMMINISTRAZIONI INDIPENDENTI DAL TESORIERATO, essendosi a pieni voti approvato il parere della Sezione.

Altrettanto ha avuto luogo circa le RENDITE DIVERSE ED EVENTUALI ed il capitolo 2° PER GL'INTROITI STRAORDINARJ essendosi parimenti approvate ad unanimità di voti le proposte della pred^a Sezione. Ultimata la discussione del preventivo, il Consesso è passato a trattare del rapporto dell'altra Sezione Amministrativa sull'Appalto dei Battelli a vapore pel rimurchio delle barche del Tevere, e trasporto di passeggeri e merci.¹⁾

Osservandosi dal Sig. Avv.to Piacentini che con questo appalto il Governo non verrebbe a sbarazzarsi della spesa totale degli Impiegati, il Sig. C.te Mastai ha dato in proposito alcuni schiarimenti. Ha pertanto fatto conoscere che il Governo in questa Amministrazione andava incontro ad una doppia perdita tanto dal lato delle spese eccedenti il fruttato, quanto dal lato dei capitali che andavano col lasso del tempo naturalmente a deperire, dopo avervi impiegato somme ingenti per acquistarli. Parlando della presente situazione delle cose, opinava che lo sbilancio potesse derivare da sistema vizioso di Amministrazione, piuttosto che da gravezza del personale. Questo ramo che da principio pure rendeva l'annua somma di sc. 4/m va in oggi soggetto alla perdita di seimila scudi, e presenta in conseguenza una remissione di sc. 10/m. Fu perciò che il pass^o Ministro delle Finanze Mr. Morichini immaginò di disporne l'appalto, e nel formarne il capitolato alcuni opinavano che l'appaltatore avesse dovuto acquistare per proprio conto i capitali dell'azienda, ed altri pensavano che avesse dovuto riceverli in consegna per pagarne alla fine del Contratto la differenza di valuta. Quel capitolato che portava nell'intraprendente l'obbligo dell'acquisto non trovò oblatori, perchè troppo gravoso, nè sa se il nuovo possa allettare.

Il sig. M.se Gualterio, ed Ingegnere Adriani hanno soggiunto che non essendo sembrate sufficienti le riforme fatte dalla Direzione delle Dogane, la Sezione ne aveva proposte delle nuove.

Il Sig. Avv. Ciolfi ha dichiarato che senza prendere cognizione di tutti gli elementi necessarj a giudicarne con maturità, intendeva di non prender parte alla votazione.

Rifletteva il Sig. Principe Barberini alla necessità di liberare possibilmente il Governo da quest'Amministrazione passiva; e sul principio che per conseguire le ottime non si debbano intanto perdere le cose buone, conchiudeva che fosse da farsi l'Appalto.

Dopo di che posta da Monsig. Vice-Presidente la questione se si credeva di prendere in considerazione in genere il rapporto della Sezione si è risoluto per l'affermativa con maggioranza di 11. voti favorevoli sopra tre contrarj.

Passatosi all'esame del Capitolato in specie, una grave questione si è agitata circa la facoltà attribuita all'Appaltatore di eseguire il rimurchio delle barche, o per

¹⁾ La sostituzione delle barche a vapore al traino animale risaliva al 1825, ved. M. PENSUTI, *Il Tevere nei ricordi della sua navigazione attraverso i secoli*, Roma, Fondazione M. Besso, 1925, p. 140, il quale ricorda l'arguta quartina del Belli « Dunque, quer che faceveno una vorta — pe' fiume un venti e più bufole in fila — adesso lo fa er fume d'una pila, — e l'arte mo der bufolaro è morta ».

mezzo di bufali, o per mezzo di legni a vapore. Perciocchè si rifletteva da una parte che permettendosi dal Governo il rimurchio per mezzo dei bufali, si veniva ad accrescere in lui il peso della manutenzione della strada del tiro; e venendosi ad impedire, si considerava per altra parte il grave ritardo che si cagionerebbe al commercio in tutti i casi nei quali i battelli a vapore non avessero potuto agire per scarsezza di fondali nel fiume. ¹⁾

Osservava il Sig. Avv.to Piacentini che nel tratto superiore del fiume da Scorano in poi il rimurchio si eseguisce coi bufali, e che il conservare questo metodo sia una necessità, essendo in alcuni tratti tanto diffuse le acque del fiume, che si possa guardare senza difficoltà. Aggiungeva che togliendo i bufali si sarebbe arrestato il commercio, ed a questo parere si univa ancora quello del Sig. Conte Mastai ponendo in vista che altrettanto avviene nel tratto superiore del Tevere, verso Capo due rami. Per ciò che riguarda il deficit dell'Amm.ne il pred^o Sig. Avv. suggeriva un aumento alle tariffe per alcuni articoli troppo basse, ed una vigilanza maggiore sulla percezione dei prodotti.

All'opposto il Sig. Principe Barberini opinava di non permettere il tiro coi bufali, e che il Governo avesse dovuto prender cura di rendere navigabile il fiume adottando e mantenendo le ripe, senza la quale remora diceva anche il Sig. Principe Odescalchi che tutto il fiume si sarebbe reso non più atto alla navigazione.

Ciò premesso il Consesso sulla proposta di Monsig. Vice-Presidente, ed a maggioranza di dodici voti contro due ha emesso la seguente dichiarazione.

« La Consulta di Stato preso ad esame il rapporto della Sezione ritiene nella massima parte esser convenienti le osservazioni proposte quando la condizione delle ripe del Tevere si trovasse curata in guisa da rendere navigabile il suo alveo con il solo vapore, ma che nello stato deplorabile nel quale ritrovansi per l'abbandono in cui si sono fino ad ora lasciate e che esigerebbe la cumulativa in parte del tiro per mezzo dei bufali, sia prudente di sospendere l'appalto interessando intanto il Governo a riparare efficacemente le ripe e che frattanto provvisoriamente dal Ministero delle finanze si adottino quelle misure che stimerà più convenienti alla economica amministrazione di questo ramo, e ciò tanto più che la precedente esperienza dimostrò in prima un prodotto di sc. 4/m che sebbene scarso reddito in confronto del capitale impiegato, era pure un introito di questa Amministrazione, che ora ritrovasi ridotta ad una annua decisa passività di 6/m quali economie e miglioramenti di Amm.ne potranno ancora più facilmente ottenersi quando si aumentasse alquanto la troppo bassa tariffa pei passeggeri e carichi che si fanno per conto dell'Amministrazione.

Dopo di ciò il Consesso è passato a trattare del rapporto della Sezione delle finanze sul preventivo 1848 della DIREZIONE GENERALE DELLE DOGANE ed ha in primo luogo approvato ad unanimità di voti il parere della Sezione espresso nella prima pagina del rapporto circa il doversi comprendere nei preventivi futuri il prodotto lordo di tutti i Dazj, ed il doversi adottare per gl'introiti una norma fissa basata sul consuntivo antecedente di due anni, o sopra una media di più esercizi.

Sopra a tutti gli altri titoli delle rendite concernenti semplice narrazione della provenienza e situazione de' prodotti, non si è fatto luogo ad osservazione veruna.

In quanto AL PRIMO TITOLO DELLE SPESE convenendosi nel parere della Sezione, si è di più esclusa ad unanimità di voti la gratificazione di cui si tiene proposito nel

¹⁾ Sul rimorchio delle barche (alaggio) lungo il Tevere per mezzo di bufali, ved. PENSUTI, *op. cit.*, pp. 136-140.

rapporto, e che si voleva percepire dagli Impiegati doganali, come una tredicesima mensualità dell'anno.

Il SECONDO TITOLO DELLE SPESE in cui si tratta dei dazj di consumo e macinato ha richiamato l'attenzione del Consesso per la partita di 12/m che si paga ai fratelli Menacchi in forza di transazione, e che non essendo bastantemente giustificata aveva creduto la Sezione di annullarla nel preventivo presente. Il Consesso peraltro avendo riflettuto che tale pagamento derivava da transazione conclusa in seguito di giudiziale sperimento di ragioni, ha opinato di conservare la partita nel preventivo e che non si possa adottare la proposta diminuzione.

Sul Tit. 3° REGALIE DE' SALI E TABACCHI E SALINE DELLO STATO non è caduta alcuna osservazione in contrario, presentandosi nel rapporto della Sezione non altro che una rettificazione di cifra.

Così ancora è rimasto approvato il titolo 4° SPESE PER LE TASSE E DIRITTI DIVERSI poichè ivi si tratta unicamente di dover dimostrare gli aumenti e le diminuzioni a cui la spesa è andata soggetta.

Per ultimo il titolo 5° DELLE SPESE GENERALI è rimasto approvato intieramente, essendosi dal Consesso convenuto a pieni voti in tutto ciò che si era proposto dalla Sezione nel suo rapporto.

Datosi termine alla discussione del preventivo delle Dogane si è passato a trattare del rapporto della Sezione amministrativa sul diritto esclusivo goduto dalla V^a Cappella del SS.mo Sacramento della Cattedrale di Urbino di raccogliere gli stracci, e vendere la carta nella Provincia di Urbino e Pesaro.

Non sembrava al Sig. Avv. Vannutelli che la privativa allegata dalla Cappella potesse sostenersi, dopo che per legge gen.le emanata col moto-proprio dalla Sa: Me: Papa Pio VII del Luglio 1816, rimasero abolite le private.

Su di che si osserva dal Sig. Avv. Santucci che non tutte le private furono abolite, ma talune soltanto, come le feudali, e quelle di coattiva macinazione, senza ledere anzi il diritto privato di erigere nuovi molini.

Il Sig. Conte Mastai opinava che un privilegio contrario all'esercizio libero dei diritti generali, e che inceppa la industria, e coarta la proprietà altrui non potesse sussistere.

Si rifletteva da Monsig. Vice-Presidente che altra volta la privativa della Cappella rimase abolita per darla ad un privatario generale, quando dal Governo si immaginò di formare un provento Cam.le della raccolta dello straccio in tutto lo Stato. Fu allora che alla Cappella venne accordato un compenso, e questo poteva sembrare giusto trattandosi di spogliarla dell'esercizio di un diritto per investirne un altro. Abolita però in oggi la privativa gen.le le cose sarebbero cangiate di aspetto, e le ragioni che si producono dalla Cappella potrebbero soffrire qualche eccezione.

Il Sig. Principe Barberini dopo di aver messo in vista che il privilegio era stato dato con autorità Pontificia ha progettato una ammenda divisa nei seguenti tre capi.

« 1° - Che la privativa sia dichiarata in opposizione alle circostanze, ed altre esigenze de' tempi.

« 2° - Che si debba l'indennizzo alla Cappella in somma da liquidarsi.

« 3° - Che la Provincia non debba soffrire un peso per una disposizione giovevole non già alla sola Provincia come si suppone, ma al commercio dello Stato ».

Posta pertanto in deliberazione la predetta ammenda è stato approvato alla maggioranza di 12 voti contro 2.

Si è proposto in seguito altro rapporto delle 2 Sezioni riunite 2^a e 4^a tendente a far conoscere alla Consulta Gen.le per mezzo del loro Presidente le ragioni per le

quali non hanno esse Sezioni potuto prendere in esame tutti i Preventivi, non che il metodo che hanno stimato bene di seguitare dall'esame di alcuni di detti Preventivi. Datosi conto in detto rapporto delle imperiose circostanze che impedirono di esaurire l'esame de' Preventivi, si propone che la Consulta emetta parere che i Ministri nella gestione delle varie amministrazioni possano procedere nel corr.te Anno dappresso le norme della Cong.ne di Revisione stabilite nei Preventivi dell'Anno 1847 adottando, qualora così ne convenga, quelle modificazioni, e quelle riforme che i Consultori delle Sezioni hanno creduto nei Rapporti medesimi di proporre, e tutte quelle economie che crederanno possibili nelle attuali circostanze. ¹⁾

Ferme rimanendo le precedenti risoluzioni il consesso ha creduto di annuire a tale proposta a pieni voti, aggiungendo di più a suggerimento di Mons. Vice-Presidente che i Ministeri si debbano tra loro ripartire i fondi in ragione delle rispettive attribuzioni.

Un altro rapporto della Sezione delle Finanze si era diramato ai Ss' Consultori sul progetto di prestito del Sig. Bidault Agente della Compagnia denominata la Previdenza in Parigi già rimessa alla Consulta dal Ministero delle Finanze. Avendo però Monsig. Vice-Presidente fatto conoscere alla Adunanza di aver ricevuto una lettera dal predetto Sig. Bidault colla quale dichiarava di desistere dal progetto, il Consesso si è astenuto dal pronunciare sul rapporto della Sezione.

Il Sig. Avv.to Ciofi Segretario della Sezione legislativa della Consulta di Stato ha accennato di essere stata ultimamente rimessa alla Sezione una posizione contenente un rapporto del passato Monsig. Tesoriere, Ministro delle Finanze, in cui si moveva dubbio se si fosse dovuto sentire il parere della Consulta in materia di transazioni dipendenti da quel Ministero, non ostanti le disposizioni a tale riguardo in precedenza emanate. Tutto che per la mancanza del tempo e dei soggetti componenti la Sezione non sia stato possibile di presentare un rapporto sull'oggetto, purtuttavia si è osservato che a termini del moto-proprio 15 Ottobre 1847, anche le transazioni avrebbero potuto formare oggetto di esame dalla stessa Consulta. Perocchè dicendosi al § 3° dell'art. 23° che essa sarebbe intesa nel creare ed ammortizzare debiti, alienare beni, e diritti propri dello Stato, sembrava che virtualmente vi fossero comprese le transazioni colle quali si viene sempre tra le parti contraenti a condonare qualche cosa dei rispettivi diritti. ²⁾

¹⁾ Ved. l'accenno a questa deliberazione fatto da mons. Pentini nella seduta dell'Alto Consiglio del 24 agosto 1848, in *Assemblee cit.*, vol. VII, p. 472.

²⁾ Di un altro parere richiesto dal Ministero alla Consulta ci dà notizia un lungo documento conservato nel R. Archivio di Stato di Roma, Archivio costituzionale, vol. II, Busta 7. In data 15 maggio 1848 mons. Pentini trasmetteva al presidente del Consiglio dei Ministri il parere richiesto dal Ministero « sul vero senso dell'art. 23 n. 4 del Sovrano *motu-proprio* col quale fu istituita la Consulta medesima ». Il parere è in data del 29 aprile 1848 ed è stato emesso dalla 1^a sezione e reca le firme del De Rossi, Lunati, Santucci, Piacentini relatore, Ciofi segretario. Il Ministero delle Finanze aveva chiesto, a proposito della disposizione di intendere la Consulta « nel concedere nuovi appalti e confermar quelli esistenti », che cosa dovesse intendersi compreso sotto la parola *appalti*, tanto più che l'art. 11 del successivo *motu-proprio* sul Consiglio dei Ministri, nel quale si parlava di *contratti*, sembrava voler dire che la Consulta dovesse essere intesa « indistintamente in qualunque contratto ». Ma questo, riteneva il Ministero, non poteva essere perchè « sconcio e indecoroso pei ministri, imbarazzante per la Consulta ». Da una simile disposizione sarebbero certamente

Lo stesso Sig. Avv.to ha inoltre informato il Consesso della esistenza presso la Sezione legale di una posizione relativa al progetto di transazione tra la R. C. A. ed i fratelli Gio. e Giuseppe Graziosi. Ha egli esposto che trattandosi di un affare assai grave si rese necessario alla Sezione di procurarsi in principio notizie maggiori di quelle che si potevano avere dalla posizione trasmessa dal Ministero delle Finanze. Avvenne poi che per la chiamata al Ministero del Sig. Professor De-Rossi e del Sig. Avv.to Lunati, per la susseguita morte del Consultore Avv.to Benedetti e per essersi astenuto il Sig. Avv.to Piacentini difensore dei Graziosi dal prender parte nella questione di che si tratta, la Sezione si ridusse a due soli individui che non potevano assumere sopra di loro la responsabilità di una relazione e parere. In questo stato di cose la Consulta dovendo cessare dalle sue attribuzioni per il disposto dallo Statuto Fondamentale ha risoluto che sia da rimettersi sollecitamente la indicata posizione al Ministero delle Finanze. ¹⁾

sorte difficoltà e brigue e sarebbe stato alterato « il principio consacrato nell'ultimo *motu-proprio* del 29 dicembre sulla responsabilità dei ministri ». A parere del Ministero era più opportuno limitarsi a fissare il valore della parola *appalto*. « Tuttavia parve al Consiglio dei Ministri che la questione fosse molto più grave di quello che ne opinasse il Ministro delle Finanze », tanto più che la *retta intelligenza* dell'art. 23, n. 4 del *motu-proprio* sulla Consulta di Stato « è di molto interesse per tutti i Ministeri » (vi si dice infatti che la Consulta di Stato deve essere intesa « nel compilare, riformare e modificare leggi »). Con elaborata risposta la sezione legislativa dichiarava il proprio dissenso dalla interpretazione del Ministro delle Finanze, anche per la lettera e lo spirito del successivo art. 25 nel quale essa trovava « lo sviluppo della questione e il modo per risolverla ». Tanto più che l'art. 10 del *motu-proprio* sul Consiglio dei Ministri faceva esplicito riferimento agli articoli 23 e 25. Quindi, a parere della sezione, non poteva parer dubbio « sul doversi sentire la Consulta di Stato anche negli affari non contemplati nell'art. 23 ma enunciati collettivamente nell'art. 25 ». Ma quali erano questi affari? « quelli cioè che oltre lo esser propri del rispettivo dicastero sono insieme interesse particolare e locale », esclusi quelli « di mera disciplina interna dei rispettivi dicasteri ». Pertanto « tutti i contratti tranne quelli che riguardino l'interna amministrazione degli uffici rispetto ai locali, ed a quanto può esser necessario per condurli ». La Consulta non si nascondeva che da questa interpretazione potevano nascere inconvenienti ma « dessa non è chiamata a riformare la legge, bensì ad interpretarla, ed è forza perciò che le dia quella interpretazione, cui viene spinta dalla combinazione delle disposizioni attualmente vigenti ». Ogni altra interpretazione avrebbe reso del tutto inefficace l'art. 25 del *motu-proprio* sulla Consulta di Stato e in parte l'art. 10 di quello sul Consiglio dei Ministri. « Quindi la sezione legislativa propone che piaccia dichiarare doversi sentire la Consulta di Stato in tutti i contratti siano o non siano appalti, tranne quelli che riguardino l'interna azienda dei rispettivi dicasteri ». Ma questo elaborato rapporto risultava inutile per la cessazione della Consulta. Una nota autografa del Pentini dichiarava infatti: « Attesa la cessazione della Consulta e nuova disposizione di cose, si rimette agli atti ».

¹⁾ Diceva, infatti, l'art. 67 dello *Statuto fondamentale pel governo temporale degli Stati di Santa Chiesa*: « L'attuale Consulta di Stato cesserà venti giorni innanzi che siano aperti i Consigli. Intanto essa proseguirà nell'esame del preventivo ed altre materie amministrative, che le sono state o le saranno rimesse »: ved. pag. 159. Anche del lavoro preparatorio per la riforma dei tribunali non si fece in tempo a parlare in adunanza generale. Ved. quanto ebbe a dire il De Rossi al Consiglio dei Deputati il 30 giugno, il 12 e il 28 luglio, *Assemblee cit.*, vol. VI, pp. 177-178, 300, 455-456.

Per la ragione medesima di essere cioè ormai giunto il termine in cui hanno fine le incombenze della Consulta il Consesso ha risposto al Consultore Sig. Ingegnere Adriani di non potersi occupare della grave questione della strada consorziale Falcariense sulla quale si era offerto il lodato Sig. Ingegnere di affrettare il rapporto.

Quindi essendo le ore 3 pomeridiane Monsig. Vice-Presidente ha posto fine alla Sessione dichiarando sciolta la presente ultima adunanza della Consulta di Stato.¹⁾

II.

LETTERE DI CONSULTORI

1. Luigi Mastai al Principe Camillo Aldobrandini.

Caro Principe

il S. Padre annuisce alla progettata venuta del generale Polacco Czanowski (*sic*).

In quanto al Generale Piemontese, il S. Padre disse al Ministro Sardo, che se l'intendesse con voi come Ministro della Guerra.

State sano, addio.

Vostro L. Mastai.

Quirinale 3 1/2 pom. 30 marzo 48.

(Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 202, fasc. 7).

2. Marco Minghetti al Cardinale Amat.

Eminenza Reverendissima

L'altissimo onore che Sua Santità si è degnata accordarmi chiamandomi in Roma insieme al Sig. Ant^o Silvani nell'ufficio prescritto dalla Circolare del 19 aprile riempie il mio animo di riconoscenza. Se non che alla gravazza di tanto incarico comprendo le mie forze essere troppo inferiori, e mi viene da temere che non saprò rispondere degnamente alla fiducia dell'ottimo Principe, ed all'aspettativa del paese. Pure se il buon volere congiunto alla più assidua diligenza potranno in qualche parte supplire al difetto dell'ingegno, e degli studi, certo io non risparmiarò nè l'opera nè le fatiche. Bene avrei creduto rifiutando di mancare al mio debito verso il Principe, e verso la patria, ed io supplico l'Ema. Vostra Rev.ma a voler deporre ai piedi dell'Augusto Trono la mia accettazione insieme ai sentimenti della più viva gratitudine, e devota sudditanza.

Allo zelo paterno dell'E. V. R. deve la città di Bologna di primeggiare fra le altre provincie dello Stato mandando due soggetti al Consesso di Roma. Alla singolare bontà dell'E. V. debbo io particolarmente l'insigne onore di venir prescelto, in

¹⁾ Nel R. Archivio di Stato di Roma si conserva l'Archivio della Consulta di Stato, contenente i processi verbali delle singole Sezioni (I, legislativa, dal 16-XI-1847 al 28-IV-1848; II, finanze, dal 16-XI al 29-II-1848; III, amministrazione ecc., dal 16-XI al 16-V-1848; IV, militare, dal 16-XI al 9-V-1848), i rapporti ed il carteggio dell'ente. Ringrazio vivamente il comm. dott. Emilio Re, Soprintendente al R. Archivio di Stato di Roma, per le cortesie segnalazioni.

compagnia di un giureconsulto chiarissimo, fra tanti altri che potevano esserne meritevoli. Questi pensieri mi commuovono fortemente il cuore, ed io porgo all'E. V. i più vivi ringraziamenti pel segnalato patrocinio onde Le piacque di onorarli.

Accolga adunque con la usata sua benignità questi sinceri sensi della mia gratitudine, e permetta che io m'inchini alla Ema. Vostra colla più profonda riverenza e venerazione.

Dell'Ema Vostra Reverendissima
Dev.mo Umiliss.mo Obl.mo Servitore
Marco Minghetti.

Bologna 1° agosto 1847

(Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 13, fasc. 1).

3. Marco Minghetti a Gaetano Recchi.

Riverito e Caro Signore.

Debbo ringraziarla moltissimo della sua gentilissima lettera, e delle cortesi dimostrazioni di amicizia delle quali Ella sempre mi onora. Io spero che ove Ella mi credesse capace di servirla vorrà comandarmi senza riserva, poichè l'assicuro che non potrebbe farmi cosa più grata di quello che offerendomi occasione di mostrarle coi fatti il mio grato animo, e la distinta stima ed osservanza che le professo. Ho veduto l'invito fatto da Lor Signori a' Ferraresi per la banca di Sconto, e mi pare acconcissimo, e ne speriamo molto bene. Qui la raccolta delle azioni procede specialmente nel Commercio con molta alacrità; ma i possidenti vengono più ritrosi all'invito il che mi fa meraviglia poichè la Banca in un paese eminentemente agricolo come il nostro potrebbe appunto in certe occasioni venire in sussidio alle strettezze dei Proprietari. Sembra che la Banca di Roma non solo non farà opposizione, ma probabilmente prenderà un numero considerevole di azioni, tali almeno erano le ultime notizie che abbiamo ricevute. Laonde confidiamo di vedere realizzata questa Istituzione di Credito che ci sembra indispensabile all'aumento della industria e della prosperità del paese.

Il Direttore del *Felsineo* m'incarica di rinnovarle i suoi ringraziamenti, ed esprimerle le sue scuse se nel presente numero solo una parte del suo 2° articolo è stata inserita: l'altra parte sarà immancabilmente messa nel numero prossimo. La ragione poi di questo fu la improvvisa venuta della Circolare del Gizzi del 19 intorno alla quale come cosa importantissima e di attualità credette il direttore di dover subito scrivere qualche cosa. Del resto i suoi articoli sono comunemente lodati, e non solo il direttore del *Felsineo* ma noi tutti le saremo obbligati se Ella vorrà, quando le è possibile, favorirci. Qui corre voce che Ella sarà il Deputato in Roma per la provincia di Ferrara. Se ciò è me ne rallegro cordialmente coi Ferraresi: questo primo Consiglio vuol essere composto di persone di alta capacità e di molto cuore poichè da esso dipenderà molto del progresso avvenire di quella Istituzione.

Di nuovo me le offero, e mi è grato ripetermi

Devot.mo Servitore ed Amico
Minghetti.

Bologna 30 aprile 1847.

(Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 549, fasc. 83).

4. Marco Minghetti a Gaetano Recchi.

Bologna 23 maggio 1847.

Caro amico,

non vi scrivo della Banca di Sconto perchè avrete veduto l'articolo che è nel *Felsineo*. Aggiungerò solo che case fortissime e rispettabilissime di Livorno e di Genova ci avevano offerto vistosi capitali. Vedremo che fa la Banca di Roma.

Vi ringrazio infinitamente anche per parte di Agucchi delle notizie sul V..... Comprendo bene la vostra ripugnanza, e ciò accresce la mia gratitudine. Credo che Agucchi vi avrà detto che doveano servire per Azeglio. Mi pare che siano opportunissime.

Ringraziate per me moltissimo il Sr. Anau: non so se potrò fare un articolo sul suo libretto giacchè sono occupatissimo, ma ne darò almeno un rapporto alla Conferenza Economica, e questo rapporto verrà negli atti della Società medesima.

Godo assaissimo che il Card^e di Ferrara abbia messo il vostro nome nella terna presentata al Sovrano: ciò vi si dovea per ogni rapporto e sarà un gran bene per Ferrara se voi siate l'eletto: ciò dico col massimo convincimento. Ho scritto a Silvani per avere certezza più precisa degli ufficii che avrebbero questi deputati e dell'idea che se ne faranno il Governo ed il paese. Queste notizie vi comunicherò tosto che io le riceva. Qui credesi che il nominato sarà Marchetti come amicissimo del Papa.

Gradite i sentimenti della mia sincera stima, e della più affettuosa amicizia, e in tutto che io valga comandatemi senza riserva che mi farete sempre singolar favore.

Aff.mo e obbl.mo Amico
Minghetti.

(Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 549, fasc. 83).

5. Antonio Silvani al Cardinale Amat.

Eminenza Reverendissima

Vorrei non essere indegno del giudizio fatto su di me da Vostra Eminenza Reverendissima, allorchè mi propose fra le persone da chiamarsi per questa nostra Provincia alla Capitale, e che ora ripete nell'accompagnarmi la nomina fatta da Nostro Signore dietro quella proposta. Ma per quanto possa un tanto giudizio levarmi in concetto di me medesimo, pure la coscienza mi avverte che la Protezione di cui Vostra Eminenza Reverendissima mi onora ha fatto velo questa volta allo squisito criterio di Lei. Ciò non pertanto conosco il debito che m'impone la gratitudine verso Vostra Eminenza Reverendissima, e la riverenza pei voleri di Nostro Signore, e di buon grado mi sobbarco ad un peso assai grave per gli omeri miei, proponendomi colla diligenza e col buon volere di supplire a ciò che d'altronde mi manca.

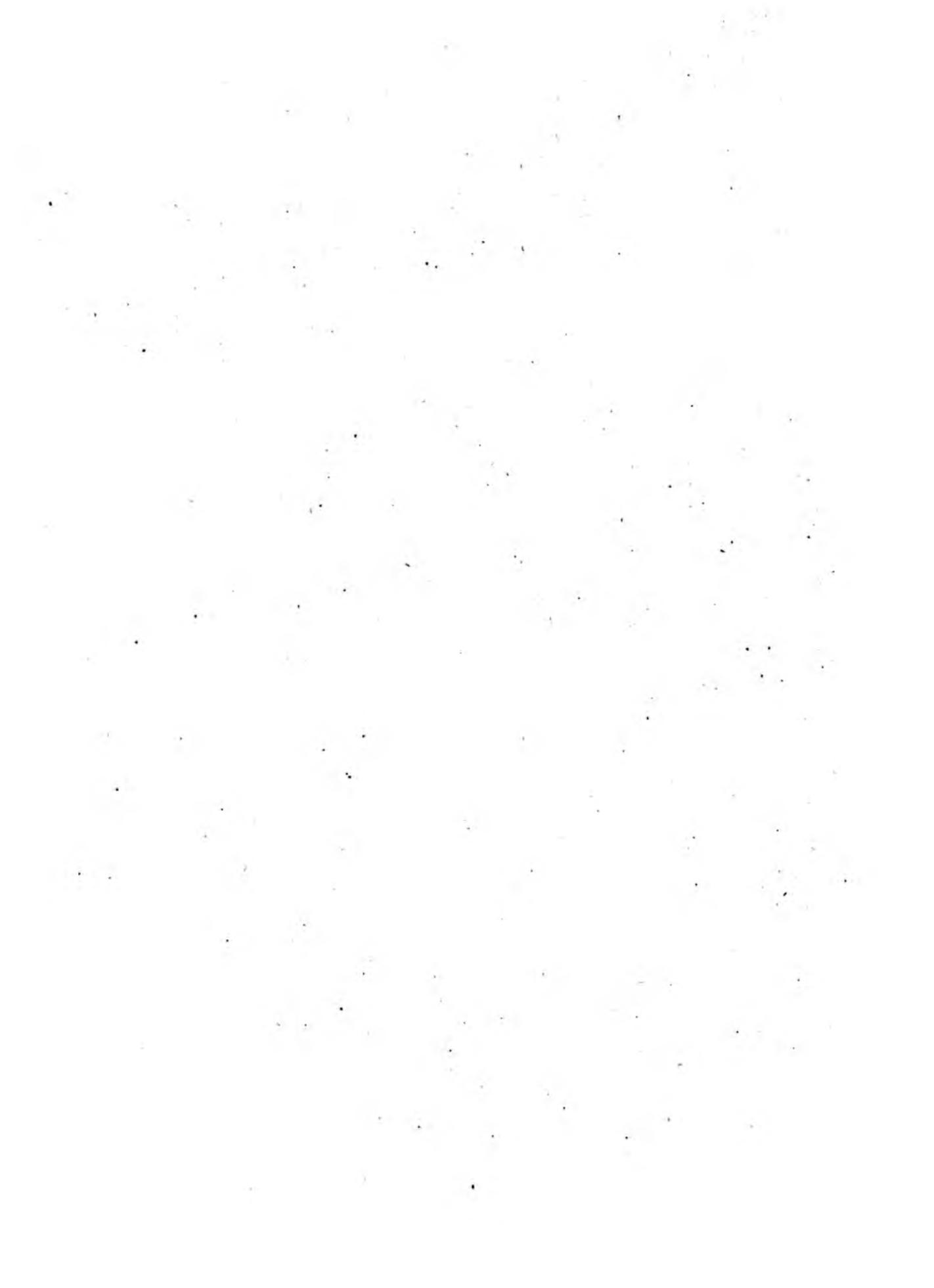
Non so con quali termini render grazie a Vostra Eminenza Reverendissima. Desidero che l'Eminenza Vostra accolga benignamente i sentimenti della mia servitù, e della mia gratitudine che le professo nell'atto che riverentemente m'inchino a baciarle la Sacra Porpora.

Di Vostra Eminenza Reverendissima
Umilissimo Devotissimo ed Obbligatissimo Servo
Antonio Silvani.

Bologna il 1^o agosto 1847.

(Roma, Museo Centrale del Risorgimento, Busta 13, fasc. 11).

INDICI



INDICE DEI NOMI

- Aberdeen Gordon George Hamilton (lord), p. 10, 17, 19.
- Adriani Michele, p. 48, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 90, 96, 99, 103, 105, 108, 115, 122, 130, 135, 140, 142, 143, 147, 152, 158, 165, 166, 169, 172, 173, 178, 180, 182, 186, 188, 189, 191.
- Agucchi Filippo, p. 45, 198.
- Alberti Giuseppe, p. 45.
- Albicini Raffaello, p. 45.
- Aldobrandini Camillo, p. 74, 127, 196.
- Alibrandi Ilario, p. 133.
- Alibrandi Pietro, p. 43.
- Almerici Luigi, p. 132.
- Altieri Ludovico, p. 9, 64, 67, 142.
- Amadei Luigi, p. 132, 152.
- Amat di San Filippo Luigi, p. 12, 45, 70, 73, 75, 100, 130, 196, 198.
- Amici Camillo, p. 52, 53, 77, 79, 81, 84, 90, 96, 99, 109, 138, 139.
- Amici Grossi Valentino, p. 65.
- Anau Salvatore, p. 198.
- Antici Carlo, p. 47.
- Antonelli Filippo, p. 44.
- Antonelli Giacomo, p. 51, 53, 58, 59, 61, 62, 68, 72, 73, 77, 79, 81, 83, 90, 94, 95, 96, 99, 105, 108, 115, 116, 121, 126, 130, 135, 140, 141, 142, 147, 151, 152, 158.
- Antonini Tiburzio, p. 44.
- Arconati-Visconti Costanza, p. 68.
- Armellini Carlo, p. 53.
- Arnoldi Luigi, p. 134.
- Azeglio (d') Massimo, p. 9, 11, 20, 21, 38, 69, 72, 95, 96, 146, 198.
- Azeglio (d') Roberto, p. 69, 96.
- Balbo Cesare, p. 21, 40.
- Ballanti Panfilo, p. 131, 152.
- Bandini Carlo, p. 47.
- Barberini Francesco, p. 49, 53, 76, 77, 78, 79, 81, 83, 90, 91, 96, 98, 99, 101, 105, 108, 111, 113, 115, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 135, 140, 147, 150, 151, 156, 158, 159, 160, 163, 165, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 177, 178, 179, 182, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193.
- Barbetti, p. 32.
- Barbiellini, p. 133.
- Bargagli Scipione, p. 57, 61, 62, 64.
- Barnabò Alessandro, p. 142.
- Barnabò Francesco, p. 49.
- Battaglini Filippo, p. 45.
- Belli Gioacchino, p. 24, 191.
- Benedetti Francesco, p. 43, 44, 50, 77, 78, 79, 80, 81, 84, 85, 86, 87, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 102, 105, 106, 107, 108, 112, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 125, 126, 129, 130, 131, 134, 135, 138, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 157, 158, 159, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 173, 179, 182, 187, 189, 195.
- Beni Girolamo, p. 46.
- Beni Ubaldo, p. 46.
- Benvenuti, p. 24.
- Berardi Giovanni, p. 134.
- Berardi Tiberio, p. 132.
- Bernetti Tommaso, p. 5, 10, 11, 16.
- Bertinelli Gioacchino, p. 131, 152.
- Bertini Angelo, p. 24, 57.
- Bettacchi Filippo, p. 47.
- Bettocchi Alessandro, p. 133.
- Bevilacqua Carlo, p. 45.
- Bevilacqua Roberto, p. 132, 152.
- Bianchi Ambrogio, p. 12.
- Bianchi Nicomede, p. 12.
- Bianconi Vincenzo, p. 133.
- Bidault, p. 109, 112, 194.
- Boccanera, p. 127.
- Bofondi Giuseppe, p. 46, 74, 129, 130, 142.
- Bofondi Pio, p. 45.
- Bompiani Gaetano, p. 132, 152.
- Bonafede Pio, p. 48.
- Bonanni Francesco, p. 134.
- Bonfigli Andrea, p. 47.
- Bonini, avv., p. 179.
- Borghese Marc'Antonio, p. 67, 74.

- Bourbon del Monte Carlo, p. 47.
 Broglie (duca de), p. 34.
 Bruni Alessandro, p. 132.
 Bruni Pier Luigi, p. 132, 152.
 Bruschi Falgari Francesco Maria, p. 43.
 Buraggi Gian Carlo, p. 57.
 Burri Romolo, p. 133.
 Cadolini Giovanni Ignazio, p. 12.
 Cagnucci Cherubino, p. 133.
 Campbell Scarlett P., p. 10, 17, 25, 54.
 Campello (di) Pompeo, p. 43, 76, 77, 78,
 79, 80, 81, 82, 84, 90, 96, 99, 100, 105,
 108, 115, 122, 124, 126, 130, 131, 135,
 140, 146, 147, 152, 158, 159, 165, 166,
 169, 173, 179, 182, 187, 189.
 Canino Bonaparte Carlo Luciano (Prin-
 cipe di), p. 74.
 Canonici Gio. Batta, p. 45.
 Capogrossi Baldassarre, p. 132.
 Caprioli Antonio, p. 132, 152.
 Cardinali Alfredo, p. 131, 152.
 Carlo Alberto di Savoia, p. 60.
 Casini Filippo, p. 134.
 Castagnetto Trabucco (di) Cesare, p. 71.
 Castracane Castruccio, p. 142.
 Cavallini Alessandro, p. 132.
 Cavallini Vincenzo, p. 133.
 Cavi Francesco, p. 48.
 Cavour Camillo, p. 51, 109, 110, 112.
 Cecconi Domenico, p. 133.
 Celles (de), p. 5.
 Celli Luigi, p. 132.
 Chastel (du), p. 5.
 Ciacchi Luigi, p. 45.
 Ciampi Ignazio, p. 132.
 Cicconetti Filippo, p. 133.
 Ciceruacchio, p. 74.
 Cini Raffaele, p. 132, 152.
 Ciofi Luigi, p. 43, 76, 77, 78, 80, 81, 84,
 85, 87, 89, 90, 91, 96, 99, 102, 105, 108,
 115, 124, 130, 135, 140, 147, 148, 149,
 152, 158, 165, 166, 168, 169, 173, 174,
 178, 181, 182, 185, 186, 187, 188, 190,
 191, 194.
 Codronchi Argeli Giovanni, p. 46.
 Colle de Vita Vincenzo, p. 44.
 Colucci Ignazio, p. 48, 49.
 Conforti Tito, p. 47.
 Coppi Antonio, p. 11, 12, 13.
 Corboli Costanza, p. 15, 30, 42, 162.
 Corboli Bussi Giovanni, p. 38, 57, 71, 75,
 142, 160.
 Cormenin (de) Luigi Maria, p. 52.
 Corsini Tommaso, p. 67, 74, 75, 142, 143.
 Costa Francesco, p. 132.
 Costa de Beauregard Pantaleone, p. 20.
 Croce Cesare, p. 133.
 Cugnoni Giuseppe, p. 134.
 Czarnowski Adalberto, p. 196.
 De Angelis Filippo, p. 10, 12.
 De la Hante, p. 109, 110, 112, 114, 115,
 161, 162.
 De Luca Anna Maria, p. 182.
 De Magistris, p. 11.
 De Rossi Pasquale, p. 44, 50, 76, 77, 78,
 80, 81, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 95,
 96, 99, 100, 101, 102, 104, 105, 108, 111,
 112, 113, 114, 115, 119, 120, 122, 130,
 131, 135, 140, 146, 147, 148, 150, 152,
 158, 160, 164, 165, 166, 169, 170, 171,
 172, 173, 176, 177, 178, 181, 182, 183,
 184, 185, 186, 187, 188, 189, 194, 195,
 Donini Luigi, p. 49, 76, 77, 78, 80, 81,
 84, 90, 96, 99, 105, 108, 115, 122, 130,
 135, 140, 147, 152, 158, 165, 166, 169,
 173, 178, 182, 186, 188.
 Doria Pamphily Filippo Andrea, p. 67.
 Doubet Luigi, p. 72.
 Dubino Filippo, p. 132.
 Fabbri Eduardo, p. 45.
 Falconieri Chiarissimo, p. 10, 12.
 Fanfani Geniale, p. 134.
 Farini Luigi Carlo, p. 24, 27, 28, 31, 38,
 47, 55, 57, 58, 62, 68, 69, 70, 73, 75, 97,
 100, 107, 109, 124, 130, 140.
 Felici Antonio, p. 48, 49.
 Ferrari Lino, p. 44.
 Ferrari Sallustio, p. 46.
 Ferretti Gabriele, p. 10, 43, 46, 48, 49,
 53, 62, 63, 64, 67, 109.
 Ferretti Pietro, p. 47.
 Ferri Carlo, p. 46, 49.
 Ferrucci Domenico, p. 48.
 Ficquelmont (de) Luigi, p. 63, 65.
 Fieschi Adriano, p. 11, 12, 13.
 Filangieri Gaetano, p. 91.

- Filippi Filippo, p. 44.
 Fiorenzi Pier Filippo, p. 131, 152.
 Flacchi Giulio, p. 133.
 Flahaut (de), p. 10, 20.
 Fontana Pietro, p. 43.
 Fracassetti Giuseppe, p. 48.
 Franzoni Giacomo Filippo, p. 10, 12.
 Frascchetti Giovanni, p. 133.
 Freeborn, p. 34.
 Gabrielli Pompeo, p. 123.
 Gabussi Giuseppe, p. 39.
 Galeotti Leopoldo, p. 40, 51, 57, 73, 97, 140.
 Galeotti Militone, p. 132.
 Gaysruck Carlo Gaetano, p. 20.
 Gazola Carlo, p. 100.
 Ghini Ferdinando, p. 45.
 Ghiron Isaia, p. 11.
 Gioberti Vincenzo, p. 21, 22, 40, 42.
 Giovenale Benedetto, p. 131, 152.
 Gizzi Pasquale, p. 9, 10, 14, 16, 20, 24, 27, 28, 30, 34, 38, 41, 66, 197.
 Gnoli Tommaso, p. 24.
 Gori Giuseppe, p. 45.
 Grassi Giovanni A., p. 22.
 Graziosi Giovanni, p. 44, 195.
 Graziosi Giuseppe, p. 195.
 Gregori Carlo, p. 134.
 Gregorio XVI, p. 5, 6, 8, 13, 15, 16, 20, 23, 26, 39, 55, 99, 146.
 Gualterio Filippo Antonio, p. 39, 44.
 Gualterio Ludovico, p. 44, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 90, 96, 99, 104, 105, 107, 108, 110, 113, 114, 116, 118, 122, 130, 135, 140, 147, 152, 158, 165, 166, 168, 169, 173, 178, 182, 186, 189, 191.
 Guglielmi Felice, p. 43.
 Guglielmotti Casimiro, p. 132.
 Guiccioli Ignazio, p. 46.
 Guizot Francesco, p. 10, 23, 24, 26, 27, 36, 38, 41, 52.
 Hamilton George, p. 54.
 Jardin (des) F. M., p. 57.
 Jermi Giulio, p. 133.
 Invernizzi, p. 23.
 Lambruschini Luigi, p. 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 20, 22.
 La Sarraz (de), p. 56.
 Lauri Lauro, p. 47, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 86, 87, 90, 93, 94, 95, 97, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 115, 119, 122, 124, 125, 129, 130, 135, 136, 138, 140, 141, 147, 148, 152, 158, 161, 164, 165, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 176, 178, 179, 181, 182, 183, 185, 186, 188, 189.
 Lazzarini Lorenzo, p. 47.
 Leone XII, p. 23, 146.
 Leopardi Giuseppe, p. 134.
 Leuchtenberg (famiglia), p. 110.
 Liedekerke Beaufort (de) Augusto, p. 5, 6, 10, 11, 13, 15, 16, 19, 23, 25, 26, 27, 32, 34, 35, 36, 42, 56.
 Lopez Gio. Batta, p. 134.
 Lorini, p. 127.
 Ludolf Giuseppe Costantino, p. 10, 16, 17, 18, 20, 30, 32, 34, 35, 58, 59, 61, 64, 66.
 Lunati Giuseppe, p. 45, 50, 76, 77, 78, 81, 84, 86, 87, 90, 96, 99, 105, 108, 117, 118, 119, 121, 125, 130, 131, 132, 135, 137, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 194, 195.
 Lützow Rodolfo, p. 13, 15, 19, 20, 25, 52, 55, 56, 58, 63, 65, 67, 73, 75, 98, 99, 129, 139.
 Macchi Vincenzo, p. 9, 12.
 Magrini Paolo Emilio, p. 6, 37, 56.
 Mai Angelo, p. 10, 12.
 Mangelli Paolo, p. 10.
 Manzoni Alessandro, p. 68.
 Marchetti Giovanni, p. 45, 50, 76, 105, 108, 115, 122, 128, 129, 130, 131, 135, 140, 147, 152, 158, 165, 166, 169, 171, 173, 178, 182, 185, 186, 189, 198.
 Marcigliani Alessandro, p. 134.
 Martini Salvatore, p. 131, 152.
 Masi Ernesto, p. 11.
 Masi Luigi, p. 74.
 Massari Giuseppe, p. 51.
 Massei Giovanni, p. 45.
 Massimo Francesco Saverio, p. 12, 123.
 Massimo Mario, p. 140.

- Mustai Luigi, p. 46, 53, 72, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 108, 111, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 135, 136, 137, 138, 140, 141, 147, 149, 152, 157, 158, 159, 161, 162, 164, 165, 166, 168, 169, 172, 173, 174, 176, 178, 180, 182, 187, 188, 190, 191, 192, 196.
- Mastai Ferretti Giovanni Maria, ved. Pio IX.
- Mattei Francesco, p. 134.
- Mattei Mario, p. 24.
- Matteucci Antonio, p. 41, 53.
- Mazzini Giuseppe, p. 68.
- Mazzocchi Leandro, p. 44.
- Melchiorri (marchese), p. 142.
- Menghini Mario, p. 68.
- Mertel Teodolfo, p. 142.
- Metternich (principe di) Clemente, p. 10, 13, 15, 20, 25, 34, 42, 52, 56, 58, 65, 67, 75, 98, 126, 129, 140.
- Micara Lodovico, p. 10, 11, 12, 16, 17, 44.
- Minghetti Marco, p. 31, 45, 50, 51, 52, 58, 61, 65, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 119, 120, 121, 122, 128, 129, 130, 133, 135, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 156, 158, 161, 182, 196, 197, 198.
- Minto Gilberto Elliot Murray (lord), p. 60, 61, 68, 72, 89.
- Mollat G., p. 20.
- Monico Jacopo, p. 10.
- Montanari Antonio, p. 72.
- Montanelli Giuseppe, p. 68.
- Montecchi Mattia, p. 57.
- Monti Antonio, p. 11, 20.
- Moore, p. 19.
- Morandini Giov. Lorenzo, p. 44.
- Morelli Emilia, p. 69.
- Morichini Carlo Luigi, p. 53, 70, 73, 109, 110, 165, 182, 191.
- Morici Nicola, p. 48.
- Moscati Ruggero, p. 59.
- Muzzi, p. 14.
- Natalucci Vincenzo, p. 131, 152.
- Neroni Cancelli Giuseppe, p. 48, 49.
- Normamby Phipps Costantino Enrico (lord), p. 31.
- Novelli Luigi, p. 132.
- Odescalchi Pietro, p. 49, 69, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 86, 90, 92, 94, 96, 99, 105, 108, 115, 121, 130, 135, 140, 147, 152, 158, 165, 166, 169, 173, 178, 182, 183, 185, 186, 188, 192.
- Orioli Anton Francesco, p. 10, 142.
- Orsini Domenico, p. 58, 67.
- Ostini Pietro, p. 10, 142.
- Pacca Bartolomeo, p. 44, 77, 78, 80, 81, 84, 90, 96, 99, 105, 108, 116, 122, 130, 135, 140, 147, 152, 158, 165, 166, 169, 173, 178, 182, 186, 188, 189.
- Palmerston Temple Henry John, p. 31, 34, 54, 68, 89.
- Palomba Clemente, p. 131, 152.
- Paolucci de Calboli Luigi, p. 45, 46, 61, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 84, 90, 94, 96, 98, 99, 105, 108, 115, 119, 122, 130, 135, 140, 147, 152, 158, 164, 165, 166, 169, 173, 179, 182, 187, 189.
- Paolucci Mancinelli Aurelio, p. 49.
- Paradisi Filippo, p. 48.
- Pareto Domenico, p. 56, 64, 68, 69, 70, 71, 72, 80, 84, 89, 95.
- Pasolini Giuseppe, p. 21, 46, 50, 51, 68, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 87, 88, 90, 91, 95, 96, 99, 104, 105, 107, 108, 115, 121, 130, 135, 137, 138, 140, 141, 142, 159.
- Pasquini, p. 117.
- Passeri Federico, p. 48.
- Patrizi Costantino, p. 10.
- Peda Gio. Batta., p. 47, 77, 78, 80, 81, 84, 89, 90, 91, 92, 99, 105, 108, 112, 116, 122, 130, 135, 140, 147, 152, 158, 165, 166, 169, 173, 178, 179, 181, 182, 183, 186, 188, 189.
- Peda Nicola, p. 38.
- Pelagallo Luigi, p. 48.
- Pelczar G. S., p. 12.
- Pentini Francesco, p. 69, 76, 109, 116, 121, 130, 141, 158, 160, 161, 165, 166, 169, 178, 182, 186, 188, 194, 195.

- Pergoli Francesco, p. 47.
 Pericoli Pietro, p. 131, 152.
 Peruzzi Agostino, p. 22.
 Petre, p. 25, 58, 61.
 Piacentini Giuseppe, p. 43, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 86, 87, 90, 96, 99, 101, 105, 107, 108, 111, 114, 115, 121, 122, 125, 130, 135, 140, 147, 149, 152, 154, 158, 165, 166, 169, 171, 173, 174, 175, 176, 178, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 189, 191, 192, 194, 195.
 Pianciani Vincenzo, p. 43.
 Piazza, p. 53.
 Piccinini Alessandro, p. 48.
 Piccolomini Orazio, p. 48.
 Pietro il Grande, p. 25, 30.
 Pifferi Cesare, p. 133.
 Pio VII, p. 11, 13, 193.
 Pio IX, *passim*.
 Pizzi Lodovico, p. 131, 152.
 Placidi Biagio, p. 131, 152.
 Poggioli Giuseppe, p. 134.
 Polidori Benedetto, p. 133.
 Polidori Gio. Batta., p. 131, 152.
 Polidori Paolo, p. 10.
 Politi Corrado, p. 132, 152.
 Potenziani Ludovico, p. 43.
 Pozzi Egidio, p. 44.
 Predari Francesco, p. 58.
 Ranalli Ferdinando, p. 42, 90.
 Ravizza Flavio, p. 44.
 Re Emilio, p. 196.
 Reboa Tito, p. 133.
 Recchi Gaetano, p. 45, 50, 51, 72, 76, 77, 78, 79, 81, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 96, 99, 101, 102, 105, 106, 108, 111, 113, 114, 115, 117, 119, 121, 122, 123, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 132, 135, 138, 140, 143, 146, 147, 151, 152, 158, 197, 198.
 Rendu Eugenio, p. 11, 95.
 Ricci Amico, p. 47, 49.
 Ridolfi Cosimo, p. 142.
 Romagnoli Melchiorre, p. 45.
 Romeo Giovanni Andrea, p. 62.
 Roncalli Nicola, p. 11, 24.
 Rondini Giuseppe, p. 46.
 Rosi Michele, p. 22.
 Rossi Pellegrino, p. 10, 15, 16, 18, 20, 22, 23, 24, 26, 27, 31, 34, 36, 38, 40, 41, 52, 55, 68, 70, 71, 72, 100.
 Rotschild, p. 110.
 Ruggeri Teresa, p. 69.
 Rusconi Giovanni, p. 46, 52, 123, 124.
 Ruspantini Leon Angelo, p. 133.
 Sabariani Giacomo, p. 44, 49.
 Sacconi Antonio, p. 134.
 Saffi Aurelio, p. 45, 50, 52, 54.
 Saladini Saladino, p. 48.
 Salmi Cesare, p. 131, 152.
 Salvatori Fedele, p. 134.
 Sand George, p. 68.
 Sandri Leopoldo, p. 22.
 Santa Croce (di) Carlo, p. 43.
 Santucci Luigi, p. 44, 76, 77, 78, 79, 81, 84, 90, 99, 105, 107, 108, 116, 122, 130, 131, 135, 140, 147, 149, 152, 158, 160, 165, 166, 168, 169, 173, 174, 178, 179, 182, 184, 186, 187, 188, 193, 194.
 Santucci Vincenzo, p. 23.
 Savi A. F., p. 131.
 Scilla Fulco Ruffo di Calabria (principe di), p. 17, 18, 30, 34, 35, 58, 61, 64, 66.
 Senni Giuseppe, p. 45.
 Serafini Giovanni, p. 12.
 Sereni Gio. Batta, p. 49.
 Sgariglia Dal Monte Ottavio, p. 48, 49, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 90, 96, 99, 105, 108, 116, 122, 130, 135, 140, 147, 152, 158, 165, 169, 173, 178, 182, 186, 189.
 Signoretti Gio. Batta, p. 49.
 Silvani Antonio, p. 45, 49, 50, 77, 78, 80, 81, 90, 196, 198.
 Simonetti Annibale, p. 46, 50, 76, 77, 78, 80, 81, 84, 86, 90, 96, 98, 99, 105, 107, 108, 115, 122, 126, 130, 135, 138, 140, 146, 147, 148, 152, 156, 158, 159, 163, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 178, 179, 180, 181, 182.
 Simonetti Raniero, p. 47.
 Siracusa (conte di), p. 63.
 Soglia-Ceroni Giovanni, p. 10, 47.
 Solidati Luigi, p. 132.
 Sommi Girolamo, p. 162.
 Spada Giuseppe, p. 19, 34, 42, 109, 189.
 Spada Medici Averardo, 47.

- Spalazzi Serafino, p. 133.
 Spellanzon Cesare, p. 20, 22, 24.
 Spina Giambattista, p. 45.
 Spinola Ugo Pietro, p. 12.
 Srbik (von), p. 20.
 Sterbini Pietro, p. 68, 90.
 Stuart, p. 127.
 Sturani Luigi, p. 132.
 Sturbinetti Francesco, p. 53, 123, 182.
 Tacchi Venturi Antonio, p. 132.
 Taparelli Luigi, p. 21, 22.
 Toni Luigi, p. 131, 152.
 Torlonia Marino, p. 60, 64, 65, 77, 78.
 Traietto Nicola, p. 44.
 Ubaldini Sebastiano, p. 47.
 Ugolini Giuseppe, p. 12.
 Valenti Giacomo, p. 43.
 Valentini Luigi, p. 131, 152.
 Valsecchi Franco, p. 56.
 Vannicelli Casoni Luigi, p. 12.
 Vannutelli Giuseppe, p. 49, 76, 77, 78, 79, 81, 83, 85, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 99, 100, 103, 104, 105, 108, 116, 122, 130, 135, 140, 147, 151, 156, 158, 165, 166, 169, 173, 175, 178, 179, 182, 184, 185, 186, 188, 190, 193.
 Vannutelli Luigi, p. 131, 152.
 Varano Pier Gentile, p. 45.
 Venturi Pietro, p. 134.
 Verzaglia Giulio, p. 131, 152.
 Vieusseux Gian Pietro, p. 57, 62, 69.
 Vincenti Mareri Giacinto, p. 43.
 Zacchia Giuseppe Antonio, p. 10.
 Zanzi Francesco, p. 28.
 Zibel Paolo, p. 134.
 Zuccari, p. 127.

N. B. - Per comodità dei lettori si ricorda che al 30 dicembre 1847 il Consiglio dei Ministri pontificio era così costituito:

Presidenza e affari esteri: card. Gabriele Ferretti; *Interno:* mons. Amici; *Grazia e giustizia:* mons. Roberti; *Finanze:* mons. Morichini; *Lavori pubblici:* card. F. S. Massimo (poi mons. Rusconi); *Agricoltura e commercio:* card. Riario Sforza; *Istruzione pubblica:* card. Mezzofanti; *Armi:* mons. Rusconi (poi il principe Gabrielli); *Polizia:* mons. Savelli.

Al 12 febbraio 1848 erano avvenuti i seguenti cambiamenti:

Presidenza e affari esteri: card. G. Bofondi; *Interno:* mons. Pentini; *Lavori pubblici:* avv. Sturbinetti; *Agricoltura e commercio:* conte Pasolini; *Polizia:* duca Caetani.

Più radicali mutamenti furono quelli del 10 marzo 1848:

Presidenza e affari esteri: card. Antonelli; *Interno:* Recchi; *Grazia e giustizia:* Sturbinetti; *Finanze* (ma dal 25 aprile): Simonetti; *Lavori pubblici:* Minghetti; *Armi:* principe Aldobrandini; *Polizia:* Giuseppe Galletti.

La Consulta terminò i suoi giorni sotto il Ministero Mamiani, che era così costituito: *Presidenza e affari esteri ecclesiastici:* card. Ciacchi; *Affari esteri secolari:* Marchetti; *Interno:* Terenzio Mamiani; *Grazia e giustizia:* Pasquale de Rossi; *Finanze:* Lunati; *Lavori pubblici, agricoltura e commercio:* duca Mario Massimo; *Armi:* principe Doria Pamphily; *Polizia:* Galletti.

INDICE DEL VOLUME

I - IL CONCLAVE DEL GIUGNO 1846	Pag.	5
II - IL PRIMO ANNO DI GOVERNO	»	21
III - LA CONSULTA DI STATO	»	39
APPENDICE: I. Verbali delle adunanze generali della Consulta di Stato	»	77
II. Lettere di consultori	»	196
INDICE DEI NOMI	»	201





